
Bâtiment Ouvriers

(entreprises occupant jusqu'à dix salariés)

BROCHURE JO 3193

IDCC 1596

Convention collective nationale du 8 octobre 1990

[Étendue par arrêté du 12 février 1991, à l'exception d'une part des entreprises paysagistes et de reboisement répertoriées au code APE 55.10 relevant des professions agricoles et d'autre part des entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles ; JO 15 février 1991]

(Se reporter également aux Accords nationaux du bâtiment et des travaux publics)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment ;

Fédération nationale du bâtiment ;

Fédération nationale de l'équipement électrique ;

Fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics (pour la section bâtiment) ;

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération générale Force ouvrière du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes CGT - FO ;

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

FEDELEC ;

UNSA Industrie et Construction

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Titre I

Structures de la convention collective nationale

Article 1.1 (ancien)

Champ d'application

(Modifié par avenant n° 1 du 17 mars 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992)

1.11

La présente convention collective règle en France métropolitaine, à l'exclusion des DOM-TOM, les rapports de travail entre :

— d'une part, les employeurs dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'alinéa 1.12 ci-dessous, visés par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976.

— d'autre part, les ouvriers qu'ils emploient à une activité Bâtiment sur le territoire de la France métropolitaine, à l'exclusion des DOM-TOM.

Elle engage toutes les organisations syndicales d'employeurs et d'ouvriers adhérentes aux instances nationales l'ayant signée ou qui ultérieurement y adhèreraient, ainsi que tous leurs adhérents exerçant leur activité sur le territoire métropolitain, à l'exclusion des DOM-TOM.

La présente convention s'applique aux entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles, sous réserve des dispositions particulières figurant au titre XIII (Dispositions particulières aux entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles).

1.12

Le critère d'application de la présente convention est l'activité réelle exercée par l'entreprise, le code APE attribué par l'INSEE ne constituant à cet égard qu'une simple présomption.

Activités visées :

2106 Construction métallique

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le bâtiment⁽¹⁾.

(1)

Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. La présente convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose — y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) — représente au moins 80 p. 100 de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 p. 100 et 80 p. 100, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires de la présente convention collective nationale ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 p. 100, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application de la présente convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. La présente convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 p. 100 de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 p. 100 de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 p. 100 de l'ensemble du personnel, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente convention collective nationale.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107. Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension de la présente convention collective nationale ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

2403

Fabrication et installation de matériel aéraulique, thermique et frigorifique.

Sont visées :

— les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air⁽¹⁾.

(1)

Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. La présente convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose — y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) — représente au moins 80 p. 100 de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 p. 100 et 80 p. 100, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires de la présente convention collective nationale ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 p. 100, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application de la présente convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. La présente convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 p. 100 de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 p. 100 de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 p. 100 de l'ensemble du personnel, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente convention collective nationale.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107. Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension de la présente convention collective nationale ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

5510

Travaux d'aménagements des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins.

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de voirie et réseaux divers, de voirie et dans les parcs et jardins.

(Les entreprises paysagistes et de reboisement relevant des professions agricoles sont exclues de l'extension.)

5512

Travaux d'infrastructure générale.

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

5520

Entreprises de forage, sondages, fondations spéciales.

Sont visées dans cette rubrique :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales ainsi que :

— les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;

— les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;

— les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.

5530

Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ;

— les entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technique particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de dix étages et plus).

5531

Installations industrielles, montage-levage

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage ainsi que :

— les entreprises de constructions et d'entretien de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;

— les entreprises de construction de cheminées d'usine.

5540

Installation électrique

A l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

— les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective, appli-

quaient une autre convention collective que celle du bâtiment) ;

— pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;

— les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;

— les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;

— les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

5550

Construction industrialisée

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques⁽¹⁾.

(1)

Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. La présente convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose — y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) — représente au moins 80 p. 100 de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 p. 100 et 80 p. 100, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires de la présente convention collective nationale ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 p. 100, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application de la présente convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. La présente convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 p. 100 de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 p. 100 de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 p. 100 de l'ensemble du personnel, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente convention collective nationale.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107. Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension de la présente convention collective nationale ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

5560

Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

5570

Génie climatique

Sont visées :

— les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;

— les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;

— les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;

— les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

5571
Menuiserie — Serrurerie

A l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagement de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure y compris les murs-rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;
- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du bâtiment (fabrication, pose et réparation)⁽¹⁾ ;

(1)

Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. La présente convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose — y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) — représente au moins 80 p. 100 de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 p. 100 et 80 p. 100, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires de la présente convention collective nationale ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 p. 100, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application de la présente convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. La présente convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 p. 100 de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 p. 100 de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 p. 100 de l'ensemble du personnel, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente convention collective nationale.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107. Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension de la présente convention collective nationale ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le bâtiment (fabrication et pose associées)⁽¹⁾ (balcons, rampes d'escalier, grilles...) ;

(1)

Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. La présente convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose — y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) — représente au moins 80 p. 100 de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 p. 100 et 80 p. 100, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires de la présente convention collective nationale ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 p. 100, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application de la présente convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. La présente convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 p. 100 de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 p. 100 de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 p. 100 de l'ensemble du personnel, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente convention collective nationale.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107. Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension de la présente convention collective nationale ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

— les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé⁽¹⁾.

(1)

Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. La présente convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose — y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) — représente au moins 80 p. 100 de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 p. 100 et 80 p. 100, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires de la présente convention collective nationale ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 p. 100, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application de la présente convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. La présente convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 p. 100 de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 p. 100 de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 p. 100 de l'ensemble du personnel, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente convention collective nationale.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107. Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension de la présente convention collective nationale ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

5572

Couverture-plomberie — Installation sanitaire

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie-installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

Sont notamment visées :

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
- les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du bâtiment ;
- les entreprises de peinture de bâtiment, décoration ;
- les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques...) ; pour les entreprises de pose de vitres, de glaces, de vitrines⁽¹⁾ ;

(1)

Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. La présente convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose — y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) — représente au moins 80 p. 100 de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.
2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 p. 100 et 80 p. 100, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires de la présente convention collective nationale ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 p. 100, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application de la présente convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. La présente convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 p. 100 de l'ensemble du personnel de l'entreprise.
2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 p. 100 de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 p. 100 de l'ensemble du personnel, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente convention collective nationale.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107. Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension de la présente convention collective nationale ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines...) ; cependant, pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique⁽¹⁾ ;

(1)

Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. La présente convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose — y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) — représente au moins 80 p. 100 de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.
2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 p. 100 et 80 p. 100, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires de la présente convention collective nationale ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 p. 100, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application de la présente convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. La présente convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 p. 100 de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60 p. 100 de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective nationale et l'application de la convention collective travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 p. 100 de l'ensemble du personnel, la présente convention collective nationale n'est pas applicable.

4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente convention collective nationale.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107. Menuiserie métallique de bâtiment.

Toutefois, l'extension de la présente convention collective nationale ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

— les entreprises de pose de paratonnerres (à l'exclusion de la fabrication) ;

— les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.

8708 Services de nettoyage

Sont visées :

— pour partie, les entreprises de ramonage.

Article 1.1 (nouveau) Champ d'application

(Se reporter en annexe à l'accord national du 30 avril 1997 applicable après son extension)

Article 1.2 Clauses générales

(Modifié par avenant n° 1 du 17 mars 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992)

Les dispositions des titres II à XII (*Titres II à XIII*) de la présente convention collective constituent la première partie — **Clauses générales** — des conventions collectives conclues à l'échelon régional⁽²⁾ par les organisations syndicales adhérentes aux parties signataires du présent texte.

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

Article 1.3 Clauses régionales ou départementales

(Voir aussi " accords régionaux et départementaux ")

(Modifié par avenant n° 1 du 17 mars 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992)

1.31

La deuxième partie de ces conventions collectives régionales⁽²⁾ concerne les dispositions considérées comme des clauses professionnelles et non traitées dans les titres II et XII (

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

Titres II à XIII) de la présente convention collective, et notamment :

1. Les majorations pour heures de nuit, du dimanche et des jours fériés.
2. Les conditions de rémunération et d'organisation du travail par roulement.
3. Les primes d'outillage éventuelles.
4. Les primes pour travaux occasionnels représentant des conditions d'insalubrité, de pénibilité ou de nuisance particulière fixées dans les conditions exposées à l'article 4.1 de la présente convention.

Ces primes sont des primes horaires fixées en valeur absolue. Elles ne peuvent en aucun cas revêtir le caractère de prime de risque.

5. Le montant des indemnités de petits déplacements dans les conditions prévues au chapitre I^{er} du titre VIII de la présente convention, qui constitue le régime national d'indemnisation des petits déplacements.

Les dispositions du chapitre I^{er} du titre VIII sont mises en application à la date où les montants des indemnités professionnelles de petits déplacements sont fixés par accord paritaire.

Les dispositions du chapitre I^{er} du titre VIII se substituent de plein droit aux dispositions éventuelles des conventions collectives régionales⁽²⁾ relatives à la définition et à l'indemnisation des déplacements autres que les grands déplacements.

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

1.32

Le montant des primes et indemnités énumérées ci-dessus est négocié paritairement au moins une fois par an, à l'échelon régional⁽²⁾.

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

1.33

Les signataires de la deuxième partie des conventions collectives régionales⁽²⁾ peuvent, s'ils le jugent utile, prévoir que des avenants seront établis pour régler dans leur circonscription les conditions particulières à chaque corps d'état sur tout ou partie des matières énumérées à l'alinéa

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

1.31.

Article 1.4

Salaires minimaux

Les barèmes de salaires minimaux sont établis conformément à l'article 12.8 du titre XII de la présente convention.

Les organisations syndicales régionales⁽²⁾ adhérentes aux organisations nationales représentatives se réunissent au moins une fois par an pour étudier les conséquences que peut entraîner l'évolution de la situation économique sur les barèmes de salaires minimaux.

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

Article 1.5

Procédure de conciliation

1.51

Commission nationale d'interprétation et de conciliation

Une commission paritaire nationale d'interprétation et de conciliation est constituée pour rechercher une solution amiable aux conflits collectifs pouvant résulter de l'interprétation et de l'application de la présente convention collective. Cette commission n'a pas à connaître des litiges individuels qui restent du domaine judiciaire.

Cette commission est composée de deux représentants de chacune des organisations syndicales de salariés signataires et d'un nombre égal de représentants des organisations d'employeurs signataires.

La commission paritaire d'interprétation et de conciliation doit être convoquée par la partie patronale dans le délai de cinq jours ouvrables à dater de celui où elle a été saisie du différend par la partie la plus diligente.

La demande doit être formulée par écrit en autant d'exemplaires qu'il y a d'organisations signataires de la présente convention collective plus un, et doit exposer l'origine et l'étendu du différend.

Un procès-verbal d'accord ou de désaccord est établi par la commission paritaire.

1.52

Commissions régionales de conciliation

Les conflits collectifs portant sur l'interprétation et l'application de la deuxième partie des conventions collectives régionales⁽²⁾ — clauses professionnelles — sont examinés par des commissions régionales ayant une composition analogue à la commission nationale.

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

Ces commissions doivent se réunir dans un délai maximum de cinq jours ouvrables qui suit celui où elles ont été saisies du différend.

Titre II

Conclusion du contrat de travail

Article 2.1

Règles générales

2.11

Les employeurs doivent faire connaître leurs besoins en main-d'oeuvre auprès de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) ou de toute association ou organisme ayant passé une convention avec l'A.N.P.E. pour la gestion des offres et des demandes d'emplois. Ils peuvent également recourir à l'embauchage direct.

2.12

Les employeurs ne peuvent pas occuper temporairement ou de quelque façon que ce soit un ouvrier qui bénéficie par ailleurs à la même époque d'un emploi effectif à temps plein dans les conditions amenant l'intéressé à enfreindre les dispositions de l'article L. 324-2 du code du travail. De même, un ouvrier ne peut assurer un travail effectif rémunéré dans quelque entreprise que ce soit pendant la durée de son congé payé. Il en est de même à tout moment en ce qui concerne les travaux rémunérés effectués pour le compte des particuliers et des administrations.

2.13

Lorsqu'un salarié est embauché sur un chantier, son contrat de travail est conclu avec l'entreprise et non sur le chantier, à défaut d'autre stipulation.

Pour des raisons tant économiques que sociales, il est du plus grand intérêt que la stabilité de l'emploi, au sein des entreprises, soit assurée dans toute la mesure du possible.

Il est donc souhaitable que les entreprises conçoivent la gestion prévisionnelle de l'emploi, non pas à l'échelon du chantier, mais à l'échelon le plus élevé de l'entreprise, compatible avec les impératifs géographiques.

De façon pratique, il y a lieu de ne pas débaucher systématiquement les salariés à la fin d'un chantier, si on peut les employer sur d'autres chantiers. Il convient, dans ce cas, de les affecter sur ces autres chantiers de l'entreprise.

Article 2.2

Contrôle des aptitudes et des connaissances : épreuve préalable

Au cas où une épreuve est exigée avant la prise d'effet du contrat, le temps passé à son accomplissement, qui ne doit pas dépasser une journée, est rémunéré au taux du salaire d'embauche qui ne peut être inférieur au salaire minimum de l'emploi correspondant déterminé en application du titre XII de la présente convention.

Article 2.3

Lettre d'engagement

(Modifié par avenant n° 1 du 17 mars 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992)

Au plus tard dans les huit jours qui suivent l'embauchage, l'employeur remet au nouvel embauché un document mentionnant :

- le nom, la raison sociale et l'adresse de l'entreprise, ainsi que son numéro de code APE et le numéro d'inscription à l'U.R.S.S.A.F. ou à la mutualité sociale agricole
- le nom de l'intéressé, la date de son embauchage, son emploi, sa qualification, son coefficient hiérarchique ;
- la convention collective applicable ;
- la durée de la période d'essai, dans les limites de l'article 2.4 ;
- le montant de son salaire mensuel correspondant à un horaire hebdomadaire de travail de 39 heures (soit un salaire mensuel calculé sur une base de 169 heures) et son taux de salaire horaire ;
- l'horaire de travail hebdomadaire de référence choisi dans l'entreprise ou l'établissement et le montant de son salaire mensuel effectif correspondant ;
- le montant de la déduction pour une heure de travail non effectuée ;
- l'engagement de l'intéressé, pendant la durée du contrat, de ne pas avoir d'activité professionnelle susceptible de concurrencer celle de son employeur ou contraire aux dispositions de l'article L. 324-2 du code du travail ;
- le cas échéant, les avantages en nature et les conditions particulières, telles que le chantier sur lequel l'intéressé est embauché ;
- le nom des caisses de prévoyance et de retraite complémentaire où sont versées les cotisations.

Ce document doit être accepté et signé par les deux parties.

Article 2.4 **Période d'essai**

Dans le cas d'une période d'essai, l'embauchage définitif d'un ouvrier n'est confirmé qu'à l'expiration de la période d'essai.

Cette période est fixée conformément aux usages locaux de la profession, sans pouvoir excéder trois semaines. Pendant cette période, les parties peuvent se séparer à tout moment sans préavis.

Le temps de travail effectué par l'ouvrier pendant la période d'essai est rémunéré au taux mentionné sur la lettre visée à l'article 2.3, qui ne peut être inférieur au salaire minimum de l'emploi correspondant déterminé en application du titre XII de la présente convention.

Article 2.5 **Emploi de personnel temporaire**

Le recours à l'emploi de personnel temporaire ne doit intervenir que dans les conditions prévues par la législation en vigueur, pour l'exécution d'une tâche précise et non durable, et ne peut avoir pour objet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Article 2.6 **Emploi de personnel sous contrat à durée déterminée**

L'emploi de personnel sous contrat à durée déterminée ne doit intervenir que dans les conditions prévues par la législation en vigueur, pour l'exécution d'une tâche précise et non durable, et ne peut avoir pour objet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale permanente de l'entreprise.

Article 2.7 **Égalité de traitement entre ouvriers français et étrangers**

Sans préjudice de l'application des dispositions du titre IV du livre III du code du travail, les employeurs du bâtiment veilleront à assurer l'égalité de traitement entre les salariés français et étrangers, notamment en matière d'emploi, et, de manière générale, de conditions de travail et de rémunération.

Titre III **Durée du travail**

(Voir aussi l'accord du 9 septembre 1998 relatif à la réduction et l'aménagement du temps de travail et son avenant n° 1 du 10 mai 2000)

Chapitre III.1 **Horaires de travail**

Article 3.11 **Horaire collectif — Affichage**

Les horaires de travail restent collectifs au niveau de l'entreprise, des agences, des établissements, des chantiers ou des ateliers.

Ils doivent être affichés sur les lieux où travaillent de façon continue plus de cinq ouvriers.

Article 3.12 **Consultation des représentants du personnel**

Pour la mise en application dans les entreprises des dispositions du titre III et du titre V, chapitre V.2, de la présente convention, l'avis préalable des représentants du personnel est demandé, après délibération.

Lors de celle-ci, qui a lieu en principe une fois par an, les employeurs doivent indiquer le ou les horaires hebdomadaires de travail envisagés en précisant le choix du deuxième jour de repos hebdomadaire, soit pour l'ensemble du personnel, soit pour la partie du personnel qui prendra ce jour de repos le samedi, l'autre partie le prenant le lundi ; mais, dans ce dernier cas, la liste du personnel travaillant le samedi ou le lundi est fixée en tenant compte, dans la mesure du possible, du désir des ouvriers concernés.

L'avis des représentants du personnel est également demandé :

— sur la programmation de l'utilisation éventuelle de tout ou partie du contingent d'heures supplémentaires prévu à l'article 3.13 de la présente convention et sur les périodes auxquelles ces heures seront effectuées ; cet avis doit obligatoirement être favorable pour utiliser les heures supplémentaires au-delà de 130 heures ;

— en cas de travail en équipes successives ou en équipes chevauchantes (art. 3.23 de la présente convention) ;

— en cas de variation d'amplitude en cours d'année (art. 3.26de la présente convention).

Lors de cette consultation annuelle, les employeurs indiquent également les dates prévisibles de prise des congés, en précisant notamment s'il est envisagé de fermer l'entreprise ou si les congés seront pris par roulement.

Toutes ces informations sont données à titre indicatif et les modifications éventuelles de ces dispositions en cours d'année doivent faire l'objet également d'une consultation des représentants du personnel.

Après une première année de mise en application, lors de l'établissement d'une programmation indicative pour la deuxième année, les employeurs présentent aux représentants du personnel le bilan de ce qui a été effectué dans l'entreprise à partir de la première programmation indicative, notamment en ce qui concerne les conséquences sur l'emploi.

Cette procédure est par la suite renouvelée chaque année.

Article 3.13

Contingent d'heures supplémentaires non soumis à autorisation

(Résultant de l'avenant n° 3 du 17 décembre 2003, étendu par arrêté du 24 mai 2004, JO 5 juin 2004, applicable à compter du 1er janvier 2004)

La durée légale du travail effectif des ouvriers du Bâtiment est de 35 heures par semaine.

Les entreprises peuvent utiliser pendant l'année civile un contingent d'heures supplémentaires, sans avoir besoin de demander l'autorisation de l'inspection du travail, dans la limite de 145 heures par salarié.

Ce contingent est augmenté de 35 heures par an et par salarié pour les salariés dont l'horaire n'est pas annualisé.

Article 3.14

Heures supplémentaires exceptionnelles

En cas de surcroît exceptionnel de travail ou pour des raisons de sécurité ou des raisons impératives, telles que des travaux urgents ou continus, ou pour des raisons climatiques ou en cas de contraintes commerciales et techniques imprévisibles, les employeurs du bâtiment peuvent également recourir à des heures supplémentaires exceptionnelles, au-delà du contingent défini ci-dessus, en demandant préalablement l'avis des représentants du personnel puis l'accord de l'inspection du travail.

Ces heures supplémentaires exceptionnelles ouvrent droit à un repos compensateur dont la durée est égale au nombre d'heures supplémentaires exceptionnelles effectuées. Ce temps de repos compensateur intégralement indemnisé, qui ne se cumule pas avec les dispositions légales ou conventionnelles ayant le même objet, sera pris dans un délai maximum de deux mois suivant la date à laquelle le droit au repos compensateur aura été acquis.

Les employeurs doivent indiquer à l'inspection du travail, dans la demande d'autorisation d'utilisation d'heures supplémentaires exceptionnelles, les dates approximatives auxquelles le repos compensateur sera pris.

L'utilisation de ces heures supplémentaires exceptionnelles ne doit pas avoir pour effet de dépasser les limites fixées à l'article 3.15ci-dessous, sauf dérogation de l'inspection du travail.

Article 3.15

Plafonds

Sauf dérogations éventuelles accordées par l'inspection du travail, les plafonds suivants ne peuvent être dépassés :

- la durée maximale journalière du travail ne peut pas dépasser 10 heures ;
- la durée maximale du travail au cours d'une même semaine ne peut pas dépasser 48 heures ;
- la durée moyenne hebdomadaire du travail calculée sur une période quelconque de douze semaines consécutives ne peut pas dépasser 46 heures ;
- la durée moyenne hebdomadaire du travail, calculée sur le semestre civil, ne peut pas dépasser 44 heures.

Article 3.16

Définition de la durée du travail

La durée du travail dont il est question dans la présente convention se définit comme étant le temps de travail effectif, à l'exclusion des temps d'habillage et déshabillage, de casse-croûte et de trajet.

Article 3.17

Majoration pour heures supplémentaires

(Résultant de l'avenant n3 du 17 décembre 2003, étendu par arrêté du 24 mai 2004, JO 5 juin 2004, applicable à compter du 1er janvier 2004)

Les heures supplémentaires effectuées au-delà d'une durée hebdomadaire de travail de 35 heures sont majorées comme suit :

- 25% du salaire horaire effectif pour les huit premières heures supplémentaires;

— 50% du salaire horaire effectif pour les heures supplémentaires au-delà de la huitième.

Article 3.18 **Équivalences et dérogations permanentes**

Les équivalences prévues par l'article 5 (9^o) du décret du 17 novembre 1936 sont supprimées.

Les dérogations permanentes prévues par l'article 5 de ce décret restent en vigueur, sans être imputées sur le contingent d'heures supplémentaires prévu à l'article 3.13 mais en donnant lieu aux majorations pour heures supplémentaires citées à l'article 3.17 ci-dessus.

Chapitre III.2 **Organisation du travail**

Article 3.21 **Semaine de travail en cinq jours**

La durée du travail est fixée par l'employeur dans le cadre de la législation en vigueur.

La semaine de travail des ouvriers des entreprises du bâtiment est fixée au maximum à cinq jours consécutifs, sauf dans des cas exceptionnels pour des travaux urgents de sécurité ou de maintenance.

Le repos hebdomadaire a une durée minimale de 48 heures correspondant à deux jours consécutifs de repos dont l'un est le dimanche et l'autre le samedi, en priorité, ou le lundi.

Toutefois, lorsqu'un des deux jours de repos hebdomadaire tombera un jour férié ou le 1^{er} mai, il ne donnera pas lieu à l'attribution d'un jour de repos supplémentaire.

Article 3.22 **Exceptions à la semaine de travail en cinq jours**

Pour des raisons impératives, telles que par exemple des travaux urgents ou continus, ou des travaux dans des locaux où le public est admis, les entreprises pourront faire travailler leurs ouvriers le samedi (ou le lundi) totalement ou partiellement, mais elles devront alors obligatoirement, sauf dans le cas de récupération du chômage-intempéries, les faire bénéficier d'un repos compensateur d'une durée égale aux heures effectuées en plus des cinq jours de travail hebdomadaire.

Le repos compensateur devra obligatoirement être pris dans un délai maximum de cinq semaines suivant la date à laquelle le droit au repos compensateur aura été acquis, et si possible dans le même mois civil.

La moitié des heures de travail non effectuées lors du repos compensateur sera indemnisée par leur non-déduction du salaire mensuel, conformément aux dispositions de l'article 4.2 de la présente convention.

Toutefois, pour des raisons impératives liées au caractère particulier de l'activité professionnelle, les entreprises d'installation de stands et d'expositions relevant du numéro 5573 dans la nomenclature I.N.S.E.E. 1973 (337-02 dans la nomenclature I.N.S.E.E. 1959) pourront faire travailler leurs ouvriers pendant six jours consécutifs, mais elles devront alors obligatoirement les faire bénéficier d'un repos compensateur d'une durée égale aux heures effectuées au-delà du cinquième jour de travail consécutif. Le repos compensateur acquis par un ouvrier d'une entreprise d'installation de stands ou d'expositions devra être pris dans un délai aussi proche que possible de la date suivant laquelle le droit au repos compensateur aura été acquis. Il devra, en tout état de cause, être pris dans un délai maximum de six mois.

Article 3.23 **Équipes successives - Équipes chevauchantes**

Pour des raisons techniques ou des raisons de sécurité, le travail peut être organisé, soit en deux ou trois équipes successives, soit en équipes chevauchantes. Dans ce dernier cas, le décalage de l'horaire journalier entre la mise au travail ou la fin de travail des premières équipes et celles des équipes suivantes ne doit pas dépasser deux heures et demie.

L'organisation des équipes successives ou chevauchantes doit être prévue à l'avance et la liste du personnel composant ces équipes doit être affichée sur les lieux du travail.

Suivant les mêmes principes, l'horaire de travail peut être aménagé pour le personnel affecté à des activités de maintenance, d'entretien ou de dépannage.

Article 3.24 **Horaires individualisés**

Des horaires individualisés peuvent être aménagés d'un commun accord pour répondre aux demandes des ouvriers notamment pour le personnel sédentaire, avec possibilité de reporter des heures considérées comme normales d'une

semaine sur une autre sans effet sur le nombre et le taux des heures majorées, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Article 3.25 **Horaires à temps partiel**

Des horaires de travail à temps partiel peuvent être aménagés dans les entreprises dans les conditions prévues par la législation.

Article 3.26 **Modulation de la durée légale du travail**

(Abrogé par accord du 9 septembre 1998, étendu par arrêté du 30 octobre 1998, JO 31 octobre 1998)

Article 3.27 **Mise en place des horaires modulés**

(Abrogé par accord du 9 septembre 1998, étendu par arrêté du 30 octobre 1998, JO 31 octobre 1998)

Article 3.28 **Récupération des heures perdues pour intempéries**

Les heures de travail perdues du fait des intempéries peuvent être récupérées selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au 25 février 1982. Toutefois, elles donneront lieu aux majorations pour heures supplémentaires.

En outre, dans les ateliers ou chantiers de montagne dans lesquels les travaux sont arrêtés pendant trois mois au moins, les heures de travail non effectuées peuvent, à titre de compensation, être récupérées dans la limite maximale de 120 heures par an. Toutefois, les heures au-delà de la trente-neuvième heure hebdomadaire donnent lieu à majoration pour heures supplémentaires.

Article 3.29 **Cas des chefs d'équipe**

L'application des dispositions du titre III de la présente convention ne doit pas avoir pour effet d'augmenter la charge de travail des chefs d'équipe.

Ainsi, l'organisation du travail en équipes chevauchantes ou en équipes successives ne doit pas amener les chefs d'équipe à dépasser la durée habituelle de l'exercice de leurs fonctions ni à les obliger à être présents en permanence pendant l'amplitude journalière de la durée du travail choisie par l'entreprise.

Article 3.30 **Travaux pénibles**

Les ouvriers effectuant les travaux présentant un caractère de pénibilité énumérés ci-dessous bénéficient suivant les cas d'une ou de plusieurs interruptions quotidiennes de travail égales à 10 p. 100 du temps de travail pénible effectué.

Cette interruption est rémunérée et considérée comme du temps de travail effectif.

Les travaux concernés sont :

- travaux de montage et démontage occasionnels d'échafaudages volants, d'échafaudages de pied, de grues, de sapines, à une hauteur supérieure à 10 mètres au bord du vide, mesurée à partir de la surface de réception ou, à défaut, du sol ;
- travaux sur échafaudages volants ;
- travaux à la corde à noeuds ;
- travaux dans plus de 25 centimètres d'eau ;
- travaux avec utilisation manuelle d'un marteau piqueur ou brise-béton ;
- travaux effectués dans des vapeurs d'acide ;
- travaux dans les égouts en service et dans les fosses d'aisances ;
- travaux dans des excavations dont l'ouverture est inférieure à deux mètres et à une profondeur supérieure à six mètres ;
- travaux dans des locaux où la température à l'intérieur :
 - ou bien est supérieure à 45 degrés ;
 - ou bien est supérieure à 35 degrés et accuse une différence de 20 degrés par rapport à la température extérieure ;
- travaux avec le port d'un masque.

Titre IV Rémunération

Article 4.1 Salaire mensuel

4.11

Le salaire mensuel constitue la rémunération des ouvriers du bâtiment pour tous les aspects de l'exercice normal et habituel de leur métier.

Par conséquent, aucune prime ou indemnité conventionnelle ne leur est due, en sus du salaire mensuel, pour les travaux qu'ils effectuent à ce titre.

Seules peuvent exister des primes versées pour des travaux occasionnels représentant des conditions de travail particulières, telles que les primes d'insalubrité, de pénibilité ou de nuisance particulière, fixées à l'échelon régional⁽²⁾, visées à l'article

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.
1.31.4.

Sous réserve des dispositions des alinéas 4.22 et 4.23ci-dessous, seules les heures de travail effectif donnent lieu à rémunération.

4.12

La rémunération des ouvriers du bâtiment est établie au mois, le salaire mensuel étant indépendant, pour un horaire de travail déterminé, du nombre de jours travaillés dans le mois.

Le salaire mensuel est calculé sur la base d'un forfait d'heures mensuel correspondant à un horaire de travail hebdomadaire de référence. Pour chaque entreprise ou établissement, cet horaire de travail hebdomadaire de référence est choisi, après consultation des représentants du personnel, entre trente-neuf heures et quarante-deux heures incluses de travail effectif, aussi près que possible de l'horaire réel moyen.

Pour un horaire de travail de référence de trente-neuf heures par semaine, le salaire mensuel de l'ouvrier est déterminé en multipliant le taux horaire de salaire effectif par 169 heures.

Pour les horaires hebdomadaires de travail supérieurs à trente-neuf heures, un coefficient de majoration tenant compte du nombre des heures supplémentaires compris dans l'horaire de travail hebdomadaire de référence, et des pourcentages de majoration correspondants, sera appliqué au résultat de la multiplication du taux horaire du salaire effectif de l'ouvrier par 169 heures.

Le coefficient de majoration et le forfait d'heures mensuel applicables dans chaque cas sont les suivants :

DURÉE hebdomadaire de travail	APPLICATIONS DES MAJORATIONS POUR HEURES SUPPLÉMENTAIRES Coefficient à appliquer au salaire mensuel correspondant à une durée de travail effectif de trente-neuf heures par semaine pour déterminer le salaire équivalent à une durée de travail hebdomadaire supérieure ⁽³⁾ <i>(3) Les horaires mensuels moyens résultent de l'application aux horaires hebdomadaires de travail du rapport cinquante-deux semaines/douze mois, le résultat ayant été arrondi pour tenir compte du 365^e jour de l'année et du jour supplémentaire dans les années bissextiles.</i>	HORAIRE mensuel correspondant
39	—	169
40	1,032	174
41	1,064	179
42	1,096	183

4.13

Au salaire mensuel ainsi défini s'ajoutent, le cas échéant :

1. La rémunération des heures de travail effectuées chaque semaine au-delà de l'horaire de travail hebdomadaire de référence choisi dans l'entreprise ou l'établissement, avec les majorations pour heures supplémentaires applicables en vertu des dispositions du titre III.

2. Les diverses majorations, primes et indemnités prévues par les conventions collectives régionales⁽²⁾ applicables aux ouvriers.

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

Article 4.2

Déduction des heures non travaillées

4.21

Les heures de travail non effectuées, à l'exception de celles visées à l'alinéa 4.22 ci-dessous, sont déduites du salaire mensuel selon les modalités suivantes : pour chaque heure à déduire, le montant de la déduction est égal au quotient du salaire mensuel par le nombre d'heures de travail dans l'entreprise ou l'établissement, pour le mois considéré.

(En pratique, la rémunération d'un mois incomplètement travaillé s'établit de la façon suivante : Salaire mensuel de base x Nombre d'heures effectivement travaillées par l'ouvrier / Nombre d'heures de travail compris dans l'horaire de l'entreprise ou de l'établissement pour le mois considéré complet.)

4.22

Les heures non travaillées par les ouvriers remplissant les conditions prévues pour bénéficier du paiement d'un jour férié ou d'une autorisation d'absence exceptionnelle selon les dispositions du titre V, chapitre V.1 de la présente convention, ne donnent pas lieu à déduction.

En plus de la non-déduction du salaire mensuel, une indemnité est, le cas échéant, versée aux ouvriers, pour compenser la perte des heures supplémentaires, qui auraient dû être effectuées le jour de l'absence, compte tenu de l'horaire hebdomadaire de travail effectif, s'il n'y avait pas eu jour férié ou autorisation d'absence.

Lorsque l'absence est due au chômage d'un jour férié, et uniquement dans ce cas, les heures d'absence seront assimilées à du travail effectif, pour le calcul des majorations pour heures supplémentaires.

4.23

Parmi les heures de travail non effectuées, sont indemnisées :

- les heures perdues à la suite de chômage partiel, conformément à la réglementation et aux conventions en vigueur ;
- les heures perdues à la suite de chômage-intempéries, conformément à la réglementation en vigueur ;
- les heures non effectuées du fait d'un arrêt de travail pour maladie ou accident, professionnel ou non, ou pour maternité, dans les conditions prévues au titre VI.

Les heures rémunérées comme du travail effectif, en application des dispositions légales et conventionnelles en vigueur, ne donnent pas lieu à déduction du salaire mensuel.

Article 4.3

Travail au rendement, aux pièces, à la tâche, au mètre, etc.

En cas de travail au rendement, les principes suivants doivent être respectés :

- a)* L'ouvrier doit toujours être assuré de recevoir un salaire supérieur au salaire minimum conventionnel de l'emploi correspondant déterminé en application du titre XII de la présente convention ;
- b)* Son horaire de travail est celui de son atelier ou de son chantier ;
- c)* Les conditions de travail du personnel travaillant au rendement ne doivent pas être susceptibles de nuire à sa santé.

Les normes de travail ne doivent pas conduire à un rythme de travail, à une intensité d'effort musculaire ou intellectuel, à une tension nerveuse imposant une fatigue excessive et la charge de travail supportée par les salariés doit être compatible avec les exigences de leur santé physique et morale.

Le respect de ces exigences est une condition nécessaire au développement de la personnalité des salariés.

Toute mesure appropriée devra être prise, après consultation du médecin du travail, dans le cas où les normes ne répondraient pas aux principes définis ci-dessus ;

- d)* La bonne qualité doit être respectée dans l'exécution de tous les travaux ;
- e)* La rémunération au rendement ne peut avoir pour effet de priver les ouvriers des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles, notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de médecine du travail ;
- f)* Les conditions doivent en être définies par écrit, acceptées et signées par les deux parties avant le commencement de ce travail.

Article 4.4

Bulletin de paie

Le bulletin de paie mensuel est, soit délivré à chaque ouvrier sur les lieux du travail et pendant les heures de tra-

vail, soit envoyé à l'adresse déclarée par l'ouvrier à l'entreprise.

Le bulletin de paie comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- a)* Le nom, l'adresse de l'employeur ou la raison sociale de l'établissement, son code APE, le numéro sous lequel l'entreprise effectue ses versements de cotisations de sécurité sociale, ainsi que le nom et l'adresse de l'organisme auquel sont effectués lesdits versements ;
 - b)* Le nom, l'emploi, la catégorie professionnelle, l'échelon, le coefficient hiérarchique de l'ouvrier ;
 - c)* Le taux horaire de sa rémunération, l'horaire mensuel et hebdomadaire de référence choisi dans l'entreprise ou l'établissement, le salaire mensuel correspondant à cet horaire et, le cas échéant, le détail des heures supplémentaires effectuées au-delà de cet horaire ;
 - d)* Le détail des heures de récupération, de nuit, du dimanche, etc. ;
 - e)* Le montant de la rémunération brute, comportant le détail des primes et indemnités donnant lieu aux retenues légales ;
 - f)* La nature et le montant des retenues légales et conventionnelles et l'indication des organismes auxquels elles sont versées, ainsi que le montant des charges patronales acquittées par l'employeur sur le salaire ;
 - g)* Le montant des indemnités ou remboursements de frais ne donnant pas lieu aux retenues légales ;
 - h)* Le montant de la rémunération nette ;
 - i)* Les retenues pour acomptes versés, etc. ;
 - j)* La somme nette due à l'ouvrier ;
 - k)* La date du paiement de la rémunération ;
 - l)* Les dates de congés payés pris pendant la période de paie considérée ou la période précédente ;
 - m)* Le décompte des heures supplémentaires non soumises à l'autorisation de l'inspection du travail, en totalisant chaque mois le nombre réalisé depuis le début de l'année civile ainsi que les droits acquis en matière de repos compensateur (nombre d'heures de repos portées au crédit de l'intéressé, notification de l'ouverture du droit à repos compensateur et du délai de prise de ce repos, en application des articles D. 212-10 et D. 212-11 du code du travail), cette dernière indication pouvant toutefois figurer sur un document annexé au bulletin de paie ;
 - n)* L'intitulé de la présente convention et celui de la convention collective régionale⁽²⁾ applicable ;
- (2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.*
- o)* Une mention incitant l'ouvrier à conserver le bulletin de paie sans limitation de durée.

Article 4.5

Paye

La paie est effectuée :

— soit par chèque barré ou autre titre nominatif de paiement remis à l'ouvrier ou envoyé à l'adresse qu'il a déclarée à l'entreprise,

— soit par virement à un compte bancaire ou postal, indiqué par l'ouvrier à l'entreprise.

Toutefois, en dessous du montant visé à l'article L. 143-1 du code du travail, la paye peut être effectuée en espèces à l'ouvrier qui le demande. La par remise d'un chèque barré ou en espèces est réalisée pendant les heures et sur les lieux du travail.

Si, exceptionnellement, ces opérations ne peuvent être effectuées qu'en dehors de ces heures ou de ces lieux, le temps passé est considéré comme temps de travail et rémunéré comme tel.

La paye est faite au moins une fois par mois dans les conditions indiquées ci-dessus ; des acomptes pourront être versés aux ouvriers qui en auront fait la demande.

Article 4.6

Égalité de rémunération entre les hommes et les femmes

Conformément à la législation en vigueur, pour une même qualification et un même travail ou pour un travail de valeur égale, la rémunération doit être égale entre les hommes et les femmes.

En application de l'article L. 123-3-1 du code du travail, les mesures tendant à assurer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et les mesures de rattrapage destinées à remédier aux inégalités constatées font partie de la négociation prévue à l'article L. 132-12 du même code.

Titre V

Jours fériés — Autorisations d'absence — Congés payés

Chapitre V.1

Jours fériés, autorisations d'absence

Article 5.11

Jours fériés

5.111

Les jours fériés désignés à l'article L. 222-1 du code du travail sont payés dans les conditions prévues par la loi pour le 1^{er} mai.

5.112

Les dispositions ci-dessus s'appliquent même lorsque les jours fériés visés à l'alinéa 5.111 tombent pendant une période de chômage-intempéries ou pendant le congé payé.

5.113

Sous réserve des dispositions légales particulières à la journée du 1^{er} mai et de celles de l'alinéa précédent, aucun payement n'est dû aux ouvriers qui :

- ne peuvent justifier avoir accompli dans une ou plusieurs entreprises du bâtiment 200 heures de travail au minimum au cours des deux mois qui précèdent le jour férié visé, dans les conditions prévues pour l'application de l'article L. 731-4 du code du travail ;
- n'ont pas accompli à la fois le dernier jour du travail précédant le jour férié et le premier jour du travail qui lui fait suite, sauf autorisation d'absence préalablement accordée ; toutefois, il n'est pas tenu compte d'une absence pour maladie se terminant la dernière journée de travail précédant le jour férié, ou d'une absence pour maladie commençant la première journée de travail suivant ledit jour férié.

5.114

Le chômage des jours fériés ne peut pas donner lieu à récupération au sens de l'article D. 212-1 du code du travail.

Article 5.12

Autorisations d'absence

5.121

Des autorisations d'absence exceptionnelles sont accordées aux ouvriers pour :

1. Se marier : 4 jours.
 2. Assister au mariage d'un de leurs enfants : 1 jour.
 3. Assister aux obsèques de leur conjoint : 3 jours.
 4. Assister aux obsèques d'un de leurs enfants : 3 jours.
 5. Assister aux obsèques de leur père, de leur mère : 3 jours.
 6. Assister aux obsèques d'un de leurs grands-parents ou beaux-parents, d'un de leurs frères ou beaux-frères, d'une de leurs soeurs ou belles-soeurs, d'un de leurs petits-enfants : 1 jour.
 7. Chaque naissance survenue à son foyer ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption : 3 jours.
- Ces jours d'absence ne peuvent se cumuler avec les congés accordés pour ce même enfant en vertu des articles L. 122-26 et L. 122-26-1 du code du travail.
8. Accomplir les épreuves de présélection militaire : 3 jours maximum.

Ces absences ne sont pas imputables sur les congés payés. Elles sont indemnisées par leur non-déduction du salaire mensuel.

Article 5.13

Visite médicale obligatoire des conducteurs de véhicules automobiles ou poids lourds

Les heures de travail perdues pour passer les visites médicales obligatoires, en vertu des dispositions du code de la route, par les ouvriers occupant dans les entreprises du bâtiment un emploi de conducteur de véhicules automobiles ou de véhicules poids lourds sont indemnisées par leur non-déduction du salaire mensuel, conformément aux dispositions de l'alinéa 4.22.

Cette indemnisation est subordonnée à une condition d'ancienneté à la date de la visite, d'un an dans l'entreprise ou de cinq ans dans une ou plusieurs entreprises du bâtiment.

Les frais de ces visites médicales périodiques sont remboursés sur justificatifs par l'entreprise aux intéressés.

Chapitre V.2

Congés payés

Article 5.21

Prise des congés payés

La période des congés est fixée à la période allant du 1^{er} mai au 30 avril.

Le point de départ des congés peut être situé un jour quelconque de la semaine. Le congé commence à courir à partir du premier jour habituellement travaillé dans l'entreprise.

Les dates de fermeture ou les ordres de départ en congé par roulement arrêtés par l'employeur selon la procédure définie à l'article 3.12 de la présente convention sont communiqués à chaque ayant droit dès que possible et, en tout cas, deux mois au moins avant son départ. Ils sont fixés en tenant compte dans toute la mesure du possible du désir des intéressés, qui devra être porté à la connaissance de l'employeur en temps utile.

Un ouvrier ne peut assurer un travail effectif rémunéré pendant la durée de son congé payé.

Article 5.22

Durée des congés payés

Les ouvriers des entreprises du bâtiment ont droit à un congé payé dont la durée est de deux jours et demi ouvrables par mois de travail ou périodes assimilées à un mois de travail par l'article L. 223-4 du code du travail (150 heures de travail étant équivalentes à un mois de travail), sans que la durée totale du congé exigible puisse excéder 30 jours ouvrables hors des jours supplémentaires de congés accordés par la législation au titre du fractionnement.

Article 5.23

Fractionnement des congés payés

Le congé peut être fractionné selon les dispositions légales mais, en cas de fractionnement, la fraction principale doit être d'au moins deux semaines consécutives, le surplus étant pris à des époques fixées en fonction des conditions de travail habituelles et des nécessités de la profession ou de l'entreprise.

Lorsque le congé s'accompagne de la fermeture de l'établissement, le fractionnement peut être effectué par l'employeur sur avis conforme des délégués du personnel ou, à défaut de délégués, avec l'agrément des salariés.

Article 5.24

Indemnité de congés payés

Le salaire horaire pris en considération pour le calcul de l'indemnité totale de congé est le quotient du montant de la dernière paie normale et complète versée à l'ouvrier dans l'entreprise assujettie qui l'occupait en dernier lieu par le nombre d'heures de travail effectuées pendant la période ainsi rémunérée.

L'indemnité afférente au congé est, soit le produit du dixième du salaire horaire susvisé par le nombre d'heures accomplies au cours de la période de référence, soit le dixième de la rémunération totale perçue par l'ouvrier au cours de l'année de référence.

Les ouvriers qui auraient bénéficié, si les dispositions de la loi du 27 mars 1956 relatives aux jours de congés supplémentaires au titre de l'ancienneté dans l'entreprise n'avaient pas été abrogées par la loi du 16 mai 1969, d'un congé d'une durée supérieure à la durée normale, reçoivent, en plus de l'indemnité de congé calculée conformément aux dispositions ci-dessus, une indemnité supplémentaire d'un montant équivalant à celle qui leur aurait été attribuée au titre des journées d'ancienneté.

(Soit pour 20 ans de services continus ou non dans la même entreprise, une indemnité équivalente à 2 jours de congé ; pour 25 ans, 4 jours ; pour 30 ans, 6 jours)

En ce qui concerne le calcul des droits aux congés payés et de l'indemnité de congés payés pour les ouvriers, le nombre d'heures représentant forfaitairement le congé de l'année précédente lorsque celui-ci a été payé à l'intéressé par l'intermédiaire d'une caisse de congés payés du bâtiment ou des travaux publics est porté à 195 heures à partir de l'année de référence du 1^{er} avril 1982 au 31 mars 1983.

Article 5.25

Prime de vacances

(Modifié par accord du 9 septembre 1998, étendu par arrêté du 30 octobre 1998, JO 31 octobre 1998)

Une prime de vacances sera versée, en sus de l'indemnité de congé, à l'ouvrier ayant au moins 1 675 heures (1503 heures à compter du passage légal aux 35 heures) de travail au cours de l'année de référence dans une ou plusieurs entreprises du bâtiment ou des travaux publics, dans les conditions prévues pour l'application de la législation sur les congés payés dans le bâtiment et les travaux publics.

Toutefois, cette règle des 1 675 heures (1503 heures à compter du passage légal aux 35 heures) ne s'appliquera pas en ce qui concerne les jeunes gens qui justifieront avoir été appelés sous les drapeaux ou libérés du service national au cours de l'année de référence et pour lesquels il ne sera exigé que 150 heures de travail dans les conditions ci-dessus.

Les ouvriers qui justifieront n'avoir pu atteindre, à la suite de maladie, ce total de 1 675 heures (1503 heures à compter du passage légal aux 35 heures) au cours de l'année de référence, ne perdront pas le droit au bénéfice de la prime de vacances.

Le taux de la prime de vacances est de 30 p. 100 de l'indemnité de congé correspondant aux 24 jours ouvrables de congés institués par la loi du 16 mai 1969, c'est-à-dire calculée sur la base de deux jours ouvrables de congés par mois de travail ou 150 heures de travail.

La prime de vacances, qui ne se cumule pas avec les versements qui auraient le même objet, est versée à l'ouvrier en même temps que son indemnité de congé.

Article 5.26

Cinquième semaine de congés payés

La cinquième semaine de congés est prise en tout ou partie selon des modalités fixées par accord entre l'employeur et les représentants du personnel ou, à défaut, les salariés, notamment sous forme de jours séparés pris en cours d'année et, dans ce cas, cinq jours ouvrés sont assimilés à la cinquième semaine de congés, l'indemnité de congé devant, toutefois, pour ces cinq jours ouvrés, être équivalente à six jours ouvrables de congés.

Pour permettre aux caisses de congés payés de verser aux intéressés cette partie de l'indemnité de congé, les employeurs du bâtiment doivent transmettre à la caisse de congés payés dont ils relèvent toutes les informations nécessaires et notamment l'accord intervenu au sein de leur entreprise.

A défaut d'accord, la cinquième semaine de congés est prise en une seule fois pendant la période du 1^{er} novembre au 31 mars.

Les jours de congés dus en sus des 24 jours ouvrables même s'ils sont pris en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre n'ouvrent pas droit aux jours de fractionnement institués par la loi du 16 mai 1969 (article L. 223-8 du code du travail).

Sauf nouvel accord d'entreprise, les dispositions du présent chapitre relatives à la durée des congés ne se cumuleront pas avec les dispositions ayant le même objet arrêtées par les employeurs du bâtiment antérieurement au 1^{er} mars 1982, date de mise en application de l'accord collectif national sur les congés payés, la durée du travail et l'aménagement du temps de travail.

Titre VI

Maladie, accident, maternité

Chapitre VI.1

Arrêt de travail pour maladie ou accident

Article 6.11

Incidence de la maladie ou de l'accident sur le contrat de travail

6.111

Les absences résultant d'une maladie ou d'un accident ne constituent pas une rupture du contrat de travail.

Sauf cas de force majeure, l'intéressé doit informer dans les plus brefs délais le chef d'entreprise ou son représentant du motif de son absence et lui faire parvenir un certificat médical dans les quarante-huit heures, le cachet de la poste faisant foi.

6.112

Toutefois, sauf en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, auxquels sont applicables les règles particulières prévues par la section V-1 du chapitre II du titre II du livre I^{er} du code du travail, le chef d'entreprise peut effectuer le licenciement de l'ouvrier qui se trouve en arrêt de travail pour maladie ou accident lorsqu'il est obligé de procéder à son remplacement avant la date présumée de son retour.

Ce licenciement ne peut intervenir que si l'indisponibilité totale de l'ouvrier est supérieure à 90 jours au cours de la même année civile.

Dans ce cas, l'ouvrier bénéficie d'une priorité de réembauchage pendant un délai qui ne peut dépasser :

- soit trois mois après la fin de l'incapacité résultant de la maladie ou de l'accident ;
- soit la fin du chantier pour lequel il a été embauché, si celle-ci survient avant l'expiration de ces trois mois.

L'ouvrier qui veut bénéficier de cette priorité doit en informer par écrit le chef d'entreprise ou son représentant en indiquant l'adresse à laquelle il sera possible de le joindre. Le chef d'entreprise ou son représentant doit avertir l'ouvrier dès qu'un emploi correspondant à ses aptitudes sera disponible.

6.113

Après une absence justifiée pour maladie ou accident non professionnels, dépassant trois mois, l'ouvrier doit prévenir le chef d'entreprise ou son représentant trois jours avant la date prévue pour son retour.

Lorsqu'un ouvrier est licencié pendant un arrêt de travail pour maladie ou accident non professionnels, pour nécessité de remplacement, il doit percevoir les indemnités complémentaires dans les conditions prévues au présent titre, jusqu'à son rétablissement ou, au plus tard, jusqu'à l'expiration de la durée d'indemnisation.

Article 6.12 Indemnisation des arrêts de travail

(Modifié par avenant n° 1 du 17 mars 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992)

6.121

En cas d'indisponibilité pour accident ou maladie, professionnels ou non, les ouvriers sont indemnisés dans les conditions fixées ci-dessous, s'ils justifient au moment de l'arrêt de travail :

- pour les jeunes ouvriers âgés de moins de vingt-cinq ans et pour les apprentis sous contrat, d'un mois d'ancienneté dans l'entreprise ;
- pour les ouvriers âgés d'au moins vingt-cinq ans :
 - soit de trois mois d'ancienneté dans l'entreprise ;
 - soit d'un mois d'ancienneté dans l'entreprise, s'ils ont au moins acquis 750 points de retraite C.N.R.O. calculés selon les dispositions prévues au règlement de cette institution, dans les dix dernières années précédant le jour où se produit l'arrêt de travail⁽⁴⁾.

(4) Ou les mêmes droits calculés en termes d'équivalence selon le règlement de la C.N.R.O. acquis dans une institution de retraite adhérent à l'Arrco comme ouvrier d'une entreprise du bâtiment ou des travaux publics

6.122

Pour l'application des dispositions de l'article 6.121, par ancienneté dans l'entreprise, il convient d'entendre le temps écoulé depuis la date du dernier embauchage sans que soient exclues les périodes pendant lesquelles le contrat a été suspendu.

6.123

Les conditions d'ancienneté prévues à l'alinéa 6.121 ne sont pas exigées en cas d'indisponibilité supérieure à 30 jours et due à un accident ou une maladie couverts par la législation de sécurité sociale relative aux accidents du travail et maladies professionnelles.

6.124

Pour pouvoir bénéficier de l'indemnisation, l'ouvrier doit :

- avoir justifié de son absence par la production du certificat médical visé à l'alinéa 6.111 ;
- justifier qu'il est pris en charge par la sécurité sociale *ou la mutualité sociale agricole*

Par ailleurs, l'indemnisation est subordonnée à la possibilité, pour l'employeur, de faire vérifier la réalité de l'indisponibilité de l'ouvrier conformément à la législation en vigueur.

Article 6.13 Modalités d'indemnisation

6.131

L'indemnité est versée après un délai de trois jours d'arrêt de travail qui joue à chaque nouvelle indisponibilité, sous réserve des dispositions prévues à l'alinéa ci-dessous.

Ce délai n'est pas applicable lorsque l'indisponibilité est due à un accident ou une maladie couverts par la législation de sécurité sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles (à l'exclusion des accidents de trajet générant un arrêt de travail d'une durée inférieure ou égale à 30 jours).

6.132

L'indemnité est calculée sur la base de 1/30 du dernier salaire mensuel précédant l'arrêt de travail, pour chaque jour, ouvrable ou non, d'arrêt de travail.

Le salaire mensuel pris en considération comprend tous les éléments constitutifs du salaire, à l'exclusion des indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais.

6.133

L'indemnité complète les indemnités journalières de la sécurité sociale et, éventuellement, toute autre indemnité ayant le même objet, perçue par l'ouvrier à l'occasion de son arrêt de travail, dans les conditions suivantes (voir tableaux ci-annexés).

1

Pour un accident ou une maladie non professionnels :

- jusqu'à concurrence de 100 p. 100 du salaire de l'intéressé, pendant 45 jours à partir de l'expiration du délai déterminé à l'alinéa 6.131 ;
- jusqu'à concurrence de 75 p. 100 du salaire de l'intéressé, après ces 45 jours et jusqu'au 90^e jour inclus de l'arrêt de travail ;

2

Pour un accident ou une maladie couverts par la législation de sécurité sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles :

- pour une indisponibilité inférieure ou égale à 30 jours :
 - jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du Salaire de l'intéressé du 1^{er} au 15^e jour d'arrêt ;
 - jusqu'à concurrence de 100 p. 100 du salaire de l'intéressé après ces 15 jours et jusqu'au 30^e jour inclus de l'arrêt de travail ;
- pour une indisponibilité supérieure à 30 jours :
 - jusqu'à concurrence de 100 p. 100 du salaire de l'intéressé du 1^{er} au 90^e jour de l'arrêt de travail.

3

Pour un accident de trajet couvert par la législation de sécurité sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles :

- pour une indisponibilité inférieure ou égale à 30 jours : jusqu'à concurrence de 100 p. 100 du salaire de l'intéressé pendant 27 jours à partir de l'expiration du délai déterminé à l'alinéa 6.131 ;
- pour une indisponibilité supérieure à 30 jours : jusqu'à concurrence de 100 p. 100 du salaire de l'intéressé du 1^{er} au 90^e jour d'arrêt.

Tableaux récapitulatifs

Tableau 1 : Accident ou maladie non professionnels

PÉRIODE INDEMNISÉE	DÉLAI DE CARENCE DE 3 JOURS
100 p. 100 (pendant 45 jours)	Du 4 ^e au 48 ^e jour inclus d'arrêt de travail.
75 p. 100 (jusqu'au 90 ^e jour d'arrêt de travail)	Du 49 ^e au 90 ^e jour inclus d'arrêt de travail.

Tableau 2 : Accident du travail ou maladie professionnelle

DURÉE DE L'INDISPONIBILITÉ	PÉRIODE INDEMNISÉE
Arrêt inférieur ou égal à 30 jours	90 p. 100, du 1 ^{er} au 15 ^e jour inclus d'arrêt de travail ; 100 p. 100, du 16 ^e au 30 ^e jour inclus d'arrêt de travail.
Arrêt supérieur à 30 jours	100 p. 100, du 1 ^{er} au 90 ^e jour inclus d'arrêt de travail.

Tableau 3 : Accident de trajet couvert par la législation de sécurité sociale relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles

DURÉE DE L'INDISPONIBILITÉ	DÉLAI DE CA- RENCE	PÉRIODE INDEMNISÉE
Arrêt inférieur ou égal à 30 jours	3 jours	100 p. 100, du 4 ^e au 30 ^e jour inclus d'arrêt de travail.
Arrêt supérieur à 30 jours	—	100 p. 100, du 1 ^{er} au 90 ^e jour inclus d'arrêt de travail.

Article 6.14**Pluralité d'arrêts au cours d'une même année civile**

Si un ouvrier est indisponible pour maladie ou accident, professionnels ou non, à plusieurs reprises au cours d'une même année civile, il ne peut exiger d'être indemnisé pendant une période supérieure aux durées fixées à l'alinéa 6.133.

Il en résulte notamment que l'indemnisation ne peut en aucun cas excéder 90 jours au cours d'une même année civile.

Article 6.15**Cas des entreprises restant en dehors du régime professionnel**

Les entreprises du bâtiment restant en dehors du régime professionnel^(4 bis) mis en place en matière d'indemnisation des arrêts de travail pour maladie ou accident, professionnels ou non, inférieurs à 90 jours, sont tenues de verser elles-mêmes à leurs ouvriers remplissant les conditions prévues à l'alinéa

(4 bis) Le régime professionnel dont il s'agit est organisé selon les modalités suivantes :

— *gestion technique assurée par la Caisse nationale de prévoyance des ouvriers (C.N.P.O.) et affiliation des entreprises du bâtiment à une société mutuelle professionnelle d'assurance, régie par le titre III du décret du 30 décembre 1938 et dont les statuts précisent qu'elle ne rémunère aucun intermédiaire, avec laquelle la C.N.P.O. est habilitée à passer une convention avec possibilité soit de paiement direct de l'indemnité à l'ouvrier par la C.N.P.O., soit de de cette indemnité par l'intermédiaire de l'entreprise ;*

— *ou possibilité d'affiliation directe à la C.N.P.O., pour les entreprises de moins de 10 ouvriers.*

6.121 le montant des indemnités complémentaires aux indemnités journalières de la sécurité sociale.

Chapitre VI.2 Maternité

Article 6.21**Conditions de travail particulières aux femmes enceintes**

A partir du troisième mois de leur grossesse, les femmes enceintes bénéficieront d'un temps de pause. Cette pause, d'une durée soit de quinze minutes le matin et quinze minutes l'après-midi, soit de trente minutes le matin ou l'après-midi, sera payée au taux du salaire réel.

Article 6.22**Indemnisation du congé de maternité**

Pour les ouvrières remplissant les conditions d'ancienneté prévues à l'alinéa 6.121 ci-dessus, les périodes d'arrêt de travail dues à une maternité, y compris celles dues à un état pathologique attesté par certificat médical comme relevant de la grossesse ou des couches, sont indemnisées à 100 p. 100 du dernier salaire mensuel des intéressées — déduction faite des indemnités perçues au titre de la sécurité sociale ou de tout autre régime de prévoyance — pen-

dant une durée maximale de six semaines avant la date présumée de l'accouchement et de dix semaines après la date de celui-ci.

Titre VII

Liberté d'opinion, droit syndical et représentation du personnel

Article 7.1

Droit syndical et liberté d'opinion congé de formation économique, sociale et syndicale

Les parties contractantes reconnaissent le droit pour tous de s'associer et d'agir librement pour la défense collective de leurs intérêts professionnels.

L'entreprise étant un lieu de travail, les employeurs s'engagent :

- à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat, d'exercer ou non des fonctions syndicales, mutualistes ou civiques ;
- à ne pas tenir compte des opinions politiques ou philosophiques, des croyances religieuses ou de l'origine sociale, raciale ou nationale, du sexe, des moeurs, de la situation de famille pour arrêter leur décision notamment en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures d'avancement, de discipline ou de licenciement.

De même, sauf inaptitude constatée par la médecine du travail dans le cadre des dispositions législatives en vigueur, aucun salarié ne peut être sanctionné en raison de son état de santé ou de son handicap.

Ils s'engagent également à ne faire aucune pression sur le personnel en faveur de tel ou tel syndicat.

Le personnel s'engage de son côté à ne pas prendre en considération dans le travail :

- les opinions des ouvriers ;
- leur adhésion à tel ou tel syndicat ;
- le fait de n'appartenir à aucun syndicat.

Les parties contractantes s'engagent à veiller à la stricte observation des engagements définis ci-dessus et à s'employer auprès de leurs ressortissants respectifs pour en assurer le respect intégral.

Si l'une des parties contractantes conteste le motif de licenciement d'un ouvrier comme ayant été effectué en violation des dispositions ci-dessus, les deux parties s'emploieront à reconnaître les faits et à apporter au cas litigieux une solution équitable. Cette intervention ne fait pas obstacle au droit pour les parties d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé.

La constitution de sections syndicales est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

De même, dans les conditions légales en vigueur, les ouvriers peuvent participer à des stages ou sessions de formation économique, sociale et syndicale.

Article 7.2

Participation aux instances statutaires

Pour faciliter la présence des ouvriers aux instances statutaires de leur organisation syndicale, des autorisations d'absences seront accordées sur présentation d'une convocation écrite nominative de leur organisation syndicale, produite auprès du chef d'entreprise. Ces autorisations d'absences, non rémunérées mais non imputables sur les congés payés, seront accordées pour autant qu'elles ne dépasseront pas au total dix jours par an et qu'elles n'apporteront pas de gêne sensible à la marche de l'entreprise, motivée par écrit.

Article 7.3

Participation aux commissions paritaires nationales

7.31

Pour participer aux réunions paritaires nationales convoquées à l'initiative des organisations nationales d'employeurs signataires, les salariés d'entreprises du bâtiment bénéficieront d'une autorisation d'absence, s'ils justifient d'un mandat de leur organisation syndicale (le mandat étant une lettre d'accréditation pour la réunion précisant notamment l'objet, le lieu et l'heure) et s'ils préviennent leur employeur au moins deux jours ouvrés avant la date de la réunion paritaire, sauf cas de force majeure.

Les heures de travail non effectuées du fait de ces absences seront assimilées à des heures de travail effectif. Elles ne donneront pas lieu de la part des employeurs concernés à déduction du salaire mensuel des salariés intéressés. Elles ne seront pas imputables sur les congés payés de ces salariés.

Les heures passées en réunion et en transport qui ne seront pas comprises dans l'horaire habituel de travail des inté-

ressés ne seront pas indemnisés.

Les absences des salariés ayant la qualité de représentant du personnel ne seront pas imputées sur le crédit d'heures dont ils disposent du fait de leur(s) mandat(s) dans l'entreprise.

7.32

Les frais engagés par les salariés visés à l'alinéa 7.31 ci-dessus seront indemnisés dans les conditions suivantes :

a) Les frais de transport (aller-retour) entre la ville du lieu de travail et Paris seront indemnisés, sur justificatifs, sur la base du tarif S.N.C.F. en 2^e classe, majoré, le cas échéant, des suppléments tarifaires ;

b) Les frais de repas seront indemnisés par réunion sur une base forfaitaire fixée annuellement.

7.33

Le nombre de salariés d'entreprises pouvant bénéficier du présent article est fixé à deux par organisation syndicale représentative au plan national.

7.34

Les dispositions des alinéas 7.31, 7.32 et 7.33 ci-dessus engagent toutes les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives au plan national.

Article 7.4

Participation aux commissions paritaires régionales⁽²⁾

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

7.41

Chaque fois que des ouvriers seront appelés à participer à une commission paritaire décidée entre les organisations syndicales régionales adhérentes aux organisations syndicales représentatives au plan national, il appartiendra aux organisations ayant organisé la réunion de déterminer de quelle façon et dans quelles limites (nombre de participants, durée, etc.) il conviendra de faciliter cette participation.

7.42

Tout ou partie des dispositions de l'article 7.3 ci-dessus pourra être inséré dans les dispositifs d'indemnisation des salariés d'entreprises du bâtiment, appelés à participer aux réunions paritaires au niveau régional.

Article 7.5

Participation à la gestion d'organismes paritaires professionnels

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives au plan national participent à la gestion des organismes paritaires professionnels.

La participation de ces organismes à la gestion d'organismes paritaires professionnels est réglée conformément au protocole d'accord du 13 juin 1973, modifié par les avenants du 17 juin 1974 et du 28 janvier 1981.

Article 7.6

Délégués du personnel

La représentation des ouvriers par les délégués du personnel est réglée par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La direction doit afficher les listes des candidats au moins 48 heures avant la date prévue pour le scrutin ; la communication des listes doit être effectuée suffisamment à l'avance pour permettre de respecter ce délai.

Article 7.7

Représentation syndicale

En cas de litige grave, tout ouvrier pourra se faire accompagner d'un délégué syndical qui, sur sa demande, sera reçu par l'employeur en présence d'un représentant du syndicat auquel ce dernier appartiendra. Cette demande devra être formulée par écrit au moins vingt-quatre heures à l'avance et faire mention de son objet.

Titre VIII

Déplacements

Chapitre I

Petits déplacements

Article 8.11

Objet des indemnités de petits déplacements

Le régime des petits déplacements a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises du bâtiment des frais supplémentaires qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.

Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les trois indemnités professionnelles suivantes :

- indemnité de repas ;
- indemnité de frais de transport ;
- indemnité de trajet,

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.

Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue.

Article 8.12

Bénéficiaires des indemnités de petits déplacements

Bénéficient des indemnités de petits déplacements, dans les conditions prévues au chapitre I^{er} du présent titre, les ouvriers non sédentaires du bâtiment pour les petits déplacements qu'ils effectuent quotidiennement pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir, à la fin de la journée de travail.

Sont considérés comme ouvriers non sédentaires du bâtiment ceux qui sont occupés sur les chantiers et non pas ceux qui travaillent dans une installation fixe permanente de l'entreprise.

Les indemnités de petits déplacements instituées par le chapitre I^{er} du présent titre ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au chapitre VIII.2. L'ouvrier occupé dans les conditions définies au chapitre II ci-dessous bénéficie exclusivement du régime d'indemnisation des grands déplacements.

Article 8.13

Zones circulaires concentriques

Il est institué un système de zones circulaires concentriques dont les circonférences sont distantes entre elles de dix kilomètres mesurés à vol d'oiseau.

Le nombre de zones concentriques est de cinq. La première zone est constituée par un cercle de dix kilomètres de rayon dont le centre est le point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article 8.14 ci-dessous.

Des adaptations aux alinéas précédents peuvent être toutefois adoptées par accord paritaire régional ou départemental, notamment par la division en deux de la première zone, pour tenir compte de certaines particularités géographiques, spécialement dans les zones montagneuses ou littorales, ou à forte concentration urbaine.

A chaque zone concentrique correspond une valeur de l'indemnité de frais de transport et une valeur de l'indemnité de trajet, le montant de l'indemnité de repas étant le même pour toutes les zones concentriques.

Les montants des indemnités de petits déplacements auxquels l'ouvrier bénéficiaire a droit sont ceux de la zone dans laquelle se situe le chantier sur lequel il travaille. Au cas où une ou plusieurs circonférences passent à l'intérieur du chantier, la zone prise en considération est celle où se situe le lieu de travail de l'ouvrier ou celle qui lui est la plus favorable, pour le cas où il travaille sur deux zones.

Article 8.14

Point de départ des petits déplacements

Pour chaque entreprise, le point de départ des petits déplacements, c'est-à-dire le centre des zones concentriques, est fixé à son siège social ou à son agence régionale, ou à son bureau local si l'agence ou le bureau y est implanté depuis plus d'un an avant l'ouverture du chantier.

Lorsque l'entreprise ouvre un chantier qui ne se situe plus dans le système des zones concentriques prévu ci-dessus et sous réserve de l'application des dispositions relatives aux « grands déplacements », le point de départ est fixé en un point géographique, mairie ou hôtel de ville du chef-lieu du canton sur le territoire duquel se trouve le chantier.

Article 8.15

Indemnité de repas

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

Article 8.16

Indemnité de frais de transport

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Article 8.17

Indemnité de trajet

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Article 8.18

Détermination du montant des indemnités de petits déplacements

(Voir aussi l'annexe Salaires, primes et indemnités)

Les montants des indemnités journalières de petits déplacements sont forfaitaires et fixés en valeur absolue selon les règles suivantes :

8.181

Indemnité de repas

Le montant de l'indemnité de repas qui est le même quelle que soit la zone concentrique dans laquelle se situe le chantier est fixé par accord paritaire régional⁽²⁾.

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

Si l'entreprise utilise un système de titres restaurants, le montant de sa participation est déduit du montant de l'indemnité de repas.

8.182

Indemnité de frais de transport

Son montant journalier qui est un forfait doit être fixé en valeur absolue de telle sorte qu'il indemnise les frais d'un voyage aller et retour du point de départ des petits déplacements au milieu de la zone concentrique dans laquelle se situe le chantier. Pour déterminer ce montant il doit être tenu compte du tarif voyageur des différents modes de transport en commun existant localement et du coût d'utilisation des moyens de transport individuels.

8.183

Indemnité de trajet

Son montant doit être fixé en valeur absolue de telle sorte que le forfait, qui indemnise la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir, soit évalué en fonction de la distance entre le point de départ des petits déplacements et la circonférence supérieure de la zone où se situe le chantier.

Chapitre II

Grands déplacements

Article 8.21

Définition de l'ouvrier occupé en grand déplacement

Est réputé en grand déplacement l'ouvrier qui travaille sur un chantier métropolitain dont l'éloignement lui interdit - compte tenu des moyens de transport en commun utilisables - de regagner chaque soir le lieu de résidence, situé dans la métropole,

- qu'il a déclaré lors de son embauchage et qui figure sur sa lettre d'engagement ;
- ou qu'il a fait rectifier en produisant les justifications nécessaires de son changement de résidence.

Ne sont pas visés par les dispositions du présent chapitre les ouvriers déplacés avec leur famille par l'employeur et à ses frais.

Article 8.22

Définition de l'indemnité journalière de déplacement et de son montant

(Voir aussi l'annexe Salaires, primes et indemnités)

L'indemnité de grand déplacement correspond aux dépenses journalières normales qu'engage le déplacé en sus des dépenses habituelles qu'il engagerait s'il n'était pas déplacé. Le montant de ces dépenses journalières, qui comprennent :

- a) Le coût d'un second logement pour l'intéressé ;
 - b) Les dépenses supplémentaires de nourriture, qu'il vive à l'hôtel, chez des particuliers ou dans tout autre type de logement proposé par l'employeur ;
 - c) Les autres dépenses supplémentaires qu'entraîne pour lui l'éloignement de son foyer,
- est remboursé par une allocation forfaitaire égale aux coûts normaux de logement et de nourriture (petit déjeuner, déjeuner, dîner) qu'il supporte.

Dans le cas où le déplacé, prévenu préalablement que son hébergement sera organisé par l'entreprise, déciderait de se loger ou de se nourrir (ou de se loger et de se nourrir) en dehors de celui-ci, une indemnité égale à celle versée aux ouvriers utilisant les moyens d'hébergement mis à leur disposition lui sera attribuée.

Article 8.23

Jours pour lesquels le remboursement total ou partiel des dépenses supportées est obligatoire

Le remboursement des dépenses définies à l'article 8.22 est obligatoire pour tous les jours de la semaine, ouvrables ou non, pendant lesquels l'ouvrier reste à la disposition de son employeur sur les lieux du déplacement.

Il est dû également à l'ouvrier victime d'un accident ou malade qui continue d'engager sur place des dépenses de repas et de logement, jusqu'à son rapatriement à sa résidence, autorisé (sauf cas de force majeure) par son médecin traitant, de concert, s'il y a lieu, avec le médecin désigné par l'employeur.

Dans les 24 heures suivant cette autorisation, l'employeur en est informé par l'intéressé.

Pendant la durée des congés payés et celle des voyages périodiques, seuls les frais de logement dans la localité continuent à être remboursés, sous réserve de justifications d'une dépense effective.

Il en est de même en cas d'hospitalisation au voisinage du chantier de l'ouvrier blessé ou malade jusqu'à autorisation de son rapatriement dans les conditions mentionnées au paragraphe 2 du présent article.

Dans ce cas et pendant toute la durée de l'hospitalisation, une indemnité journalière égale à deux fois le montant du minimum garanti (M.G.) est versée par l'employeur à l'intéressé en vue de le rembourser de ces menus frais supplémentaires.

Article 8.24

Indemnisation des frais et temps de voyage de l'ouvrier envoyé travailler en grand déplacement par son entreprise

L'ouvrier envoyé en grand déplacement par son entreprise, soit du siège social dans un chantier ou inversement, soit d'un chantier dans un autre, reçoit indépendamment du remboursement de ses frais de transport, et notamment de son transport par chemin de fer en 2^e classe :

1. Pour les heures comprises dans son horaire de travail non accomplies en raison de l'heure de départ ou de l'heure d'arrivée, une indemnité égale au salaire qu'il aurait gagné s'il avait travaillé ;
2. Pour chaque heure de trajet non comprise dans son horaire de travail, une indemnité égale à 50 p. 100 de son salaire horaire, sans majoration ni prime compensatrice des frais complémentaires que peut impliquer le voyage de déplacement, sauf si ces frais sont directement remboursés par l'entreprise.

L'ouvrier indemnisé dans les conditions précisées ci-dessus qui n'est pas déjà en situation de grand déplacement bénéficie de l'indemnité journalière de grand déplacement à compter de son arrivée au lieu du déplacement jusqu'à son départ du même lieu.

Article 8.25

Périodicité des voyages de détente et remboursement des frais de transport

Les frais de transport en commun engagés périodiquement par le déplacé pour se rendre au lieu de sa résidence, tel que défini à l'article 8.21, et pour revenir au lieu de son travail sont remboursés sur justificatifs au prix d'un voyage par chemin de fer en 2^e classe, dans les conditions prévues ci-après :

Suivant l'éloignement de cette localité, et sauf aménagement particulier pour une meilleure fréquence, convenu entre l'employeur et l'intéressé, il est accordé :

- un voyage aller et retour toutes les semaines jusqu'à une distance de 250 kilomètres ;
- un voyage aller et retour toutes les deux semaines de 251 à 500 kilomètres ;
- un voyage aller et retour toutes les trois semaines de 501 à 750 kilomètres ;
- un voyage aller et retour toutes les quatre semaines au-dessus de 750 kilomètres.

Pour les déplacements en Corse et inversement, un accord entre intéressés interviendra quant à la périodicité des voyages de détente.

Les frais de transport de l'ouvrier lui sont dus, soit qu'il se rende dans la localité visée au premier alinéa, soit qu'un membre de sa famille se rende auprès de lui. Dans ce dernier cas, l'ouvrier est remboursé des frais de transport jusqu'à concurrence de la somme qui lui aurait été allouée s'il s'était rendu lui-même dans ladite localité.

Article 8.26

Temps passé en voyages périodiques

En cas de voyage périodique, le temps nécessaire au trajet est indemnisé au taux normal du salaire dans la mesure où il excède neuf heures, soit à l'aller, soit au retour.

A l'occasion des voyages périodiques prévus à l'article 8.25, l'ouvrier doit pouvoir passer quarante-huit heures dans son lieu de résidence.

Si, pour passer quarante-huit heures de repos à son lieu de résidence, compte tenu du temps de transport dûment justifié, le salarié doit, en accord avec l'employeur, quitter le chantier plus tôt ou y rentrer plus tard, les heures perdues de ce fait sont indemnisées de telle sorte qu'elles compensent la perte de salaire en résultant.

Article 8.27

Absences légales et conventionnelles et voyages périodiques

En cas de décès du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant en ligne directe, l'ouvrier a droit à une absence correspondant à celles prévues à l'article 5.12. Cette durée est portée à quatre jours lorsque l'ouvrier est déplacé à plus de 400 kilomètres. L'absence donne lieu aux avantages prévus aux articles 8.23 alinéa 4, et 8.25.

L'ouvrier qui, en vertu d'une disposition légale ou conventionnelle, bénéficie d'un congé ou d'une autorisation d'absence, peut, sur sa demande après accord avec son employeur, faire coïncider un voyage périodique avec ce congé ou cette absence, de telle sorte que son temps d'absence soit prolongé d'une durée égale à celle de ce congé ou de cette absence, les dispositions de l'article 8.25 du présent chapitre demeurant applicables.

Article 8.28

Décès d'un ouvrier en grand déplacement

En cas de décès d'un ouvrier en grand déplacement, les frais de retour du corps au lieu de résidence tel que défini à l'article 8.21, ou les frais de transport à une distance équivalente, sont à la charge de l'employeur.

Article 8.29

Élections

(Modifié par avenant n° 1 du 17 mars 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992)

En cas d'élections aux conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et du régime de protection sociale agricole, d'élections prud'homales, municipales, cantonales, régionales, législatives, présidentielles, européennes ou en cas de consultations par voie de référendum, et lorsque le vote par correspondance ou par procuration n'est pas admis, l'ouvrier peut, sur justification de sa qualité d'électeur, et après avoir averti son employeur, regagner son lieu d'inscription électorale et ce voyage se substitue au voyage périodique le plus proche.

Titre IX

Hygiène et sécurité

Article 9

Règles générales d'hygiène et de sécurité

Les règles générales relatives à l'hygiène, à la sécurité, à la prévention des risques professionnels et aux conditions de travail sont constituées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, constitué en application des dispositions de l'article L. 231-2 du code du travail, contribue à la promotion de la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail conformément au décret n° 85-682 du 4 juillet 1985, notamment par ses actions d'étude, d'analyse, d'information, de conseil en matière de prévention et de formation à la sécurité.

Titre X

Rupture du contrat de travail

Article 10.1

Préavis

10.11

En cas de rupture du contrat de travail après l'expiration de la période d'essai, la durée du délai de préavis que doit respecter, selon le cas, l'employeur ou l'ouvrier, est fixée comme suit :

a) En cas de licenciement :

- de la fin de la période d'essai jusqu'à 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise : 2 jours ;
- de 3 à 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise : 2 semaines ;
- de 6 mois à 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 1 mois ;
- plus de 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise : 2 mois.

b) En cas de démission :

- de la fin de la période d'essai jusqu'à 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise : 2 jours ;
- au-delà de 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise : 2 semaines.

10.12

En cas d'inobservation du délai de préavis par l'une ou l'autre des parties, celle qui n'a pas observé ce préavis doit à l'autre une indemnité égale au salaire correspondant à la durée du préavis restant à courir.

10.13

En cas de faute grave, le licenciement ou le départ de l'ouvrier peut être effectué immédiatement, sous réserve des formalités légales, sans que les dispositions ci-dessus aient à être respectées.

Article 10.2

Heures pour recherche d'emploi

10.21

Pendant le préavis, l'ouvrier licencié ou démissionnaire est autorisé, s'il en fait la demande, à s'absenter de son travail pour pouvoir rechercher un nouvel emploi, dans les limites suivantes :

- délai de préavis égal à 2 jours : 4 heures de travail ;
- délai de préavis égal à 2 semaines : 12 heures de travail ;
- délai de préavis égal ou supérieur à 1 mois : 25 heures de travail.

Pour les ouvriers à temps partiel, les durées ci-dessus sont réduites proportionnellement à la durée de travail qu'ils effectuent, rapportée à la durée légale ou à la durée pratiquée dans l'entreprise, si elle est inférieure.

10.22

Les heures pour rechercher un nouvel emploi sont prises groupées, en principe, à la fin du délai de préavis.

En cas de licenciement, ces heures sont indemnisées par l'entreprise sur la base du taux horaire effectif de l'intéressé.

Aucune indemnité n'est due par l'employeur si les heures pour recherche d'emploi ne sont pas utilisées par l'ouvrier.

Article 10.3

Indemnité de licenciement

(Modifié par avenant n° 1 du 17 mars 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992)

En cas de licenciement, non motivé par une faute grave, l'employeur verse à l'ouvrier qui, au moment de son départ de l'entreprise, ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein du régime général de la sécurité sociale, *et du régime des assurances sociales agricoles*, ni d'un régime assimilé^(4 ter), une indemnité de licenciement, distincte du préavis, calculée sur les bases suivantes :

(4 ter) Lors de la cessation du contrat de travail des ouvriers du bâtiment pour départ à la retraite, ceux-ci ont droit à une indemnité de départ servie par la C.N.P.O. et calculée dans les conditions prévues à l'article 15 du règlement du régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (annexe III à l'accord collectif national du 31 juillet 1968, étendu par arrêté ministériel du 25 janvier 1974).

En tout état de cause, l'indemnité versée ne sera pas inférieure aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite dues par les entreprises adhérentes au régime, en application des dispositions légales et conventionnelles en vigueur au 1^{er} janvier 1990.

Cette indemnité sera versée au moment de la liquidation des droits à la retraite.

— à partir de deux ans et jusqu'à cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise : 1/10 de mois de salaire par année d'ancienneté ;

— après cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise : 3/20 de mois de salaire par année d'ancienneté, depuis la première année dans l'entreprise ;

— les années d'ancienneté au-delà de quinze ans donnent droit à une majoration de 1/20 de mois de salaire par année d'ancienneté.

En cas de licenciement d'un ouvrier âgé de plus de cinquante-cinq ans à la date d'expiration du préavis, effectué ou non, qui lui est applicable, le montant de l'indemnité de licenciement, tel qu'il est fixé ci-dessus, est majoré de 10 p. 100.

Article 10.4

Définition de l'ancienneté

10.41

Pour l'application des dispositions de l'article 10.3, on entend par ancienneté de l'ouvrier dans l'entreprise :

— le temps pendant lequel ledit ouvrier y a été employé en une ou plusieurs fois, y compris le temps correspondant à un emploi dans un établissement de l'entreprise situé hors métropole, quels qu'aient été ses emplois successifs, déduction faite toutefois en cas d'engagements successifs de la durée des contrats dont la résiliation lui est imputable et quelles que puissent être les modifications survenues dans la situation juridique de l'entreprise ;

— la durée des interruptions pour mobilisation ou faits de guerre, telles qu'elles sont définies au titre de l'ordonnance du 1^{er} mai 1945, sous réserve que l'ouvrier ait repris son emploi dans les conditions prévues au titre I^{er} de ladite ordonnance ;

— la durée des interruptions pour :

a) Périodes militaires obligatoires ;

b) Maladie, accident, maternité ;

c) Congés payés annuels ou autorisations d'absences exceptionnelles prévues au titre V ci-dessus.

10.42

En cas d'engagements successifs et après un premier versement d'indemnité de licenciement, chaque licenciement ultérieur donne lieu au versement d'une indemnité complémentaire différentielle, c'est-à-dire que le montant de chaque indemnité précédente sera déduit.

Article 10.5

Définition du salaire de base de l'indemnité de licenciement

10.51

Le salaire à retenir pour le calcul de l'indemnité de licenciement est la moyenne mensuelle des salaires bruts perçus ou, en cas d'absence, qui auraient dus être perçus au cours des trois derniers mois précédant l'expiration du contrat de travail, ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, le douzième de la rémunération perçue au cours des douze derniers mois.

10.52

Pour établir la moyenne des salaires, il est tenu compte de tous les éléments constitutifs du salaire, à l'exception des indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais et des gratifications à caractère aléatoire ou exceptionnel. Les primes annuelles sont prises en compte à hauteur d'un douzième.

Article 10.6

Documents à remettre par l'employeur à l'ouvrier lors de son départ de l'entreprise

En cas de rupture du contrat de travail d'un ouvrier, l'employeur est tenu de lui délivrer, lors de son départ de l'entreprise :

- son certificat de travail ;
- son certificat de congés payés ;
- l'attestation nécessaire à l'inscription aux Assedic et, le cas échéant, l'attestation d'activité salariée (sécurité sociale).

Article 10.7

Licenciement pour fin de chantier

10.71

En cas de licenciements qui, à la fin d'un chantier, revêtent un caractère normal selon la pratique habituelle et l'exercice régulier de la profession, en application de l'article L. 321-12 du code du travail, le chef d'entreprise ou son représentant informe et consulte les représentants du personnel (comité d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, délégués du personnel s'il en existe), dans un délai de quinze jours avant l'envoi des lettres de notification du licenciement aux salariés concernés.

Cette information et cette consultation ont lieu au cours d'une réunion dont l'ordre du jour précise l'objet. A cette occasion, le chef d'entreprise ou son représentant remet aux représentants du personnel les indications suivantes :

- la date d'achèvement des tâches des salariés concernés ;
- le nombre de salariés concernés en distinguant ceux pouvant éventuellement être réembauchés sur un autre chantier, y compris en grand déplacement, par mutation ou reclassement interne ;
- le nombre de salariés dont le réemploi ne peut être assuré lors de l'achèvement des tâches qui leur étaient confiées, lorsque ces personnes ont été employées sur un ou plusieurs chantiers pendant une période continue inférieure à dix-huit mois ;
- le nombre de salariés engagés sur un chantier de longue durée dont le réemploi ne peut être assuré lors de l'achèvement sur ce chantier des tâches qui leur étaient confiées ;
- les mesures telles que recours à la formation professionnelle continue, susceptibles de permettre le reclassement des salariés dans l'entreprise ;
- les mesures envisagées pour faciliter le reclassement hors de l'entreprise des salariés qui devront être effectivement licenciés.

10.72

Les licenciements qui ne pourront être évités feront l'objet de la procédure prévue aux articles L. 122-14, L. 122-14-1, 1^{er} et 2^e alinéas, et L. 122-14-2, 1^{er} alinéa, du code du travail.

La lettre de licenciement devra également mentionner la priorité de réembauchage telle que prévue à l'alinéa 10.73 ci-dessous.

Les salariés concernés pourront demander le bénéfice des conventions de conversion aux conditions de la législation en vigueur.

10.73

Les salariés licenciés pour fin de chantier pourront bénéficier d'une priorité de réembauchage pendant un délai d'un an à compter de la date de la rupture de leur contrat, s'ils manifestent le désir d'user de cette priorité dans un délai de deux mois à partir de leur départ de l'entreprise. Dans ce cas, les salariés concernés seront informés de tout emploi disponible dans leur qualification.

10.74

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux compressions d'effectifs qui, par leur nature ou leur ampleur exceptionnelle, dissimulent des motifs économiques et comportent notamment le licenciement d'un personnel permanent (encadrement, spécialistes) appelé à opérer sur des chantiers successifs.

Titre XI

Autres dispositions

Article 11.1

Conditions particulières du travail des femmes et des jeunes

11.11

Travail des femmes

Les clauses de la présente convention collective s'appliquent aux femmes comme aux hommes, sauf stipulations contraires prévues par la législation en vigueur.

11.12

Travail des jeunes

Les salaires minimaux des jeunes ouvriers âgés de moins de dix-huit ans ne peuvent pas subir d'abattement par rapport aux salaires minimaux conventionnels de la position et du niveau auxquels ils appartiennent.

Les conditions particulières d'emploi des jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans sont réglées par la législation en vigueur.

11.13

Apprentissage

Les dispositions relatives à l'apprentissage dans les entreprises du bâtiment sont réglées par la législation en vigueur.

Le comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics (C.C.C.A.), constitué en application de l'arrêté ministériel du 15 juin 1949, est chargé de coordonner et de développer les actions de première formation des ouvriers qualifiés du bâtiment et des travaux publics et notamment de l'apprentissage, de veiller à leur cohérence par rapport à la politique définie au plan national, de formuler des propositions au sujet des formations qui les préparent, les complètent ou qui les prolongent.

11.14

Service national

Le contrat de travail des ouvriers qui, au moment de leur départ au service national, ont au moins 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise est suspendu pendant la durée légale du service, telle qu'elle est fixée par la loi sur le recrutement.

Pour bénéficier des dispositions ci-dessus, l'ouvrier doit prévenir son employeur de son intention de reprendre son poste lorsqu'il connaîtra la date de sa libération et, au plus tard, dans le mois suivant celle-ci. Si l'intéressé ne peut être réintégré dans le mois suivant la réception de la lettre par laquelle il a fait connaître son intention de reprendre son emploi, il percevra l'indemnité de préavis et, le cas échéant, l'indemnité de licenciement.

Pendant la durée du service national, l'employeur ne peut licencier le bénéficiaire des dispositions ci-dessus que s'il justifie de l'impossibilité où il se trouve, pour un motif non lié à l'absence de l'ouvrier, de maintenir le contrat.

Les dispositions de l'article L. 122-18 du code du travail sont applicables aux ouvriers n'ayant pas six mois d'ancienneté continue dans l'entreprise au moment de leur départ au service national.

L'ouvrier qui n'aura pu être réemployé à l'expiration du service national dans l'établissement où il travaillait au moment de son départ bénéficie d'un droit de priorité de réembauchage durant une année à dater de sa libération.

Article 11.2

Ancienneté

Pour l'application de la présente convention collective, on entend par « présence continue dans l'entreprise » le temps écoulé depuis la date du dernier embauchage sans que soient exclues les périodes pendant lesquelles le contrat a été suspendu.

Pour la détermination de l'ancienneté dans l'entreprise, on tient compte non seulement de la présence continue au titre du contrat en cours, mais également, le cas échéant, de la durée des contrats antérieurs, à l'exclusion de ceux qui auraient été rompus pour faute grave.

Ces deux définitions ne doivent pas être retenues pour l'application des dispositions des titres VI et X ci-dessus qui contiennent une définition particulière de l'ancienneté dans l'entreprise.

Article 11.3

Avantages acquis

La présente convention collective ne peut être la cause de restrictions d'avantages acquis individuellement ou par équipe acquis antérieurement à la date de signature de la présente convention collective.

Elle ne peut être interprétée comme réduisant ou n'entérinant pas des situations acquises par convention collective ou accord collectif sur le plan des régions, des départements, des circonscriptions d'étendue plus réduite ou des professions, car il appartiendra aux conventions collectives régionales ou départementales de régler cette question dans leur cadre propre.

Les dispositions de la présente convention remplacent les clauses des contrats individuels ou collectifs existants lorsque les clauses de ces contrats sont moins avantageuses pour les ouvriers qui en bénéficient.

Article 11.4

Retraite complémentaire et régime de prévoyance des ouvriers

Les employeurs du bâtiment sont tenus de respecter :

- l'accord du 13 novembre 1959 modifiant et codifiant l'accord du 13 mai 1959 instituant le régime de retraite complémentaire des ouvriers du bâtiment (et des travaux publics) agréé par arrêté ministériel du 2 mars 1960 ;
- l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment (et des travaux publics) étendu par l'arrêté ministériel du 25 janvier 1974,

dans les conditions prévues par ces accords et en fonction de leur champ d'application professionnel particulier qui doit être pris en compte pour l'adhésion des entreprises du bâtiment à la Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (C.N.R.O.) et la Caisse nationale de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (C.N.P.O.).

Article 11.5

Participation des employeurs au financement de la formation professionnelle

Les entreprises de bâtiment sont tenues de respecter :

- l'accord collectif national du 21 janvier 1985 relatif à la mise en oeuvre des formations en alternance dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics, étendu par arrêté ministériel du 20 mars 1985 (*J.O.* du 29 mars 1985) ;
- l'accord collectif national du 23 février 1989 relatif à la création du fonds d'assurance formation des salariés de l'artisanat du bâtiment, étendu par arrêté ministériel du 27 avril 1989 (*J.O.* du 28 avril 1989),

dans les conditions prévues par ces accords et compte tenu de leur champ d'application professionnel particulier.

Titre XII

Classification des ouvriers

Article 12.1

Préambule

Les parties signataires se sont entendues sur la nécessité d'une refonte de la classification actuellement applicable aux ouvriers du bâtiment pour adopter un système plus approprié aux nouvelles réalités techniques et sociales de la profession, se dégageant, en les améliorant, des principes de classification antérieurement retenus, compte tenu notamment de l'environnement économique et social européen.

Le présent titre répond à la volonté des organisations professionnelles signataires de valoriser les métiers du bâtiment et d'améliorer l'image de marque de la profession afin notamment d'attirer et de conserver les jeunes qualifiés en utilisant la voie privilégiée de la négociation à tous les niveaux en vue :

- de clarifier la structure des classifications par la réduction du nombre de catégories d'ouvriers ;
- de reconnaître les capacités acquises par les ouvriers du bâtiment ;
- de favoriser le déroulement de carrière des ouvriers, ce qui suppose notamment une prise en compte accrue par la profession et par les entreprises des impératifs de formation, initiale et continue ;
- de procéder à une revalorisation des salaires minimaux, de sorte que les grilles de salaire qui seront négociées régionalement⁽²⁾ offrent dans leur application un véritable écart hiérarchique ;

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

- tout en tenant compte des exigences techniques spécifiques à certains corps d'état et de l'autonomie particulière que peuvent avoir les ouvriers dans les entreprises de taille artisanale.

Article 12.2

Définitions générales des critères et des niveaux

La grille de classification des ouvriers du bâtiment comporte quatre niveaux d'emplois, définis par les critères suivants :

-
- contenu de l'activité ;
 - autonomie et initiative ;
 - technicité ;
 - formation, adaptation et expérience,
- précisés dans le tableau joint sans priorité ni hiérarchie.

1

Niveau I : Ouvriers d'exécution

Position 1 :

Les ouvriers de niveau I/1 effectuent des travaux de simple exécution, ne nécessitant pas de connaissances particulières, selon des consignes précises et faisant l'objet d'un contrôle constant.

Les emplois de ce niveau demandent une simple adaptation aux conditions générales de travail sur chantier ou en atelier.

Cette position est une position d'accueil pour les ouvriers n'ayant ni formation, ni spécialisation professionnelle.

Position 2 :

Les ouvriers de niveau I/2 effectuent des travaux simples, sans difficultés particulières, sous contrôle fréquent. Dans cette limite, ils sont responsables de la bonne exécution de leur travail et peuvent être amenés à prendre certaines initiatives élémentaires.

Ils ont une première spécialisation dans leur emploi et peuvent avoir bénéficié d'une initiation professionnelle.

2

Niveau II : Ouvriers professionnels

Les ouvriers de ce niveau exécutent les travaux courants de leur spécialité, à partir de directives générales et sous contrôle ponctuel. Ils ont une certaine initiative dans le choix des moyens leur permettant d'accomplir ces travaux.

Ils possèdent les connaissances techniques de base de leur métier et une qualification qui leur permettent de respecter les règles professionnelles. Ils mettent en oeuvre des connaissances acquises par formation professionnelle, initiale ou continue, ou une expérience équivalente.

Ils peuvent être amenés dans ce cadre à assurer, de façon ponctuelle et sur instructions précises du chef d'entreprise, des fonctions de représentation simple ayant trait à l'exécution de leur travail quotidien.

3

Niveau III : Compagnons professionnels

Position 1 :

Les ouvriers de niveau III/1 exécutent les travaux de leur métier, à partir de directives et sous contrôle de bonne fin. Ils sont responsables de la bonne réalisation de ces travaux qui peuvent impliquer la lecture de plans et la tenue de documents d'exécution qui s'y rapportent.

Dans l'exécution de ces tâches, ils peuvent :

- être assistés d'autres ouvriers, en principe de qualification moindre, qui les aident dans l'accomplissement de leurs tâches et dont ils guident le travail ;
- être amenés ponctuellement, sur instructions du chef d'entreprise, à assumer des fonctions de représentation simple ayant trait à l'exécution de leur travail quotidien, et à transmettre leur expérience, notamment à des apprentis ou à des nouveaux embauchés.

Ils possèdent et mettent en oeuvre de bonnes connaissances professionnelles acquises par formation professionnelle, initiale ou continue, ou une expérience équivalente.

Position 2 :

Les ouvriers de niveau III/2 exécutent les travaux délicats de leur métier, à partir d'instructions générales et sous contrôle de bonne fin. Dans ce cadre, ils disposent d'une certaine autonomie et sont à même de prendre des initiatives se rapportant à la réalisation des travaux qui leur sont confiés.

Ils possèdent et mettent en oeuvre de très bonnes connaissances professionnelles acquises par formation professionnelle, initiale ou continue, et/ou une expérience équivalente.

Ils peuvent être appelés à transmettre leur expérience et, éventuellement, à assurer le tutorat des apprentis et des nouveaux embauchés⁽⁵⁾ au besoin à l'aide d'une formation pédagogique.

(5) Au sens des dispositions légales et conventionnelles en matière d'apprentissage et de formation par alternance

Niveau IV : Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe

Les ouvriers classés à ce niveau :

- soit occupent des emplois de haute technicité ;
- soit conduisent de manière habituelle une équipe dans leur spécialité.

Position 1 :

Les ouvriers de niveau IV/1, à partir de directives d'organisation générale :

- soit accomplissent les travaux complexes de leur métier, nécessitant une technicité affirmée ;
- soit organisent le travail des ouvriers constituant l'équipe appelée à les assister et en assurent la conduite.

Ils disposent d'autonomie dans leur métier, peuvent prendre des initiatives relatives à la réalisation technique des tâches à effectuer et assurer, en fonction de ces dernières, par délégation du chef d'entreprise, des missions de représentation correspondantes.

Ils possèdent la parfaite maîtrise de leur métier, acquise par formation professionnelle, initiale ou continue, et/ou une solide expérience.

Ils s'adaptent aux techniques et équipements nouveaux, et sont capables de diversifier leurs connaissances professionnelles, y compris dans des techniques connexes, notamment par recours à une formation continue appropriée.

Ils peuvent être appelés à transmettre leur expérience, à mettre en valeur leurs capacités d'animation et à assurer le tutorat des apprentis et des nouveaux embauchés⁽⁵⁾ au besoin à l'aide d'une formation pédagogique.

(5) Au sens des dispositions légales et conventionnelles en matière d'apprentissage et de formation par alternance

Position 2 :

Les ouvriers de niveau IV/2 :

- soit réalisent, avec une large autonomie, les travaux les plus délicats de leur métier ;
- soit assurent de manière permanente la conduite et l'animation d'une équipe.

Dans la limite des attributions définies par le chef d'entreprise et dans le cadre des fonctions décrites ci-dessus, ils peuvent assumer des responsabilités dans la réalisation des travaux et assurer de ce fait des missions de représentation auprès des tiers.

Ils possèdent la parfaite maîtrise de leur métier, acquise par formation professionnelle, initiale ou continue, et/ou une très solide expérience, ainsi que la connaissance de techniques connexes leur permettant d'assurer des travaux relevant de celles-ci.

Ils s'adaptent de manière constante aux techniques et équipements nouveaux, notamment par recours à une formation continue appropriée. Ils peuvent être appelés à transmettre leur expérience, à mettre en valeur leurs capacités d'animation, au besoin à l'aide d'une formation pédagogique, et à assurer le tutorat des apprentis et des nouveaux embauchés⁽⁵⁾.

(5) Au sens des dispositions légales et conventionnelles en matière d'apprentissage et de formation par alternance

Tableau des critères

Niv.	Positions	Contenu de l'activité	Autonomie et initiative	Technicité	Formation, adaptation et expérience
I	1	Travaux de simple exécution selon des consignes précises.	Contrôle constant.	Sans mise en oeuvre de connaissances particulières.	Simple adaptation aux conditions générales de travail.
I	2	Travaux simples, sans difficultés particulières.	Contrôle fréquent. Initiatives élémentaires. Responsable de leur bonne exécution.	Première spécialisation dans l'emploi.	Initiation professionnelle.
II		Travaux courants de sa spécialité réalisés à partir de directives générales.	Contrôle ponctuel. Initiative dans le choix des moyens. De façon ponctuelle et sur instructions précises du chef d'entreprise, fonctions de représentation simple ayant trait à l'exécution du travail quotidien.	Connaissances techniques de base de son métier. Respect des règles professionnelles.	Formation professionnelle reconnue (diplôme bâtiment de niveau V de l'éducation nationale) ou expérience équivalente.

Niv.	Positions	Contenu de l'activité	Autonomie et initiative	Technicité	Formation, adaptation et expérience
III	1	Travaux de son métier réalisés à partir de directives, pouvant impliquer la lecture de plans et la tenue de documents d'exécution s'y rapportant. Peut être assisté d'autres ouvriers en principe de qualification moindre.	Responsable de leur bonne réalisation, sous contrôle de bonne fin. Sur instructions du chef d'entreprise, fonctions ponctuelles de représentation simple ayant trait à l'exécution du travail quotidien.	Bonnes connaissances professionnelles.	Formation professionnelle reconnue (diplôme bâtiment de niveau IV de l'éducation nationale) ou expérience équivalente. Peut transmettre ponctuellement son expérience.
III	2	Travaux délicats de son métier réalisés à partir d'instructions générales.	Dispose d'une certaine autonomie, sous contrôle de bonne fin. Est à même de prendre des initiatives se rapportant à la réalisation des travaux qui lui sont confiés.	Très bonnes connaissances professionnelles.	Formation professionnelle reconnue (diplôme bâtiment de niveau IV de l'éducation nationale) et/ou expérience équivalente. Tutorat éventuel des apprentis et des nouveaux embauchés.
IV	1	A partir de directives d'organisation générale : travaux complexes de son métier, ou organise le travail des ouvriers constituant l'équipe appelée à l'assister et en assure la conduite.	Autonomie dans son métier. Initiatives relatives à la réalisation technique des tâches à effectuer. Missions de représentation correspondantes, par délégation du chef d'entreprise.	Parfaite maîtrise de son métier et technicité affirmée. Capable de diversifier ses connaissances professionnelles, y compris dans techniques connexes.	Formation professionnelle reconnue (diplôme bâtiment de niveau IV de l'éducation nationale) et/ou solide expérience. S'adapte aux techniques et équipements nouveaux, notamment par une formation continue appropriée. Tutorat éventuel des apprentis et des nouveaux embauchés.
IV	2	Travaux les plus délicats de son métier, ou assure de manière permanente la conduite et l'animation d'une équipe composée d'ouvriers de tous niveaux.	Large autonomie dans son métier. Dans la limite des attributions définies par le chef d'entreprise et dans le cadre de ses fonctions, responsabilités dans la réalisation des travaux et missions de représentation auprès des tiers.	Parfaite maîtrise de son métier et connaissance de techniques connexes, lui permettant d'assurer les travaux relevant de celles-ci.	Formation professionnelle reconnue (diplôme bâtiment de niveau IV de l'éducation nationale) et/ou très solide expérience. S'adapte de manière constante aux techniques et équipements nouveaux, notamment par une formation continue appropriée. Tutorat éventuel des apprentis et des nouveaux embauchés.

Article 12.3

Coefficients hiérarchiques

Les coefficients hiérarchiques correspondant aux quatre niveaux sont les suivants :

1. Niveau I :

Position 1 : 150

Position 2 : 170

2. Niveau II : 185

3. Niveau III :

Position 1 : 210

Position 2 : 230

4. Niveau IV :

Position 1 : 250

Position 2 : 270

Article 12.4 **Prise en compte des diplômes professionnels bâtiment**

12.41

Les ouvriers titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle, d'un brevet d'études professionnelles, d'un certificat de formation professionnelle des adultes délivré par l'A.F.P.A. ou d'un diplôme équivalent (niveau V de l'éducation nationale) seront classés en niveau II, coefficient 185.

A l'issue d'une période maximale de neuf mois après leur classement, les intéressés seront reconnus dans leur position ou classés à un niveau supérieur en fonction de leurs aptitudes et capacités professionnelles. Ce délai est réduit à six mois pour les ouvriers ayant une expérience antérieure d'entreprise, acquise notamment par l'apprentissage ou par la formation en alternance.

12.42

Les ouvriers titulaires d'un brevet professionnel, d'un brevet de technicien, d'un baccalauréat professionnel ou technologique ou d'un diplôme équivalent (niveau IV de l'éducation nationale) seront classés en niveau III, position 1, coefficient 210.

A l'issue d'une période maximale de dix-huit mois après leur classement, les titulaires d'un diplôme de niveau IV de l'éducation nationale seront classés à un niveau ou à une position supérieurs en fonction de leurs aptitudes et capacités professionnelles.

Ce classement s'applique au titulaire de l'un de ces diplômes obtenu dans le cadre de la formation initiale. Dans le cadre de la formation professionnelle continue, la période probatoire sera réduite de moitié.

Le titulaire d'un diplôme professionnel obtenu dans le cadre de la formation professionnelle continue, effectuée de sa propre initiative, accédera au classement correspondant à son diplôme après la période probatoire et dans la limite des emplois disponibles.

12.43

Les ouvriers qui, après avoir régulièrement préparé dans une entreprise un diplôme professionnel bâtiment de niveau V de l'éducation nationale et s'être présentés à l'examen, ne l'ont pas obtenu sont au moins classés en niveau I, position 2, coefficient 170.

12.44

Les diplômes visés au présent article sont ceux qui sont définis par les dispositions législatives et réglementaires telles qu'elles sont en vigueur à la date de signature de la présente classification : elles seront seules prises en considération pour établir les équivalences.

- les diplômes institués postérieurement par l'éducation nationale ;
- les titres homologués en application de la législation sur l'enseignement technologique ;
- les formations à certains métiers, n'aboutissant pas à des diplômes ou titres, seront pris en compte par avenant à la présente convention.

Article 12.5 **Polyvalence**

Pour développer la formation initiale et continue, reconnaître et favoriser l'acquisition de compétences élargies, les ouvriers de niveaux III et IV :

— titulaires de deux diplômes professionnels bâtiment, titres ou formations reconnus conformément à l'article 12.4 (alinéa 44) ci-dessus, de spécialités différentes ou connexes, de niveau au moins égal au niveau V de l'éducation nationale, ou ayant acquis des connaissances équivalentes par expérience professionnelle ;

— mettant en oeuvre dans leur emploi de façon habituelle, dans le respect des règles de l'art, les techniques ainsi acquises,

bénéficieront d'une rémunération au moins égale à 110 p. 100 du salaire conventionnel correspondant à leur coefficient.

Article 12.6 **Évolution de carrière**

12.61

Les définitions des niveaux et positions données à l'article 12.2 ci-dessus doivent permettre la promotion des ouvriers du bâtiment, et notamment de développer leurs possibilités d'acquérir de bonnes connaissances professionnelles et d'accéder à une haute technicité.

12.62

Dans le même but, la situation des ouvriers des différents niveaux fait l'objet, au cours de leur carrière, d'un examen régulier de la part de l'employeur.

Sans préjudice des dispositions de l'article 12.4 ci-dessus, les possibilités d'évolution de carrière des salariés font l'objet d'un examen particulier de la part de l'employeur, au plus tard deux ans après leur entrée dans l'entreprise et, par la suite, selon une périodicité biennale dont le résultat sera communiqué individuellement au salarié concerné.

12.63

Dans un but de promotion, un ouvrier, quels que soient son niveau et sa position, peut, à titre occasionnel, effectuer certaines tâches du niveau ou de la position supérieurs, sa promotion devant intervenir dès qu'il effectue les tâches correspondantes d'une façon habituelle.

Tout ouvrier occupé régulièrement à des travaux relevant de plusieurs niveaux et positions professionnels est classé dans le niveau ou la position le plus élevé.

Article 12.7 **Suivi de l'application dans l'entreprise**

Les problèmes généraux et les particularités d'application susceptibles d'être posés par la présente classification seront examinés régulièrement par l'employeur qui étudiera la possibilité de proposer aux salariés, dans le cadre d'un plan de formation, des stages de formation qualifiante.

Article 12.8 **Barèmes de salaires minimaux**

(Voir l'annexe Salaires, primes et indemnités)

Les barèmes de salaires minimaux sont fixés à l'échelon régional⁽²⁾ après négociation, de la manière suivante :

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

— détermination d'une partie fixe, exprimée en valeur absolue et identique pour chaque niveau de position ;

— fixation d'une valeur de point, multipliée par les différents coefficients hiérarchiques.

La somme de ces deux éléments détermine le salaire mensuel minimal de chaque niveau et position correspondant à un hebdomadaire de travail de 39 heures^(5 bis).

(5 bis) Le salaire mensuel minimal - base 39 heures - de chaque niveau et position est donc déterminé par la formule suivante : $Sk - pf + (k \times vp)$ dans laquelle :

k est le coefficient correspondant à chaque niveau et position ;

pf, la partie fixe ;

vp, la valeur du point.

Ces barèmes devront être fixés de telle sorte que la présente grille de classification aboutisse à un salaire minimal différencié applicable pour chacun de ses niveaux et positions.

Article 12.9 **Entrée en vigueur**

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés adhérant aux organisations nationales représentatives devront avoir fixé, dans les conditions indiquées à l'article 12.8 ci-dessus, par accord, des barèmes de salaires minimaux afférents à la présente grille de classification pour le 15 janvier 1991.

Le salaire minimum du coefficient 270 de la présente classification résultant de ces barèmes devra être supérieur d'au moins 7 p. 100 à celui de l'ancien coefficient 240, tel qu'il était dans la région considérée (ou, à défaut, le département) au 1^{er} mai 1990.

Les parties signataires se réuniront avant le 31 janvier 1991 pour examiner la situation découlant dans les régions de la négociation des barèmes et notamment le niveau des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment en résultant ; elles décideront de l'entrée en vigueur définitive de la présente classification qui interviendra en principe le 1^{er} mai 1991⁽⁶⁾.

(6) Par accord du 30 janvier 1991 (non étendu à ce jour) les parties signataires décident que l'entrée en vigueur définitive de la classification

Article 12.10

Bilan de la mise en oeuvre de la classification sur les salaires minimaux

Un constat de la mise en oeuvre de la présente classification sera fait régulièrement au niveau national à l'occasion de la négociation prévue à l'article L. 132-12 du code du travail.

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés mèneront, au niveau régional⁽²⁾, des politiques de salaires minimaux destinées à poursuivre l'effort de revalorisation découlant de la présente classification, en vue d'aboutir à une garantie de rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée des ouvriers du bâtiment. Un bilan de ces politiques sera établi deux ans après l'entrée en vigueur de la présente classification.

(2) Ou, à défaut, à l'échelon départemental. Dans ce cas, il est souhaitable que la conclusion des conventions collectives, la fixation des montants et la réunion des instances de négociation ou de conciliation découlant de la présente convention interviennent à terme à l'échelon régional.

Titre XIII

Dispositions particulières aux entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles

(Ajouté par avenant n° 1 du 17 mars 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992)

Article 13.1

Dispositions de la convention collective applicables aux entreprises agricoles

(Modifié par avenant n° 2 du 2 septembre 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992)

Sont applicables aux entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles les titres et articles suivants de la présente convention :

- Titre I : Structures de la convention collective nationale ;
- Titre II : Conclusion du contrat de travail ;
- Titre III : Durée du travail, à l'exception :
 - du 3^e tiret figurant au troisième alinéa de l'article 3, (3.12, consultation des représentants du personnel) ;
- Titre IV : Rémunération ;
- Titre V : Jours fériés. — Autorisations d'absence. — Congés payés :
 - à l'exception de l'article 5.25 (prime de vacances) ;
 - à l'exception de l'article 5.26 (cinquième semaine de congés payés) ;
 - sous réserve des articles 13.2 (prime de vacances) et 13.3 (cinquième semaine de congés payés) ;
- Titre VI : Maladie. — Accident. — Maternité :
 - avec la précision de l'article 13.4 (Indemnisation des arrêts de travail) ;
- Titre VII : Liberté d'opinion, droit syndical et représentation du personnel ;
- Titre VIII : Déplacements ;
- Titre IX : Hygiène et sécurité ;
- Titre X : Rupture du contrat de travail ;
- Titre XI : Autres dispositions :
 - sous réserve de l'article 13.5 (Retraite complémentaire des ouvriers agricoles) ;
 - à l'exception du premier tiret de l'article 11.5 (participation des employeurs au financement de la formation professionnelle en alternance).
- Titre XII : Classification des ouvriers ;
- Titre XIV : Dispositions finales.

Article 13.2

Primes de vacances

Une prime de vacances sera versée, en sus de l'indemnité de congé, à l'ouvrier ayant au moins 1 675 heures de travail au cours de l'année de référence dans une ou plusieurs entreprises du bâtiment et des travaux publics.

Le taux de la prime est de 30 p. 100 de l'indemnité de congé payé correspondant aux 24 jours ouvrables de congés institués par la loi du 16 mai 1969, c'est-à-dire calculée sur la base de 2 jours ouvrables de congés par mois de travail ou 150 heures de travail.

Toutefois, cette règle des 1 675 heures ne s'appliquera pas aux jeunes gens qui justifieront avoir été appelés sous

les drapeaux ou libérés du service national au cours de l'année de référence et pour lesquels il ne sera exigé que 150 heures de travail.

Les ouvriers qui justifieront n'avoir pu atteindre, à la suite de maladie, ce total de 1 675 heures au cours de l'année de référence, ne perdront pas le droit au bénéfice de la prime de vacances.

La prime de vacances, qui ne se cumule pas avec les versements qui auraient le même objet, est versée à l'ouvrier en même temps que son indemnité de congé.

Article 13.3 **Cinquième semaine de congés payés**

La cinquième semaine de congés payés est prise en tout ou partie selon des modalités fixées par accord entre l'employeur et les représentants du personnel ou, à défaut, les salariés, notamment sous forme de jours séparés pris en cours d'année et, dans ce cas, cinq jours ouvrés sont assimilés à la cinquième semaine de congés, l'indemnité de congé devant, toutefois, pour ces cinq jours ouvrés, être équivalente à six jours ouvrables de congés.

A défaut d'accord, la cinquième semaine de congés est prise en une seule fois pendant la période du 1^{er} novembre au 31 mars.

Les jours de congés dus en sus des 24 jours ouvrables même s'ils sont pris en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre n'ouvrent pas droit aux jours de fractionnement institués par la loi du 16 mai 1969 (art. L. 223-8 du code du travail).

Sauf nouvel accord d'entreprise, les dispositions du présent article relatives à la durée des congés ne se cumuleront pas avec les dispositions ayant le même objet arrêtées par les employeurs du bâtiment antérieurement au 1^{er} mars 1982.

Article 13.4 **Indemnisation des arrêts de travail**

Pour l'application de second point de second tiret de l'alinéa 6.121, l'indemnisation des arrêts de travail est en outre ouverte aux ouvriers agricoles âgés d'au moins vingt-cinq ans qui justifient d'un mois d'ancienneté dans l'entreprise et de deux mois d'ancienneté dans la profession.

Article 13.5 **Retraite complémentaire des ouvriers agricoles**

Les employeurs du bâtiment relevant de la mutualité sociale agricole sont tenus de respecter les dispositions de la convention collective nationale de retraite du 24 mars 1971, étendue par arrêté du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé de l'économie et des finances, en date du 19 décembre 1975, ainsi que celles de ses annexes et avenants.

Titre XIV **Dispositions finales**

(Par avenant n° 1 du 17 mars 1992, étendu par arrêté du 15 décembre 1992, JO 26 décembre 1992, il est ajouté un titre XIII "Dispositions particulières aux entreprises artisanales du bâtiment relevant des professions agricoles", en conséquence, l'actuel titre XIII "Dispositions finales" devient le titre XIV, et les articles 13.1, 13.2 et 13.3 deviennent respectivement 14.1, 14.2 et 14.3.)

Article 14.1 **Durée, révision, dénonciation**

La présente convention collective entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension, à l'exception de son titre XII qui sera mis en application dans les conditions fixées à l'article 12.9 ci-dessus.

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée en tout ou en partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de six mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par pli recommandé avec accusé de réception ainsi qu'à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris.

En cas de dénonciation totale ou partielle par l'une des organisations signataires, la disposition dénoncée ou la totalité de la convention restera en vigueur pendant une durée d'un an à partir de l'expiration du délai de préavis fixé au paragraphe précédent, à moins qu'un nouveau texte ne l'ait remplacée avant cette date.

Toute modification, révision totale ou partielle, ou adaptation des dispositions de la présente convention collective nationale ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national ; celles-ci examinent tous les trois ans l'opportunité de procéder à d'éventuelles adapta-

tions compte tenu des évolutions constatées.

Les demandes de révision doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception de l'information de la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris, et sont accompagnées d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Article 14.2

Abrogation des accords nationaux du bâtiment du 21 octobre 1954 et du 22 décembre 1954

A la date de son entrée en vigueur, la présente convention collective nationale annule et remplace dans toutes leurs dispositions les accords nationaux des ouvriers du bâtiment du 21 octobre 1954 et du 22 décembre 1954, ainsi que l'intégralité des annexes et avenants à ces accords.

Article 14.3

Adhésion

Toute organisation représentative au plan national non signataire de la présente convention collective pourra y adhérer ultérieurement par simple déclaration à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris où elle aura été déposée. Elle devra également en aviser par pli recommandé toutes les organisations signataires.

ANNEXES

Champ d'application

Accord national du 30 avril 1997

[Non étendu et applicable après son extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération nationale du bâtiment (FNB) ;

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

Fédération nationale de l'équipement électrique (FNEE) ;

Fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics (FNSCOP) pour la section bâtiment.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois (CFDT) ;

Fédération BATI-MAT-TP (CFTC) ;

Syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics (CFE-CGC) ;

Fédération générale Force Ouvrière du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes (CGT-FO).

Article 1 Champ d'application

Le présent champ d'application professionnel des conventions collectives nationales du bâtiment est défini en fonction de la Nomenclature d'activités française instaurée par le décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

Ainsi, les intitulés des rubriques et des codes du présent champ d'application correspondent à ceux établis par la Nomenclature d'activités française.

Entrent dans le présent champ d'application les entreprises ou établissements, quelle que soit leur forme juridique, dont l'activité principale exercée dans les secteurs industriel, tertiaire ou d'habitat entraîne leur classement dans une rubrique ci-après énumérée, sous réserve des dispositions particulières prévues pour celle-ci.

Le code APE (activité principale exercée) attribué par l'INSEE à l'employeur en fonction de la NAF et que celui-ci est tenu de mentionner sur le bulletin de paie en vertu de l'article R. 143-2 du Code du Travail, constitue une présomption simple de classement étant entendu que seule l'activité principale réellement exercée constitue le critère d'application du présent accord.

Dans les dispositions qui suivent, les termes "construction" ou "installation" recouvrent les travaux de construction, d'installation, et le cas échéant, les travaux d'entretien, de maintenance, de réparation ou de dépannage.

Sont incluses dans le présent champ d'application les activités visées ci-après :

01-4 A Services aux cultures productives

Sont visées les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de bâtiment réalisant des travaux d'irrigation, d'aménagement et de remise en état de terrains de culture, y compris les travaux connexes au remembrement⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte.

01-4 B Réalisation et entretien de plantations ornementales

Sont visées les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de bâtiment réalisant des travaux d'aménagement d'espaces verts⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte.

20-1 B Imprégnation du bois

Les entreprises d'imprégnation, de traitement et de pose des charpentes et autres ouvrages en bois sont visées en totalité.

20-3 Z Fabrication de charpentes et de menuiseries

Les entreprises associant la fabrication et la pose de charpentes et de menuiseries en bois sont visées en totalité.

25-2 E Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction

Les entreprises de fabrication et d'installation associées de menuiseries en matériaux de synthèse PVC pour la construction et ne fabriquant pas elles-mêmes les profilés qu'elles utilisent sont soumises à la clause d'attribution⁽¹⁰⁾

(10) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80%, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs activités, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale.

26-7 Z Travail de la pierre

Les entreprises de production et de mise en oeuvre d'ouvrages en pierre et en tous matériaux, sculptés, taillés ou autrement façonnés sont visées en totalité.

26-8 C Fabrication de produits minéraux non métalliques nca

Les entreprises d'étanchéité préparant et posant des produits asphaltés et bitumineux sont visées en totalité.

28-1 A Fabrication de constructions métalliques

Les entreprises de fabrication et de montage de constructions métalliques sont soumises à la clause d'attribution.

Dans cette classe, sont notamment visées les entreprises de fabrication et de montage associés de constructions métalliques pour les ouvrages de travaux publics⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension

sion de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte.

28-1 C Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques

Les entreprises associant la fabrication et la pose de menuiseries métalliques, de fermetures métalliques sont soumises à la clause d'attribution⁽¹⁰⁾

(10) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80%, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs activités, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale.

28-3 C Chaudronnerie - tuyauterie

Les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installation et de maintenance de tuyauterie sur site industriel sont visées en totalité.

28-5 A Traitement et revêtement des métaux

Les entreprises de bâtiment effectuant des revêtements protecteurs et décoratifs des métaux sont soumises à la clause d'attribution⁽¹⁰⁾

(10) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80%, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs activités, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale.

28-7 E Fabrication d'articles en fils métalliques

Les entreprises de fournitures et d'armatures métalliques préparées pour le béton armé et le béton précontraint sont soumises à la clause d'attribution⁽¹⁰⁾

(10) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80%, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs activités, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale.

29-2 A Fabrication de fours et brûleurs

Sont inclus dans le présent champ d'application les entreprises et établissements de montage et de maintenance de fours en maçonnerie et en matériaux réfractaires qui, au 31 décembre 1995, appliquaient les conventions et accords

collectifs du bâtiment.

29-2 F Fabrication d'équipements aérauliques et thermiques industriels

Les entreprises de réalisation et maintenance d'équipements aérauliques, thermiques et de traitement de l'air sont visées en totalité.

Pour cette activité, sont exclus du présent champ d'application les entreprises ou établissements appliquant les accords et conventions collectifs de la métallurgie au 31 décembre 1995 en vertu de leur adhésion à une Chambre syndicale territoriale des industries métallurgiques.

31-2 A Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension

Les entreprises de fabrication et installation associées d'armoires et pupitres électriques de toute nature sont soumises à la clause d'attribution⁽¹⁰⁾

(10) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80%, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs activités, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale.

.

36-1 C Fabrication de meubles de bureau et de magasin

Les entreprises de fabrication et pose associées de meubles en bois de bureau et de magasin sont visées en totalité.

36-1 E Fabrication de meubles de cuisine

Les entreprises de fabrication et de pose associées de meubles en bois de cuisine et de salle de bains sont visées en totalité.

40-3 Z Production et distribution de chaleur

Les entreprises assurant l'installation, la production et la distribution de chaleur sont visées en totalité.

45-1 A Terrassements divers, démolition

Les entreprises générales de bâtiment, les entreprises réalisant des travaux de préparation, de terrassements couvrants pour le bâtiment, les entreprises de démolition d'ouvrages de toute nature, y compris à l'explosif, sont visées en totalité.

Sont également visées les entreprises réalisant des travaux de VRD⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte.

45-2 A Construction de maisons individuelles

Les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de construction de maisons individuelles, y compris à ossature bois, sont visées en totalité.

45-2 B Construction de bâtiments divers

Les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de construction de bâtiments, notamment à partir d'éléments préfabriqués, y compris à ossature bois, (logements, hangars...) sont visées en totalité.

45-2 C Construction d'ouvrages d'art

Les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de construction d'ouvrages industriels, les entreprises de construction d'équipements sportifs sont visées en totalité.

45-2 J Réalisation de couvertures par éléments

Les entreprises réalisant des travaux de couverture de tous types sont visées en totalité.

45-2 K Travaux d'étanchéité

Les entreprises réalisant des travaux d'étanchéité de tous types dont toitures-terrasses, cuvelages, réservoirs sont visées en totalité.

45-2 L Travaux de charpente

Les entreprises de charpentes sont visées en totalité.

45-2 P Construction de chaussées routières et sols sportifs

Sont visées les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de bâtiment réalisant des sols sportifs et récréatifs⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte.

45-2 T Levage, montage

Les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de montage et de levage pour le bâtiment y compris les travaux de bardage, les entreprises de montage et de levage d'éléments complexes pour le bâtiment, les entreprises de montage d'échafaudages sont visées en totalité.

Sont également visées les entreprises de montage et de levage d'éléments complexes, de grands réservoirs et citernes métalliques, de matériels chaudronnés pour l'industrie nucléaire⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte.

Sont exclus du présent champ d'application les entreprises ou établissements appliquant les accords et conventions de la métallurgie au 31 décembre 1995 en vertu de leur adhésion à une Chambre syndicale territoriale des industries métallurgiques.

45-2 U Autres travaux spécialisés de construction

Les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de fumisterie industrielle, les entreprises de construction ou de montage de cheminées décoratives, les entreprises de construction de chambres froides et les entreprises de construction de chambres fortes sont visées en totalité.

Sont également visées :

- les entreprises effectuant des fondations spéciales et des fondations de tous types, y compris par ouvrage interposé⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte ;

- les entreprises réalisant des ossatures en béton demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte ;

- les entreprises réalisant des coupoles et voiles minces en béton⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte ;

- les entreprises réalisant des forages d'eau, des puits d'eau et des puisards⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du

personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte ;

- les entreprises effectuant des travaux spécialisés de pavage pour le bâtiment⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte.

45-2 V Travaux de maçonnerie générale

Les entreprises générales de bâtiment, les entreprises effectuant des travaux de maçonnerie générale et de pose de clôtures sont visées en totalité.

Dans cette classe, sont également visées les entreprises réalisant des travaux de VRD⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

. Clause mixte.

45-3 A Travaux d'installation électrique

Les entreprises effectuant des travaux d'installation électrique, associés ou non à la maintenance (courants forts et courants faibles, haute et basse tension), les entreprises assurant l'installation, la maintenance et l'exploitation de systèmes de surveillance des immeubles (Gestion technique centralisée, Gestion technique de bâtiment...) sont visées en totalité.

Les entreprises de fabrication et de câblage associés d'installations téléphoniques, informatiques et bureautique, les entreprises de fabrication et d'installation associées de systèmes d'alarmes et de surveillance sont soumises à la clause d'attribution.

Sont également visées les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels effectuant des travaux d'installation électrique, associés ou non à la maintenance (courants forts et courants faibles, haute et basse tension) à l'exception de celles qui, au 31 décembre 1995 appliquaient une autre convention collective que celle du bâtiment⁽⁹⁾

(9) Cas des entreprises mixtes bâtiment - travaux publics

Pour l'application de la présente Convention collective nationale, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'appli-

cation et d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics telles qu'elles sont visées par la nomenclature d'activités issue du décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992.

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2/ Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou, à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel, entre l'application de la présente convention collective et l'application de la convention collective des travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit, de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

4/ Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de la présente Convention collective nationale.

Clause mixte.

45-3 C Travaux d'isolation

Les entreprises effectuant des travaux d'isolation de tous types, y compris de traitement acoustique ou de déflocage et d'opérations associées sur les bâtiments sont visées en totalité.

45-3 E Installation d'eau et de gaz

Les entreprises de plomberie et d'équipements sanitaires, les entreprises réalisant des travaux d'installation d'eau et de gaz de tous types, notamment installation de réseaux de fluides spéciaux, installation de matériel de laboratoire sont visées en totalité.

45-3 F Installation d'équipements thermiques et de climatisation

Les entreprises d'installation, y compris la maintenance, d'équipements thermiques, de ventilation, de climatisation, de traitement de l'air et de fumisterie sont visées en totalité.

Sont exclus du présent champ d'application les entreprises ou établissements appliquant les accords et conventions de la métallurgie au 31 décembre 1995 en vertu de leur adhésion à une Chambre syndicale territoriale des industries métallurgiques.

45-3 H Autres travaux d'installation

Les entreprises d'installation de matériel compris dans cette classe, dont les systèmes d'éclairage et les enseignes lumineuses ou non, à l'exclusion des systèmes et travaux électriques et autres, de signalisation, d'information et d'éclairage sur les voies publiques, notamment voies ferrées, ports et aéroports, les entreprises d'installation de protection solaire sont visées en totalité.

45-4 A Plâtrerie

Les entreprises de plâtrerie, staff, stuc, les entreprises de plâtrerie - peinture, les entreprises de cloisons en plâtre, plafonds en plâtre ou d'isolation à base de plâtre sont visées en totalité.

45-4 C Menuiserie bois et matières plastiques

Les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, intérieure et extérieure, à commande manuelle ou automatique, y compris les murs rideaux), les entreprises d'installation de cuisines à l'exclusion de la fabrication de meubles, les entreprises de pose de parquets sont visées en totalité.

Dans cette classe, sont également visées en totalité les entreprises de menuiserie en matériaux de synthèse (PVC) ; les entreprises de fabrication et d'installation associées de menuiserie en matériaux de synthèse (PVC) pour la construction et ne fabriquant pas elles-mêmes les profilés qu'elles utilisent sont soumises à la clause d'attribution⁽¹⁰⁾

(10) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80%, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs activités, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale.

45-4 D Menuiserie métallique, serrurerie

Les entreprises de serrurerie de bâtiment sont visées en totalité.

Les entreprises associant la fabrication et la pose de menuiseries métalliques, de fermetures métalliques sont sou-

mises à la clause d'attribution⁽¹⁰⁾

(10) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80%, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs activités, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale.

.

45-4 F Revêtements des sols et des murs

Les entreprises de fourniture et de pose horizontale et verticale de revêtements en tous matériaux, les entreprises mettant en oeuvre une formulation de revêtements en matières plastiques coulés sont visées en totalité.

45-4 H Miroiterie de bâtiment, vitrerie

Les entreprises réalisant des travaux de mise en oeuvre du verre plat ou de ses substituts en résine ou en plastique, destinés à la gestion des apports solaires, à la fermeture, à la protection contre les agressions et les incendies, l'isolation au froid et au bruit sont soumises à la clause d'attribution⁽¹⁰⁾

(10) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80%, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs activités, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale.

.

45-4 J Peinture

Les entreprises de peinture y compris peinture-vitrerie, peinture-plâtrerie, ravalement, imperméabilisation, calfeutrement, peinture décorative, les entreprises d'étanchéité de façades, les entreprises de peinture anticorrosion sur ossatures métalliques pour les ouvrages de bâtiment sont visées en totalité.

Sont également visées les entreprises effectuant des travaux d'entretien sur équipements industriels et les entreprises ou établissements effectuant des travaux neufs et d'entretien de peinture de ces équipements et qui, au 31 décembre 1995, appliquaient les accords et conventions collectifs du bâtiment.

45-4 L Agencement de lieux de vente

Les entreprises générales de bâtiment, les entreprises d'agencement de tous types et notamment de lieux de vente sont visées en totalité.

Toutefois, les entreprises de fabrication et d'installations associées de locaux professionnels à base métallique sont soumises à la clause d'attribution⁽¹⁰⁾

(10) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1/ La présente Convention collective nationale sera appliquée lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80%, les entreprises peuvent opter entre l'application de la présente Convention collective nationale et l'application de la convention collective correspondant à leurs activités, par voie d'accord négocié avec leurs délégués syndicaux ou à défaut de délégués syndicaux, par voie d'accord avec leurs représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3/ Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, la présente Convention collective nationale n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension de la présente Convention collective nationale.

.

45-4 M Travaux de finition n.c.a.

Les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de nettoyage des façades à la vapeur et au sable, les entreprises effectuant des travaux de finition compris dans cette classe sont visées en totalité.

63-1 E Entreposage non frigorifique

Dans cette classe, est visé tout établissement appartenant à une entreprise visée par le présent champ d'application et assurant l'exploitation des installations d'entreposage non frigorifique ou de lieux de stockage de ces entreprises.

74-1 J Administration des entreprises

Dans cette classe, sont visées :

- les sièges sociaux et autres établissements chargés de l'administration des entreprises visées par le présent champ d'application ;
- les groupements d'employeurs et les GIE composés en majorité d'entreprises visées par le présent champ d'application ;
- les sociétés détenant des participations dans des entreprises visées par le présent champ d'application, pour un montant supérieur à la moitié de la valeur de leur portefeuille, tels qu'ils figurent au poste "immobilisations" du bilan arrêté à la fin du dernier exercice clos (sociétés mères et holdings).

74-2 C Ingénierie, études techniques

Dans cette classe, sont visés les agences, bureaux ou établissements appartenant, sans être filialisés, à une entreprise visée par le présent champ d'application et ayant des activités d'études techniques spécialisées pour l'industrie, des activités d'ingénierie ou d'études techniques concernant les ouvrages de génie civil ou de bâtiment et les infrastructures, d'études techniques spécialisées pour la construction ou d'organisation ou de pilotage des chantiers.

74-7 Z Activités de nettoyage

Dans cette classe, les entreprises de ramonage et de nettoyage de gaines sont visées en totalité.

74-8 J Organisation de foires et salons

Dans cette classe, les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires d'exposition sont visées en totalité.

74-8 K Services annexes à la production

Dans cette classe, les entreprises de fabrication de maquettes-volume et de plans en relief sont visées en totalité.

Article 2 **Entrée en vigueur**

Le présent accord collectif national entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension, en application des articles L. 133-8 et suivants du Code du Travail.

À compter de la date d'entrée en vigueur prévue au premier alinéa du présent article, les dispositions de l'article 1 du présent accord collectif national pourront être retenues comme champ d'application professionnel par tout accord collectif national du bâtiment postérieur.

À compter de la date d'entrée en vigueur prévue au premier alinéa du présent article, les dispositions de l'article 1 du présent accord collectif national s'appliqueront également pour l'application des conventions et accords collectifs nationaux en vigueur dans le bâtiment pour leur champ d'application professionnel, sans préjudicier aux délimitations particulières de tel ou tel d'entre eux.

Article 3 **Champ d'application territorial**

À compter de la date d'entrée en vigueur prévue au premier alinéa de l'article 2 ci-dessus, le présent accord national s'appliquera en France métropolitaine, à l'exclusion des DOM-TOM.

Article 4 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer conformément à l'article L. 132-9 du Code du Travail.

Article 5 **Dispositions finales**

Les organisations signataires du présent accord collectif national s'emploieront à obtenir l'extension de ses dispositions conformément à la législation en la matière.

Le présent accord sera déposé à la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris et au Secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris, conformément à l'article L. 132-10 du

SALAIRES - INDEMNITÉS ET PRIMES

Salaires minima des ouvriers et ETAM du bâtiment

Accord national du 12 février 2002

[Étendu par arrêté du 21 octobre 2002, JO 30 octobre 2002 à l'exception du personnel ETAM exclu de l'extension]

Préambule

Depuis le 1^{er} janvier 2002, la durée légale du travail est fixée à 35 heures par semaine pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif.

En ce qui concerne les barèmes de salaires minima établis en application des conventions collectives nationales du Bâtiment, la nouvelle durée légale du travail conduit à modifier la référence horaire (hebdomadaire ou mensuelle) à laquelle ils correspondent afin qu'ils retrouvent leur pertinence.

Les parties signataires reconnaissent en effet la nécessité de fixer les salaires minima sur cette nouvelle base.

Toutefois, afin de prendre en compte le cas des entreprises qui ont maintenu un horaire collectif supérieur à 35 heures, les parties signataires sont convenues de traiter distinctement ces entreprises de celles dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures, tout en assurant une revalorisation des rémunérations de l'ensemble des salariés.

Elles décident donc de mettre en place le dispositif transitoire décrit dans le présent accord qui répond à un double objectif :

— assurer le maintien, lors du changement de référence horaire, des salaires minima de la branche au niveau qu'ils avaient atteint à la date du 31 décembre 2001,

— permettre aux entreprises dont l'horaire collectif est supérieur à 35 heures de s'adapter progressivement aux conséquences de la nouvelle durée légale.

Les parties signataires traduisent ainsi leur volonté de conduire une politique salariale attractive tenant compte de la nouvelle durée légale qui s'applique désormais à l'ensemble des entreprises et des salariés.

Au terme de la période de transition définie par le présent accord, toutes les entreprises, quelle que soit la durée collective qu'elles appliqueront, seront tenues de respecter les minima établis sur la base de la durée légale tels qu'ils résulteront des négociations régionales.

Ce dispositif ne s'oppose pas à une transition plus rapide dans les régions si les négociateurs le jugent utile.

Il ne s'oppose en aucun cas à la revalorisation des salaires minima dans les régions.

Article I **Champ d'application**

Le présent accord national est applicable en France métropolitaine, Corse comprise, à l'exclusion des DOM-TOM :

• Aux employeurs relevant respectivement :

— de la convention collective nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976 (c'est-à-dire entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

— ou de la convention collective nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976 (c'est-à-dire entreprises occupant plus de 10 salariés)

• et à l'ensemble de leurs salariés Ouvriers *et Etam* (termes exclus de l'extension par arrêté du 21 octobre 2002, JO 30 octobre 2002) dont l'activité relève d'une des activités énumérées dans le champ d'application de cette convention collective.

Article II **Dispositions relatives aux Ouvriers *et Etam* (termes exclus de l'extension par arrêté du 21 octobre 2002, JO 30 octobre 2002)**

1

Cas des entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année

Les valeurs des barèmes de salaires minima correspondant à chaque niveau et position actuellement applicables pour un horaire hebdomadaire de travail de 39 heures sont à partir du 1^{er} janvier 2002 applicables pour un horaire hebdomadaire de travail de 35 heures ou 35 heures en moyenne sur l'année. Ces valeurs seront négociées au niveau

régional sur des bases mensuelles, à partir des montants en vigueur au 31 décembre 2001 pour un horaire de 39 heures.

L'article IV-I (alinéa IV-12) des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 est modifié en conséquence.

Dans l'article XII.8 des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment précitées, la référence à «l'horaire hebdomadaire de 39 heures» est remplacée par «l'horaire de travail de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année».

(Alinéa exclu de l'extension par arrêté du 21 octobre 2002, JO 30 octobre 2002) Le paragraphe b) de l'article 49 du Titre VIII de la Convention Collective Nationale des ETAM du Bâtiment du 29 mai 1958 est modifié de la façon suivante : «Les barèmes des appointements minimaux sont fixés pour un horaire mensuel moyen de 151,67 heures ou pour 35 heures en moyenne sur l'année en principe à l'échelon régional ou, à défaut, à l'échelon départemental par conventions ou accords conclus entre organisations syndicales intéressées.»

2

Cas des entreprises dont l'horaire collectif est supérieur à la durée légale de 35 heures

De façon transitoire, pour les entreprises qui ont maintenu un horaire collectif supérieur à la durée légale de 35 heures, les barèmes visés au paragraphe ci-dessus leur sont applicables dans les conditions particulières ci-après :

— Au 1^{er} janvier 2002, les valeurs de salaires minima établis pour 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois correspondent à 93 % des valeurs indiquées dans les barèmes visés au point 1.

— Au 1^{er} janvier 2003, les valeurs de salaires minima établis pour 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois correspondront à 96 % des valeurs indiquées dans les barèmes visés au point 1.

— Au 1^{er} janvier 2004, les valeurs de salaires minima établis pour 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois correspondront aux valeurs indiquées dans les barèmes visés au point.

Cette disposition transitoire ne peut en aucun cas être la cause d'une réduction du salaire mensuel réel habituellement perçu par les salariés.

Article III Dépôt

Le présent accord national sera déposé en application de l'article L. 132-10 du code du travail.

Article IV Extension

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord auprès du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Accords régionaux et départementaux

Auvergne

Indemnité de maître d'apprentissage Accord du 19 décembre 2011

[Étendu par arr. 27 juill. 2012, JO 3 août]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;

FFB ;

FLBA SCOP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFE-CGC.

Vu

l'article 3 de l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation des maîtres d'apprentissage dans le BTP modifié par l'avenant n° 1 du 13 novembre 2008,

Il a été convenu

les mesures ci-dessous pour les maîtres d'apprentissage titulaire du titre de maître d'apprentissage confirmé dans les entreprises du Bâtiment d'Auvergne visées et non visées par le Décret du 1^{er} Mars 1962, lors de la réunion du 19

décembre 2011 rassemblant les organisations représentatives d'employeurs et de salariés :

Article 1

L'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par le salarié titulaire du titre de maître d'apprentissage confirmé ouvre droit au versement d'une indemnité spécifique définie dans l'article ci-dessous et ce pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné ou des apprentis concernés.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixée à 240 euros pour tous les contrats d'apprentissage conclus à partir du 1^{er} janvier 2012.

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

- 120 euros au plus tard à la date du premier anniversaire de la signature du contrat,
- 120 euros au plus tard à l'issue du contrat,
- 60 euros supplémentaires au plus tard à l'issue du contrat si l'apprenti s'est présenté à l'ensemble des épreuves concourant au diplôme.

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, ou en cas de départ du maître d'apprentissage confirmé de l'entreprise, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué prorata temporis de la durée de la mission.

Article 3

Cet accord pourra être négocié annuellement.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2262-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail, la présente décision sera déposée à la Direction des relations du Travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand. Une extension de cet accord sera demandée.

Rémunération des apprentis Accord du 15 octobre 2002

[Étendu par arrêté du 26 juin 2003, JO 5 juillet 2003]

Vu les articles I-4 et XII-8 de la Convention Collective Nationale du 8 octobre 1990 des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment,

Vu la pénurie des personnels ouvriers hautement qualifiés dans de nombreux corps d'État du Bâtiment,

Article 1

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés décident de prendre les dispositions suivantes touchant à la rémunération des apprentis préparant un deuxième Certificat d'Aptitude Professionnel, une Mention complémentaire ou un Brevet Professionnel dans la filière de leur diplôme initial (sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur) :

1 - lorsqu'un jeune, après avoir obtenu un diplôme de l'enseignement professionnel, s'engage dans la préparation d'un deuxième Certificat d'Aptitude Professionnel, une Mention complémentaire ou un Brevet Professionnel dans la filière de leur diplôme initial par un nouveau contrat d'apprentissage (art. L. 115-1 et L. 117-1 du Code du Travail) ou par un contrat de qualification (article L. 981-1 du Code du travail) : sa rémunération sera calculée en appliquant le pourcentage légal correspondant au minimum conventionnel du niveau de qualification auquel son premier diplôme lui aurait donné accès (coef. 185 de la classification ouvrière).

2 - dans le cas de contrats d'apprentissage successifs (même si le dernier contrat est conclu avec un nouvel employeur) et dans le cas d'un contrat de qualification suivant un contrat d'apprentissage, le pourcentage servant au calcul de la rémunération ne pourra pas être inférieur à celui appliqué à la dernière année d'exécution du contrat précédent.

Article 2

Les dispositions visées à l'Article 1 seront applicables aux contrats conclus à compter du 1^{er} janvier 2003

Article 3

Conformément au code du travail, la présente décision sera déposée à la Direction Départementale du Travail et de l'emploi du Puy-de-Dôme et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord auprès du Ministère des Affaires Sociales, du Tra-

Auvergne - Rhône-Alpes

Salaires

Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme

Accord du 18 décembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;
SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes ;
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne-Rhône-Alpes ;
CPC URCB CFDT Auvergne-Rhône-Alpes ;
UNSA Industrie et Construction.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment Comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} janvier 2020

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuels pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 536,61 €
- Position 2	170*	1 542,81 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 665,71 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 832,81 €
- Position 2	230	1 967,97 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 107,69 €
- Position 2	270	2 240,01 €
*Valeur du point et partie fixe identiques à celle de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie : Coeff 150 PF 307,66 € VP 8,193 € Coeff 170 & 185 PF 150,00 € VP 8,193 €		

Pour les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, à compter du 1^{er} janvier 2020

A

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1^{er} janvier 2020 comme suit :

Valeur du point : 8,193 euros

Partie fixe : 150 euros

Les barèmes dans le tableau ci-après correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67

B

Par dérogation aux stipulations mentionnées au point-A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés au Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 307,66 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 536,61 €
- Position 2	170	1 542,81 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 665,71 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 870,53 €
- Position 2	230	2 034,39 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 198,25 €
- Position 2	270	2 362,11 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 7 janvier 2021

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;
SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes ;
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne-Rhône-Alpes ;
CPC URCB CFDT Auvergne-Rhône-Alpes ;
UNSA Industrie et Construction.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} janvier 2021 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 554,58 €
- Position 2	170*	1 562,35 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 674,03 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 851,16 €
- Position 2	230	1 988,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 132,91 €
- Position 2	270	2 266,07 €
* Valeur du point et partie fixe identiques à celles de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie : Coeff. 150 PF 318,88 € VP 8,238 € - Coeff. 170 PF 161,89 € VP 8,238 € - Coeff. 185 PF 150,00 € VP 8,238 €		

Pour les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, à compter du 1^{er} janvier 2021 :

A. Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1^{er} janvier 2021 comme suit :

Valeur du point : 8,238 euros

Partie fixe : 150 euros

Les barèmes dans le tableau ci-après correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

B. Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 318,88 euros.

Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 161,89 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 554,58 €
- Position 2	170	1 562,35 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 674,03 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 879,98 €
- Position 2	230	2 044,74 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 209,50 €
- Position 2	270	2 374,26 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 13 décembre 2021

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 18 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;
Union Régionale CAPEB Auvergne Rhône-Alpes ;
Fédération SCOPBTP Auvergne Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CPC URCB CFDT Auvergne Rhône-Alpes ;
UNSA Industrie et Construction ;
FO BTP Auvergne Rhône-Alpes.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 605,36 €
- Position 2	170*	1 609,22 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 723,80 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	1 936,47 €
- Position 2	230	2 079,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 230,51 €
- Position 2	270	2 369,76 €
* Valeur du point & partie fixe identiques à celles de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : Coeff. 150 PF 329,31 € VP 8,507 € - Coeff. 170 PF 163,03 € VP 8,507 € - Coeff. 185 & 210 PF 1 50,00 € VP 8,507 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

A - Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1^{er} janvier 2022 comme suit :

Valeur du point : 8,507 euros • Partie fixe : 150 euros

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

B - Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau 1 - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 329,31 euros

Niveau 1 - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 163,03 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 605,36 €
- Position 2	170	1 609,22 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 723,80 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 936,47 €
- Position 2	230	2 106,61 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 276,75 €
- Position 2	270	2 446,89 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 14 septembre 2022

[Étendu par arr. 18 avr. 2023, JO 28 avr., applicable à compter du 1^{er} oct. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ;

CAPEB ;

SCOPBTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} octobre 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 680,00 €
- Position 2	170*	1 730,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 780,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	1 936,47 €
- Position 2	230	2 079,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 230,51 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
- Position 2	270	2 369,76 €
* Valeur du point & partie fixe identiques à celles de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : Coeff. 150 PF 403,95 € VP 8,507 € - Coeff. 170 PF 283,81 € VP 8,507 € - Coeff. 185 PF 206,21 € VP 8,507 € - Coeff. 210 PF 150,00 € VP 8,507 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1^{er} octobre 2022 :

A — Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1^{er} octobre 2022 comme suit :

Valeur du point : 8,507 euros - Partie fixe : 150 euros

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

B — Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 403,95 euros Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 283,81 euros Niveau II - Coefficient 185, et pour cette seule position, est de 206,21 euros

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 680,00 €
- Position 2	170	1 730,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 780,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 936,47 €
- Position 2	230	2 106,61 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 276,75 €
- Position 2	270	2 446,89 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 29 novembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ;

CAPEB ;

SCOPBTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} janvier 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 715,00 €
- Position 2	170*	1 755,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 800,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	2 000,00 €
- Position 2	230*	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 320,00 €
- Position 2	270	2 455,00 €
* Partie fixe identique à celle de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie ; 150 €. Valeurs de point : coeff. 150 : 10,4333 €, coeff. 170 : 9,4412 €, coeff. 185 : 8,9189 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1^{er} janvier 2023 :

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,4333 € ; coeff. 170 : 9,4412 € ; coeff. 185 : 8,9189 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 € ; coeff. 250 : 8,7800 € ; coeff. 270 : 8,7815 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 715,00 €
- Position 2	170	1 755,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 800,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 000,00 €
- Position 2	230	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 345,00 €
- Position 2	270	2 521,00 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 28 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct., applicable à compter du 1^{er} juill. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Française du Bâtiment FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;

Union régionale CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes ;

Fédération SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1 962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1er

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} juillet 2023

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 750,00 €
- Position 2	170*	1 790,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 835,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	2 000,00 €
- Position 2	230*	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 320,00 €
- Position 2	270	2 455,00 €
* Partie fixe identique à celle de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : 150 €. Valeurs de point : coeff. 150 : 1 0,6667 € ; coeff. 170 : 9,6471 € ; coeff. 185 : 9,1081 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1^{er} juillet 2023 :

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit :

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,6667 € ; coeff. 170 : 9,6471 € ; coeff. 185 : 9,1081 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 € ; coeff. 250 : 8,7800 € ; coeff. 270 : 8,7815 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 750,00 €
- Position 2	170	1 790,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 835,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 000,00 €
- Position 2	230	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 345,00 €
- Position 2	270	2 521,00 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie Accord du 18 décembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;
SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes ;
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne-Rhône-Alpes ;
CPC URCB CFDT Auvergne-Rhône-Alpes ;
UNSA Industrie et Construction.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} janvier 2020

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 536,61 €
- Position 2	170*	1 542,81 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 665,71 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 832,81 €
- Position 2	230	1 967,97 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 107,69 €
- Position 2	270	2 240,01 €
* Valeur du point et partie fixe identiques à celle de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie : Coeff. 150 PF 307,66 € VP 8,193 € Coeff 170 & 185 PF 150,00 € VP 8,193 €		

Pour les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, à compter du 1^{er} janvier 2020

A

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1^{er} janvier 2020 comme suit :

Valeur du point : 8,193 euros

Partie fixe : 150 euros

Les barèmes dans le tableau ci-après correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

B

Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés au Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 307,66 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 536,61 €
- Position 2	170	1 542,81 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 665,71 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 870,53 €
- Position 2	230	2 034,39 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 198,25 €
- Position 2	270	2 362,11 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 7 janvier 2021

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;

SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes ;

CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne-Rhône-Alpes ;

CPC URCB CFDT Auvergne-Rhône-Alpes ;

UNSA Industrie et Construction.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} janvier 2021 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 554,58 €
- Position 2	170*	1 562,35 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 674,03 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 851,16 €
- Position 2	230	1 988,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 132,91 €
- Position 2	270	2 266,07 €
* Valeur du point et partie fixe identiques à celles de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie : Coeff. 150 PF 318,88 € VP 8,238 € - Coeff. 170 PF 161,89 € VP 8,238 € - Coeff. 185 PF 150,00 € VP 8,238 €		

Pour les départements de l'Ain, de la Drôme-Ardèche, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie, à compter du 1^{er} janvier 2021 :

A. Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1^{er} janvier 2021 comme suit :

Valeur du point : 8,238 euros

Partie fixe : 150 euros

Les barèmes dans le tableau ci-après correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

B. Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 318,88 euros.

Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 161,89 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 554,58 €
- Position 2	170	1 562,35 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 674,03 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 879,98 €
- Position 2	230	2 044,74 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 209,50 €
- Position 2	270	2 374,26 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 13 décembre 2021

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;

Union Régionale CAPEB Auvergne Rhône-Alpes ;

Fédération SCOPBTP Auvergne Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CPC URCB CFDT Auvergne Rhône-Alpes ;

UNSA Industrie et Construction ;

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 605,36 €
- Position 2	170*	1 609,22 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 723,80 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	1 936,47 €
- Position 2	230	2 079,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 230,51 €
- Position 2	270	2 369,76 €
* Valeur du point & partie fixe identiques à celles de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : Coeff. 150 PF 329,31 € VP 8,507 € - Coeff. 170 PF 163,03 € VP 8,507 € - Coeff. 185 & 210 PF 1 50,00 € VP 8,507 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

A - Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1^{er} janvier 2022 comme suit :

Valeur du point : 8,507 euros • Partie fixe : 150 euros

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

B - Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 329,31 euros

Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 163,03 euros.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 605,36 €
- Position 2	170	1 609,22 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 723,80 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 936,47 €
- Position 2	230	2 106,61 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 276,75 €
- Position 2	270	2 446,89 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 14 septembre 2022

[Étendu par arr. 18 avr. 2023, JO 28 avr., applicable à compter du 1^{er} oct. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ;

CAPEB ;

SCOPBTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité

professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} octobre 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 680,00 €
- Position 2	170*	1 730,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 780,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	1 936,47 €
- Position 2	230	2 079,60 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 230,51 €
- Position 2	270	2 369,76 €
* Valeur du point & partie fixe identiques à celles de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : Coeff. 150 PF 403,95 € VP 8,507 € - Coeff. 170 PF 283,81 € VP 8,507 € - Coeff. 185 PF 206,21 € VP 8,507 € - Coeff. 210 PF 150,00 € VP 8,507 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1^{er} octobre 2022 :

A — Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment à compter du 1^{er} octobre 2022 comme suit :

Valeur du point : 8,507 euros - Partie fixe : 150 euros

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

B — Par dérogation aux stipulations mentionnées au point A ci-dessus, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classifiés aux

Niveau I - Position I - Coefficient 150, et pour cette seule position, est de 403,95 euros Niveau I - Position II - Coefficient 170, et pour cette seule position, est de 283,81 euros Niveau II - Coefficient 185, et pour cette seule position, est de 206,21 euros

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 680,00 €
- Position 2	170	1 730,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 780,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	1 936,47 €
- Position 2	230	2 106,61 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 276,75 €
- Position 2	270	2 446,89 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 29 novembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ;

CAPEB ;

SCOPBTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} janvier 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 715,00 €
- Position 2	170*	1 755,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 800,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	2 000,00 €
- Position 2	230*	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 320,00 €
- Position 2	270	2 455,00 €
* Partie fixe identique à celle de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie ; 150 €. Valeurs de point : coeff. 150 : 10,4333 €, coeff. 170 : 9,4412 €, coeff. 185 : 8,9189 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1^{er} janvier 2023 :

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,4333 € ; coeff. 170 : 9,4412 € ; coeff. 185 : 8,9189 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 € ; coeff. 250 : 8,7800 € ; coeff. 270 : 8,7815 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 715,00 €
- Position 2	170	1 755,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 800,00 €

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 000,00 €
- Position 2	230	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 345,00 €
- Position 2	270	2 521,00 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 28 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct., applicable à compter du 1^{er} juill. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Française du Bâtiment FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;

Union régionale CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes ;

Fédération SCOPBTP Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1er

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, à compter du 1^{er} juillet 2023

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150*	1 750,00 €
- Position 2	170*	1 790,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185*	1 835,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210*	2 000,00 €
- Position 2	230*	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 320,00 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
- Position 2	270	2 455,00 €
* Partie fixe identique à celle de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie : 150 €. Valeurs de point : coeff. 150 : 10,6667 € ; coeff. 170 : 9,6471 € ; coeff. 185 : 9,1081 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 €		

Pour les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, à compter du 1^{er} juillet 2023 :

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit :

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,6667 € ; coeff. 170 : 9,6471 € ; coeff. 185 : 9,1081 € ; coeff. 210 : 8,8095 € ; coeff. 230 : 8,7826 € ; coeff. 250 : 8,7800 € ; coeff. 270 : 8,7815 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 H 67.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 H
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 750,00 €
- Position 2	170	1 790,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 835,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 000,00 €
- Position 2	230	2 170,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 345,00 €
- Position 2	270	2 521,00 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis ou Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Tous départements Accord du 11 décembre 2023

[Étendu par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne-Rhône-Alpes ;
CAPEB Auvergne-Rhône-Alpes ;
SCOP BTP Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;
CFDT ;
UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national*

(Termes exclus par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars), se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel pour 151,67 h
Niveau I Ouvriers d'exécution - Position 1	150	1 780,00 €
- Position 2	170	1 820,00 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 865,00 €
Niveau III Compagnons professionnels - Position 1	210	2 060,00 €
- Position 2	230	2 235,00 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe - Position 1	250	2 403,60 €
- Position 2	270	2 548,70 €

Les barèmes correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151 h 67.

Les valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés.

Les parties signataires du présent accord ont fixé les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du Bâtiment comme suit :

— Partie fixe identique pour chaque niveau et position : 150 €

— Valeurs de point : coeff. 150 : 10,8667 € ; coeff. 170 : 9,8235 € ; coeff. 185 : 9,2703 € ; coeff. 210 : 9,0952 € ; coeff. 230 : 9,0652 € ; coeff. 250 : 9,0144 € ; coeff. 270 : 8,8841 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'insertion.

Indemnités de petits déplacements

Ain

Accord du 25 février 2019

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;

CAPEB Ain ;

SCOP BTP Rhône Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Rhône Alpes ;

UD CFDT Ain.

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés du département de l'Ain se sont réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans le département de l'Ain, conformément à l'article I-4 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} Avril 2019 pour le département de l'Ain.

Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

— Zone I a : de 0 à 4 km

— Zone I b : de 4 à 10 km

Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après à compter du 1^{er} avril 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,51 €	0,75 €	10,06 €
1b	1,22 €	2,59 €	
2	2,42 €	5,45 €	
3	3,66 €	9,12 €	
4	4,84 €	12,81 €	
5	6,23 €	16,47 €	

La majoration de 25 % prévue antérieurement, dans le cadre du calcul des zones à vol d'oiseau, pour les communes situées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, est supprimée.

Toutefois, cette suppression est subordonnée à l'entrée en vigueur effective des nouvelles conventions collectives nationales Ouvriers prévoyant le calcul des zones concentriques au moyen d'un site internet reconnu de calcul d'itinéraire ou, en tout état de cause, à l'application d'un tel système au niveau de l'entreprise.

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2020.

Article 6

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

Accord du 24 février 2020

[Étendu par arr. 20 nov. 2020, JO 16 janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;
CAPEB Ain ;
SCOP BTP Rhône Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Rhône Alpes ;
UD CFDT Ain.

il a été convenu ce qui suit :

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} Avril 2020 pour le département de l'Ain.

Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} Avril 2020 pour le département de l'Ain.

Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

- Zone I a : de 0 à 4 km
- Zone I b : de 4 à 10 km

Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} avril 2020

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,52 €	0,76 €	10,20 €
1b	1,24 €	2,63 €	
2	2,45 €	5,53 €	
3	3,71 €	9,25 €	
4	4,91 €	12,99 €	
5	6,32 €	16,70 €	

Article 3

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2021

Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en

vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment du département de l'Ain

Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne

130 Communes

(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)

Abergement de Varey

Ambleon

Anglefort

Apremont

Aranc

Arandas

Arbent

Argis

Armix

Bellegarde sur Valserine

Billiat

Belleydoux

Bellignat

Belmont-Luthézieu

Benonces

Bolozon

Boyeux St Jérôme

Brenaz

Brenod

Brion

Burbanche (La)

Ceignes

Cerdon

Chaley

Challes la Montagne

Champagne en Valromey

Champdor

Champfromier

Chanay

Charix

Chatillon en Michaille

Chavornay

Cheignieu la Balme

Confort

Chevillard

Chézery Forens

Cleyzieu

Collonges

Conand

Condamine la Doye
Contrevoz
Conzieu
Corbonod
Corcelles
Corlier
Cormaranche en Bugey
Crozet
Divonne les Bains (Section Divonne)
Dortan
Échallon
Échenevex
Évosges
Farges
Géovreisset
Géovreissiat
Gex
Giron
Grand Abergement (Le)
Groissiat
Hauteville Lompnes
Hostiaz
Hotonnes
Injoux-Génissiat
Innimond
Izenave
Izernore
Izieu
Labalme
Lalleyriat
Lancrans
Lantenay
Léaz
Lelex
Leyssard
Lhopital
Lochieu
Lompnaz
Lompnieu
Maillat
Marchamp
Martignat
Matafelon-Granges
Merignat
Mijoux
Montanges
Montreal
Nantua

Neyrolles (Les)
Nivollet-Montgriffon
Nurieux-Volognat
Oncieu
Ordonnaz
Outriaz
Oyonnax
Péron
Petit Abergement (Le)
Peyriat
Plagnes
Poizat (Le)
Port
Premeysel
Premillieu
Rossillon
Ruffieu
Saint-Alban
Saint-Bois
Saint-Germain-de-Joux
Saint-Germain-les-Paroisses
Saint-Jean-de-Gonville
Saint-Martin-du-Frêne
Saint-Rambert-en-Bugey
Samognat
Seillonnaz
Sergy
Serrières-sur-Ain
Songieu
Sonthonnax-la-Montagne
Souclin
Surjoux
Sutrieu
Tenay
Thézillieu
Thoiry
Torcieu
Vesancy
Vieu
Vieu-d'Izenave
Villes
Virieu-le-Grand
Virieu-le-Petit
Drôme-Ardèche

Accord du 10 février 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 30 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;

CAPEB Ain ;

SCOP BTP Rhône Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;

BTP FO Rhône Alpes.

il a été convenu ce qui suit :

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} Avril 2022 pour le département de l'Ain.

Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} Avril 2022 pour le département de l'Ain.

Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

— Zone I a : de 0 à 4 km

— Zone I b : de 4 à 10 km

Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} avril 2022

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,53 €	0,78 €	10,50 €
1b	1,26 €	2,71 €	
2	2,50 €	5,70 €	
3	3,78 €	9,53 €	
4	5,01 €	13,38 €	
5	6,45 €	17,20 €	

Article 3 [4]

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

Article 4 [5]

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5 [6]

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2023

Article 11 [7]

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment du département de l'Ain

Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne

130 Communes

(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)

Abergement de Varey

Ambléon

Anglefort

Apremont

Aranc

Arandas

Arbent

Argis

Armix

Bellegarde sur Valserine

Billiat

Belleydoux

Bellignat

Belmont-Luthézieu

Bénonces

Bolozon

Boyeux St Jérôme

Brénaz

Brénod

Brion

Burbanche (La)

Ceignes

Cerdon

Chaley

Challes La Montagne

Champagne en Valromey

Champdor

Champfromier

Chanay

Charix

Chatillon en Michaille

Chavornay

Cheignieu La Balme

Confort

Chevillard

Chezery Forens

Cleyzieu

Collonges
Conand
Condamine La Doye
Contrevoz
Conzieu
Corbonod
Corcelles
Corlier
Cormaranche en Bugey
Crozet
Divonne les Bains (Section Divonne)
Dortan
Échallon
Échenevex
Évosges
Farges
Géovreisset
Géovreissiat
Gex
Giron
Grand Abergement (Le)
Groissiat
Hauteville Lompnes
Hostiaz
Hotonnes
Injoux-Genissiat
Innimond
Izenave
Izernore
Izieu
Labalme
Lalleyriat
Lancrans
Lantenay
Léaz
Lelex
Leyssard
Lhopital
Lochieu
Lompnaz
Lompnieu
Maillat
Marchamp
Martignat
Matafelon-Granges
Mérignat
Mijoux
Montanges

Montréal
Nantua
Neyrolles (Les)
Nivollet-Montgriffon
Nurieux-Volognat
Oncieu
Ordonnaz
Outriaz
Oyonnax
Péron
Petit Abergement (Le)
Peyriat
Plagnes
Poizat (Le)
Port
Prémeyzel
Prémillieu
Rossillon
Ruffieu
Saint-Alban
Saint-Bois
Saint-Germain-de-Joux
Saint-Germain-les-Paroisses
Saint-Jean-de-Gonville
Saint-Martin-du-Frêne
Saint-Rambert-en-Bugey
Samognat
Seillonnaz
Sergy
Serrières-sur-Ain
Songieu
Sonthonnax-la-Montagne
Souclin
Surjoux
Sutrieu
Tenay
Thezillieu
Thoiry
Torcieu
Vesancy
Vieu
Vieu-d'Izenave
Villes
Virieu-le-Grand
Virieu-le-Petit

Accord du 22 février 2023

[Étendu par arr. 11 mai 2023, JO 1^{er} juin, applicable à compter du 1^{er} avr. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPA ;

CAPEB Ain ;

FARABTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

URCB CFDT ;

UFIC-UNSA.

il a été convenu ce qui suit :

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} Avril 2023 pour le département de l'Ain.

Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} Avril 2023 pour le département de l'Ain.

Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

— Zone I a : de 0 à 4 km

— Zone I b : de 4 à 10 km

Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} avril 2023.

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,53 €	0,83 €	11,15 €
1b	1,26 €	2,88 €	
2	2,50 €	6,05 €	
3	3,78 €	10,12 €	
4	5,01 €	14,20 €	
5	6,45 €	18,26 €	

Article 3

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir

de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2024.

Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment du département de l'Ain

Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne

130 Communes

(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)

Abergement de Varey

Ambleon

Anglefort

Apremont

Aranc

Arandas

Arbent

Argis

Armix

Bellegarde sur Valserine

Billiat

Belleydoux

Bellignat

Belmont-Luthezieu

Benonces

Bolozon

Boyeux St Jérôme

Brenaz

Brenod

Brion

Burbanche (La)

Ceignes

Cerdon

Chaley

Challes la Montagne

Champagne en Valromey

Champdor

Champfromier

Chanay

Charix

Chatillon en Michaille

Chavornay

Cheignieu la Balme

Confort
Chevillard
Chezery Forens
Cleyzieu
Collonges
Conand
Condamine la Doye
Contrevoz
Conzieu
Corbonod
Corcelles
Corlier
Cormaranche en Bugey
Crozet
Divonne les Bains (Section Divonne)
Dortan
Echallon
Echenevex
Evosges
Farges
Geovreisset
Geovreissiat
Gex
Giron
Grand Abergement (Le)
Groissiat
Hauteville Lompnes
Hostiaz
Hotonnes
Injoux-Genissiat
Innimond
Izenave
Izernore
Izieu
Labalme
Lalleyriat
Lancrans
Lantenay
Leaz
Lelex
Leyssard
Lhopital
Lochieu
Lompnaz
Lompnieu
Maillat
Marchamp
Martignat

Matafelon-Granges
Merignat
Mijoux
Montanges
Montréal
Nantua
Neyrolles (Les)
Nivollet-Montgriffon
Nurieux-Volognat
Oncieu
Ordonnaz
Outriaz
Oyonnax
Péron
Petit Abergement (Le)
Peyriat
Plagnes
Poizat (Le)
Port
Premeysel
Premillieu
Rossillon
Ruffieu
Saint-Alban
Saint-Bois
Saint-Germain-de-Joux
Saint-Germain-les-Paroisses
Saint-Jean-de-Gonville
Saint-Martin-du-Frêne
Saint-Rambert-en-Bugey
Samognat
Seillonnaz
Sergy
Serrières-sur-Ain
Songieu
Sonthonnax-la-Montagne
Souclin
Surjoux
Sutrieu
Tenay
Thezillieu
Thoiry
Torcieu
Vesancy
Vieu
Vieu-d'Izenave
Villes
Virieu-le-Grand

Accord du 14 février 2024

[Étendu par arr. 13 mai 2024, JO 31 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Ain ;

FBTPA ;

FARABTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;

BTP FO ARA ;

UFIC-UNSA.

il a été convenu ce qui suit :

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} Avril 2024 pour le département de l'Ain.

Article 1

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} avril 2024 pour le département de l'Ain.

Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

— Zone I a : de 0 à 4 km

— Zone I b : de 4 à 10 km

Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} avril 2024.

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1a	0,54 €	0,85 €	11,71 €
1b	1,27 €	2,96 €	
2	2,52 €	6,23 €	
3	3,82 €	10,42 €	
4	5,06 €	14,62 €	
5	6,51 €	18,80 €	

Article 3

De convention expresse entre les parties, et compte-tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain - dont la liste figure en annexe au présent accord - classées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, les indemnités de frais de transport et de trajet seront majorées de 25 %.

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

La prochaine réunion de la Commission Paritaire Départementale aura lieu en Février 2025.

Article 11

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

Annexe à l'accord concernant les indemnités de déplacements des ouvriers du bâtiment ou département de l'Ain

Liste des communes de l'Ain classées en zone de montagne

130 Communes

(Arrêtés des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976)

Abergement de Varey
Ambleon
Anglefort
Apremont
Aranc
Arandas
Arbent
Argis
Armix
Bellegarde sur Valserine
Billiat
Belleydoux
Bellignat
Belmont-Luthezieu
Benonces
Bolozon
Boyeux St Jérôme
Brenaz
Brenod
Brion
Burbanche (La)
Ceignes
Cerdon
Chaley
Challes la Montagne
Champagne en Valromey
Champdor
Champfromier
Chanay
Charix

Chatillon en Michaille
Chavornay
Cheignieu la Balme
Confort
Chevillard
Chezery Forens
Cleyzieu
Collonges
Conand
Condamine la Doye
Contrevoz
Conzieu
Corbonod
Corcelles
Corlier
Cormaranche en Bugey
Crozet
Divonne les Bains (Section Divonne)
Dortan
Échallon
Échenevex
Évosges
Farges
Geovreisset
Geovreissiat
Gex
Giron
Grand Abergement (Le)
Groissiat
Hauteville Lompnes
Hostiaz
Hotonnes
Injoux-Genissiat
Innimond
Izenave
Izernore
Izieu
Labalme
Lalleyriat
Lancrans
Lantenay
Leaz
Lelex
Leyssard
Lhôpital
Lochieu
Lompnaz
Lompnieu

Maillat
Marchamp
Martignat
Matafelon-Granges
Merignat
Mijoux
Montanges
Montréal
Nantua
Neyrolles (Les)
Nivollet-Montgriffon
Nurieux-Volognat
Oncieu
Ordonnaz
Outriaz
Oyonnax
Péron
Petit Abergement (Le)
Peyriat
Plagnes
Poizat (Le)
Port
Premeyzel
Premillieu
Rossillon
Ruffieu
Saint-Alban
Saint-Bois
Saint-Germain-de-Joux
Saint-Germain-les-Paroisses
Saint-Jean-de-Gonville
Saint-Martin-du-Frêne
Saint-Rambert-en-Bugey
Samognat
Seillonnaz
Sergy
Serrières-sur-Ain
Songieu
Sonthonnax-la-Montagne
Souclin
Surjoux
Sutrieu
Tenay
Thezillieu
Thoiry
Torcieu
Vesancy
Vieu

Vieu-d'Izenave
Villes
Virieu-le-Grand
Virieu-le-Petit

Allier-Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme
Accord du 22 mars 2018

[Étendu par arr. 20 mars 2019, JO 27 mars]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP FLBA ;
FFB Auvergne RA ;
CAPEB Auvergne RA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Rhône Alpes ;
CFTC Auvergne ;
UFIC-UNSA.

Article 1er

En application du Titre VIII Chapitre I de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 12 Février 1991 et 15 Décembre 1992) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le Décret du 1^{er} Mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 22 mars 18 et ont trouvé un accord sur le barème des indemnités de repas et de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne Rhône Alpes (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme.

Article 2

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Allier/Cantal/Haute-Loire/Puy-de-Dôme, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de repas et de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) à compter du 1^{er} avril 2018 comme suit :

Indemnité de repas	9,70 €
--------------------	--------

	Zone 1 (0 à 10 km)		Zone 2 (10 à 20 km)	Zone 3 (20 à 30 km)	Zone 4 (30 à 40 km)	Zone 5 (40 à 50 km)
	A	B				
Indemnité de frais de transport	0,73 €	1,68 €	4,94 €	7,79 €	10,79 €	13,61 €
Indemnité de trajet	0,62 €	1,34 €	2,64 €	3,83 €	4,85 €	6,34 €

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Avenant n° 3 du 28 mars 2019

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} avr. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Auve ;

FFB Auvergne ;

SCOP BTP FLBA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

FO BTP Auvergne RA ;

SCB CFDT Auvergne.

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Auvergne-Rhône-Alpes, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Auvergne-Rhône-Alpes et conclure à cet effet le présent avenant correspondant dans le périmètre géographique concerné, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés - IDCC 1597).

Les parties sont ainsi convenues de transcrire, dans le présent avenant, le barème d'indemnités de petits déplacements correspondant à l'ancienne région Auvergne, c'est-à-dire applicable dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme.

Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A

- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} avril 2019 :

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,63 €	0,74 €	9,88 €
1B	1,36 €	1,70 €	
2	2,68 €	5,01 €	
3	3,88 €	7,90 €	
4	4,92 €	10,94 €	
5	6,43 €	13,80 €	

Article 3

Conformément au code du travail, le présent avenant sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 23 septembre 2020

[Étendu par arr. 11 janv. 2021, JO 20 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ARA ;

CAPEB Auvergne RA ;

SCOP BTP ARA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

FO BTP ARA ;

CPC URCB CFDT ARA.

En application du Titre VIII Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} octobre 2020 :

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,64 €	0,75 €	10,11 €
1B	1,38 €	1,72 €	
2	2,71 €	5,07 €	
3	3,93 €	7,99 €	
4	4,98 €	11,07 €	
5	6,51 €	13,97 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 9 mars 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 30 juill., applicable à compter du 1^{er} avr. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ARA ;

UR CAPEB ARA ;

Fédération SCOPBTP ARA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP ARA ;

CPC URCB CFDT ARA ;

UNSA Industrie et Construction.

En application du Titre VIII Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} avril 2022 :

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,64 €	0,78 €	10,50 €
1B	1,38 €	1,79 €	
2	2,71 €	5,27 €	
3	3,93 €	8,31 €	
4	4,98 €	11,51 €	
5	6,51 €	14,53 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 15 mars 2023

[Étendu par arr. 12 juin 2023, JO 16 juin, applicable à compter du 1^{er} avr. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;
CAPEB Auvergne Rhône-Alpes ;
SCOP BTP Auvergne Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;
CPC URCB CFDT Auvergne Rhône-Alpes ;
UNSA Industrie et Construction.

En application du Titre VIII Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} avril 2023 :

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,64 €	0,83 €	11,15 €
1B	1,38 €	1,90 €	
2	2,71 €	5,60 €	
3	3,93 €	8,83 €	
4	4,98 €	12,22 €	
5	6,51 €	15,43 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 12 mars 2024

[Étendu par arr. 11 juin 2024, JO 15 juin, applicable à compter du 1^{er} avr. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;
CAPEB Auvergne Rhône-Alpes ;
SCOP BTP Auvergne Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;
CPC URCB CFDT Auvergne Rhône-Alpes ;
UNSA Industrie et Construction.

En application du Titre VIII Chapitre 1 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national* (*Termes exclus de l'extension par arr. 11 juin 2024, JO 15 juin*), se sont réunies et ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Article 1

Dans les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

Article 2

Pour les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme de la région Auvergne-Rhône-Alpes, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} avril 2024 :

Zone	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,65 €	0,85 €	11,65 €
1B	1,39 €	1,94 €	
2	2,72 €	5,71 €	
3	3,95 €	9,01 €	
4	5,00 €	12,46 €	
5	6,54 €	15,74 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Clermont-Ferrand.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Drôme-Ardèche

Accord du 19 novembre 2018

[Étendu par arr. 13 mars 2020, JO 19 mars]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPDA ;

CAPEB 26 ;

CAPEB 07 ;

SCOP BTP Rhône Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UID CGT ;

UID UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Les parties signataires étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à dix salariés et une seconde pour les plus de 10 salariés, elles remplissent par ce biais l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de cinquante salariés, issue de l'article L. 2261.23.1 du Code du travail.

Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme suit :

. L'indemnité de repas est portée à : 10,30 €

. les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport

Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,60 €	2,72 €	5,44 €	8,76 €	12,31 €	15,69 €

Indemnités de trajet

Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,69 €	1,25 €	2,70 €	3,95 €	5,38 €	6,59 €

Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application, à compter du 1^{er} janvier 2019, sous réserve d'aboutir à un accord susceptible d'extension.

À défaut de remplir cette condition, les valeurs de ces indemnités resteront celles en vigueur au 1^{er} février 2018.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social, Direction Générale du Travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DIRECCTE - Unités Territoriales de la Drôme et de l'Ardèche et remis aux Secrétariats-Greffes des Conseils des Prud'hommes de Valence et Montélimar pour la Drôme et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2019 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Accord du 16 décembre 2019

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 31 oct.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du Bâtiment ;

CAPEB 26 ;

CAPEB 07 ;

Fédération Rhône Alpes SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT ;

FO.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Les parties signataires étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à dix salariés et une seconde pour les plus de 10 salariés, elles remplissent par ce biais l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de cinquante salariés, issue de l'article L. 2261.23.1 du Code du travail.

Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme suit :

. l'indemnité de repas est portée à : 10,40 €

. les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport						Indemnités de trajet					
Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,65	2,80	5,49	8,85	12,43	15,85	0,71	1,29	2,73	3,99	5,43	6,65

Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application, à compter du 1^{er} janvier 2020, sous réserve d'aboutir à un accord susceptible d'extension.

À défaut de remplir cette condition, les valeurs de ces indemnités resteront celles en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social, Direction Générale du Travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DIRECCTE - Unités Territoriales de la Drôme et de l'Ardèche et remis aux Secrétariats-Greffes des Conseils des Prud'hommes de Valence et Montélimar pour la Drôme et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2020 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Accord du 25 janvier 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB ;
CAPEB ;
SCOP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;
UNSA ;
FO ;
CGT.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme suit, à compter du 1^{er} février 2021 :

. l'indemnité de repas est portée à : 10,45 €

. les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport

Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,70	2,90	5,50	8,85	12,43	15,85

Indemnités de trajet

Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,75	1,35	2,75	3,99	5,43	6,65

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, et de l'insertion.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail, il sera transmis pour information à la DIRECCTE - Unités Territoriales de la Drôme et de l'Ardèche et remis aux Secrétariats-Greffes des Conseils des Prud'hommes de Valence et Montélimar pour la Drôme et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2021 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Accord du 4 novembre 2022

[Étendu par arr. 3 avril 2023, JO 13 avril]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTPDA ;
CAPEB 26 ;
CAPEB 07 ;
SCOP BTP Rhône Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UI CFDT ;
UID CGT ;
UID CGT-FO ;
UID UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme suit à compter du 1^{er} janvier 2023 :

- . l'indemnité de repas est portée à : 11 €
- . les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport						Indemnités de trajet					
Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,81 €	3,08 €	5,84 €	9,40 €	13,20 €	16,83 €	0,77 €	1,39 €	2,83 €	4,11 €	5,59 €	6,85 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, du Plein emploi, et de l'Insertion.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail, il sera transmis pour information à la DDETS de la Drôme et à la DDETSPP de l'Ardèche et remis aux Secrétariats Greffes des Conseils des Prud'hommes de Valence et Montelimar pour la Drôme et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2023 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Accord du 18 décembre 2023

[Étendu par arr. 13 mai 2024, JO 31 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Drôme/Ardèche ;

CAPEB Drôme ;

CAPEB Ardèche ;

Fédération Rhône-Alpes SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CGT ;

CFDT ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme suit à compter du 1^{er} janvier 2024 :

.l'indemnité de repas est portée à : 11.50 €

. les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport						Indemnités de trajet					
Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1.85 €	3.14 €	5.96 €	9.59 €	13.46 €	17.17 €	0.79 €	1.42 €	2.89 €	4.19 €	5.70 €	6.99 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, du Plein emploi, et de l'Insertion.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail, il sera transmis pour information à la DDETS de la Drôme et à la DDETSPP de l'Ardèche et remis aux Secrétariats Greffes des Conseils des Prud'hommes de Valence et Montélimar pour la Drôme et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2023 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Accord du 18 décembre 2024

[Étendu par arr. 5 août 2025, JO 9 août]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Drôme/Ardèche ;

CAPEB Drôme ;

CAPEB Ardèche ;

Fédération AURA SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

UNSA ;

CGT ;

CGT-FO.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 Octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 Février 1991 et du 12 Février 1991, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment des départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Article 2

Pour les départements de la Drôme et de l'Ardèche, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements

des ouvriers du Bâtiment comme suit à compter du 1^{er} janvier 2025 :

. l'indemnité de repas est portée à : 11.82 €

. les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport						Indemnités de trajet					
Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1.86 €	3.16 €	5.99 €	9.64 €	13.53 €	17.26 €	0.81 €	1.45 €	2.92 €	4.23 €	5.76 €	7.06 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, du Plein emploi, et de l'Insertion.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail, il sera transmis pour information à la DDETS de la Drôme et à la DDETSPP de l'Ardèche et remis aux Secrétariats Greffes des Conseils des Prud'hommes de Valence et Montélimar pour la Drôme et d'Annonay et Aubenas pour l'Ardèche.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir à l'issue du premier semestre 2025 pour échanger sur l'application de l'accord en cours, puis au dernier trimestre 2025 pour entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Haute-Savoie

Accord du 2 mars 2020

[Étendu par arr. 30 juill. 2020, JO 4 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

BTP 74 ;

CAPEB 74.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO.

Article 1

En application du chapitre I^{er} du titre VIII des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991, concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés (IDCC 1597) les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du département de la Haute-Savoie.

Les parties signataires étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés et une seconde pour les plus de 10 salariés, elles remplissent par ce biais l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des conventions collectives nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des

ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 10,81 € ;

— les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,68	2,50	5,80	9,15	12,68	16,05

Indemnité de trajet					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,87	1,44	2,86	4,21	5,46	6,98

Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application à compter du 1^{er} avril 2020.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DIRECCTE, unité territoriale de la Haute-Savoie et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir en novembre 2020 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements en vue de conclure un accord applicable au 1^{er} janvier 2021.

Accord du 25 janvier 2021

[Étendu par arr. 5 juill. 2021, JO 6 août]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

BTP 74 ;

CAPEB 74.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFTC.

Article 1

En application du chapitre I^{er} du titre VIII des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991, concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés (IDCC 1597) les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du département de la Haute-Savoie.

Les parties signataires étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés et une seconde pour les plus de 10 salariés, elles remplissent par ce biais l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des conventions collectives nationales précitées le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 11 € ;

— les indemnités de transport et de trajet sont les suivantes :

Indemnités de frais de transport					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,68	2,50	5,80	9,15	12,68	16,05

Indemnité de trajet					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
0,87	1,44	2,86	4,21	5,46	6,98

Article 3

La valeur de l'indemnité de repas fixée à l'article 2 entrera en application, de façon rétroactive, à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DIRECCTE, unité territoriale de la Haute-Savoie et remis aux secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2021 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Accord du 20 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 26 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération du bâtiment et des travaux publics de Haute-Savoie ;

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment de Haute-Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

Article 1

En application de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596) les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du département de la Haute-Savoie.

Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article

VIII-18 de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 11,33 €;

— les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport						Indemnité de trajet					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,73	2,58	5,97	9,42	13,06	16,53	0,89	1,47	2,92	4,29	5,57	7,12

Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DDETS de la Haute-Savoie et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2022 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Accord du 14 février 2023

[Étendu par arr. 10 mai 2023, JO 20 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

BTP 74 ;

CAPEB 74.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

UNSA.

Article 1

En application de la convention collective nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment du département de la Haute-Savoie.

Au regard des exigences posées par l'article L. 2261-23-1 du Code du Travail, les parties signataires certifient que, compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des salariés du Bâtiment, tel que déterminé dans le département de la Haute-Savoie.

Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 12,03 € ;

— les indemnités de transport et de trajet sont les suivantes :

Indemnités de frais de transport (€)						Indemnité de trajet (€)					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,83	2,73	6,33	9,99	13,84	17,52	0,91	1,50	2,98	4,38	5,69	7,28

Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DDETS de la Haute Savoie et remis aux secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2023 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Accord du 30 janvier 2024

[Étendu par arr. 11 juin 2024, JO 18 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

BTP 74 ;

CAPEB 74.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

UNSA.

Article 1

En application de la convention collective nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1952, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment du département de la Haute-Savoie.

Au regard des exigences posées par l'article L. 2261-23-1 du Code du Travail, les parties signataires certifient que, compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des salariés du Bâtiment, tel que déterminé dans le département de la Haute-Savoie.

Article 2

Pour le département de la Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article VIII-18 des conventions collectives nationales précitées le barème des indemnités moirés de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme suit :

— l'indemnité de repas est portée à : 12,63 € ;

— les indemnités de transport et de trajet comme dans le tableau ci-après :

Indemnités de frais de transport						Indemnité de trajet					
Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 1A 0 à 5 km	Zone 1B 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km
1,88	2,81	6,52	10,29	14,26	18,05	0,92	1,52	3,01	4,42	5,75	7,35

Article 3

Les valeurs des indemnités de repas, de transport et de trajet fixées à l'article 2 entreront en application à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail à Paris.

Le présent accord sera transmis pour information à la DDETS de la Haute Savoie et remis aux secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Annecy.

Article 5

Les partenaires sociaux conviennent de se revoir au dernier trimestre 2024 pour faire un bilan de la conjoncture avant d'entamer la réflexion sur la revalorisation des indemnités de petits déplacements pour l'année suivante.

Isère

Accord du 9 décembre 2019

[Étendu par arr. 6 août 2020, JO 5 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

F.BTP 38 ;

CAPEB 38.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Syndicat Construction et Bois d'Isère CFDT ;

Syndicat BTP FO Région Auvergne Rhône-Alpes ;

UNSA Isère.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagnaise et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1^{er} janvier 2020

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,65 €	1,01 €	10,30 €
1B	1,87 €	3,06 €	
2	3,45 €	6,01 €	
3	5,33 €	9,83 €	
4	7,21 €	13,62 €	
5	8,99 €	17,17 €	

Article 4

On distingue le travail de nuit exceptionnel et les travaux programmés de nuit.

4.1

Travail de nuit exceptionnel

Dans le cas où l'ouvrier est amené à travailler exceptionnellement de nuit pour des interventions à caractère urgent ou imprévisible, entre 21 heures et 6 heures du matin, les heures de travail effectuées donnent lieu à une majoration de 100 % du taux horaire de sa rémunération de base. Les majorations pour travail de nuit ne se cumulent ni avec les majorations légales pour heures supplémentaires, ni avec celles pour travail du dimanche et d'un jour férié. Lorsqu'un même travail ouvre droit à plusieurs de ces majorations, seule est retenue la majoration correspondant au taux le plus élevé.

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de quatre heures sur le chantier, ils bénéficient :

- d'un arrêt casse-croûte d'une durée de 30 minutes payé au taux majoré et le moment de l'arrêt est fixé par la direction de l'entreprise. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;
- de l'indemnité de repas d'un montant de 12,31 €.

4.2

Travaux programmés de nuit

Dans le cas d'une intervention programmée incluant des heures de nuit, d'une durée supérieure à huit jours calendaires, les heures de travail sont rémunérées normalement selon l'horaire hebdomadaire, à l'exception des heures effectuées entre 21 heures et 6 heures du matin qui donnent lieu à une majoration de 30 % du taux horaire de sa rémunération de base. Les majorations pour travail de nuit ne se cumulent ni avec les majorations légales pour heures supplémentaires, ni avec celles pour travail du dimanche et d'un jour férié. Lorsqu'un même travail ouvre droit à plusieurs de ces majorations, seule est retenue la majoration correspondant au taux le plus élevé.

Sauf en cas de circonstance exceptionnelle (catastrophe naturelle, accident industriel, etc.), l'employeur, après information du CSE s'il en existe dans l'entreprise, devra respecter à l'égard du salarié un délai de prévenance de huit jours calendaires.

Dans la mesure où les ouvriers doivent intervenir pendant plus de quatre heures sur le chantier, ils bénéficient :

- d'un arrêt casse-croûte de 30 minutes : ce temps d'arrêt est payé et le moment de l'arrêt est fixé par la direction. Il ne constitue pas un temps de travail effectif ;

— de l'indemnité de repas d'un montant de 12,31 €.

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 13 décembre 2021

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 18 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP38 ;

CAPEB38.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BC CFDT Isère ;

FO BTP ARA ;

USCBA CGT Isère ;

UNSA Isère.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagnaise et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1^{er} janvier 2022

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas	Indemnité de repas de nuit
1A	0,67 €	1,04 €	10,60 €	12,68 €
1B	1,93 €	3,15 €		
2	3,55 €	6,19 €		
3	5,49 €	10,12 €		
4	7,43 €	14,03 €		
5	9,26 €	17,69 €		

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 12 décembre 2022

[Étendu par arr. 20 mars 2023, JO 31 mars]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP38 ;

CAPEB38.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BC CFDT Isère ;

FO BTP ARA ;

USCBA CGT Isère ;

UNSA Isère.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1^{er} janvier 2023

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas	Indemnité de repas de nuit
1A	0,68 €	1,08 €	11,26 €	13,47 €
1B	1,97 €	3,28 €		
2	3,62 €	6,44 €		
3	5,60 €	10,52 €		
4	7,58 €	14,59 €		
5	9,45 €	18,40 €		

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 11 décembre 2023

[Étendu par arr. 22 mars 2024, JO 30 mars]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 38 ;
CAPEB 38.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;
CFDT ;
UNSA.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui en France plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours

attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (termes exclus par arr. 22 mars, JO 30 mars)*, se sont réunies afin de négocier dans le département de l'Isère les valeurs des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de l'Isère.

Article 2

Dans le département de l'Isère, les distances sont mesurées en kilomètres réels selon le trajet le plus court.

Par ailleurs, afin de tenir compte de la particularité géographique montagnaise et des zones de concentrations urbaines, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la présente Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment est divisée en deux parties :

- de 0 à 5 km pour la zone 1A
- et de 5 à 10 km pour la zone 1B

Article 3

Pour le département de l'Isère, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1^{er} janvier 2024

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas	Indemnité de repas de nuit
1A	0,69 €	1,11 €	11,82 €	14,14 €
1B	2,01 €	3,38 €		
2	3,69 €	6,63 €		
3	5,71 €	10,84 €		
4	7,73 €	15,03 €		
5	9,64 €	18,95 €		

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Grenoble.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion.

Loire

Avenant n° 1 du 12 juillet 2018

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 31 août, applicable à compter du 1^{er} juill. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Loire ;

UD UNSA Loire ;

FO ARA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Préambule

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1^{er} juillet 2018, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.

Il annule et remplace à cet effet l'avenant n° 10 à la convention collective des ouvriers du bâtiment de la Loire du 13 octobre 1995, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article 1-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Article 2

Entrée en vigueur de l'avenant

En application du chapitre 1 du titre VIII des Conventions Collectives du Bâtiment 7 mars 2018, concernant d'une part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1^{er} Mars 1962 (entreprises occupant plus de dix salariés) et d'autre part les ouvriers du Bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} juillet 2018 pour le département de la Loire.

(Al. exclu de l'extension par arr. 17 sept. 2020, JO 31 oct.) Les indemnités de petits déplacements fixées par l'avenant n° 1 ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 3

Zones concentriques

Article 3.1

Zone concentrique n° 1

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 2 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

— Zone 1 A : de 0 à 5 km

— Zone 1 B : de 5 à 10 km

Article 3.2

Calcul des distances

Conformément aux nouvelles conventions collectives des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018, le calcul des cinq zones d'indemnités de petits déplacements s'opère via un logiciel de type Mappy ou Google Maps c'est-à-dire en kilomètres réels.

Article 4

Indemnité de repas

L'indemnité de repas, qui a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier quelle que soit la zone dans laquelle se situe le chantier.

Cette indemnité n'est toutefois pas due par l'employeur lorsque :

— L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;

— Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;

— Le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;

Pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018, le montant de l'indemnité est fixé à 10,10 €.

À compter du 1^{er} janvier 2019, le montant de l'indemnité est fixé à 10,15 €.

Article 5 **Indemnité de transport**

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} juillet 2018.

Article 6 **Indemnité de trajet**

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser forfaitairement, l'amplitude que représente pour l'ouvrier le trajet nécessaire pour se rendre quotidiennement sur le chantier avant le début de la journée de travail et d'en revenir après la journée de travail.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier ou lorsque le temps de trajet est rémunéré en temps de travail.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} juillet 2018.

Article 7 **Dépôt de l'avenant**

Le texte du présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Saint-Etienne conformément à la réglementation en vigueur.

Article 8 **Extension de l'avenant**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Indemnités de petits déplacements

		Du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 Décembre 2018	À compter du 1 ^{er} janvier 2019
Repas		10,10	10,15
Transport	1A	2,92	2,92
	1B	2,92	2,92
	2	5,93	5,93
	3	9,65	9,65
	4	13,56	13,56
	5	17,66	17,66
Trajet	1A	1,45	1,45
	1B	1,45	1,45
	2	2,96	2,96
	3	4,41	4,41
	4	5,96	5,96
	5	7,68	7,68

Accord du 6 janvier 2021

[Étendu par arr. 14 sept. 2021, JO 30 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Loire ;

UD UNSA Loire ;

FO ARA.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2021, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.

Il annule et remplace à cet effet l'accord concernant les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du 7 janvier 2020, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Article 1

Entrée en vigueur de l'avenant

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de la Loire.

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2021 pour le département de la Loire.

(Al. exclu de l'extension par arr. 14 sept. 2021, JO 30 sept.) Les indemnités de petits déplacements fixées par l'accord ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 2

Zones concentriques

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 1 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

— Zone I A : de 0 à 5 km

— Zone I B : de 5 à 10 km

Article 3 **Indemnité de repas**

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

Toutefois, l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- Le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

À compter du 1^{er} janvier 2021, le montant de l'indemnité est fixé à 10,35 €.

Article 4 **Indemnité de transport**

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2021.

Zones	Indemnité de transport
1A	2,95 €
1B	2,95 €
2	5,99 €
3	9,75 €
4	13,70 €
5	17,84 €

Article 5 **Indemnité de trajet**

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2021.

Zones	Indemnité de trajet
1A	1,46 €
1B	1,46 €
2	2,99 €
3	4,45 €
4	6,02 €
5	7,76 €

Article 6 **Dépôt de l'accord**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Saint-Étienne.

Article 7 **Extension de l'accord**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 26 janvier 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 27 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

UFIC-UNSA ;

CFDT Loire ;

FO ARA ;

UD CGT Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion d'un accord applicable aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2022, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.

Il annule et remplace à cet effet l'accord concernant les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du 6 janvier 2021, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Article 1 **Entrée en vigueur de l'avenant**

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies

et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de la Loire.

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2022 pour le département de la Loire.

(Al. exclu de l'extension par arr. 18 juill. 2022, JO 27 juill.) Les indemnités de petits déplacements fixées par l'accord ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

Les indemnités de petits déplacements fixées par l'accord ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 2

Zones concentriques

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 1 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

- Zone I A : de 0 à 5 km
- Zone I B : de 5 à 10 km

Article 3

Indemnité de repas

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

Toutefois, l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- Le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

À compter du 1^{er} janvier 2022, le montant de l'indemnité est fixé à 10,66 €.

Article 4

Indemnité de transport

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2022.

Zones	Indemnité de transport
1A	3,04 €
1B	3,04 €
2	6,17 €
3	10,04 €
4	14,11 €
5	18,38 €

Article 5

Indemnité de trajet

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2022.

Zones	Indemnité de trajet
1A	1,50 €
1B	1,50 €
2	3,06 €
3	4,56 €
4	6,17 €
5	7,95 €

Article 6 **Entreprises employant moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7 **Dépôt de l'accord**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Saint-Étienne.

Article 8 **Extension de l'accord**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 19 décembre 2022

[Étendu par arr. 3 mai 2023, JO 20 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;
CAPEB 42.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;
CFTC ;
UNSA ;
CFDT Loire ;
UD CGT Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la

réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion d'un accord applicable aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2023, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.

Il annule et remplace à cet effet l'accord concernant les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du 6 janvier 2021, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Article 1

Entrée en vigueur de l'avenant

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de la Loire.

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2023 pour le département de la Loire.

Les indemnités de petits déplacements fixées par l'accord ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 2

Zones concentriques

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article I ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

— Zone I A : de 0 à 5 km

— Zone I B : de 5 à 10 km

Article 3

Indemnité de repas

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

Toutefois, l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

— L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;

— Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;

— Le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

À compter du 1^{er} janvier 2023, le montant de l'indemnité est fixé à 11,20 €.

Article 4

Indemnité de transport

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2023.

Zones	Indemnité de transport
1A	3,23 €
1B	3,23 €
2	6,55 €
3	10,66 €
4	14,98 €
5	19,52 €

Article 5 **Indemnité de trajet**

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2023.

Zones	Indemnité de trajet
1A	1,50 €
1B	1,50 €
2	3,06 €
3	4,56 €
4	6,17 €
5	7,95 €

Article 6 **Entreprises employant moins de 50 salariés**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7 **Dépôt de l'accord**

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Saint-Étienne.

Article 8 **Extension de l'accord**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 18 décembre 2023

[Étendu par arr. 15 avr. 2024, JO 26 avr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Loire ;

CAPEB 42.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Loire ;
FO Construction ;
UR UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion d'un accord applicable aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962

Le présent avenant conclu entre les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, a pour but de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2024, le montant minimum des indemnités de petits déplacements pour les ouvriers travaillant dans les entreprises du Bâtiment du département de la Loire.

Il annule et remplace à cet effet l'accord concernant les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment du 19 décembre 2022, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la Convention Collective Nationale concernant

— d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

— d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Article 1

Entrée en vigueur de l'avenant

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (Termes exclus de l'extension par arr. 15 avr. 2024, JO 26 avr.)*, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment du département de la Loire.

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2024 pour le département de la Loire.

Les indemnités de petits déplacements fixées par l'accord ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 2

Zones concentriques

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés à l'article 1 ci-dessus, la première zone - de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de la Loire :

— Zone I A : de 0 à 5 km

— Zone I B : de 5 à 10 km

Article 3

Indemnité de repas

L'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier.

Toutefois, l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

-
- L'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
 - Un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
 - Le repas est fourni gratuitement avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.
- À compter du 1^{er} janvier 2024, le montant de l'indemnité est fixé à 11,76 €.

Article 4

Indemnité de transport

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Le montant journalier de l'indemnité de frais de transport, indemnisant les frais d'un voyage dans laquelle se situe le chantier, est fixé suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2024.

Zones	Indemnité de transport
1A	3,31 €
1B	3,31 €
2	6,71 €
3	10,93 €
4	15,35 €
5	20,00 €

Article 5

Indemnité de trajet

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2024.

Zones	Indemnité de trajet
1A	1,52 €
1B	1,52 €
2	3,11 €
3	4,63 €
4	6,26 €
5	8,07 €

Article 6

Entreprises employant moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7 Dépôt de l'accord

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Saint-Étienne.

Article 8 Extension de l'accord

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Rhône Avenant du 17 octobre 2017

[Étendu par arr. 18 oct. 2018, JO 24 oct.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération des Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics du Département du Rhône et de la Métropole ;
Fédération des Artisans et des Petites Entreprises du Bâtiment et des Professions Annexes du Rhône.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Syndicat du Rhône des salariés de la Construction et du Bois CFTD ;
Syndicat Bati-Mat-TP CFTC du Rhône ;
Syndicat Général du Bâtiment du Bois et des Travaux Publics FO.

Article 1er

En application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

— De 0 à 4 km pour la zone 1A

— et de 4 à 10 km pour la zone 1B

Il est d'autre part convenu que cette division en deux de la zone 1 pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon, fera l'objet d'une étude et d'une attention particulières lors de la prochaine négociation pour la détermination du montant des indemnités de petits déplacements pour 2019.

Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Tableau A

Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.55 Euros	3.90 Euros	10 Euros
II	2.89 Euros	7.46 Euros	
III	4.17 Euros	11.58 Euros	
IV	5.45 Euros	16.04 Euros	
V	6.65 Euros	20.25 Euros	

Tableau B

Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.93 Euros	3.12 Euros	10 Euros
II b	1.55 Euros	3.90 Euros	
II	2.89 Euros	7.46 Euros	
III	4.17 Euros	11.58 Euros	
IV	5.45 Euros	16.04 Euros	
V	6.65 Euros	20.25 Euros	

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Avenant n° 2 du 19 novembre 2018

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 12 mai 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FAPEB RH ;

FBTP Rhône.

Syndicat(s) de salarié(s) :

SGBTP Bois FO ;

SCB CFDT R ;

UFIC-UNSA.

Article 1er

En application de l'article VIII-18 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 7 mars 2018 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 7 mars 2018 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

— De 0 à 4 km pour la zone 1A

— et de 4 à 10 km pour la zone 1B

Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2019.

Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le

territoire de la Métropole de Lyon

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.56 Euros	4.10 Euros	10.10 Euros
II	2.90 Euros	7.66 Euros	
III	4.18 Euros	11.78 Euros	
IV	5.46 Euros	16.24 Euros	
V	6.66 Euros	20.45 Euros	

Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Ia	0.94 Euros	3.32 Euros	10.10 Euros
Ib	1.56 Euros	4.10 Euros	
II	2.90 Euros	7.66 Euros	
III	4.18 Euros	11.78 Euros	
IV	5.46 Euros	16.24 Euros	
V	6.66 Euros	20.45 Euros	

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Accord du 27 novembre 2019

[Étendu par arr. 18 déc. 2020, JO 15 janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Rhône et Métropole ;

FABEP Rhône.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et bois Rhône ;

SGBTP Bois FO ;

UNSA Industrie et construction.

Article 1er

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le départements du Rhône.

Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention

collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

- De 0 à 4 km pour la zone 1 A
- et de 4 à 10 km pour la zone 1 B

Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2020.

Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.57 Euros	4.15 Euros	10.20 Euros
II	2.91 Euros	7.71 Euros	
III	4.19 Euros	11.83 Euros	
IV	5.47 Euros	16.29 Euros	
V	6.67 Euros	20.50 Euros	

Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.95 Euros	3.37 Euros	10.20 Euros
I b	1.57 Euros	4.15 Euros	
II	2.91 Euros	7.71 Euros	
III	4.19 Euros	11.83 Euros	
IV	5.47 Euros	16.29 Euros	
V	6.67 Euros	20.50 Euros	

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Accord du 29 novembre 2021

[Étendu par arr. 20 juin 2022, JO 29 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FE BTP Rhône Lyon ;

CAPEB Rhône Lyon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

SGBTP Bois FO ;

SCB CFDT R ;

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

- De 0 à 4 km pour la zone 1A
- et de 4 à 10 km pour la zone 1B

Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.57 Euros	4.19 Euros	10.60 Euros
II	2.91 Euros	7.75 Euros	
III	4.19 Euros	11.87 Euros	
IV	5.47 Euros	16.33 Euros	
V	6.67 Euros	20.54 Euros	

Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.95 Euros	3.41 Euros	10.60 Euros
I b	1.57 Euros	4.19 Euros	
II	2.91 Euros	7.75 Euros	
III	4.19 Euros	11.87 Euros	
IV	5.47 Euros	16.33 Euros	
V	6.67 Euros	20.54 Euros	

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Accord du 5 décembre 2022

[Étendu par arr. 17 mars 2023, JO 31 mars]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FE BTP Rhône Lyon ;

CAPEB Rhône Lyon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

SGBTP Bois FO ;

SCB CFDT R.

Article 1er

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

— De 0 à 4 km pour la zone 1A

— et de 4 à 10 km pour la zone 1B

Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2023.

Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.57 Euros	4.36 Euros	11.26 Euros
II	2.91 Euros	7.92 Euros	
III	4.19 Euros	12.04 Euros	
IV	5.47 Euros	16.50 Euros	
V	6.67 Euros	20.71 Euros	

Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés

sur le territoire de la Métropole de Lyon

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.95 Euros	3.58 Euros	11.26 Euros
I b	1.57 Euros	4.36 Euros	
II	2.91 Euros	7.92 Euros	
III	4.19 Euros	12.04 Euros	
IV	5.47 Euros	16.50 Euros	
V	6.67 Euros	20.71 Euros	

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffier du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Accord du 13 décembre 2023

[Étendu par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FE BTP Rhône Lyon ;

CAPEB Rhône Lyon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

UNSA.

Article 1er

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national* (*Termes exclus de l'extension par arr. 15 mars 2024, JO 30 mars*) se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment dans le département du Rhône.

Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

— De 0 à 4 km pour la zone 1A

— et de 4 à 10 km pour la zone 1B

Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2024.

Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la

Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.58 Euros	4.40 Euros	11.82 Euros
II	2.92 Euros	7.96 Euros	
III	4.20 Euros	12.08 Euros	
IV	5.48 Euros	16.54 Euros	
V	6.68 Euros	20.75 Euros	

Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.96 Euros	3.62 Euros	11.82 Euros
I b	1.58 Euros	4.40 Euros	
II	2.92 Euros	7.96 Euros	
III	4.20 Euros	12.08 Euros	
IV	5.48 Euros	16.54 Euros	
V	6.68 Euros	20.75 Euros	

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Accord du 3 décembre 2024

[Étendu par arr. 17 mars 2025, JO 29 mars]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Rhône ;

CAPEB Rhône Lyon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

UNSA.

Article 1er

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs du Rhône ainsi que celles de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâti-

ment dans le département du Rhône.

Article 2

Dans le département du Rhône, la première des zones concentriques instituées par l'article VIII-13 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 est divisée en deux parties pour les entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés en dehors du territoire de la Métropole de Lyon :

- De 0 à 4 km pour la zone 1A
- et de 4 à 10 km pour la zone 1B

Article 3

Pour le département du Rhône, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Tableau A : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau sont situés sur le territoire de la Métropole de Lyon

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I	1.59 Euros	4.43 Euros	12.05 Euros
II	2.93 Euros	7.99 Euros	
III	4.21 Euros	12.11 Euros	
IV	5.49 Euros	16.57 Euros	
V	6.69 Euros	20.78 Euros	

Tableau B : Applicable aux entreprises dont le siège social, l'agence ou le Bureau ne sont pas situés sur le territoire de la Métropole de Lyon

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
I a	0.97 Euros	3.65 Euros	12.05 Euros
I b	1.59 Euros	4.43 Euros	
II	2.93 Euros	7.99 Euros	
III	4.21 Euros	12.11 Euros	
IV	5.49 Euros	16.57 Euros	
V	6.69 Euros	20.78 Euros	

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffier du Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Savoie

Accord du 10 juin 2014

[Étendu par arr. 4 nov. 2014, JO 18 déc., applicable à compter du 1^{er} août 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 73 ;

CAPEB Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UD CFTC Savoie ;

UD CGT FO Savoie ;

UD CFE-CGC Savoie.

En application de l'article VIII-15 du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visés par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

En application de l'article 2.6.1.a de la Convention Collective Départementale des Ouvriers du Bâtiment de la Savoie du 1^{er} décembre 2003, étendue par arrêté ministériel du 23 décembre 2004 ;

Dans le cadre de la fixation des indemnités de petits déplacements dues aux ouvriers du Bâtiment de Savoie.

Il a été convenu ce qui suit :

Article I Indemnité de repas

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1^{er} août 2014 à 9.70 €

Article 2

Le présent accord sera déposé, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction des Relations du Travail - dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du Code du travail.

Article 4

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail.

Accord du 21 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 28 juill., applicable à compter du 1^{er} février 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 73 ;

CAPEB Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

UNSA ;

BTP FO ARA ;

CFDT CB Savoie.

Les parties déclarent avoir expressément disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes de cet accord paritaire,

En application des articles VIII-11 et suivants du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visés par le décret du 1^{er} mars

1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

Et en particulier, dans le cadre de la fixation des indemnités de petits déplacements dues aux ouvriers du Bâtiment de Savoie.

Cela étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 **Indemnités de repas / prime de panier**

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1^{er} février 2022 à 10,50 €.

Article 2 **Indemnités de transport et de trajet : Particularité géographique montagnaise du département de la Savoie**

Suivant l'article VIII-13 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, la détermination des indemnités de petits déplacements se fonde sur un système de cinq zones circulaires concentriques dont les circonférences sont distantes entre elles de 10 kilomètres mesurés à «vol d'oiseau».

Afin de tenir compte de la particularité géographique montagnaise du département de la Savoie, le présent accord prévoit l'adaptation suivante à la règle de base susmentionnée :

— lorsque le kilométrage réel, entre le siège de l'entreprise et le chantier, excède la valeur kilométrique à «vol d'oiseau», le tarif appliqué sera celui de la zone concentrique correspondant à la prise en compte de ce kilométrage réel.

Ce kilométrage réel est calculé sur un trajet routier empruntant des voies carrossables avec revêtement, à l'exclusion du réseau autoroutier.

Article 3 **Clause de revoyure**

Compte tenu des modalités mises en place pour la détermination des indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2 du présent accord, les parties conviennent de rouvrir des négociations concernant l'augmentation du montant de ces indemnités en début d'année 2023 au plus tard.

Article 4 **Dépôt**

Le présent accord sera déposé après expiration du délai d'opposition en vigueur, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

Article 5 **Extension**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 6

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Le présent accord est établi en 20 exemplaires, les parties reconnaissant en avoir reçu chacune un.

Accord du 13 décembre 2022

[Étendu par arr. 23 mars 2023, JO 8 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 73 ;

CAPEB Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

UNSA ;
BTP FO ARA ;
CFDT CB Savoie.

Les parties déclarent avoir expressément disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes de cet accord paritaire,

En application des articles VIII-11 et suivants du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visés par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

Et en particulier, dans le cadre de la fixation des indemnités de petits déplacements dues aux ouvriers du Bâtiment de Savoie.

Cela étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 **Indemnités de repas / prime de panier**

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1^{er} janvier 2023 à 11.15 €.

Article 2 **Indemnités de transport**

Suivant les dispositions conventionnelles, bénéficient des indemnités de petits déplacements les ouvriers non sédentaires du bâtiment pour les petits déplacements qu'ils effectuent quotidiennement pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir, à la fin de la journée. Il est ainsi convenu de revaloriser de 4 % les montants des indemnités de transport au 1^{er} janvier 2023.

Article 3 **Clause de revoyure**

Compte tenu des modalités mises en place pour la détermination des indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2 du présent accord, les parties conviennent de rouvrir des négociations concernant l'augmentation du montant de ces indemnités en début d'année 2024 au plus tard.

Article 4 **Dispositions spécifiques**

En complément de ces éléments et au regard des exigences posées par l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les parties signataires du présent accord certifient que compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment tel que déterminé dans le département de la Savoie.

Article 5 **Dépôt**

Le présent accord sera déposé après expiration du délai d'opposition en vigueur, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

Article 6 **Extension**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 7

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Le présent accord est établi en 20 exemplaires, les parties reconnaissant en avoir reçu chacune un.

Accord du 15 décembre 2023

[Étendu par arr. 4 mars 2024, JO 16 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 73 ;

CAPEB Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

BTP FO ARA ;

CFDT CB Savoie.

Les parties déclarent avoir expressément disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes de cet accord paritaire.

En application des articles VIII-11 et suivants du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visés par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) ;

Et en particulier, dans le cadre de la fixation des indemnités de petits déplacements dues aux ouvriers du Bâtiment de Savoie.

Cela étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1

Indemnités de repas / prime de panier

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1^{er} janvier 2024 à 11,80 €.

Article 2

Indemnités de transport et de trajet

Suivant les dispositions conventionnelles, bénéficient des indemnités de petits déplacements les ouvriers non sédentaires du bâtiment pour les petits déplacements qu'ils effectuent quotidiennement pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir, à la fin de la journée. Il est ainsi convenu de revaloriser de 3 % les montants des indemnités de transport au 1^{er} janvier 2024, soit :

Transport	
Zone 1	4,28
Zone 2	8,57
Zone 3	12,85
Zone 4	17,14
Zone 5	21,42

Il est par ailleurs convenu de revaloriser de 2 % les montants des indemnités de trajet au 1^{er} janvier 2024, soit :

Trajet	
Zone 1	1,94
Zone 2	3,77
Zone 3	5,81
Zone 4	7,55
Zone 5	9,49

Article 3
Clause de revoyure

Les parties conviennent de rouvrir les négociations en début d'année 2025 au plus tard.

Article 4
Dispositions spécifiques

En complément de ces éléments et au regard des exigences posées par l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les parties signataires du présent accord certifient que compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment tel que déterminé dans le département de la Savoie.

Article 5
Dépôt

Le présent accord sera déposé après expiration du délai d'opposition en vigueur, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

Article 6
Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 7
Adhésion à l'accord

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Le présent accord est établi en 10 exemplaires, les parties reconnaissant en avoir reçu chacune un.

Accord du 12 décembre 2024

[Étendu par arr. 9 avr. 2025, JO 26 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP Savoie ;

CAPEB Savoie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

UNSA.

Les parties déclarent avoir expressément disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes de cet accord paritaire,

En application des articles VIII-11 et suivants du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visés par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés);

Suivant l'article VIII-13 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990, la détermination des indemnités de petits déplacements se fonde sur un système de cinq zones circulaires concentriques dont les circonférences sont distantes entre elles de 10 kilomètres mesurés à «vol d'oiseau».

Afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse du département de la Savoie, le présent accord prévoit l'adaptation suivante de la règle de base susmentionnée :

Lorsque le kilométrage réel, entre le siège de l'entreprise et le chantier, excède la valeur kilométrique «à vol d'oiseau», le tarif appliqué sera celui de la zone concentrique correspondant à la prise en compte de ce kilométrage réel.

Ce kilométrage réel est calculé sur un trajet routier empruntant des voies carrossables avec revêtement, à l'exclusion

du réseau autoroutier.

Cela étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1
Indemnités de repas / prime de panier

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1^{er} janvier 2025 à 12.03 Euros.

Article 2
Indemnités transport et de trajet

Suivant les dispositions conventionnelles, bénéficient des indemnités de petits déplacements les ouvriers non sédentaires du bâtiment pour les petits déplacements qu'ils effectuent quotidiennement pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir, à la fin de la journée. Il est ainsi convenu de revaloriser de 0.68 % les montants des indemnités de transport au 1^{er} janvier 2025, soit :

Transport

Zone 1	4.31
Zone 2	8.63
Zone 3	12.94
Zone 4	17.26
Zone 5	21.57

Il est par ailleurs convenu de revaloriser de 0.63 % les montants des indemnités de trajet au 1^{er} janvier 2025, Soit :

Trajet

Zone 1	1.95
Zone 2	3.79
Zone 3	5.85
Zone 4	7.60
Zone 5	9.55

Article 3
Clause de revoyure

Compte tenu des modalités mises en place pour la détermination des indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2 du présent accord, les parties conviennent de rouvrir des négociations concernant l'augmentation du montant de ces indemnités en début d'année 2026 au plus tard.

Article 4
Dispositions spécifiques

En complément de ces éléments et au regard des exigences posées par l'article L 2261-23-1 du Code du travail, les parties signataires du présent accord certifient que compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment tel que déterminé dans le département de la Savoie.

Article 5
Dépôt

Le présent accord sera déposé après expiration du délai d'opposition en vigueur, en deux exemplaires, une version

papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

Article 6

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 7

Adhésion à l'Accord

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L 2261-3 du code du travail.

Bourgogne-Franche-Comté

Salaires

Avenant n° 2 du 20 septembre 2018

[Étendu par arr. 26 juin 2019, JO 13 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne Franche-Comté ;
CAPEB Bourgogne Franche-Comté ;
Fédération Est des SCOP du BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

F.G.F.O Construction ;
UNSA Bourgogne Franche-Comté ;
Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne Franche-Comté.

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bourgogne-Franche-Comté, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux existants des ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-3 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel⁽¹⁾, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté, avec un objectif de convergence dans ce périmètre en 2019.

⁽¹⁾ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

À cette date, elles fixeront le montant de la partie fixe et le montant de la valeur du point.

Article 1

Pour la région Bourgogne Franche-Comté, les parties signataires du présent accord prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne, à compter du 1^{er} novembre 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1500.65	9.894
- Position 2	170	1530.99	10.094
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1606.48	10.592
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1754.10	11.565
- Position 2	230	1869.67	12.237
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1985.75	13.093
- Position 2	270	2101.81	13.858

— Pour les départements du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort, à compter du 1^{er} novembre 2018 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1518.56	10.012
- Position 2	170	1563.75	10.31
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1639.12	10.807
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1792.45	11.818
- Position 2	230	1915.14	12.627
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe	250	2037.81	13.436
- Position 1	270	2160.49	14.245
- Position 2			

Article 2

Conformément aux dispositions en vigueur, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social.

Accord du 12 septembre 2019

[Étendu par arr. 26 mai 2020, JO 20 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne-Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FGFO Construction ;

Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne Franche-Comté.

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

La convergence des barèmes de salaires minimaux Ouvriers Bourgogne-Franche-Comté étant obtenue par le présent accord, il sera fixé, pour les prochaines négociations, conformément à l'Article XII-8 de la CCN du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 : une partie fixe et une valeur de points.

Article 2

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements Côte d'Or, Doubs, Haute-Saône, Jura, Nièvre, Saône et Loire, Yonne, Territoire de Belfort, à compter du 1^{er} janvier 2020 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 544,04 €	10,18025
- Position 2	170	1 579,39 €	10,4133
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 655,51 €	10,9152
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 810,38 €	11,9363
- Position 2	230	1 934,29 €	12,7533
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 058,19 €	13,5702
- Position 2	270	2 182,10 €	14,3871

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Accord du 17 juin 2021

[Étendu par arr. 22 nov. 2021, JO 14 déc.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment de Bourgogne Franche-Comté ;

Fédération régionale Est SCOP BTP ;

CAPEB Bourgogne Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

l'UNSA.

Préambule

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1^{er} septembre 2021, pour l'ensemble des coefficients : la partie fixe (VP) à 550 € et la valeur du point (VP) à 6.20 €.

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1570 € pour un horaire mensuel de 151.67 heures.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (soit 151.67 heures mensuelles), le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté s'établit, à compter du 1^{er} septembre 2021, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1570 €	10,3514
- Position 2	170	1604 €	10,5756
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1697 €	11.1888
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1852 €	12.2107
- Position 2	230	1976 €	13.0283
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2100 €	13.8458
- Position 2	270	2224 €	14.6634

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins

de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Accord du 23 juin 2022

[Étendu par arr. 17 oct. 2022, JO 11 nov.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

UNSA BFC.

Préambule

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1^{er} septembre 2022, pour l'ensemble des coefficients : la partie fixe (PF) à 550 € et la valeur du point (VP) à 6.546 €.

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1680 € et le salaire correspondant au coefficient 170 est fixé à 1 700 € pour un horaire mensuel de 151.67 heures.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (soit 151.67 heures mensuelles), le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté s'établit, à compter du 1^{er} septembre 2022, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1680 €	11,0767
- Position 2	170	1700 €	11,208
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1761 €	11,6107
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1925 €	12,692
- Position 2	230	2056 €	13,5557
Niveau IV			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2187 €	14,4195
- Position 2	270	2317 €	15,2766

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

Accord du 21 février 2023

[Étendu par arr. 15 mai 2023, JO 1^{er} juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC ;

UNSA BFC.

Préambule

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1^{er} mai 2023, pour l'ensemble des coefficients : la partie fixe (PF) à 550 € et la valeur du point (VP) à 6.906 €.

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1 747 € et le salaire correspondant au coefficient 170 est fixé à 1 768 € pour un horaire mensuel de 151.67 heures.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (soit 151.67 heures mensuelles), le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté s'établit, à compter du 1^{er} mai 2023, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 747 €	11,5184
- Position 2	170	1 768 €	11,6568
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 828 €	12,0524
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 000 €	13,1865
- Position 2	230	2 138 €	14,0963
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 277 €	15,0128
- Position 2	270	2 415 €	15,9227

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

Accord du 18 mars 2024

[Étendu par arr. 25 juin 2024, JO 6 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC ;

UNSA BFC.

Préambule

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national*

(termes exclus de l'extension par arr. 25 juin 2024, JO 6 juill.), se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté

Article 1

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1^{er} juin 2024, pour l'ensemble des coefficients : la partie fixe (PF) à 560 € et la valeur du point (VP) à 7.10 €.

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1 816 € et le salaire correspondant au coefficient 170 est fixé à 1 840 € pour un horaire mensuel de 151.67 heures.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (soit 151.67 heures mensuelles), le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne Franche-Comté s'établit, à compter du 1^{er} juin 2024, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1816 €	11,9734
- Position 2	170	1840 €	12,1316
Niveau II			
Ouvriers professionnels			
	185	1874 €	12,3558
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2051 €	13,5228
- Position 2	230	2193 €	14,4590
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2335 €	15.3953
- Position 2	270	2477 €	16,3315

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

Indemnités de petits déplacements Avenant n° 2 du 20 septembre 2018

[Étendu par arr. 26 juin 2019, JO 13 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne Franche-Comté ;
CAPEB Bourgogne Franche-Comté ;
Fédération Est des SCOP du BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

F.G.F.O Construction ;
UNSA Bourgogne Franche-Comté ;

Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne Franche-Comté.

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle se substitue.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bourgogne-Franche Comté, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements existants des ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail et conformément à l'article I-4 de la présente Convention Collective Nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel⁽¹⁾, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté avec un objectif de convergence déjà atteint.

⁽¹⁾ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Article 1

Pour la région Bourgogne Franche-Comté, les parties signataires du présent accord prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des petits déplacements comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de la Côte d'Or, du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura, de la Nièvre, de la Saône et Loire, du Territoire de Belfort et de l'Yonne, à compter du 1^{er} novembre 2018 :

Zone	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet	Indemnité de repas
Zone 1A 0 à 5 km	2.34	1.46	9.80
Zone 1B 5 à 10 km	2.34	1.56	9.80
Zone 2 10 à 20 km	4.93	2.98	9.80
Zone 3 20 à 30 km	8.01	4.16	9.80
Zone 4 30 à 40 km	10.32	5.83	9.80
Zone 5 40 à 50 km	12.83	6.88	9.80

Article 2

Conformément aux dispositions en vigueur, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation

Accord du 12 septembre 2019

[Étendu par arr. 26 mai 2020, JO 20 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne-Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FGFO Construction ;

Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne-Franche-Comté.

Article 1er

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 2

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côte d'Or, Doubs, Haute-Saône, Jura, Nièvre, Saône et Loire, Yonne, Territoire du Belfort, à compter du 1^{er} janvier 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,47 €	2,36 €	9,90 €
1B	1,58 €	2,36 €	
2	3,01 €	4,98 €	
3	4,20 €	8,09 €	
4	5,89 €	10,42 €	
5	6,95 €	12,96 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extention du présent accord au Ministre du Travail, de l'emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Sociale.

Accord du 17 juin 2021

[Étendu par arr. 11 juill. 2022, JO 30 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment de Bourgogne Franche-Comté ;

Fédération régionale Est SCOP BTP ;

CAPEB Bourgogne Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

UNSA.

Préambule

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérents aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment, applicable à compter du 1^{er} septembre 2021 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,49 €	2,40 €	10.10 €
1B	1,60 €	2,40 €	
2	3,06 €	5,05 €	
3	4,26 €	8,21 €	
4	5,98 €	10,58 €	
5	7,05 €	13,15 €	

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Accord du 23 juin 2022

[Étendu par arr. 17 oct. 2022, JO 11 nov.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC ;

UNSA BFC.

Préambule

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les

Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment, applicable à compter du 1^{er} septembre 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,55 €	2,50 €	10.50 €
1B	1,66 €	2,50 €	
2	3,18 €	5,25 €	
3	4,43 €	8,54 €	
4	6,22 €	11,00 €	
5	7,33 €	13,68 €	

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

Accord du 21 février 2023

[Étendu par arr. 15 mai 2023, JO 1^{er} juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

CGT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC ;

UNSA BFC.

Préambule

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment, applicable à compter du 1^{er} mai 2023 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,61 €	2,60 €	11,00 €
1B	1,73 €	2,60 €	
2	3,31 €	5,46 €	
3	4,61 €	8,88 €	
4	6,47 €	11,44 €	
5	7,62 €	14,23 €	

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une cohérence en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Accord du 18 mars 2024

[Étendu par arr. 25 juin 2024, JO 6 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB BFC ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bourgogne FC ;

FG FO Construct B-FC, UNSA BFC.

Préambule

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (termes exclus de l'extension par arr. 25 juin 2024, JO 6 juill.)*, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Article 1er

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment, applicable à compter du 1^{er} juin 2024 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1	1,76 €	2,65 €	11,44 €
2	3,38 €	5,57 €	
3	4,70 €	9,06 €	
4	6,60 €	11,67 €	
5	7,77 €	14,51 €	

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir une

cohérence en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par la convention collective susvisée, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

Indemnités de maître d'apprentissage Avenant n° 2 du 20 septembre 2018

[Étendu par arr. 26 juin 2019, JO 6 juill., applicable à compter du 1^{er} nov. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bourgogne Franche-Comté ;
CAPEB Bourgogne Franche-Comté ;
Fédération Est des SCOP du BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

F.G.F.O Construction ;
UNSA Bourgogne Franche-Comté ;
Union régionale CFDT Construction et bois Bourgogne Franche-Comté ;
Union régionale Bourgogne Franche-Comté CFTC.

Dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bourgogne-Franche-Comté, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Bourgogne-Franche-Comté et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et conformément à l'article I-5 de la présente Convention collective nationale, concernant

1. D'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés),
2. D'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel⁽¹⁾, les parties sont convenues de fixer ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté.

⁽¹⁾ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des Régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Article 1

Indemnité allouée aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements de la Côte-d'Or, du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura, de la Nièvre, de la Saône et Loire, du Territoire de Belfort et de l'Yonne.

Article 1-1

Les salariés titulaires du titre de maître d'apprentissage confirmé bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

Article 1-2

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 € pour un contrat d'apprentissage de 2 ans et à 200 € pour un contrat d'apprentissage d'une année.

Article 1-3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans		
1 ^{ère} année du contrat d'apprentissage	2 ^{ème} année du contrat d'apprentissage	Fin du contrat, <i>sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti</i> (Termes exclus de l'extension par arr. 26 juin 2019, JO 6 juill.)
100 €	100 €	100 €

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat d'une année	
1 ^{ère} année du contrat d'apprentissage	Fin du contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti
100 €	100 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du Maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au Maître d'apprentissage confirme sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

Article 1-4

Cet accord est applicable à compter du 1^{er} novembre 2018.

Article 2

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social.

Bretagne

Salaires

Accord du 10 décembre 2018

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Régionale du Bâtiment de Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CFDT Construction Bois ;

Union Régionale CFTC Bâtiment-Bretagne ;

Union Régionale FO BTP Bretagne ;

Union régionale UNSA Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant,

d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées. Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail. Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément à l'article I-3 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, à compter du 1^{er} janvier 2019

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1.526,80	10,07
Position 2	170	1.548,00	10,21
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.600,30	10,55
Niveau III - Compagnons professionnels			
Position 1	210	1.779,50	11,73
Position 2	230	1.922,70	12,67
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2.066,00	13,62
Position 2	270	2.209,30	14,57

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Avenant n° 2 du 11 décembre 2019

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 23 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBB ;

UR CAPEB Bretagne ;

SCOP du BTP de l'Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Construction Bois ;

UR CFTC Bâtiment Bretagne ;

UR FO BTP Bretagne ;

UR UNSA Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées. Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément à l'article I-3 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, à compter du 1^{er} janvier 2020

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1.549,70 €	10,22 €
Position 2	170	1.571,20 €	10,36 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.623,70 €	10,71 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
Position 1	210	1.805,90 €	11,91 €
Position 2	230	1.951,70 €	12,87 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2.097,50 €	13,83 €
Position 2	270	2.243,30 €	14,79 €
Partie fixe : 275 € – valeur du point : 7,29			

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties : signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises : employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale de Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Avenant n° 3 du 14 décembre 2020

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Bretagne ;

CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URB CFTC Bretagne ;

UR UNSA Bretagne ;

UR CFDT CB ;

UR FO BTP Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées. Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément à l'article I-3 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, à compter du 1^{er} janvier 2021

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1.565,20 €	10,32 €
Position 2	170	1.586,90 €	10,46 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1.640,30 €	10,81 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
Position 1	210	1.824,80 €	12,03 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire
Position 2	230	1.972,40 €	13,00 €
Niveau IV			
Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2.120,00 €	13,98 €
Position 2	270	2.267,60 €	14,95 €

Partie fixe : 275 € – valeur du point : 7,38

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 8 décembre 2021

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Construction Bretagne ;

UR CFTC Bâtiment Bretagne ;

UR FO BTP Bretagne ;

UR UNSA Bretagne.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Cotes d'Armor - Finistère - Ille-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1612.20	10.63
- Position 2	170	1634.50	10.78
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1688.40	11.13
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1879.40	12.39
- Position 2	230	2032.20	13.40
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2185.00	14.41
- Position 2	270	2337.80	15.41

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 28 septembre 2022

[Étendu par arr. 12 déc. 2022, JO 27 déc.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;
CAPEB de Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;
CFDT ;
UNSA.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille

entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor - Finistère - Ille-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1^{er} octobre 2022

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 679.91	11.07
- Position 2	170	1 683.54	11.10
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 730.61	11.41
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 879.40	12.39
- Position 2	230	2 032.20	13.40
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 185.00	14.41
- Position 2	270	2 337.80	15.41

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

De convention express entre les parties il est convenu que celles-ci se rencontreront le 7 décembre 2022 pour négocier.

Accord du 7 décembre 2022

[Étendu par arr. 10 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;

CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois ;

CFTC Bâtiment Bretagne ;

Force Ouvrière BTP Bretagne ;

UNSA Bretagne.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Morbihan, Finistère, Côtes d'Armor et Île & Vilaine, à compter du 1^{er} janvier 2023

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I		F	
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1770	11.67
- Position 2	170	1774.50	11.70
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1821.55	12.01

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1970.19	12.99
- Position 2	230	2123.38	14
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2275.05	15
- Position 2	270	2428.24	16.01

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 19 décembre 2023

[Étendu par arr. 12 févr. 2023, JO 16 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;

FRB.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FO BTP ;

UNSA.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels

minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Morbihan, Finistère, Côtes d'Armor et Ille & Vilaine, à compter du 1^{er} janvier 2024 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1823.10	12.02
- Position 2	170	1827.74	12.05
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1876.20	12.37
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2020.10	13.32
- Position 2	230	2186.30	14.41
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2352.50	15.51
- Position 2	270	2518.70	16.61

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

Accord du 3 décembre 2024

[Étendu par arr. 6 févr. 2025, JO 14 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRB Bretagne ;

CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FO ;

UNSA.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (termes exclus par arr. 6 févr. 2025, JO 14 févr)*, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Morbihan, Finistère, Côtes d'Armor et Îlle & Vilaine, à compter du 1^{er} janvier 2025 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1844.98	12.16
- Position 2	170	1849.67	12.20
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1898.71	12.52
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2044.34	13.48
- Position 2	230	2212.54	14.59
Niveau IV			
Maître ouvriers et chefs d'équipe			
- Position 1	250	2380.73	15.70
- Position 2	270	2548.92	16.81

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

Indemnités de petits déplacements Accord du 10 décembre 2018

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Régionale du Bâtiment de Bretagne;

Union Régionale CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CFDT Construction Bois ;

Union Régionale CFTC Bâtiment-Bretagne ;

Union Régionale FO BTP Bretagne ;

Union régionale UNSA Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail. Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région, conformément à l'article I-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor, Finistère, Îlle-et-Vilaine, Morbihan, à compter du 1^{er} janvier 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	0.46	0.49	1 : L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kms et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.
1 B	1.48	2.42	10
2	2.04	4.82	
3	3.04	6.62	
4	4.27	8.49	
5	5.10	10.34	

— Zones circulaires concentriques

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 kms et de 4 à 10 kms.

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Avenant n° 2 du 11 décembre 2019

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 23 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBB ;

UR CAPEB Bretagne ;

SCOP du BTP de l'Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Construction Bois ;

UR CFTC Bâtiment Bretagne ;

UR FO BTP Bretagne ;

UR UNSA Bretagne.

Les partenaires sociaux de la région Bretagne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées. Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région, conformément à l'article I-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor, Finistère, Îlle-et-Vilaine, Morbihan, à compter du 1^{er} janvier 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	0.46 €	0.49 €	(1)

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 B	1.49 €	2.44 €	10,10 €
2	2.06 €	4.87 €	
3	3.07 €	6.69 €	
4	4.31 €	8.57 €	
5	5.15 €	10.44 €	
(1) L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kms et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.			

— Zones circulaires concentriques

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 kms et de 4 à 10 kms.

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 8 décembre 2021

[Étendu par arr. 31 mars 2022, JO 11 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR Construction et bois CFDT Bretagne ;

UR CFTC Bretagne ;

UR FO BTP Bretagne ;

UR UNSA Bretagne.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant

les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Cotes d'Armor - Finistère - Îlle-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	0,46 €	0,51 €	10,60 €
1 B	1,49 €	2,56 €	
2	2,06 €	5,11 €	
3	3,07 €	7,02 €	
4	4,31 €	9,00 €	
5	5,15 €	10,96 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 7 décembre 2022

[Étendu par arr. 10 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment ;

CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

Force Ouvrière BTP Bretagne ;

UNSA ;

CFE-CGC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor - Finistère - Îlle-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1^{er} janvier 2023 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	0,46 €	0,54 €	11,20
1B	1,49 €	2,71 €	
2	2,06 €	5,42 €	
3	3,07 €	7,44 €	
4	4,31 €	9,54 €	
5	5,15 €	11,62 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 19 décembre 2023

[Étendu par arr. 12 févr. 2024, JO 16 févr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Bretagne ;
Fédération régionale du bâtiment.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC Bâtiment Bretagne ;
FO BTP Bretagne ;
CFE CGC Union Régionale Bretagne ;
UNSA Bretagne.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à tra-

vers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor - Finistère - Ille-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1^{er} janvier 2024

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	0.46 €	0.56 €	12 €
1 B	1.49 €	2.80 €	
2	2.06 €	5.60 €	
3	3.07 €	7.69 €	
4	4.31 €	9.86 €	
5	5.15	12.01 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

Accord du 3 décembre 2024

[Étendu par arr. 6 févr. 2025, JO 14 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRB Bretagne ;

CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FO ;

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Bretagne.

Article 2

Pour la région Bretagne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Côtes d'Armor - Finistère - Ille-et-Vilaine - Morbihan à compter du 1^{er} janvier 2025 :

Zones	Distance	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 A	De 0 à 4 km	0.47 €	0.57 €	*
1 B	De 4 à 10 km	1.51 €	2.83 €	12.14 €
2	De 10 à 20 km	2.08 €	5.67 €	
3	De 20 à 30 km	3.11 €	7.78 €	
4	De 30 à 40 km	4.36 €	9.98 €	
5	De 40 à 50 km	5.21 €	12.15 €	

* L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kms et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins légal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.

Zones de circulations concentriques :

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 kms et de 4 à 10 kms.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Rennes

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

Indemnité spécifique du Maître d'apprentissage confirmé Accord du 3 mai 2007

[Étendu par arr. 24 sept. 2008, JO 25 sept.]

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :
— soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,
— soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,
les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 1^{er} février 2007 et ont convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage salariés titulaires du titre de Maîtres d'Apprentissage Confirmé :

Article 1

Les salariés du bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 480 € par apprenti, dans la limite de trois apprentis, pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin - mi parcours	31 décembre de la 2 ^{ème} année	Fin de contrat
120 €	120 €	120 €	120 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

Article 4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1^{er} juillet 2007.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement

Accord du 6 décembre 2017

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Régionale du Bâtiment Bretagne ;

Union régionale CAPEB ;

Fédération Ouest SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale Construction Bois - CFDT ;

Union Régionale CFTC Bâtiment ;

Syndicat CFE CGC BTP Bretagne ;

Union Régionale UNSA Bretagne ;

Union Régionale FO Bâtiment Bretagne.

Il a été convenu ce qui suit :

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin - mi parcours	31 décembre de la 2 ^{ème} année	Fin de contrat
130 €	130 €	130 €	130 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

Avenant n° 2 du 11 décembre 2019

[Étendu par arr. du 5 juin 2020, JO 3 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBB ;
UR CAPEB Bretagne ;
SCOP du BTP de l'Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Construction Bois Bretagne ;
UR CFTC Bâtiment Bretagne ;
CFE CGC BTP Bretagne ;
UR FO Bâtiment Bretagne ;
UR UNSA Bretagne.

Il a été convenu ce qui suit :

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin - mi parcours	31 décembre de la 2 ^{ème} année	Fin de contrat
137,50 €	137,50 €	137,50 €	137,50 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

Accord du 8 décembre 2021

[Étendu par arr.31 mars 2022, JO 14 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CGT Bâtiment Bretagne ;
UR CFDT Construction Bretagne ;
UR CFTC Bâtiment Bretagne ;
UR FO BTP Bretagne ;
UR UNSA Bretagne ;

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Bretagne, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Article 2

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé bénéficient du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

Article 3

Le montant de cette indemnité est fixé à 565,40 €

Article 4

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin-mi parcours	31 décembre de la 2 ^e année	Fin de contrat
141,35 €	141,35 €	141,35 €	141,35 €

Article 5

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 8

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 9

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 7 décembre 2022

[Étendu par arr. 10 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment ;
CAPEB Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;
CFTC ;
Force Ouvrière ;
UNSA ;
CFE-CGC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Bretagne, adhérents aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte de l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants d'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Bretagne, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Article 2

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé bénéficiant du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

Article 3

Le montant de cette indemnité est fixé à 600 €.

Article 4

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans			
6 mois après le début du contrat	30 juin mi-parcours	31 décembre de la 2 ^{ème} année	Fin du contrat
150 €	150 €	150 €	150 €

Article 5

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Le présent accord conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 8

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Rennes.

Article 9

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Centre

Salaires

Accord du 19 avril 2018

[Étendu par arr. 9 janv. 2019, JO 15 janv.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Région Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre-Val de Loire ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre ;

Section Fédérale Bâtiment Région Centre FO.

Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} juin 2018.

Grilles des salaires (Au 1^{er} Juin 2018)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 685,70

— la partie variable (PV) à 4,94

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1498,47	9,88
Ouvrier d'exécution position 2	170	1526	10,06
Ouvrier professionnel	185	1600	10,55
Compagnon Professionnel position 1	210	1723	11,36
Compagnon Professionnel position 2	230	1822	12,01
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1921	12,66
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2020	13,32
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction

Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Avenant du 29 avril 2019

[Étendu par arr. 11 janv. 2021, JO 20 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CGT Construction Centre ;

UNSA UR Centre-Val-de-Loire ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre.

Article 1

En application des articles 1-4 et 12-8 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} juin 2019.

Grilles des salaires (Au 1^{er} Juin 2019)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 700,40 euros

— la partie variable (PV) à 5,02 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1521,22	10,03
Ouvrier d'exécution position 2	170	1554	10,25
Ouvrier professionnel	185	1629	10,74
Compagnon Professionnel position 1	210	1755	11,57
Compagnon Professionnel position 2	230	1855	12,23
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1955	12,89
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2056	13,55
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

Indemnités de petits déplacements Accord du 19 avril 2018

[Étendu par arr. 9 janv. 2019, JO 15 janv.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Région Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre-Val de Loire ;

Union Régionale Bois Région Centre ;

Section Fédérale Bâtiment Région Centre FO.

Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Juin 2018.

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,70 €.

Article 3 Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,49 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,35 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,86 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,04 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,26 €

Article 4 Indemnité de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,43 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 3,98 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,88 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,12 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,64 €

Article 5

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre-Val de Loire).

Avenant du 29 avril 2019

[Étendu par arr. 11 janv. 2021, JO 20 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CGT Construction Centre ;
UNSA UR Centre-Val-de-Loire ;
Union Régionale Bois CFDT Région Centre.

Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Juin 2019

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,70 €.

Article 3

Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €
Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,53 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,43 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,98 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,21 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,47 €

Article 4

Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €
Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,46 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 4,02 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,93 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,19 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,72 €

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés

Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

Indemnités de maître d'apprentissage Accord du 29 septembre 2009

[Étendu par arr. 22 févr. 2010, JO 2 mars, applicable à compter du 1^{er} jour du mois suivant la publication au JO de son arr. d'extension]

Article 1

L'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage par le salarié titulaire du Titre de Maître d'Apprentissage Confirmé ouvre droit, dans le secteur du Bâtiment en Région Centre, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné, au versement d'une indemnité spécifique.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 500 € (cinq cents euros) par apprenti et par contrat d'apprentissage.

Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

- versement de 250 € (deux cent cinquante euros) à la fin de la première année du contrat d'apprentissage,
- versement du solde de 250 € (deux cent cinquante euros) à la fin du contrat d'apprentissage.

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage sera déterminé au prorata du temps de présence de l'apprenti durant l'année d'apprentissage.

En cas d'échec à l'examen de l'apprenti, l'indemnité reste due au Maître d'Apprentissage.

Article 4

Les parties conviennent de se revoir chaque année afin de réviser les conditions et modalités d'application de cet accord.

Article 5

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

Les dispositions du présent accord prendront effet le 1^{er} jour du mois civil suivant la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension.

Centre-Val-de-Loire

Salaires

Accord du 19 avril 2018

[Étendu par arr. 9 janv. 2019, JO 15 janv.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Région Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre-Val de Loire ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre ;

Section Fédérale Bâtiment Région Centre FO.

Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} juin 2018.

Grilles des salaires (Au 1^{er} Juin 2018)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 685,70
- la partie variable (PV) à 4,94

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1 498,47	9,88
Ouvrier d'exécution position 2	170	1 526	10,06
Ouvrier professionnel	185	1 600	10,55
Compagnon Professionnel position 1	210	1 723	11,36
Compagnon Professionnel position 2	230	1 822	12,01
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1 921	12,66

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2 020	13,32
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Avenant du 29 avril 2019

[Étendu par arr. 11 janv. 2021, JO 20 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CGT Construction Centre ;

UNSA UR Centre-Val-de-Loire ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre.

Article 1

En application des articles 1-4 et 12-8 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} juin 2019.

Grilles des salaires (Au 1^{er} Juin 2019)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 700,40 euros

— la partie variable (PV) à 5,02 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1 521,22	10,03
Ouvrier d'exécution position 2	170	1 554	10,25
Ouvrier professionnel	185	1 629	10,74
Compagnon Professionnel position 1	210	1 755	11,57
Compagnon Professionnel position 2	230	1 855	12,23
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1 955	12,89
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2 056	13,55
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvi-

sées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

Accord du 9 octobre 2020

[Étendu par arr. 1^{er} févr. 2021, JO 26 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Section Fédérale Bâtiment région Centre FO ;

Union Régionale Bois CFDT Région Centre ;

Union Régionale CGT Construction Centre ;

UNSA UR Centre-Val de Loire.

Article 1

En application des articles 1-4 et 12-8 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Décembre 2020

Grilles des salaires

(Au 1^{er} Décembre 2020)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 707,40 euros

— la partie variable (PV) à 5,07 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1539.42	10.15
Ouvrier d'exécution position 2	170	1569	10.35
Ouvrier professionnel	185	1645	10.85
Compagnon Professionnel position 1	210	1772	11.68
Compagnon Professionnel position 2	230	1874	12.35
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1975	13.02
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2076	13.68
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvi-

sées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

Accord du 17 mai 2021

[Étendu par arr. 13 janv. 2022, JO 1^{er} févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre Val de Loire ;

FFB Centre Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre Val de Loire ;

UR CFDT Centre.

Article 1

En application des articles 1-4 et 12-8 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Juin 2021

Grilles des salaires

(Au 1^{er} Juin 2021)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 713.06 euros

— la partie variable (PV) à 5,12 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1554.58	10.25
Ouvrier d'exécution position 2	170	1581	10.43
Ouvrier professionnel	185	1658	10.93
Compagnon Professionnel position 1	210	1786	11.78
Compagnon Professionnel position 2	230	1889	12.45
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	1991	13.13
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2093	13.80
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

Accord du 24 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale Construction Bois CFDT Région Centre ;

UR Bois CFDT.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles 12-4 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Mars 2022.

Grilles des salaires

(Au 1^{er} mars 2022)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

— la partie fixe (PF) à 722,06 euros

— la partie variable (PV) à 5,33 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150 *	1603.12	10.57
Ouvrier d'exécution position 2	170	1628	10.73
Ouvrier professionnel	185	1708	11.26
Compagnon Professionnel position 1	210	1841	12.14
Compagnon Professionnel position 2	230	1948	12.84
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	2055	13.55

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2161	14.25
* le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Il est convenu en 2022 que si le salaire mensuel minimal de certains coefficients devenait inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance, les partenaires sociaux s'engageraient à ouvrir des négociations sur les salaires concernés durant le mois suivant l'augmentation - conformément à l'article L. 2241-10 du code du travail.

À défaut d'initiative de la partie patronale dans les trois mois, la négociation s'engagerait dans les quinze jours suivant la demande d'une organisation syndicale de salariés représentative.

Article 4

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Accord du 16 mai 2022

[Étendu par arr. 25 août 2022, JO 8 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre VDL ;

CAPEB CVL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR CVL ;

UR Bois CFDT Centre.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles 12-4 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Juin 2022

Grilles des salaires

(Au 1^{er} juin 2022)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 722,06 euros
- la partie variable (PV) à 5,33 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1645.58	10.85
Ouvrier d'exécution position 2	170	1668	11.00
Ouvrier professionnel	185	1708	11.26
Compagnon Professionnel position 1	210	1841	12.14
Compagnon Professionnel position 2	230	1948	12.84
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	2055	13.55
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2161	14.25

Article 2

Par dérogation aux valeurs définies à l'article 1, le salaire minimal (horaire et mensuel) correspondant aux catégories Ouvrier d'exécution position 1 - coef 150 et Ouvrier d'exécution position 2 - coef 170 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Il est convenu en 2022 que si le salaire mensuel minimal de certains coefficients devenait inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance, les partenaires sociaux s'engageraient à ouvrir des négociations sur les salaires concernés durant le mois suivant l'augmentation - conformément à l'article L. 2241-10 du code du travail.

À défaut d'initiative de la partie patronale dans les trois mois, la négociation s'engagerait dans les quinze jours suivant la demande d'une organisation syndicale de salariés représentative.

Article 5

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Accord du 19 octobre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr. 2023, applicable à compter du 1^{er} nov. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment région Centre-Val de Loire ;

CAPEB région Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

UNSA.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposé à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles 12-4 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} novembre 2022

Grilles des salaires

(Au 1^{er} novembre 2022)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 750,94 euros
- la partie variable (PV) à 5,54 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1 678,95	11,07
Ouvrier d'exécution position 2	170	1 735	11,44
Ouvrier professionnel	185	1 776	11,71
Compagnon Professionnel position 1	210	1 915	12,62
Compagnon Professionnel position 2	230	2 026	13,36
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	2 137	14,09
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2 247	14,82

Article 2

Par dérogation aux valeurs définies à l'article 1, le salaire minimal (horaire et mensuel) correspondant aux catégories Ouvrier d'exécution position 1 - coef 150 et Ouvrier d'exécution position 2 - coef 170 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en

matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb région Centre Val de Loire).

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Avenant du 4 juillet 2023

[Étendu par arr. 12 juill. 2023, JO 23 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB CVL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR CVL ;

UR Bois CFDT Centre.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles 12-4 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} août 2023.

Grilles des salaires

(Au 1^{er} Août 2023)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 777.22 euros
- la partie variable (PV) à 5.73 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1747.20	11.52
Ouvrier d'exécution position 2	170	1796	11.84
Ouvrier professionnel	185	1838	12.12
Compagnon Professionnel position 1	210	1982	13.06

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Compagnon Professionnel position 2	230	2097	13.83
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 1	250	2211	14.58
Maître Ouvrier ou chef d'Équipe position 2	270	2325	15.34

Article 2

Par dérogation aux valeurs définies à l'article 1, le salaire minimal (horaire et mensuel) correspondant aux catégories Ouvrier d'exécution position 1 - coef 150 et Ouvrier d'exécution position 2 - coef 170 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Avenant du 3 février 2025

[Étendu par arr. 25 avr. 2025, JO 2 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val de Loire ;

FFB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

CFDT.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles 12-8 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réu-

nies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Centre Val de Loire.

Article 2

Pour la région Centre Val de Loire, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région à compter du 1^{er} mars 2025.

Grilles des salaires

(Au 1^{er} mars 2025)

Les parties signataires du présent accord ont arrêté

- la partie fixe (PF) à 796.65 euros
- la partie variable (PV) à 5.87 euros

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire Mensuel Minimal (en €)	Salaire Horaire Minimal (en €)
Ouvrier d'exécution position 1	150	1801.80	11.88
Ouvrier d'exécution position 2	170	1841	12.14
Ouvrier professionnel	185	1884	12.42
Compagnon Professionnel position 1	210	2032	13.39
Compagnon Professionnel position 2	230	2149	14.18
Maître Ouvrier ou chef d'Equipe position 1	250	2266	14.94
Maître Ouvrier ou chef d'Equipe position 2	270	2383	15.72

Article 3

Par dérogation aux valeurs définies à l'article 1, le salaire minimal (horaire et mensuel) correspondant aux catégories Ouvrier d'exécution position 1 - coef 150 et Ouvrier d'exécution position 2 - coef 170 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social

Indemnités de petits déplacements Accord du 19 avril 2018

[Étendu par arr. 9 janv. 2019, JO 15 janv.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Région Centre-Val-de-Loire ;

FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre-Val de Loire ;
Union Régionale Bois Région Centre ;
Section Fédérale Bâtiment Région Centre FO.

Article 1

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Juin 2018.

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,70 €.

Article 3

Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,49 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,35 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,86 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,04 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,26 €

Article 4

Indemnité de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,43 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 3,98 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,88 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,12 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,64 €

Article 5

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre-Val de Loire).

Avenant du 29 avril 2019

[Étendu par arr. 11 janv. 2021, JO 20 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val-de-Loire ;
FFB Centre-Val-de-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CGT Construction Centre ;
UNSA UR Centre-Val-de-Loire ;
Union Régionale Bois CFDT Région Centre.

Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les

indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Juin 2019

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,70 €.

Article 3 Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €
Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,53 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,43 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 10,98 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,21 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,47 €

Article 4 Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,00 €
Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,46 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 4,02 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,93 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,19 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,72 €

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés

Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

Accord du 9 octobre 2020

[Étendu par arr. 1^{er} févr. 2021, JO 26 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;
CAPEB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Section Fédérale Bâtiment région Centre FO ;
Union Régionale Bois CFDT Région Centre ;
Union Régionale CGT Construction Centre ;
UNSA UR Centre-Val de Loire.

Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par

les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Décembre 2020

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,78 €.

Article 3 **Indemnités de transport**

Zone 1 A (0 à 3 Km) = 0,00 €
Zone 1 B (3 à 10 Km) = 3,56 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,49 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 11,07 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,33 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,62 €

Article 4 **Indemnités de trajet**

Zone 1 A (0 à 3 Km) = 0,00 €
Zone 1 B (3 à 10 Km) = 2,48 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 4,05 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,97 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,24 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,78 €

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au près du ministre du travail

Accord du 17 mai 2021

[Étendu par arr. 13 janv. 2022, JO 1^{er} févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre Val de Loire ;

FFB Centre Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR Centre Val de Loire ;

UR CFDT Centre.

Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par

les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Juin 2021

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 9,86 €.

Article 3 **Indemnités de transport**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,50 €
Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,56 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,49 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 11,07 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,33 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 19,62 €

Article 4 **Indemnités de trajet**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,40 €
Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,48 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 4,05 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 4,97 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,24 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,78 €

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du travail

Accord du 24 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale Construction Bois CFDT Région Centre ;

UR Bois CFDT.

Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par

les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} Juin 2021

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 10,10 €.

Article 3 **Indemnités de transport**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,51 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3,63 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7,64 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 11,29 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 15,64 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 20,01 €

Article 4 **Indemnités de trajet**

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0,40 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2,50 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 4,09 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 5,02 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6,30 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 7,86 €

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministre du Travail.

Avenant du 4 juillet 2023

[Étendu par arr. 12 juill. 2023, JO 23 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB CVL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA UR CVL ;

UR Bois CFDT Centre.

Article 1

En application des articles 1.3 de la Convention Collective du 8 septembre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les

indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en Région Centre Val de Loire, à compter du 1^{er} août 2023

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 10.45 €

Article 3 Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0.53 €
Zone 1B (3 à 10 Km) = 3.76 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 7.91 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 11.69 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 16.19 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 20.71 €

Article 4 Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0.41 €
Zone 1B (3 à 10 Km) = 2.59 €
Zone 2 (10 à 20 Km) = 4.23 €
Zone 3 (20 à 30 Km) = 5.20 €
Zone 4 (30 à 40 Km) = 6.52 €
Zone 5 (40 à 50 Km) = 8.13 €

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Avenant du 3 février 2025

[Étendu par arr. 25 avr. 2025, JO 2 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Centre-Val de Loire ;
FFB Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;
CFDT.

Article 1

En application des articles 12-8 et 12-9 de la Convention Collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (Occupant jusqu'à 10 salariés), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réu-

nies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région Centre Val de Loire.

Article 2

Pour la région Centre Val de Loire, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème les indemnités relatives aux petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région à compter du 1^{er} mars 2025.

Article 3

L'indemnité de repas est fixée à 11.00 €

Article 4

Indemnités de transport

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0.53 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 3.76 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 7.91 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 11.69 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 16.19 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 20,71 €

Article 5

Indemnités de trajet

Zone 1A (0 à 3 Km) = 0.41 €

Zone 1B (3 à 10 Km) = 2.59 €

Zone 2 (10 à 20 Km) = 4.23 €

Zone 3 (20 à 30 Km) = 5.20 €

Zone 4 (30 à 40 Km) = 6.52 €

Zone 5 (40 à 50 Km) = 8.13 €

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail (DGT) conformément aux dispositions en vigueur, ainsi qu'auprès du Secrétariat-greffé du Conseil des Prud'hommes d'Orléans (siège de la Capeb Région Centre Val de Loire).

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Champagne-Ardenne

Indemnités de maître d'apprentissage

Accord du 11 avril 2007

[Étendu par arr. 24 août 2007, JO 1^{er} sept.]

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,
 - soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,
- les organisations représentatives d'employeurs et de salariés conviennent des mesures suivantes pour les maîtres

d'apprentissage salariés titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé :

Article 1

Les salariés du bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 325 €, pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans	
6 mois après le début du contrat	Fin de contrat, <i>sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti (Termes exclus de l'extension par arr. 24 août 2007, JO 1^{er} sept.)</i>
150 €	175 €

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

Article 4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1^{er} Juillet 2007. La prime est mise en vigueur à compter de la date de l'arrêté d'extension.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

Article 6

Les parties signataires s'engagent à négocier annuellement cette prime.

Corse

Salaires

Accord du 23 juin 2014

[Étendu par arr. 4 nov. 2014, JO 11 déc.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération BTP de Corse du Sud ;

Fédération BTP de Haute Corse ;

CAPEB de Corse du Sud ;

CAPEB de Haute Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC.

Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991) concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Corse.

Article 2

Pour la Région Corse, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 151.67 h (35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1445.42	9.53
- Position 2	170	1474.32	9.72
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1506.53	9.93
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1619.92	10.68
- Position 2	230	1742.23	11.48
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	1830.50	12.06
- Position 2	270	1925.91	12.69

Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1^{er} septembre 2014, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

Article 4

Conformément au Code du Travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis au Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Corse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Accord du 7 septembre 2021

[Étendu par arr. 23 févr. 2022, JO 12 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP 2A ;

FBTP HC ;

CAPEB Corse du Sud ;

CAPEB Haute Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

STC Corse ;

UR CFTC Corse ;

UR CFDT.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelles que soit leur taille.

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau nationale, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Corse.

Article 2

Pour la région Corse, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de Corse du sud et de Haute Corse à compter du 1^{er} décembre 2021

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 554.58 €	10.25
- Position 2	170	1 562.20 €	10.30
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 607.70 €	10.60
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 820.04 €	12
- Position 2	230	1 889.96 €	12.46
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 026.69 €	13.36
- Position 2	270	2 167.23	14.30

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes d'Ajaccio.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 25 mai 2022

[Étendu par arr. 5 oct. 2022, JO 23 nov., applicable à compter du 1^{er} sept. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Corse du Sud ;

CAPEB Haute Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

STC Corse ;

CBA CGT Corse ;

CB CFDT Corse ;

UNSA Corse ;

BATI CFTC Corse.

Préambule

Le secteur du Bâtiment en Corse occupe aujourd'hui près de douze mille salariés directs, employés au sein de plus de six mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble de la région à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

À titre exceptionnel, la structuration de la présente négociation des salaires concerne d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) (IDCC 1597).

La structuration de la négociation telle qu'indiquée dans le présent accord sera révisée lors de la prochaine négociation afin de se conformer au dispositif conventionnel prévu par les textes précédemment cités en référence.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et celles visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Corse.

Article 2

Pour la Région Corse, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du :

1^{er} septembre 2022,

pour l'ensemble des coefficients :

- La partie fixe à : 260,00 €
- La valeur du point à : 8,20 €

Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, pour un horaire de 151,67 heures mensuel, le salaire minimal correspondant au :

- Niveau I, position 1 - Coefficient 150 est fixé à 1680,00 €
- Niveau I, position 2 - Coefficient 170 est fixé à 1720,00 €.

Article 4

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de l'Unité Territoriale de Corse s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Pour les entreprises du Bâtiment occupant Jusque 10 salariés

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 680,00 €
- position 2	170	1 720,00 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1 777,00 €
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 982,00 €
- position 2	230	2 146,00 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 310,00 €
- position 2	270	2 474,00 €

Pour les entreprises du Bâtiment occupant Plus de 10 salariés

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 680,00 €
- position 2	170	1 720,00 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1 777,00 €
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 982,00 €
- position 2	230	2 146,00 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 310,00 €
- position 2	270	2 474,00 €

Article 5

Les parties signataires, étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises occupant jusqu'à 10 salariés, estiment remplir ainsi l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail.

Article 6

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Bastia.

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Accord du 2 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct., applicable à compter du 1^{er} sept. 2023]

Signataires :

Entreprises ≤ 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération départementale du BTP de la Corse-du-Sud ;

Fédération départementale du BTP de la Haute-Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale de Force ouvrière ;

Union régionale de la CFDT ;

Union régionale de l'UNSA.

Entreprises > 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération départementale du BTP de la Corse-du-Sud ;

Fédération départementale du BTP de la Haute-Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale de Force ouvrière ;

Union régionale de la CFDT.

Préambule

Le secteur du Bâtiment en Corse occupe aujourd'hui près de douze mille salariés directs, employés au sein de plus de six mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble de la région à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, et spécifiquement, le S.T.C. - Syndicat des Travailleurs Corses, représentatif au niveau régional, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Corse.

Article 2

Pour la région Corse, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, comme indiqué dans le tableau ci-après pour les départements de Corse du Sud et de Haute-Corse :

À compter du 1^{er} septembre 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 780.80 €	11.74
- Position 2	170	1 823.20 €	12.02
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 883.62 €	12.42
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 100.92 €	13.85
- Position 2	230	2 274.76 €	15.00
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 448.60 €	16.14
- Position 2	270	2 622.44 €	17.29

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes d'Ajaccio.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Indemnités de petits déplacements Accord du 23 juin 2014

[Étendu par arr. 4 nov. 2014, JO 11 déc.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération BTP de Corse du Sud ;

Fédération BTP de Haute Corse ;

CAPEB de Corse du Sud ;

CAPEB de Haute Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC.

Article 1er

En application du titre VIII - Chapitre I des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991, concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la Région Corse.

Article 2

Pour la Région Corse, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article VIII-18 des Conventions Collectives Nationales précitées, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zone	Indemnité de repas	Indemnité de frais de transport	Indemnité de trajet
Zone 1.A (00 à 5 Km)	8.60 €	0.57 €	0.37 €
Zone 1.B (05 à 10 Km)	8.60 €	1.13 €	0.94 €
Zone 2 (10 à 20 Km)	8.60 €	2.27 €	1.89 €
Zone 3 (20 à 30 Km)	8.60 €	3.41 €	3.80 €
Zone 4 (30 à 40 Km)	8.60 €	4.56 €	5.69 €
Zone 5 (40 à 50 Km)	8.60 €	6.65 €	8.55 €

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application au 1^{er} septembre 2014.

Article 4

Conformément au Code du Travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et remis au Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Corse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Accord du 7 septembre 2021

[Étendu par arr. 23 févr. 2022, JO 12 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FBTP ;

2A ;

FBTP ;

HC ;

CAPEB Corse du Sud ;

CAPEB Haute Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

STC Corse ;

UR CFTC ;

Corse UR ;

CFDT.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs

ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Corse.

Article 2

Pour la région Corse les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de Corse du sud et de Haute Corse à compter du 1^{er} décembre 2021

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1	1.56 €	2.42 €	9.10 €
2	2.90 €	5.01 €	
3	4.24 €	7.83 €	
4	5.69 €	10.72 €	
5	8.55 €	13.68 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes d'Ajaccio.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 25 mai 2022

[Étendu par arr. 5 oct. 2022, JO 23 nov., applicable à compter du 1^{er} sept. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Corse du Sud ;

CAPEB Haute Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

STC Corse ;

CBA CGT Corse ;

CB CFDT Corse ;

UNSA Corse ;

BATI CFTC Corse.

Préambule

Le secteur du Bâtiment en Corse occupe aujourd'hui près de douze mille salariés directs, employés au sein de plus de six mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble de la région à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

À titre exceptionnel, la structuration de la présente négociation des salaires concerne d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) (IDCC 1597).

La structuration de la négociation telle qu'indiquée dans le présent accord sera révisée lors de la prochaine négociation afin de se conformer au dispositif conventionnel prévu par les textes précédemment cités en référence.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et celles visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de l'Unité Territoriale de Corse.

Afin de prendre en considération la situation existante des salariés travaillant au-delà des 5 zones définies à l'article 8.13 de la Convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et l'article 8.13 de la Convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), les partenaires sociaux ont décidé d'instituer 2 zones concentriques, les zones 6 et 7, dont les limites sont distantes entre elles de 15 kilomètres mesurés conformément aux articles précités.

Sans préjudice de l'application du régime des grands déplacements, lorsque l'ouvrier travaille dans une zone comprise entre 50 et 80 kilomètres et qu'en accord avec l'employeur il rentre chaque jour à son domicile, il bénéficie de l'indemnité forfaitaire de la zone 6 (50 à 65 kilomètres) ou de la zone 7 (au-delà de 65 kilomètres jusqu'à 80 kilomètres).

Cependant, si l'ouvrier travaille dans une zone comprise entre 50 et 80 kilomètres et qu'il est amené à faire des heures supplémentaires en complément de la journée de travail habituelle, l'employeur privilégiera, dans la mesure du possible, le recours au dispositif des grands déplacements afin de préserver la santé de celui-ci.

Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au : 1^{er} Septembre 2022.

Article 3

Les montants des indemnités de Repas, de Trajet et de Transport sont fixés comme suit :

Pour les entreprises du Bâtiment occupant Jusque 10 salariés

Indemnité Repas	Zonage	Indemnité Trajet	Indemnité Transport	
9,30 €	Zone 1 (00 à 10 Km)	1,56 €	2,54 €	
	Zone 2 (10 à 20 Km)	2,90 €	5,26 €	
	Zone 3 (20 à 30 Km)	4,24 €	8,22 €	
	Zone 4 (30 à 40 Km)	5,69 €	11,26 €	
	Zone 5 (40 à 50 Km)	8,55 €	14,36 €	
	Zone 6 (50 à 65 Km)	10,89 €	18,18 €	
	Zone 7 (65 à 80 Km)	12,91 €	22,25 €	

Pour les entreprises du Bâtiment occupant Plus de 10 salariés

Indemnité Repas	Zonage	Indemnité Trajet	Indemnité Transport	
9,30 €	Zone 1 (00 à 10 Km)	1,56 €	2,54 €	
	Zone 2 (10 à 20 Km)	2,90 €	5,26 €	
	Zone 3 (20 à 30 Km)	4,24 €	8,22 €	
	Zone 4 (30 à 40 Km)	5,69 €	11,26 €	
	Zone 5 (40 à 50 Km)	8,55 €	14,36 €	
	Zone 6 (50 à 65 Km)	10,89 €	18,18 €	
	Zone 7 (65 à 80 Km)	12,91 €	22,25 €	

Article 4

Les parties signataires, étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises occupant jusqu'à 10 salariés, estiment remplir ainsi l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issue de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Bastia.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Accord du 2 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct., applicable à compter du 1^{er} sept. 2023]

Signataires :

Entreprises = 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération départementale du BTP de la Corse-du-Sud ;

Fédération départementale du BTP de la Haute-Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale de Force ouvrière ;

Union régionale de la CFDT ;

Union régionale de l'UNSA.

Entreprises > 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération départementale du BTP de la Corse-du-Sud ;

Fédération départementale du BTP de la Haute-Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale de Force ouvrière ;

Union régionale de la CFDT.

Préambule

Le secteur du Bâtiment en Corse occupe aujourd'hui près de douze mille salariés directs, employés au sein de plus de six mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble de la région à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés

tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1er

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, et spécifiquement, le S.T.C. - Syndicat des Travailleurs Corses, représentatif au niveau régional, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Corse.

Article 2

Pour la région Corse, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Pour les départements de Corse du Sud et de Haute-Corse à compter du 1^{er} septembre 2023 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1 (0 à 10 Km)	1.56 €	2.54 €	10.50 €
2 (10 à 20 Km)	2.90 €	5.26 €	
3 (20 à 30 Km)	4.24 €	8.22 €	
4 (30 à 40 Km)	5.69 €	11.26 €	
5 (40 à 50 Km)	8.55 €	14.36 €	
6 (50 à 65 Km)	10.89 €	18.18 €	
7 (65 à 80 Km)	12.91 €	22.25 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes d'Ajaccio.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Grand-Est

Salaires

Accord du 16 janvier 2018

[Étendu par arr. 27 déc. 2018, JO 16 janv. 2019, applicable à compter du 1^{er} févr. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est ;

SCOP BTP Nord.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FGC FO ;

URCB CFDT Grand Est ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 16 janvier 2018 à Metz pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après selon les modalités définies dans le cadre de l'accord de convergence du 28 novembre 2017 portant sur les salaires minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises du Grand Est occupant jusqu'à 10 salariés.

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
		Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
Niveau I				
Ouvriers d'exécution :				
- position 1	150	1 498,47	1 498,47	1 498,47
- position 2	170	1 508,00	1 520,00	1 516,00
Niveau II				
Ouvriers professionnels	185	1 555,00	1 555,00	1 555,00
Niveau III				
Compagnon professionnel :				
- position 1	210	1 724,00	1 727,00	1 720,00
- position 2	230	1 860,00	1 860,00	1 860,00
Niveau IV				
Maître ouvrier ou chef d'équipe :				
- position 1	250	1 993,00	1 998,00	1 993,00
- position 2	270	2 131,00	2 154,00	2 140,00

Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} février 2018.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Avenant n° 2 du 17 janvier 2019

[Étendu par arr. 29 juill. 2020, JO 5 sept., applicable à compter du 1^{er} févr. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est ;

SCOP BTP Nord.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Générale Construction FO ;

URCB CFDT Grand Est ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux de la région Grand Est signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018 pour les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés et pour les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles sont substituées.

Article 1er

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Grand Est, se sont de nouveau réunies en date du 17 janvier 2019 à Nancy pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, conformément à l'article I-3 de la convention collective nationale du 7 mars 2008 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment du Grand Est visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés.

Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après selon les modalités définies dans le cadre de l'accord de convergence du 28 novembre 2017 portant sur les salaires minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises du Grand Est occupant jusqu'à 10 salariés et en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Coefficient professionnelle	Coef.	Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
		Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
Niveau I - Ouvriers d'exécution :				
- position 1	150	1 521,22	1 521,22	1 521,22
- position 2	170	1 550,40	1 550,40	1 550,40
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 586,10	1 586,10	1 586,10
Niveau III - Compagnon professionnel :				
- position 1	210	1 761,54	1 761,54	1 761,54
- position 2	230	1 897,20	1 897,20	1 897,20
Niveau IV - Maître ouvrier ou chef d'équipe : 212 Mise à jour (septembre 2025)				

Coefficient professionnelle	Coef.	Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
		Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
- position 1	250	2 037,96	2 037,96	2 037,96
- position 2	270	2 185,07	2 197,08	2 189,81

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} février 2019.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 14 janvier 2020

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 30 oct., applicable à compter du 1^{er} févr. 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand-Est ;

FFB Grand-Est ;

SCOP BTP Est ;

SCOP BTP Nord.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Générale Construction FO ;

URCB CFDT Grand-Est ;

UNSA Grand-Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 14 janvier 2020 à Metz pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après selon les modalités définies dans le cadre de l'accord de convergence du 28 novembre 2017 portant sur les salaires minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises du Grand Est occupant jusqu'à 10 salariés et en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
		Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
Niveau I				
Ouvriers d'exécution :				
- position 1	150	1 539,42	1 539,42	1 539,42
- position 2	170	1 581,41	1 581,41	1 581,41
Niveau II				
Ouvriers professionnels	185	1 617,82	1 617,82	1 617,82
Niveau III				
Compagnon professionnel :				
- position 1	210	1 796,77	1 796,77	1 796,77
- position 2	230	1 935,14	1 935,14	1 935,14
Niveau IV				
Maître ouvrier ou chef d'équipe :				
- position 1	250	2 078,72	2 078,72	2 078,72
- position 2	270	2 241,02	2 241,02	2 241,02

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} février 2020.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 26 janvier 2021

[Étendu par arr. 5 juill. 2021, JO 4 août, applicable à compter du 1^{er} févr. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

Fédération SCOP BTP Est ;

Fédération SCOP BTP Nord.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

URCB CFDT Grand Est ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 26 janvier 2021 à Nancy pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Salaires mensuels pour 35 heures		
Catégorie professionnelle	Coefficient	Ensemble de la Région Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 555,58 €
Position 2	170	1 597,22 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 634,00 €
Niveau III		
Compagnon professionnel		
Position 1	210	1 814,74 €
Position 2	230	1 954,49 €
Niveau IV		
Maître d'équipe ouvriers ou chef d'équipe		
Position 1	250	2 099,51 €
Position 2	270	2 263,43 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} février 2021.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 25 janvier 2022

[Étendu par arr. 31 oct. 2022, JO 12 janv. 2023, applicable à compter du 1^{er} févr. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

EST SCOP BTP ;

FFB Grand Est ;

CAPEB Grand Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

FG FO Construction ;

URCB CFDT Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 25 janvier 2022 à Metz pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures
		Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution :		
- position 1	150	1 605,36
- position 2	170	1 648,33
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 699,36
Niveau III		
Compagnon professionnel :		
- position 1	210	1 887,33
- position 2	230	2 017,03
Niveau IV		
Maître ouvrier ou chef d'équipe :		
- position 1	250	2 166,69
- position 2	270	2 335,86

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix

salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} février 2022.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 11 octobre 2022

[Étendu par arr. 18 avr. 2023, JO 28 avr., applicable à compter du 1^{er} nov. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

UNSA Grand Est ;

URCB CFDT Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 11 octobre 2022 à Nancy pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
Catégorie professionnelle	Coefficient	Ensemble de la région Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 680,00 €
Position 2	170	1 710,00 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 739,36 €
Niveau III		

Salaire mensuel minimal pour 35 heures		
Catégorie professionnelle	Coefficient	Ensemble de la région Grand Est
Compagnon professionnel		
Position 1	210	1 927,33 €
Position 2	230	2 057,03 €
Niveau IV		
Maître ouvrier ou chef d'équipe		
Position 1	250	2 206,69 €
Position 2	270	2 375,86 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2022.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 20 janvier 2023

[Étendu par arr. 20 juin 2023, JO 5 juil., applicable à compter du 1^{er} mars 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;
FFB Grand Est ;
Fédération SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Grand Est ;
Fédération Générale Construction FO ;
UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 20 janvier 2023 à Niederhausbergen pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment

occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures
		Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution :		
- position 1	150	1 710,28
- position 2	170	1 769,85
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 800,24
Niveau III		
Compagnon professionnel :		
- position 1	210	1 994,79
- position 2	230	2 129,03
Niveau IV		
Maître ouvrier ou chef d'équipe :		
- position 1	250	2 283,92
- position 2	270	2 459,02

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2023. Toutefois, les parties prenantes signataires conviennent de se rencontrer le 12 juin 2023, afin d'examiner ensemble l'évolution de la situation économique.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 26 janvier 2024

[Étendu par arr. 6 août 2024, JO 8 août, applicable à compter du 1^{er} mars 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

UNSA ;

FO.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article XII-8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 26 janvier 2024 à Metz pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures
		Grand Est
Niveau 1		
Ouvriers d'exécution :		
- position 1	150	1 787,92
- position 2	170	1 831,79
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 863,25
Niveau III		
Compagnon professionnel :		
- position 1	210	2 064,61
- position 2	230	2 198,22
Niveau IV		
Maître ouvrier ou chef d'équipe :		
- position 1	250	2 352,44
- position 2	270	2 532,79

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2024.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 16 janvier 2025

[Étendu par arr. 29 avr. 2025, JO 3 mai, applicable à compter du 1^{er} mars 2025]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

UNSA ;

FO.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article XII-8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 16 janvier 2025 à Nancy pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la Région Grand Est, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après en prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

(En euros.)

Catégorie professionnelles	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures Grand Est
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1802.80 €
Position 2	170	1864.76 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1896.79 €
Niveau III		
Compagnon professionnel		
Position 1	210	2101.77 €
Position 2	230	2237.79 €
Niveau IV		
Maître ouvrier ou chef d'équipe		

Catégorie professionnelles	Coefficient	Salaire mensuel minimal pour 35 heures Grand Est
Position 1	250	2394.78 €
Position 2	270	2578.38 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2025.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Indemnités de petits déplacements Accord du 16 janvier 2018

[Étendu par arr. 27 févr. 2019, JO 6 mars, applicable à compter du 1^{er} févr. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est ;

SCOP BTP Nord.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FGC FO ;

URCB CFDT Grand Est ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 16 janvier 2018 à Metz pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1.A (0 à 5 km)	2,30	2,09	1,62
1.B (5 à 10 km)	2,30	2,09	2,28
2 (10 à 20 km)	3,07	4,33	4,09
3 (20 à 30 km)	4,19	6,98	6,52
4 (30 à 40 km)	5,74	10,52	8,40
5 (40 à 50 km)	6,97	12,27	10,52

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1A (0 à 5 km)	1,51	1,34	1,21
1B (5 à 10 km)	1,51	1,34	1,77
2 (10 à 20 km)	2,79	2,71	2,96
3 (20 à 30 km)	3,80	4,02	4,27
4 (30 à 40 km)	5,20	5,40	5,34
5 (40 à 50 km)	6,31	6,79	7,75

(En euros.)

Zone	Indemnité de repas		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
Montant journalier	9,10	9,56	9,41

Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} février 2018.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 26 janvier 2021

[Etendu par arr. 2 déc. 2021, JO 31 déc., applicable à compter du 1^{er} févr. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;
Fédération SCOP BTP Est ;
Fédération SCOP BTP Nord.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;
URCB CFDT Grand Est ;
UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 26 janvier 2021 à Nancy pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande Région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1.A (0 à 5 km)	2,32	2,11	1,64
1.B (5 à 10 km)	2,32	2,11	2,30
2 (10 à 20 km)	3,10	4,37	4,13
3 (20 à 30 km)	4,23	7,05	6,59
4 (30 à 40 km)	5,80	10,63	8,48
5 (40 à 50 km)	7,04	12,39	10,63

(En euros)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1A (0 à 5 km)	1,53	1,35	1,22
1B (5 à 10 km)	1,53	1,35	1,79
2 (10 à 20 km)	2,82	2,74	2,99
3 (20 à 30 km)	3,84	4,06	4,31
4 (30 à 40 km)	5,25	5,45	5,39
5 (40 à 50 km)	6,37	6,86	7,83

Indemnités de repas
Ensemble de la région Grand Est
10 euros

Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} février 2021.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 25 janvier 2022

[Étendu par arr. 31 oct. 2022, JO 12 janv. 2023, applicable à compter du 1^{er} févr. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

EST SCOP BTP ;

FFB Grand Est ;

CAPEB Grand Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

FG FO Construction ;

URCB CFDT Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 25 janvier 2022 à Metz pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1A (0 à 5 km)	2,39	2,17	1,69
1B (5 à 10 km)	2,39	2,17	2,37
2 (10 à 20 km)	3,19	4,50	4,25
3 (20 à 30 km)	4,36	7,26	6,79
4 (30 à 40 km)	5,97	10,95	8,73
5 (40 à 50 km)	7,25	12,76	10,95

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1A (0 à 5 km)	1,58	1,39	1,26
1B (5 à 10 km)	1,58	1,39	1,84
2 (10 à 20 km)	2,90	2,82	3,08
3 (20 à 30 km)	3,96	4,18	4,44
4 (30 à 40 km)	5,41	5,61	5,55
5 (40 à 50 km)	6,56	7,07	8,06

(En euros.)

Zone	Indemnité de repas
	Grand Est
Montant journalier	10,50

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} février 2022.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 20 janvier 2023

[Étendu par arr. 20 juin 2023, JO 5 juil., applicable le 1^{er} mars 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

Fédération SCOP-BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Grand Est ;

Fédération Générale Construction FO ;

UNSA Grand Est.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 20 janvier 2023 à Niederhausbergen pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

(En euro.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2,50	2,50	2,50
2 (10 à 20 km)	3,34	4,70	4,45
3 (20 à 30 km)	4,55	7,59	7,09
4 (30 à 40 km)	6,24	11,44	9,13
5 (40 à 50 km)	7,56	13,34	11,44

(En euro.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	1,88	1,88	1,88
2 (10 à 20 km)	2,96	2,88	3,14
3 (20 à 30 km)	4,03	4,27	4,53
4 (30 à 40 km)	5,52	5,73	5,66
5 (40 à 50 km)	6,69	7,21	8,23

(En euro.)

Zone	Indemnité de repas
	Grand Est
Montant journalier	11,00

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2023. Toutefois, les parties prenantes signataires conviennent de se rencontrer le 12 juin 2023, afin d'examiner ensemble l'évolution de la situation économique.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 26 janvier 2024

[Étendu par arr. 6 août 2024, JO 8 août, applicable à compter du 1^{er} mars 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

UNSA ;

FO.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 1-3 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 26 janvier 2024 à Metz pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2,65	2,65	2,65
2 (10 à 20 km)	3,65	4,70	4,70
3 (20 à 30 km)	4,85	7,60	7,30
4 (30 à 40 km)	6,60	11,45	9,50
5 (40 à 50 km)	7,90	13,35	11,65

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2,00	2,00	2,00
2 (10 à 20 km)	3,15	3,15	3,15
3 (20 à 30 km)	4,30	4,40	4,60

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
4 (30 à 40 km)	5,75	5,75	5,75
5 (40 à 50 km)	7,00	7,40	8,25

Zone	Indemnité de repas
	Grand Est
Montant journalier	11,50

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2024.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Accord du 16 janvier 2025

[Étendu par arr. 29 avr. 2025, JO 3 mai, applicable à compter du 1^{er} mars 2025]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Grand Est ;

FFB Grand Est ;

SCOP BTP Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

UNSA ;

FO.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article 1-3 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 16 janvier 2025 à Nancy pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est, nouvelle grande région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du

bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

(En euros.)

Zone	Indemnité de transport		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2.80 €	2.80 €	2.80 €
2 (10 à 20 km)	3.95 €	4.70 €	4.70 €
3 (20 à 30 km)	5 €	7.60 €	7.45 €
4 (30 à 40 km)	6.90 €	11.45 €	9.80 €
5 (40 à 50 km)	8.20 €	13.35 €	11.80 €

(En euros.)

Zone	Indemnité de trajet		
	Alsace	Lorraine	Champagne Ardenne
1 (0 à 10 km)	2.00 €	2.00 €	2.00 €
2 (10 à 20 km)	3.15 €	3.15 €	3.15 €
3 (20 à 30 km)	4.60 €	4.60 €	4.60 €
4 (30 à 40 km)	5.75 €	5.75 €	5.75 €
5 (40 à 50 km)	7.00 €	7.40 €	8.25 €

(En euros.)

Zone	Indemnité de repas
	Grand Est
Montant journalier	11.80 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2025.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du Conseil de Prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Grand Est puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Hauts-de-France

(Aisne, Oise, Somme, Nord et Pas-de-Calais)

Salaires

Avenant n° 2 du 6 décembre 2018

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;

FFB HDF ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO HDF ;

CFDT Construction - Bois HDF ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la région Hauts de France signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

La convention collective nationale intègre désormais et généralise les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elle s'est substituée.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts de France, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Hauts de France en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le deuxième avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts de France, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément à l'article I-3 de la Convention collective mentionnée ci-dessus.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1^{er} janvier 2023.

Article 1

Barèmes de salaires minimaux

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Pour les départements Nord et Pas de Calais, à compter du 1^{er} janvier 2019

Niveau I

Coefficient 150 : 1.523,95 €

Coefficient 170 : 1.565,68 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.664,43 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.832,40 €

Coefficient 230 : 1.987,14 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 2.151,03 €

Coefficient 270 : 2.308,82 €

Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1^{er} janvier 2019

Niveau I

Coefficient 150 : 1.523,95 €

Coefficient 170 : 1.537,18 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.582,99 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.669,52 €

Coefficient 230 : 1.791,68 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 1.924,02 €

Coefficient 270 : 2.059,41 €

Article 2
Convergence

Dans le cadre de l'accord de convergence signé le 31 octobre 2017, les parties signataires ont décidé que les salaires minimaux arrêtés ci-dessus seraient majorés comme indiqué ci-après :

Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1^{er} juillet 2019

Niveau III

Coefficient 210 : 10 € soit un salaire minimal de 1.679,52 €

Coefficient 230 : 20 €, soit un salaire minimal de 1.811,68 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 25 €, soit un salaire minimal de 1.949,02 €

Coefficient 270 : 35 €, soit un salaire minimal de 2.094,41 €

Article 3
Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4
Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 5
Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Avenant n° 3 du 10 décembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du 1^{er} janvier 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB régionale Hauts de France ;

FFB Hauts de France ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Hauts de France ;

Union régionale CFDT Construction - Bois Hauts de France ;

Union régionale UNSA.

Il a été convenu ce qui suit

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

Barèmes de salaires minimaux

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Pour les départements Nord et Pas de Calais, à compter du 1^{er} janvier 2020

Niveau I

Coefficient 150 : 1.539,19 €

Coefficient 170 : 1.581,34 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.681,07 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.850,72 €

Coefficient 230 : 2.007,01 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 2.172,54 €

Coefficient 270 : 2.331,91 €

Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1^{er} janvier 2020

Niveau I

Coefficient 150 : 1.539,19 €

Coefficient 170 : 1.552,55 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.598,82 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.696,32 €

Coefficient 230 : 1.829,80 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 1.968,51 €

Coefficient 270 : 2.115,35 €

**Article 2
Convergence**

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard au 1^{er} janvier 2023. Dans le cadre de l'accord de convergence signé le 31 octobre 2017, les parties signataires ont décidé que les salaires minimaux arrêtés ci-dessus seraient majorés comme indiqué ci-après :

Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1^{er} juillet 2020

Niveau I

Coefficient 150 : 1.539,19 €

Coefficient 170 : 1.581,34 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.633,82 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.736,32 €

Coefficient 230 : 1.879,80 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 2.028,51 €

Coefficient 270 : 2.185,35 €

**Article 3
Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

**Article 4
Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2020.

**Article 5
Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Avenant n° 4 du 8 décembre 2021

[Étendu par arr. 31 mars 2022, JO 11 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Hauts de France ;

FFB Hauts de France ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Hauts de France ;

Union régionale CFDT Construction - Bois Hauts de France ;
Union régionale UNSA ;
CGT.
Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1 Barèmes de salaires minimaux

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du-Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Pour les départements Nord et Pas de Calais, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Niveau I

Coefficient 150 : 1.608,45 €

Coefficient 170 : 1.644,59 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.739,91 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.906,25 €

Coefficient 230 : 2057,18 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 2.226,86 €

Coefficient 270 : 2.390,21 €

Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Niveau I

Coefficient 150 : 1.608,45 €

Coefficient 170 : 1.644,59 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.691,00 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.788,40 €

Coefficient 230 : 1.926,79 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 2.079,22 €

Coefficient 270 : 2.239,98 €

Article 2 **Convergence**

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1^{er} janvier 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS Covid 19 en 2020 et 2021, conscient du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci au 31 décembre 2025 au plus tard.

Dans le cadre de l'accord de convergence signé le 31 octobre 2017 modifié du paragraphe précédent, les parties signataires ont décidé que les salaires minimaux arrêtés ci-dessus seraient majorés comme indiqué ci-après :

Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 18 juillet 2022 :

Niveau I

Coefficient 150 : 1.608,45 €

Coefficient 170 : 1.644,59 €

Niveau II

Coefficient 185 : 1.739,91 €

Niveau III

Coefficient 210 : 1.831,33 €

Coefficient 230 : 1.973,03 €

Niveau IV

Coefficient 250 : 2.129,12 €

Coefficient 270 : 2.293,74 €

Article 3 **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4 **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 5 **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Avenant n° 5 du 22 septembre 2022

[Étendu par arr. 12 déc. 2022, JO 27 déc., applicable à compter du 1^{er} oct. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT ;
UNSA ;
FO BTP HDF ;
CFDT HDF.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1 Barèmes de salaires minimaux

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Nord Pas-de-Calais au 1 ^{er} octobre 2022							
Catégorie	Niveau I		Niveau II	Niveau III		Niveau IV	
Coefficient	150	170	185	210	230	250	270
Salaire minimum	1678,99 €	1690,10 €	1771,91 €	1939,25 €	2090,18 €	2259,86 €	2423,21 €
Aisne, Somme, Oise au 1 ^{er} octobre 2022							
Catégorie	Niveau I		Niveau II	Niveau III		Niveau IV	
Coefficient	150	170	185	210	230	250	270
Salaire minimum	1678,99 €	1690,10 €	1771,91 €	1847,83 €	1989,53 €	2145,62 €	2310,24 €

Article 2 Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1^{er} janvier 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS COVID 19 en 2020 et 2021, conscient du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci au 31 décembre 2025 au plus tard.

Article 3 **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4 **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} octobre 2022.

Article 5 **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Avenant n° 6 du 19 décembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment Hauts de France ;

Union régionale CAPEB Hauts de France ;

Fédération régionale SCOP BTP Nord.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

UNSA.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1 **Barèmes de salaires minimaux**

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Coef Ouvriers	Nord et Pas de Calais	Aisne Oise Somme
150	1 723,99 €	1 723,99 €
170	1 735,10 €	1 735,10 €
185	1816,91 €	1816,91 €
210	1989,25 €	1897,83 €
230	2145,18 €	2 044,53 €
250	2 329,86 €	2 215,62 €
270	2 498,21 €	2 385,24 €

Article 2 Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1^{er} janvier 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS COVID 19 en 2020 et 2021, conscient du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci au 31 décembre 2025 au plus tard.

Article 3 Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4 Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 5 Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Avenant n° 7 du 28 juin 2023

[Étendu par arr. 9 oct. 2023, JO 13 oct., applicable à compter du 1^{er} juill. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

FO BTP HDF ;

CFDT HDF.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la dernière décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

Barèmes de salaires minimaux

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Coef Ouvriers	Nord et Pas de Calais	Aisne, Oise et Somme
150	1 762,00 €	1 762,00 €
170	1 773,00 €	1 773,00 €
185	1 844,00 €	1 844,00 €
210	1 989,25 €	1 989,25 €
230	2 145,18 €	2 044,53 €
250	2 329,86 €	2 215,62 €
270	2 498,21 €	2 385,24 €

Article 2

Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région Hauts de France. Les avenants devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1^{er} janvier 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS Covid 19 en 2020 et 2021, conscient du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci comme suit :

- 1^o juillet 2023 convergence du coefficient 210 ;
- 1^o juillet 2024 convergence du coefficient 230 et réduction de moitié des écarts existants des coefficients 250 et 270 ;
- 1^o juillet 2025 convergence des coefficients 250 et 270.

Article 3 **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4 **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} juillet 2023.

Article 5 **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Accord du 22 novembre 2023

[Étendu par arr. 22 févr. 2024, JO 16 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

FO BTP HDF ;

CFDT HDF.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la dernière décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1 **Barèmes de salaires minimaux**

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Ouvriers			
	Nord et Pas de Calais	Aisne Oise et Somme	Aisne Oise et Somme
coef	montant au 1 ^{er} janvier		au 1 ^{er} juillet 2024
150	1 787 €	1 787 €	1 787 €
170	1 803 €	1 803 €	1 803 €
185	1 889 €	1 889 €	1 889 €
210	2 040 €	2 040 €	2 040 €
230	2 196 €	2 095 €	2 196 €
250	2 395 €	2 281 €	2 338 €
270	2 574 €	2 461 €	2 518 €

Article 2 Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région des Hauts de France. Les négociations devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1^{er} juillet 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS Covid 19 en 2020 et 2021 et conscientes du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV, les organisations signataires du présent accord ont convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci comme suit :

- Depuis le 1^{er} juillet 2023 la convergence du coefficient 210 est effective ;
- Au 1^{er} juillet 2024 convergence du coefficient 230 et réduction de moitié des écarts existants des coefficients 250 et 270 ;
- Au 1^{er} juillet 2025 convergence des coefficients 250 et 270.

Article 3 Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4 Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 5 Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

Accord du 25 novembre 2024

[Étendu par arr. 25 févr. 2025, JO 18 mars , applicable à compter du 1^{er} janvier 2025]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;

FFB HDF ;

SCOP BTP HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP HDF ;

UR UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962

Article 1

Barèmes de salaires minimaux

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France. Les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux (base 151,67 heures) des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Ouvriers			
	Nord et Pas de Calais	Aisne Oise et Somme	Aisne Oise et Somme
coef	montant au 1 ^{er} janvier 2025		au 1 ^{er} juillet 2025
150	1 808 €	1 808 €	1 808 €
170	1 833 €	1 833 €	1 833 €
185	1 930 €	1 930 €	1 930 €
210	2 084 €	2 084 €	2 084 €
230	2 240 €	2 240 €	2 240 €
250	2 437 €	2 380 €	2 437 €
270	2 616 €	2 560 €	2 616 €

Article 2

Convergence

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes des salaires mensuels minimaux dans le périmètre géographique de la nouvelle région des Hauts de France. Les négociations devront aboutir à une convergence qui avait été fixée par les organisations d'employeurs et de salariés, au plus tard, au 1^{er} juillet 2023.

Toutefois compte tenu de la crise sanitaire due à l'épidémie SARS Covid 19 en 2020 et 2021 et conscientes du retard pris dans la convergence des coefficients des niveaux III et IV, les organisations signataires du présent accord avaient convenu de prolonger la période de convergence de deux années supplémentaires s'engageant mutuellement à finaliser celle-ci comme suit :

-
- Au 1^o juillet 2025 convergence des coefficients 250 et 270.

Article 3 **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4 **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2025.

Article 5 **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail et de l'Emploi.

Indemnités de petits déplacements **Avenant n° 3 du 6 décembre 2018**

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;

FFB HDF ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO HDF ;

CFDT Construction - Bois HDF ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la région Hauts de France signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celle concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts de France, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Hauts de France en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le troisième avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Hauts de France, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région, conformément à l'article I-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1 **Barèmes des indemnités de petits déplacements**

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué ci-après :

Pour les départements Nord et Pas de Calais, à compter du 1^{er} janvier 2019

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 10,80 €

Indemnité de transport

Zone 1... 2,17 €

Zone 2... 5,16 €

Zone 3... 7,98 €

Zone 4... 10,48 €

Zone 5... 13,40 €

Indemnité de trajet

Zone 1... 1,41 €

Zone 2... 2,42 €

Zone 3... 4,00 €

Zone 4... 5,64 €

Zone 5... 7,05 €

Pour les départements Aisne, Oise et Somme, à compter du 1^{er} janvier 2019

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 10,80 €

Indemnité de transport

Zone 1... 1,60 €

Zone 2... 4,70 €

Zone 3... 7,50 €

Zone 4... 10,30 €

Zone 5... 13,00 €

Indemnité de trajet

Zone 1... 1,41 €

Zone 2... 2,81 €

Zone 3... 4,23 €

Zone 4... 5,64 €

Zone 5... 7,05 €

Article 3

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 4

Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Avenant n° 4 du 10 décembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du 1^{er} janvier 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Hauts de France ;

FFB Hauts de France ;
Fédération Nord des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Hauts de France ;
Union régionale CFDT Construction - Bois Hauts de France ;
Union régionale UNSA.
Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de repas, de transport et de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique de la nouvelle région, avec une convergence applicable au 1^{er} janvier 2020.

Article 2

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme) à compter du 1^{er} janvier 2020

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 11 €

Indemnité de transport

Zone 1 : 2,17 €

Zone 2 : 5,16 €

Zone 3 : 7,98 €

Zone 4 : 10,48 €

Zone 5 : 13,40 €

Indemnité de trajet

Zone 1 : 1,41 €

Zone 2 : 2,81 €

Zone 3 : 4,23 €

Zone 4 : 5,64 €

Zone 5 : 7,05 €

Article 3 **Durée de validité de l'accord**

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 4 **Dispositions spécifiques**

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5 **Dépôt**

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Avenant n° 5 du 8 décembre 2021

[Étendu par arr. 31 mars 2022, JO 11 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Hauts de France ;

FFB Hauts de France ;

Fédération Nord des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BTP FO Hauts de France ;

Union régionale CFDT Construction - Bois Hauts de France ;

Union régionale UNSA ;

CGT.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

Article 2

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme) à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas est fixée à 12 €

Indemnité de transport :

Zone	Transport
1	2,28 €
2	5,42 €
3	8,38 €
4	11,00 €
5	14,07 €

Indemnité de trajet :

Zone	Trajets
1	1,45 €
2	2,90 €
3	4,35 €
4	5,81 €
5	7,26 €

Article 3

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 4

Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Accord n° 6 du 22 septembre 2022

[Étendu par arr. 12 déc. 2022, JO 27 déc., applicable à compter du 1^{er} oct. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;

FFB HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT ;
UNSA ;
FO BTP HDF ;
CFDT HDF.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

Article 2

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme) à compter du 1^{er} octobre 2022 :

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas est fixée à 12 €

Indemnité de transport

zone	Transport
1	2,32 €
2	5,53 €
3	8,55 €
4	11,22 €
5	14,35 €

Indemnité de trajet

zone	Trajet
1	1,45 €
2	2,90 €
	4,35 €

zone	Trajet
4	5,81 €
5	7,26 €

Article 3 Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} octobre 2022.

Article 4 Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5 Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Avenant n° 7 du 19 décembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment Hauts de France ;

Union régionale CAPEB Hauts de France ;

Fédération régionale SCOP BTP Nord.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

UNSA.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte, à ce stade, de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les

Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région des Hauts de France.

Article 2

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme) à compter du 1^{er} janvier 2023 :

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas est fixée à 13 €

Indemnité de transport :

Indemnités transport	
Zone 1	2,44 €
Zone 2	5,80 €
Zone 3	8,97 €
Zone 4	11,79 €
Zone 5	15,07 €

Indemnité de trajet :

Indemnités trajet	
Zone 1	1,49 €
Zone 2	2,99 €
Zone 3	4,48 €
Zone 4	5,98 €
Zone 5	7,48 €

Article 3

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 4

Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Accord du 22 novembre 2023

[Étendu par arr. 22 févr. 2024, JO 16 mars, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Nord ;

CAPEB HDF ;
FFB HDF.
Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;
FO BTP HDF ;
CFDT HDF.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme,)

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 14 €

Indemnité de transport et indemnité de trajet

au 1 ^{er} janvier 2024	Indemnité de Transport	Indemnité de Trajet
Zone 1	2,64 €	1,55 €
Zone 2	6,26 €	3,11 €
Zone 3	9,69 €	4,66 €
Zone 4	12,73 €	6,22 €
Zone 5	16,28 €	7,78 €

Article 3

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 4

Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, du plein Emploi et de

l'Insertion.

Accord du 25 novembre 2024

[Étendu par arr. 25 févr. 2025, JO 18 mars , applicable à compter du 1^{er} janvier 2025]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB HDF ;

FFB HDF ;

SCOP BTP HDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO BTP HDF ;

CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région

Pour la région des Hauts de France (départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme,)

Indemnité de repas :

L'indemnité de repas est fixée à 14 €

Indemnité de transport et indemnité de trajet :

au 1 ^{er} janvier 2025	Indemnité de Transport	Indemnité de Trajet
Zone 1	2,64 €	1,55 €
Zone 2	6,26 €	3,11 €
Zone 3	9,69 €	4,66 €
Zone 4	12,73 €	6,22 €
Zone 5	16,28 €	7,78 €

Article 3

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu à durée indéterminée. Il est applicable exclusivement à compter du 1^{er} janvier 2025.

Article 4

Dispositions spécifiques

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un

statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Dépôt

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail de Paris et au Greffe du Conseil de Prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

Convergence des salaires et des indemnités de petits déplacements

(Voir Convention Collective «Bâtiment Ouvriers (entreprises occupant plus de dix salariés)», Convergence des salaires et des indemnités de petits déplacements))

Île-de-France (Hors Seine-et-Marne)

Salaires

Avenant n° 34 du 5 décembre 2017

[Étendu par arr. 4 janv. 2019, JO 19 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF ;

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois.

Article 1er

En application de l'article IV.8 du Titre I de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par l'article 1^{er} des Clauses Générales, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les revalorisations des salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Île-de-France (hors Seine et Marne).

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté

— à compter du 1^{er} janvier 2018

— la valeur du point (VP) à : 7,92

— la partie fixe (PF) à : 312 pour le coefficient 150.

— la partie fixe (PF) à : 163,60 pour le coefficient 170.

— la partie fixe (PF) à : 114,80 pour le coefficient 185.

— la partie fixe (PF) à : 71,80 pour le coefficient 210.

— la partie fixe (PF) à : 43,40 pour le coefficient 230.

— la partie fixe (PF) à : 3 pour le coefficient 250.

— la partie fixe (PF) à : 31,60 pour le coefficient 270.

Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h. hebdo.)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 500

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h. hebdo.)
- Position 2	170	1 510
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 580
Niveau III - Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 735
- Position 2	230	1 865
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	1 983
- Position 2	270	2 170

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Avenant n° 2 du 4 décembre 2018

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Grand Paris ;

FFB IDF - Yvelines - Essonne - Val d'Oise ;

Fédération IDF, Haute Normandie, Centre SCOP BTP ;

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;

URCB CFDT IDF ;

FG FO Bâtiment - Travaux Publics - Bois ;

UFIC UNSA.

Les partenaires sociaux de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (hors Seine et Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du Travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région conformément à l'article I-3 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont arrêté :

À compter du 1^{er} janvier 2019

- La valeur du point VP à : 8,04 €
- La partie fixe (PF) à : 329,00 € pour le coefficient 150
- La partie fixe (PF) à : 178,20 € pour le coefficient 170
- La partie fixe (PF) à : 122,60 € pour le coefficient 185
- La partie fixe (PF) à : 61,60 € pour le coefficient 210
- La partie fixe (PF) à : 45,80 € pour le coefficient 230
- La partie fixe (PF) à : 10,00 € pour le coefficient 250
- La partie fixe (PF) à : 39,20 € pour le coefficient 270

Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaires Mensuels Minima (pour 35 h. hebdo.)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 535 €
- Position 2	170	1 545 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 610 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 750 €
- Position 2	230	1 895 €
Niveau IV - Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 020 €
- Position 2	270	2 210 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Avenant n° 3 du 3 décembre 2019

[Étendu par arr. 6 août 2020, JO 5 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;

CAPEB IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF.

Les partenaires sociaux de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales des ouvriers du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ce champ.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (hors Seine et Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région conformément à l'article I-4 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1992 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème de salaires minima des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2020.

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 565 €
- Position 2	170	1 575 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 635 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 780 €
- Position 2	230	1 920 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 040 €
- Position 2	270	2 235 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation

Avenant n° 4 du 14 décembre 2020

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF.

Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du Bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République Française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minimas salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.

Dans ce cadre, les Organisations Professionnelles d'employeurs et les Organisations Syndicales de salariés du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), adhérentes aux Organisations d'employeurs et de salariés représentatives au plan national, se sont réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables aux ouvriers employés dans les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (code IDCC 1596) de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), conformément à l'article 1-4 des conventions collectives nationales mentionnées ci-dessus.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème de salaires minima des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2021.

<i>Catégories professionnelles</i>	<i>Coefficient</i>	<i>Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires</i>
<i>Niveau I</i>		
<i>Ouvriers d'exécution</i>		
- Position 1	150	1585 €
- Position 2	170	1595 €
<i>Niveau II</i>		
<i>Ouvriers Professionnels</i>	185	1655 €
<i>Niveau III</i>		
<i>Compagnons Professionnels</i>		
- Position 1	210	1794 €
- Position 2	230	1935 €
<i>Niveau IV</i>		
<i>Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe</i>		
- Position 1	250	2056 €
- Position 2	270	2253 €

Article 2

Le présent accord est susceptible d'être modifié, par avenant, notamment en cas d'évolution des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles ou économiques qui nécessiteraient l'adaptation de l'une ou de plusieurs de ses dispositions.

En tout état de cause, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer ses dispositions avant le 30 juin 2021.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises des Branches du Bâtiment et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

Avenant n° 5 du 2 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF ;

SCOP BTP IDF Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du Bâtiment, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 2 décembre 2021 pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne), conformément à l'article I-4 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1992 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).

Cette négociation n'ayant pu aboutir, les partenaires sociaux, soucieux de pouvoir proposer une revalorisation des salaires minima aux ouvriers du Bâtiment d'Île-de-France (hors Seine et Marne), se sont rencontrés à nouveau et ont convenu ce qui suit.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème de salaires minima des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1636 €
- Position 2	170	1646 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1710 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1853 €

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
- Position 2	230	1987 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2112 €
- Position 2	270	2314 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue social.

Avenant n° 6 du 28 novembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF ;
FFB Paris ;
FFB IDF ;
SCOP BTP IDF Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;
URCB CFDT IDF ;
FO BTP Bois.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du Bâtiment, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 28 novembre 2022 pour négocier pour 2023, le montant des salaires minimaux applicables dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne), conformément à l'article I-4 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1992 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et ont convenu ce qui suit :

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème de salaires minima des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		

Catégories professionnelles	Coefficient	Salaire Mensuel Minima pour 35 heures hebdomadaires
- Position 1	150	1782 €
- Position 2	170	1794 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1813 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1948 €
- Position 2	230	2067 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2190 €
- Position 2	270	2396 €

Article 2

Les partenaires sociaux considérant qu'ils sont engagés par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés, estiment ainsi répondre à l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

Indemnités de petits déplacements

Avenant n° 35 du 5 décembre 2017

[Étendu par arr. 4 janv. 2019, JO 19 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF ;

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois.

Article 1

Le montant de l'indemnité de repas figurant au paragraphe a) de l'article 8 du Chapitre III du Titre III de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment est fixé à :

— 10 à compter du 1^{er} janvier 2018

Article 2

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Avenant n° 2 du 4 décembre 2018

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Grand Paris ;

FFB IDF - Yvelines Essonne - Val d'Oise ;

Fédération IDF, Haute Normandie, Centre SCOP BTP ;

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BTP IDF ;

URCB CFDT IDF ;

FG FO Bâtiment - Travaux Publies - Bois ;

UFIC UNSA.

Les partenaires sociaux de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (hors Seine et Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du Travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités applicables dans la région conformément à l'article I-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le montant de l'indemnité pour les ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) à :

10,20 € à compter du 1^{er} janvier 2019

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 ; D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent avenant

sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations collectives du travail et remis au Secrétaire du Greffe du Conseil des Prud'hommes.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Avenant n° 3 du 3 décembre 2019

[Étendu par arr. 6 août 2020, JO 5 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;

CAPEB IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF.

Les partenaires sociaux de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ce champ. Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Île-de-France (hors Seine et Marne), adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région conformément à l'article I-3 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).

Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le montant de l'indemnité de repas applicable aux ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) à :

10,30 € à compter du 1^{er} janvier 2020

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétaire du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue social.

Avenant n° 4 du 14 décembre 2020

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UFIC-UNSA ;

URCB CFDT IDF.

Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du Bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République Française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minimas salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.

Les Organisations Professionnelles d'employeurs et les Organisations Syndicales de salariés du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), adhérentes aux Organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers employés dans les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (code IDCC 1596) de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne), conformément à l'article I-3 des conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le montant de l'indemnité de repas applicable aux ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne) à :

10,40 € à compter du 1^{er} janvier 2021

Article 2

Le présent accord est susceptible d'être modifié, par avenant, notamment en cas d'évolution des dispositions législatives, réglementaires, conventionnelles ou économiques qui nécessiteraient l'adaptation de l'une ou de plusieurs de ses dispositions.

En tout état de cause, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer ses dispositions avant le 30 juin 2021.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises des Branches du Bâtiment et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

Avenant n° 5 du 2 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF ;

FFB Paris FFB IDF ;

SCOP BTP IDF Centre

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

URCB CFDT IDF FO BTP Bois.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 2 décembre 2021 pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne), conformément à l'article I-3 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés).

Cette négociation n'ayant pu aboutir, les partenaires sociaux, soucieux de pouvoir proposer une revalorisation de

l'indemnité de repas des ouvriers du Bâtiment d'Île-de-France (hors Seine et Marne), se sont rencontrés à nouveau et ont convenu ce qui suit.

Par ailleurs, les partenaires sociaux s'entendent pour engager en 2023 une discussion relative à l'indemnité de trajet et à l'indemnité de transport.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le montant de l'indemnité de repas applicable aux ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) à :

10,60 € à compter du 1^{er} janvier 2022

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'insertion.

Avenant n° 6 du 28 novembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF ;

SCOP BTP IDF Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 28 novembre 2022 pour négocier pour 2023 le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne), conformément à l'article I-3 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et ont convenu ce qui suit :

Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,45 €	1,45 €	11 €
1B	1,95 €	1,95 €	
2	2,74 €	2,67 €	
3	4,11 €	4,06 €	
4	4,84 €	4,97 €	
5	6 €	6,20 €	

Article 2

Les partenaires sociaux considérant qu'ils sont engagés par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés, estiment ainsi répondre à l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

Indemnités de transport Avenant n° 21 du 10 avril 2009

[Étendu par arr. 4 nov. 2009, JO 11 nov.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération parisienne des SCOP bâtiment et travaux publics ;
Fédération française du bâtiment Île de France ;
Fédération française du bâtiment région Île-de-France, Yvelines, Essonne, Val d'Oise.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Bois ;
FO BTP.

Article 1

Le montant de l'indemnité de frais de transport figurant au paragraphe b) de l'article 8 du Chapitre III du Titre III de la Convention Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment est fixé à :

- Zone 1A : 1,00 euro
- Zone 1B : 1,75 euro
- Zone 2 : 2,50 euros
- Zone 3 : 3,75 euros
- Zone 4 : 4,50 euros
- Zone 5 : 5,50 euros
- Zone 6 : 6,20 euros

Article 2

Le montant de l'indemnité de trajet figurant au paragraphe c) de l'article 8 du Chapitre III du Titre III de la Conven-

tion Collective Régionale des Ouvriers du Bâtiment est fixé à :

- Zone 1A : 1,00 euro
- Zone 1B : 1,75 euro
- Zone 2 : 2,50 euros
- Zone 3 : 3,75 euros
- Zone 4 : 4,50 euros
- Zone 5 : 5,50 euros
- Zone 6 : 6,20 euros

Article 3

Ces dispositions entrent en vigueur à compter du 1^{er} mai 2009.

Article 4

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

Avenant n° 6 du 28 novembre 2022

[Étendu par arr. 13 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB IDF ;
FFB Paris ;
FFB IDF ;
SCOP BTP IDF Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;
URCB CFDT IDF ;
FO BTP Bois.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 28 novembre 2022 pour négocier pour 2023 le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne), conformément à l'article I-3 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et ont convenu ce qui suit :

Article 1

Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,45 €	1,45 €	11 €
1B	1,95 €	1,95 €	
2	2,74 €	2,67 €	
3	4,11 €	4,06 €	
4	4,84 €	4,97 €	
5	6 €	6,20 €	

Article 2

Les partenaires sociaux considérant qu'ils sont engagés par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés, estiment ainsi répondre à l'exigence de dispositions propres aux entreprises

employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

Article 4

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du Travail, le présent avenant sera adressé à la Direction générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

Indemnités des maîtres d'apprentissage Accord régional du 30 juin 2006

[Étendu par arr. 8 févr. 2007, JO 16 févr.]

Vu l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif au Maître d'Apprentissage, Formation - Certification - Charte - Indemnisation.

En contrepartie de l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés ayant obtenu le titre de Maître d'Apprentissage confirmé, les parties signataires conviennent :

Article 1

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 150 euros annuels par apprenti.

Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

— versement d'un acompte de 60 euros au bout de 6 mois.

— versement du solde à la fin du 12^{ème} mois.

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage sera déterminé au prorata du temps de présence de l'apprenti durant l'année d'apprentissage.

Article 4

Les parties conviennent de se revoir dans un délai de 12 mois au plus, pour effectuer un bilan des conditions et modalités d'application de cet accord.

Article 5

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

Île-de-France (tous départements)

Salaires

Accord du 7 novembre 2024

[Étendu par arr. 29 janv. 2025, JO 14 févr., applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

FFB Grand Paris IDF ;

FFB Région IDF 78-91-95 ;

CAPEB IDF ;

SCOP BTP IDF Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URSCB CFDT ;

FO Construction ;

UNSA.

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France comprenant tous les départements qui la composent : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise.

Article 1

Pour la région Île-de-France, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 823 €
- Position 2	170	1 835 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 876 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	2 011 €
- Position 2	230	2 133 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 260 €
- Position 2	270	2 475 €

Ces valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés.

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail et de l'Emploi.

Indemnités de petits déplacements Accord du 7 novembre 2024

[Étendu par arr. 29 janv. 2025, JO 14 févr., applicable à compter de la date de publication de l'arrêté relatif à son extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;
FFB Grand Paris IDF ;
FFB Région IDF 78-91-95 ;
CAPEB IDF ;
SCOP IDF Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URSCB CFDT IDF ;
FO Construction ;
UNSA.

Article 1

Afin de poursuivre la mise en œuvre du processus de convergence au sein de l'Île-de-France, les partenaires sociaux décident de créer une zone circulaire complémentaire applicable dans tous les départements d'Île-de-France et ce, afin de moderniser le régime des petits déplacements en l'adaptant aux particularités géographiques et dans le constant souci d'améliorer la situation des salariés amenés à se rendre sur des chantiers notamment les plus éloignés.

En conséquence, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6). La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions Collectives Nationales. Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

Article 2

En application de l'article 1-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Île-de-France comprenant tous les départements qui la composent : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise. Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après.

Pour les départements 75, 78, 91, 92, 93, 94, 95 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,26 €	2,34 €	11,60 €
Zone 2	3,12 €	3,05 €	
Zone 3	4,63 €	4,61 €	
Zone 4	5,36 €	5,70 €	
Zone 5	6,71 €	7,20 €	
Zone 6	8,23 €	9,55 €	

Pour la Seine-et-Marne :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,54 €	2,69 €	11,60 €
Zone 2	3,44 €	3,39 €	
Zone 3	5,07 €	5,07 €	
Zone 4	5,78 €	6,33 €	
Zone 5	7,29 €	8,07 €	
Zone 6	8,23 €	9,55 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail et de l'Emploi.

Lorraine

Indemnités de maître d'apprentissage Accord du 12 décembre 2007

[Étendu par arr. 24 sept. 2008, JO 2 oct.]

Article 1

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage.

Article 2

Cette indemnité est versée selon les modalités suivantes :

2 mois après le début du contrat	30 juin mi-parcours	31 décembre de la 2 ^{ème} année	Fin du contrat	Si réussite au diplôme
70 €	70 €	70 €	70 €	120 €

Article 3

Le montant de l'indemnité est majoré de 50 % au cas où le maître d'apprentissage a en charge deux apprentis ou plus.

Article 4

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

Nord - Pas-de-Calais

Indemnité du maître d'apprentissage confirmé Accord du 8 décembre 2008

[Étendu par arr. 15 mai 2009, JO 21 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2009]

Vu l'article 3 de l'accord national du 13 juillet 2004 relatif «à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, il a été convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'appren-

tissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Nord - Pas-de-Calais visées et non visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés et celles occupant plus de 10 salariés)

Article 1er

Les salariés concernés titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé bénéficient d'une indemnité versée par leur employeur pendant la durée de l'apprentissage.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 450 euros pendant la durée du contrat d'apprentissage suivi par le Maître d'Apprentissage Confirmé.

Article 3

Les modalités du versement de cette indemnité par l'employeur du Maître d'Apprentissage Confirmé sont échelonnées de la manière suivante :

- 200 euros à la fin du 6^{ème} de l'apprentissage
- 200 euros le premier mois de la deuxième année d'apprentissage
- 50 euros si le titulaire du contrat d'apprentissage suivi par le Maître d'apprentissage confirmé obtient son diplôme.

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage ou en cas de départ du Maître d'apprentissage confirmé de l'entreprise, le montant de l'indemnité versé sera calculé au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti ou de la fonction exercée.

Article 4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé au Greffe du Conseil des Prud'hommes de Tourcoing et à la Direction Générale du Travail de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

Normandie

(Se reporter aux conventions collectives régionales Basse-Normandie et Haute-Normandie)

Salaires

Accord du 29 mars 2019

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;

CAPEB Normandie ;

Fédération Ouest des SCOP du BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois ;

URD CFTC Normandie ;

FG Force Ouvrière.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel¹, les parties conviennent de déterminer les

barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

¹ Loi n° 2015-23 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord, par dérogation à l'article XII.8 des Conventions collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, et prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements du Calvados (14), de la Maturité (50) et de l'Orne (61) à compter du 1^{er} juillet 2019 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1522,50 €	10,04 €
- Position 2	170	1548,74 €	10,21 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1607,70 €	10,60 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1772,55 €	11,69 €
- Position 2	230	1904,56 €	12,56 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2058,46 €	13,57 €
- Position 2	270	2191,88 €	14,45 €

— Pour les départements de l'Eure (27) et de la Seine Maritime (76) à compter du 1^{er} juillet 2019 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1522,50 €	10,04 €
- Position 2	170	1534,90 €	10,12 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1607,70 €	10,60 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1772,55 €	11,69 €
- Position 2	230	1904,56 €	12,56 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2043,96 €	13,48 €
- Position 2	270	2175,20 €	14,34 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 14 février 2020

[Étendu par arr. 20 nov. 2020, JO 16 janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

URCB CFDT ;

UR CFTC Normandie.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel^{1er}, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

¹ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord, par dérogation à l'article XII.8 des Conventions collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, et prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— à compter du 1^{er} octobre 2020 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1545,34 €	10,19 €
- Position 2	170	1571,97 €	10,36 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1631,81 €	10,76 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1799,14 €	11,86 €
- Position 2	230	1933,13 €	12,74 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2089,34 €	13,77 €
- Position 2	270	2224,76 €	14,67 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 3 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FG FO ;

URCB CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC

1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord, par dérogation à l'article XII.8 des Conventions collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, et prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— à compter du 1^{er} Juillet 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 603,29 €	10,57 €
- Position 2	170	1 626,99 €	10,73 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 688,92 €	11,13 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 862,11 €	12,28 €
- Position 2	230	2 000,79 €	13,19 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 162,47 €	14,26 €
- Position 2	270	2 302,63 €	15,18 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 8 février 2023

[Étendu par arr. 25 avr. 2023, JO 28 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

URCB CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord, par dérogation à l'article XII.8 des Conventions collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, et prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— à compter du 1^{er} avril 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 713,29 €	11,30 €
- Position 2	170	1 736,99 €	11,45 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 798,92 €	11,86 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 972,11 €	13,00 €
- Position 2	230	2 110,79 €	13,92 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 272,47 €	14,98 €
- Position 2	270	2 412,63 €	15,91 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 22 janvier 2025

[Étendu par arr. 9 avr. 2025JO 26 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFTC ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— à compter du 1^{er} avril 2025 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 801,80 €	11,88 €
- Position 2	170	1 823,84 €	12,03 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 861,88 €	12,28 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 041,13 €	13,46 €
- Position 2	230	2 184,67 €	14,40 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 352,01 €	15,51 €
- Position 2	270	2 497,07 €	16,46 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

Indemnités de petits déplacements Accord du 29 mars 2019

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;
CAPEB Normandie ;
Fédération Ouest des SCOP du BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois ;
URD CFTC Normandie ;
FG FO.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des Indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel¹, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

¹ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements du Calvados (14), de la Manche (50) et de l'Orne (61) à compter du 1^{er} juillet 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,63 €	2,59 €	10,00 €
1B	1,63 €	2,59 €	
2	3,26 €	5,71 €	
3	4,88 €	8,57 €	
4	6,48 €	12,01 €	
5	8,15 €	15,43 €	

— Pour les départements de l'Eure (27) et de la Seine Maritime (76) à compter du 1^{er} juillet 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,11 €	2,12 €	10,00 €
1B	1,33 €	2,59 €	
2	2,53 €	5,71 €	
3	3,77 €	8,57 €	
4	5,05 €	12,01 €	
5	6,47 €	15,43 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat/Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen,

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 14 février 2020

[Étendu par arr. 20 nov. 2020, JO 16 janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

URCB CFDT ;

UR CFTC Normandie.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel², les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

² Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements du Calvados (14), de la Manche (50) et de l'Orne (61) à compter du 1^{er} octobre 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,63 €	2,59 €	10,15 €
1B	1,63 €	2,59 €	
2	3,26 €	5,71 €	
3	4,88 €	8,57 €	
4	6,48 €	12,01 €	
5	8,15 €	15,43 €	

— Pour les départements de l'Eure (27) et de la Seine Maritime (76) à compter du 1^{er} octobre 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,24 €	2,24 €	10,15 €
1B	1,41 €	2,59 €	
2	2,71 €	5,71 €	
3	4,04 €	8,57 €	
4	5,40 €	12,01 €	
5	6,89 €	15,43 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 18 février 2021

[Étendu par arr. 22 juill. 2021, JO 7 août]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

URCB CFDT ;

UR CFTC Normandie.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les

Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel¹, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

¹ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— Pour les départements du Calvados (14), de la Manche (50) et de l'Orne (61) à compter du 1^{er} juillet 2021 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,63 €	2,59 €	10,15 €
1B	1,63 €	2,59 €	
2	3,26 €	5,71 €	
3	4,88 €	8,57 €	
4	6,48 €	12,01 €	
5	8,15 €	15,43 €	

— Pour les départements de l'Eure (27) et de la Seine Maritime (76) à compter du 1^{er} juillet 2021 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
1A	1,37 €	2,36 €	10,15 €
1B	1,48 €	2,59 €	
2	2,89 €	5,71 €	
3	4,32 €	8,57 €	
4	5,76 €	12,01 €	
5	7,31 €	15,43 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 3 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FG FO ;

URCB CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel¹, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

¹ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1^{er} juillet 2022

L'indemnité de repas : 10,50 €

L'indemnité de transport :

Zones	Normandie
1	2,68 €
2	5,91 €
3	8,87 €
4	12,43 €
5	15,97 €

L'indemnité de trajet :

Zones	Eure / Seine Maritime	Calvados / Manche / Orne
1	1,56 €	1,63 €
2	3,08 €	3,26 €
3	4,60 €	4,88 €
4	6,12 €	6,48 €
5	7,73 €	8,15 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 8 février 2023

[Étendu par arr. 25 avr. 2023, JO 28 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

URCB CFDT.

Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel⁽¹⁾, les parties conviennent de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, dans le cadre de l'accord de convergence signé le 29 mars 2019.

¹ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1^{er} avril 2023

L'indemnité de repas : 11,20 €

L'indemnité de transport :

Zones	Normandie
1	2,95 €
2	6,50 €
3	9,76 €
4	13,67 €
5	17,57 €

L'indemnité de trajet :

Zones	Normandie
1	1,63 €
2	3,26 €
3	4,88 €
4	6,48 €
5	8,15 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 22 janvier 2025

[Étendu par arr. 9 avr. 2025, JO 26 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFTC ;

UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petites déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Normandie.

Article 2

Pour la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

À compter du 1^{er} avril 2025

Zones	Indemnités de Trajet	Indemnités de Transport	Indemnités de Repas
1	1,68 €	3,04 €	12,00 €
2	3,36 €	6,70 €	
3	5,03 €	10,05 €	
4	6,67 €	14,08 €	
5	8,39 €	18,10 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

Indemnités de maître d'apprentissage Accord du 28 novembre 2017

[Étendu par arr. 28 déc. 2018, JO 24 janv. 2019, applicable à compter du 1 sept 2018 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté d'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;

CAPEB Normandie ;

Fédération Ouest des SCOP du BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT ;

CFE CGC ;

UNSA Normandie.

Vu l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif au Maître d'Apprentissage (formation - certification - charte - indemnisation),

Vu l'accord régional du 3 mai 2007 relatif à l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage par les salariés de Basse-Normandie, titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé,

Vu l'accord régional du 2 novembre 2010 relatif à l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage par les salariés de Haute-Normandie, titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé,

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés ont convenu les mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage ayant effectivement en charge un apprenti en formation :

Article 1

Le montant de l'indemnité versée en contrepartie de l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés ayant obtenu le titre de Maître d'Apprentissage Confirmé est appliqué comme suit, pour l'ensemble des contrats d'apprentissage conclus à compter du 1^{er} septembre 2018 :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 1 an	
6 mois après le début du contrat	à la fin du contrat
125	125

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans	
Année 1 : 6 mois après le début du contrat	Année 2 : à la fin du contrat
250	250

Lorsque l'exercice de la fonction est interrompu par la rupture du contrat d'apprentissage, et ce quelle qu'en soit la cause, l'indemnité est calculée au prorata du nombre de mois pendant lequel la fonction a été exercée.

Article 2

Le présent accord se substitue de plein droit aux accords régionaux précités du 3 mai 2007 et du 2 novembre 2010 portant sur le même objet, ainsi qu'à tous leurs avenants, signés selon le cas par les partenaires sociaux du Bâtiment de l'ancienne région Basse-Normandie ou ceux de l'ancienne région Haute-Normandie, qu'il annule et remplace.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à la date indiquée à l'article 1 sous réserve de la publication au Journal Officiel de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

Convergence de la négociation salariale et l'indemnisation des petits déplacements *Accord du 29 mars 2019*

[Non étendu, applicable à compter de sa date de signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Normandie ;

CAPEB Normandie ;

Fédération Ouest des SCOP du BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois ;

URD CFTC Normandie ;

FG Force Ouvrière ;

CFECCBTP.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les organisations professionnelles d'employeurs représentatives et les organisations syndicales de salariés représentatives de la région Normandie, réunies le 29 mars 2019 à Caen sont convenues de déterminer un accord de convergence, d'une part, en matière de salaires mensuels minimaux pour les ouvriers et les ETAM et d'autre part, en matière d'indemnités de petits déplacements pour les seuls ouvriers.

Article 1

En application de l'article XII.8 et de l'article 1-4 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés (IDCC 1597), pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment de la région Normandie, occupant jusqu'à 10 et de plus de 10 salariés, les parties signataires du présent accord ont décidé d'aboutir à une convergence des barèmes de salaires mensuels minimaux en vigueur en Basse-Normandie et Haute-Normandie suivant les modalités indiquées dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Accords étendus pour atteindre la convergence des barèmes Basse-Normandie et Haute-Normandie en vigueur portant sur le salaire mensuel minimal pour 35 heures
Niveau I		
Ouvriers d'exécution :		

<i>Catégorie professionnelle</i>	<i>Coefficient</i>	<i>Accords étendus pour atteindre la convergence des barèmes Basse-Normandie et Haute-Normandie en vigueur portant sur le salaire mensuel minimal pour 35 heures</i>
- Position 1	150	1 accord : 2019
- Position 2	170	2 accords : 2019-2020
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	Convergence effective
Niveau III		
Compagnons Professionnels :		
- Position 1	210	Convergence effective
- Position 2	230	
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes :		
- Position 1	250	2 accords : 2019-2020
- Position 2	270	2 accords : 2019-2020

Article 2

En application de l'article 3.2.2 de la convention collective nationale des ETAM du 12 juillet 2006 et de l'article 5 de l'accord national du 26 septembre 2007, pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée des ETAM des entreprises du bâtiment de la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont décidé d'aboutir à une convergence des barèmes de salaires mensuels minimaux en vigueur en Basse-Normandie et Haute-Normandie suivant les modalités indiquées dans le tableau ci-après:

<i>Catégorie professionnelle</i>	<i>Accords étendus pour atteindre la convergence des barèmes Basse-Normandie et Haute-Normandie en vigueur portant sur le salaire mensuel minimal pour 35 heures</i>
Niveau A	3 accords : 2019-2020-2021
Niveau B	3 accords : 2019-2020-2021
Niveau C	3 accords : 2019-2020-2021
Niveau D	3 accords : 2019-2020-2021
Niveau E	1 accord : 2019
Niveau F	1 accord : 2019
Niveau G	Convergence effective
Niveau H	3 accords : 2019-2020-2021

Article 3

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés (IDCC 1596) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés (IDCC 1597), pour la convergence des indemnités de petits déplacements des ouvriers des entreprises du bâtiment de la région Normandie, les parties signataires du présent accord ont décidé d'aboutir à une convergence des barèmes des indemnités de petits déplacements en vigueur en Basse-Normandie et Haute-Normandie suivant les modalités indiquées ci-dessous :

- Le montant de l'indemnité de repas est déjà identique pour la Région Normandie.
- Pour les indemnités de trajet, la convergence devra être effective au plus tard au 31 décembre 2023, soit 5 accords étendus.

• Pour les indemnités de transport, la convergence est déjà obtenue de la zone 1B à la zone 5 ; seule la convergence du montant de la zone 1A devra être effective au plus tard au 31 décembre 2023.

Article 4

Cet accord entrera en vigueur à la date de signature.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Caen.

Nouvelle Aquitaine

Salaires

Accord du 29 mars 2018

[Étendu par arr. 3 janv. 2019, JO 23 janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB ;

Fédération régionale des SCOP du BTP ;

FFB Nouvelle-Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP CFTC du Bâtiment Nouvelle-Aquitaine ;

CFDT Construction Bois Nouvelle-Aquitaine.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, et de l'Accord National signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Nouvelle-Aquitaine se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel⁽¹⁾, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1

⁽¹⁾ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

^{er} mai 2020.

Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle-Aquitaine comme indiqué dans les tableaux ci-après :

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64)

Barème applicable à compter du 1^{er} mai 2018

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.500,00 €	9,89 €
- Position 2	170	1.539,52 €	10,15 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.630,45 €	10,75 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.782,96 €	11,76 €
- Position 2	230	1.915,17 €	12,63 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.075,02 €	13,68 €
- Position 2	270	2.202,25 €	14,52 €

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87)

Barème applicable à compter du 1^{er} mai 2018

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.500,00 €	9,89 €
- Position 2	170	1.539,52 €	10,15 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.630,45 €	10,75 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.779,43 €	11,73 €
- Position 2	230	1.901,00 €	12,53 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.043,59 €	13,47 €
- Position 2	270	2.162,10 €	14,26 €

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86)

Barème applicable à compter du 1^{er} mai 2018

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.500,00 €	9,89 €
- Position 2	170	1.528,62 €	10,08 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.577,68 €	10,40 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.749,49 €	11,53 €
- Position 2	230	1.889,69 €	12,46 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
- Position 1	250	2.043,59 €	13,47 €
- Position 2	270	2.179,62 €	14,37 €

Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

Accord du 28 mars 2019

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 31 oct.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale des SCOP du BTP ;
FFB Nouvelle-Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP CFTC du Bâtiment Nouvelle-Aquitaine ;
CFDT Construction Bois Nouvelle-Aquitaine ;
FO Construction.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret, du 1^{er} mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, et de l'Accord National signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les Organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Nouvelle-Aquitaine se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel⁽¹⁾, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1

(1) Loi n° 2015-29 du 15 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

^{er} mai 2020.

Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle-Aquitaine comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64)

Barème applicable à compter du 1^{er} juillet 2019

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.530,00 €	10,09 €
- Position 2	170	1.570,31 €	10,35 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.663,06 €	10,96 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.818,62 €	11,99 €
- Position 2	230	1.953,47 €	12,88 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.116,52 €	13,95 €
- Position 2	270	2.246,30 €	14,81 €

— pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87)

Barème applicable à compter du 1^{er} juillet 2019

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.530,00 €	10,09 €
- Position 2	170	1.570,31 €	10,35 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.663,06 €	10,96 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.818,62 €	11,99 €
- Position 2	230	1.944,34 €	12,82 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.098,43 €	13,84 €
- Position 2	270	2.223,64 €	14,66 €

— pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86)

Barème applicable à compter du 1^{er} juillet 2019

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I - Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.530,00 €	10,09 €

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
- Position 2	170	1.570,31 €	10,35 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1.623,43 €	10,70 €
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.799,78 €	11,87 €
- Position 2	230	1.938,58 €	12,78 €
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.098,43 €	13,84 €
- Position 2	270	2.232,55 €	14,72 €

Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

Accord du 31 mars 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nvelle Aquitaine ;

UR CAPEB NA ;

FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC NA ;

CFDT CONSTR Bois NA ;

UFIC UNSA NA ;

FO Construction BTP ;

CGT CB AMEUBLEMT NA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, et de l'Accord National signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Nouvelle - Aquitaine.

Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle - Aquitaine comme indiqué dans le tableau ci-après :

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour tous les départements de Nouvelle-Aquitaine

Barème applicable à compter du 1^{er} juin 2021

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.554,58 €	10,25 €
- Position 2	170	1.593,86 €	10,50 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1.688,01 €	11,13 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.845,90 €	12,17 €
- Position 2	230	1.982,77 €	13,07 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.148,27 €	14,16 €
- Position 2	270	2.279,99 €	15,03 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

Accord du 5 avril 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 27 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nouvelle Aquitaine ;
UR CAPEB NA ;
FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC NA ;
CFDT CONSTR Bois NA ;
FO Construction BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC

1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), et de l'Accord National signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies afin de déterminer les Salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle-Aquitaine comme indiqué dans le tableau ci-après :

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour tous les départements de Nouvelle-Aquitaine

Barème applicable à compter du 1^{er} juin 2022

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.645,58 €	10,85 €
- Position 2	170	1.686,30 €	11,12 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1.747,09 €	11,52 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.910,51 €	12,59 €
- Position 2	230	2.052,17 €	13,53 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2.223,46 €	14,66 €
- Position 2	270	2.359,79 €	15,56 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

Accord du 20 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Entreprises ≤ 10 salariés :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine ;
FFB Nouvelle Aquitaine ;
FR SCOP BTP Nouvelle Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;
CFDT Construction Bois Nouvelle Aquitaine ;
UFIC UNSA Nouvelle Aquitaine
Entreprises > 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine
FFB Nouvelle Aquitaine
FR SCOP BTP Nouvelle Aquitaine

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;
CFDT Construction Bois Nouvelle Aquitaine ;
BATI-MAT-TP CFTC Nouvelle Aquitaine.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle - Aquitaine.

Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Nouvelle - Aquitaine comme indiqué dans le tableau ci-après :

pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment pour tous les départements de Nouvelle-Aquitaine

Barème applicable à compter du 1^{er} septembre 2023

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution			
- Position 1	150	1.747,24 €	11,52 €
- Position 2	170	1.800,32 €	11,87 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1.853,41 €	12,22 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1.995,98 €	13,16 €
- Position 2	230	2.144,61 €	14,14 €
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire minimal
- Position 1	250	2.312,97 €	15,25 €
- Position 2	270	2.454,02 €	16,18 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

Indemnités de petits déplacements

Accord du 29 mars 2018

[Étendu par arr. 8 avr. 2019, JO 16 avr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB ;

Fédération régionale des SCOP du BTP ;

FFB Nouvelle-Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP CFTC du Bâtiment Nouvelle-Aquitaine ;

CFDT Construction Bois Nouvelle-Aquitaine ;

UFIC-UNSA Nouvelle-Aquitaine.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'Article I-31 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel⁽¹⁾, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1

⁽¹⁾ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

^{er} mai 2020.

Article 2

Pour la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64), à compter du 1^{er} mai 2018

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	9,50 €	0,59 €	0,83 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	2,23 €
Zone 2		3,21 €	4,74 €
Zone 3		4,41 €	7,81 €
Zone 4		5,79 €	10,47 €
Zone 5		7,32 €	13,61 €

pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87), à compter du 1^{er} mai 2018

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,49 €	0,72 €	0,83 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	1,75 €
Zone 2		3,33 €	4,85 €
Zone 3		4,74 €	8,05 €
Zone 4		6,16 €	11,30 €
Zone 5		7,61 €	14,52 €

pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86), à compter du 1^{er} mai 2018

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	9,40 €	0,72 €	0,83 €
Sous-zone 1 B		1,25 €	1,75 €
Zone 2		2,50 €	3,65 €
Zone 3		3,90 €	5,79 €
Zone 4		5,26 €	8,34 €
Zone 5		6,92 €	11,18 €

Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

Accord du 28 mars 2019

[Étendu par arr. 17 sept. 2020, JO 31 oct.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale des SCOP du BTP ;

FFB Nouvelle-Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP CFTC du Bâtiment Nouvelle-Aquitaine ;

CFDT Construction Bois Nouvelle-Aquitaine ;

UFIC-UNSA Nouvelle-Aquitaine ;

FO Construction.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application de l'Article I-31 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine applicables à compter du 1^{er} juillet 2019

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel⁽¹⁾, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1

(1) Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

^{er} mai 2020.

Article 2

Pour la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

— pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64), à compter du 1^{er} juillet 2019

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-Zone 1 A	10,00 €	0,72 €	0,85 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	2,23 €
Zone 2		3,33 €	4,85 €
Zone 3		4,52 €	7,89 €
Zone 4		5,91 €	10,75 €
Zone 5		7,42 €	13,91 €

— pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87), à compter du 1^{er} juillet 2019

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,50 €	0,72 €	0,85 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	1,91 €
Zone 2		3,33 €	4,85 €
Zone 3		4,74 €	8,05 €
Zone 4		6,16 €	11,30 €
Zone 5		7,61 €	14,52 €

— pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86), à compter du 1^{er} juillet 2019

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1A	10,00 €	0,72 €	0,85 €
Sous-zone 1 B		1,37 €	1,91 €
Zone 2		2,77 €	4,05 €
Zone 3		4,18 €	6,54 €
Zone 4		5,56 €	9,33 €
Zone 5		7,15 €	12,29 €

Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

Accord du 31 mars 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nvelle Aquitaine ;

UR CAPEB NA ;

FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC NA ;

CFDT CONSTR Bois NA ;

UFIC UNSA NA ;

FO construction BTP ;

CGT CB AMEUBLEMT NA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application de l'Article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle - Aquitaine applicables à compter du 1^{er} juin 2021.

Article 2

Pour tous les départements de la région Nouvelle - Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :¹

¹ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,50 €	0,72 €	0,85 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	2,23 €
Zone 2		3,33 €	4,85 €
Zone 3		4,74 €	8,05 €
Zone 4		6,16 €	11,30 €
Zone 5		7,61 €	14,52 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

Accord du 5 avril 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 27 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nouvelle Aquitaine ;

UR CAPEB NA ;

FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC NA ;

CFDT CONSTR Bois NA ;

FO Construction BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application de l'Article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine applicables à compter du 1^{er} juin 2022

Article 2

Pour tous les départements de la région Nouvelle-Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

¹ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,80 €	0,72 €	0,88 €
Sous-zone 1 B		1,62 €	2,32 €
Zone 2		3,33 €	5,04 €
Zone 3		4,74 €	8,37 €
Zone 4		6,16 €	11,75 €
Zone 5		7,61 €	15,10 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

Accord du 20 juin 2023

[Étendu par arr. 16 oct. 2023, JO 20 oct.]

Signataires :

Entreprises ≤ 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine ;

FFB Nouvelle Aquitaine ;

FR SCOP BTP Nouvelle Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Construction Bois Nouvelle Aquitaine ;

UFIC UNSA Nouvelle Aquitaine.

Entreprises > 10 salariés :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB Nouvelle Aquitaine ;

FFB Nouvelle Aquitaine ;

FR SCOP BTP Nouvelle Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Construction Bois Nouvelle Aquitaine ;

BATI-MAT-TP CFTC Nouvelle Aquitaine ;

CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application de l'Article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment, en date du 8 Octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars

1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montants des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Nouvelle - Aquitaine applicables à compter du 1^{er} septembre 2023

Article 2

Pour tous les départements de la région Nouvelle - Aquitaine, les parties signataires du présent accord, ont fixé le barème des Indemnités de Petits Déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :¹

¹ Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Zones	Indemnité de repas	Indemnité de trajet	Indemnité de transport
Sous-zone 1 A	10,80 €	0,73 €	0,88 €
Sous-zone 1 B		1,65 €	2,32 €
Zone 2		3,40 €	5,04 €
Zone 3		4,83 €	8,37 €
Zone 4		6,28 €	11,75 €
Zone 5		7,76 €	15,10 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Bordeaux.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

Indemnité Maître d'Apprentissage Confirmé Accord du 29 mars 2018

[Étendu par arr. 20 déc. 2018, JO 23 déc., applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1^{er} juin 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UR CAPEB NA ;

FFB NA ;

SCOP BTP Océan Bois.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC NA ;

BATI MAT TP CFTC NA ;

CFDT CONSTR Bois NA ;

UFIC UNSA NA.

Il a été convenu ce qui suit :

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage dans le Bâtiment et les Travaux Publics, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit,

— soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,

— soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,
Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage qui renvoie la négociation paritaire du montant de cette indemnité au niveau régional, en application de :

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés),

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la Région Nouvelle-Aquitaine se sont réunies le 29 mars 2018 et ont déterminé les montants et modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage, titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé, comme suit :

170 € par année de contrat d'apprentissage,

Le versement de l'indemnité au maître d'apprentissage n'est pas soumis à la condition d'obtention par l'apprenti, de son diplôme.

Si le maître d'apprentissage forme deux ou plusieurs apprentis il percevra une indemnité supplémentaire de :

70 € par année de contrat d'apprentissage pour le second apprenti

25 € par année de contrat d'apprentissage pour le troisième apprenti

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti. Les versements de la prime seront effectués à date anniversaire du début du contrat.

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1^{er} juin 2018.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes de Bordeaux.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement.

Accord du 31 mars 2021

[Étendu par arr. 19 nov. 2021, JO 21 déc., applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1^{er} juin 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nvelle Aquitaine ;

UR CAPEB NA ;

FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC Nelle Aquit. ;

BATI MAT TP CFTC NA ;

CFDT CONSTR Bois NA ;

UFIC UNSA NA ;

FO Construction BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage dans le Bâtiment et les Travaux Publics, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit,

— soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,

— soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage qui renvoie la négociation paritaire du montant de cette indemnité au niveau régional, en application de :

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés),

les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 31 mars 2021, pour négocier, en tant compte de l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'Apprentissage Confirmé applicables dans la région Nouvelle-Aquitaine, conformément à l'article I-3 de la Convention collective des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596), titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé, comme suit :

220 € par année de contrat d'apprentissage,

Le versement de l'indemnité au maître d'apprentissage n'est pas soumis à la condition d'obtention par l'apprenti, de son diplôme.

Si le maître d'apprentissage forme deux ou plusieurs apprentis il percevra une indemnité supplémentaire de :

100 € par année de contrat d'apprentissage pour le second apprenti

60 € par année de contrat d'apprentissage pour le troisième apprenti

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée du contrat effectué par l'apprenti. Les versements de la prime seront effectués à date anniversaire du début du contrat.

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1^{er} juin 2021.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes de Bordeaux.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement.

Avenant n° 1 du 10 juin 2021

[Étendu par arr. 19 nov. 2021, JO 21 déc.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Nvelle Aquitaine ;

UR CAPEB NA ;

FR SCOP BTP NA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC Nelle Aquit. ;

BATI MAT TP CFTC NA ;

CFDT CONSTR Bois NA ;

UFIC UNSA NA ;

FO Construction BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

En application de l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage dans le Bâtiment et les Travaux Publics, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit,

— soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,

— soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,

Vu l'Article 3 de l'Accord Paritaire National du 13 juillet 2004 relatif à «la Formation, la Certification, la Charte, et l'Indemnisation» des Maîtres d'Apprentissage qui renvoie la négociation paritaire du montant de cette indemnité au niveau régional, en application de :

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)

— l'article I-3 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le Décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés),

les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies le 31 mars 2021, pour négocier, les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'Apprentissage Confirmé applicables dans la région Nouvelle-Aquitaine, conformément à l'article I-3 de la Convention collective des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596), titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé

Article 2

Les parties signataires sont convenues les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'Apprentissage Confirmé tel que figurant dans l'accord du 31 mars 2021 joint au présent avenant.

Article 3

En complément de l'accord du 31 mars 2021, les parties signataires s'accordent que compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés.

En conséquence de quoi, les parties signataires réitèrent leur demande d'extension formalisée le 29 avril 2021, relatif à l'accord paritaire régional du 11 novembre 2020 concernant l'Indemnité spécifique à verser par les entreprises à leur(s) salarié(s) Titulaire(s) du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé.

Occitanie

Salaires

Accord du 10 mai 2019

[Étendu par arr. 13 mars 2020, JO 20 mars, applicable à compter du 1^{er} juin 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SGOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

BATI MAT TP CFTC.

Article 1er

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597) et les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 10 mai 2019 et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence fixé par accord du 2 février 2017 au 1^{er} janvier 2021.

Article 2

Par accord en date du 10 mai 2019, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment, applicable au 1^{er} juin 2019, comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, pour les entreprises le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 522.77	10.04
- Position 2	170	1 548.55	10.21
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 644.10	10.84

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 800.32	11.87
- Position 2	230	1 941.38	12.80
Niveau IV - Maître ouvrier ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 074.85	13.68
- Position 2	270	2 220.45	14.64

Dans les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne, pour les entreprises le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I - Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 522.77	10.04
- Position 2	170	1 548.55	10.21
Niveau II - ouvriers professionnels	185	1 644.10	10.84
Niveau III - Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 800.32	11.87
- Position 2	230	1 941.38	12.80
Niveau IV - Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 074.85	13.68
- Position 2	270	2 202.25	14.52

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 5 mars 2020

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant extension de l'avenant régional IPD n° 2 à la CCN des ouvriers du Bâtiment signé le 22 février 2019, soit le 1^{er} juin 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

UR CAPEB Occitanie ;

Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

CFDT ;

BATI MAT TP CFTC.

Mod. par Avenant 31 juill. 2020, étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1^{er} juill. 2020⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

UR CAPEB Occitanie ;

Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

CFDT ;

BATI MAT TP CFTC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajuste à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence fixe par accord du 2 février 2017 au 1^{er} janvier 2021.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1547.03	10.20
- Position 2	170	1574.33	10.38
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 669.89	11.01

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1829.14	12.06
- Position 2	230	1973.23	13.01
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 108.21	13.90
- Position 2	270	2 255.33	14.87

Pour les départements : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1547.03	10.20
- Position 2	170	1574.33	10.38
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1669.89	11.01
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1829.14	12.06
- Position 2	230	1973.23	13.01
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2108.21	13.90
- Position 2	270	2 255.33	14.87

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Mod. par Avenant 31 juill. 2020, étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1^{er} juill. 2020⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

UR CAPEB Occitanie ;

Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

CFDT ;

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter 1^{er} juillet 2020.

Accord du 4 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

BATI MAT TP CFTC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1^{er} avril 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaires mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 612.25	10.63
- Position 2	170	1 627.42	10.73
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 726.00	11.38

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 891.32	12.47
- Position 2	230	2 039.96	13.45
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 179.50	14.37
- Position 2	270	2 332.69	15.38

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 7 octobre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;
CAPEB Occitanie ;
SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;
CFDT ;
FO.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhèrent

rentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1^{er} décembre 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 688.09	11.13
- Position 2	170	1 703.25	11.23
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 768.47	11.66
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 938.34	12.78
- Position 2	230	2 091.53	13.79
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 234.10	14.73
- Position 2	270	2 390.32	15.76

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 7 avril 2023

[Étendu par arr. 18 juill. 2023, JO 22 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1^{er} juin 2023 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 756.34	11.58
- Position 2	170	1 771.50	11.68
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 821.55	12.01
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 995.98	13.16
- Position 2	230	2 153.71	14.20
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 278.08	15.02
- Position 2	270	2 438.85	16.08

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 16 février 2024

[Étendu par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai]

Signataires :

Signataires (entreprises < ou = à 10 salariés)

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

CFDT.

Signataires (entreprises > à 10 salariés)

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFTC BATI-MAT - TP ;

CFDT.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national*, (*Termes exclus par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai*) se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1^{er} mai 2024 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)	Taux horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 800.32	11.87
- Position 2	170	1 815.49	11.97
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 867.06	12.31
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 046.03	13.49
- Position 2	230	2 206.80	14.55
Niveau IV			
Maître ouvriers ou chefs d'équipe			
- Position 1	250	2 335.72	15.40
- Position 2	270	2 499.52	16.48

Ces valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés.

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion.

Indemnités de petits déplacements Avenant n° 2 du 22 février 2019

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;
UR CAPEB Occitanie ;
SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;
CFTC BATI MAT TP ;
UNSA ;
FO.

Les partenaires sociaux de la région Occitanie signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives

au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées, par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales précitées, révisées le 7 mars 2018 (IDCC 1596 et 1597), intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans la région, conformément à l'article I-4 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces barèmes d'indemnités de petits déplacements dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie. Les avenants devront aboutir à une convergence fixée par accord du 2 février 2017 au 1^{er} janvier 2023.

Article 1

Par accord en date du 22 février 2019. Les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment, applicable au 1^{er} avril 2019, comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales le pour les entreprises le barème des IPD des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

Indemnités de transport, de trajet et de repas

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,63 €	2,15 €	10,10 €
Zone 1B	1,70 €	2,43 €	
Zone 2	3,21 €	4,82 €	
Zone 3	4,30 €	7,43 €	
Zone 4	5,63 €	10,19 €	
Zone 5	6,99 €	12,95 €	

Dans les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne, pour les entreprises le barème des IPD des ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie est fixé comme suit :

Indemnités de transport, de trajet et de repas

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,27 €	1,70 €	10,25 €
Zone 1B	1,91 €	2,90 €	
Zone 2	4,06 €	5,84 €	
Zone 3	5,17 €	8,71 €	
Zone 4	6,86 €	11,55 €	
Zone 5	8,72 €	14,64 €	

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 5 mars 2020

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant extension de l'avenant régional IPD n° 2 à la CCN des ouvriers du Bâtiment signé le 22 février 2019, soit le 1^{er} juin 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;
UR CAPEB Occitanie ;
Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;
UNSA ;
CFDT ;
BATI MAT TP CFTC ;
CFE CGC BTP.

Mod. par Avenant 31 juill. 2020, étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1^{er} juill. 2020⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

*FFB Occitanie ;
UR CAPEB Occitanie ;*

Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salariés :

*FO ;
UNSA ;
CFDT ;*

BATI MAT TP CFTC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et juste à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant

les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence, par accord du 2 février 2017, au 1^{er} janvier 2023.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,65 €	2,18 €	10.40 €
Zone 1B	1,77 €	2,58 €	
Zone 2	3,46 €	5,13 €	
Zone 3	4,57 €	7,84 €	
Zone 4	6,00 €	10,65 €	
Zone 5	7,51 €	13,53 €	

Pour les départements Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,37 €	1,84 €	10.40 €
Zone 1B	1,93 €	2,93 €	
Zone 2	4,10 €	5,91 €	
Zone 3	5,23 €	8,81 €	
Zone 4	6,95 €	11,69 €	
Zone 5	8,83 €	14,82 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Mod. par Avenant 31 juill. 2020, étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1^{er} juill. 2020⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

UR CAPEB Occitanie ;

Fédération SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salariés :

FO ;

UNSA ;

CFDT ;

BATI MAT TP CFTC.

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter 1^{er} juillet 2020.

Avenant du 23 mars 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept., applicable à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension de l'avenant du 31 juillet 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

BATI MAT TP CFTC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de déterminer les barèmes des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence, par accord du 2 février 2017, au 1^{er} janvier 2023.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,65 €	2,18 €	10.50 €
Zone 1B	1,85 €	2,75 €	
Zone 2	3,78 €	5,52 €	
Zone 3	4,90 €	8,33 €	
Zone 4	6,48 €	11,17 €	
Zone 5	8,17 €	14,17 €	

Pour les départements Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,51 €	2,01 €	10.50 €
Zone 1B	1,93 €	2,93 €	
Zone 2	4,10 €	5,91 €	
Zone 3	5,23 €	8,81 €	
Zone 4	6,95 €	11,69 €	
Zone 5	8,83 €	14,82 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant extension de l'avenant interprétatif aux accords régionaux IPD minimaux relatifs aux CCN des ouvriers du Bâtiment du 5 mars 2020 signé le 31 juillet 2020.

Accord du 4 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 28 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

BATI MAT TP CFTC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1^{er} avril 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,67 €	2,20 €	11 €
Zone 1B	1,95 €	2,96 €	
Zone 2	4,15 €	5,97 €	
Zone 3	5,29 €	8,90 €	
Zone 4	7,02 €	11,80 €	
Zone 5	8,91 €	14,97 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 7 octobre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

CFDT ;

FO.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1^{er} décembre 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,71 €	2,27 €	11,50 €
Zone 1B	2,00 €	3,05 €	
Zone 2	4,25 €	6,15 €	
Zone 3	5,42 €	9,17 €	
Zone 4	7,20 €	12,15 €	
Zone 5	9,13 €	15,42 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 7 avril 2023

[Étendu par arr. 18 juill. 2023, JO 22 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;
CAPEB Occitanie ;
SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;
UNSA ;
CFDT.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours

attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1^{er} juin 2023 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	1,73 €	2,33 €	12,50 €
Zone 1B	2,02 €	3,13 €	
Zone 2	4,29 €	6,30 €	
Zone 3	5,47 €	9,40 €	
Zone 4	7,27 €	12,45 €	
Zone 5	9,22 €	15,81 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 16 février 2024

[Étendu par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai]

Signataires :

Signataires (entreprises < ou = à 10 salariés)

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

CFDT.

Signataires (entreprises > à 10 salariés)

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;
CAPEB Occitanie ;
BTP SCOP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;
CFTC BATI AMT TP ;
CFDT.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national*, (*Termes exclus par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai*) se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de la région Occitanie.

Article 2

Pour la région Occitanie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn et Tarn et Garonne ; à compter du 1^{er} mai 2024 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	2,06 €	3,19 €	13,00 €
Zone 1B	2,06 €	3,19 €	
Zone 2	4,38 €	6,43 €	
Zone 3	5,58 €	9,59 €	
Zone 4	7,42 €	12,70 €	
Zone 5	9,40 €	16,13 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion.

Indemnités des maîtres d'apprentissage ***Accord du 6 février 2018***

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

UR CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC BATI MAT TP ;

UNSA ;

CFE-CGC BTP.

En application de l'annexe à l'accord cadre de convergence signée par les partenaires sociaux le 2 février 2017, prévoyant la convergence au plus tard le 1^{er} janvier 2023,

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Occitanie s'étant réunies le 1^{er} février 2018 pour négocier les salaires et les indemnités de petits déplacements des ouvriers et des ETAM dans la Région Occitanie, à compter du 1^{er} mars 2018,

Elles sont convenues :

- Dans le cadre de la convergence des indemnités versées aux Maîtres d'apprentissage confirmés du Bâtiment, de porter pour 2018 l'indemnité à 240 € pour les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales.

- Dans le cadre de la convergence des indemnités versées aux Maîtres d'apprentissage confirmés du Bâtiment de porter pour 2018 l'indemnité à 300 € pour les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne.

Avenant n° 2 du 22 février 2019

[Étendu par arr. 9 avr. 2020, JO 15 mai]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

Union Régionale CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC BATI-MAT-TP ;

FO ;

UNSA.

Les partenaires sociaux de la région Occitanie signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment représentatives au niveau national ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les conventions collectives nationales précitées, révisées le 7 mars 2018 (IDCC 1596 et 1597), intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Occitanie à la date du 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage.

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, se sont de nouveau réunies pour négocier les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région, conformément à l'article I-5 des Conventions collectives mentionnées ci-dessus et à l'accord BTP du 13 juillet 2004 précité.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel, les parties sont convenues de transcrire ces montants et modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie. Les avenants devront aboutir à une convergence fixée par accord du 2 février 2017 au 1^{er} janvier 2023.

Article 1

— Dans le cadre de la convergence des indemnités versées aux Maîtres d'apprentissage confirmés du Bâtiment, de fixer pour 2019, par accord du 22 février 2019, l'indemnité à 260 €, à compter du 1^{er} avril 2019, pour les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales.

— Dans le cadre de la convergence des indemnités versées aux Maîtres d'apprentissage confirmés du Bâtiment, de fixer pour 2019, par accord du 22 février 2019, l'indemnité à 300 €, à compter du 1^{er} avril 2019, pour les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne.

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 4 février 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill., applicable à compter du 1^{er} avr. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

SCOP BTP Sud Ouest ;

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

BATI MAT TP CFTC ;

CFE CGC BTP.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés

tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Occitanie, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article I-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Les parties sont convenues de déterminer les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie.

Article 2

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé bénéficient du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

Article 3

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 €.

Article 4

Pour les contrats conclus à partir du 1^{er} avril 2022, l'indemnité est versée au Maître d'apprentissage confirmé chaque année.

Article 5

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1^{er} avril 2022.

Article 8

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffier du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 9

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 7 avril 2023

[Étendu par arr. 18 juill. 2023, JO 22 juill., applicable à compter du 1^{er} juin 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;

CAPEB Occitanie ;

SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC BATI-MAT TP ;

FO ;
UNSA.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions et à la détention du titre de Maître d'apprentissage confirmés applicables dans la région Occitanie, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article I-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Les parties sont convenues de déterminer les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction et à la détention du titre de Maître d'apprentissage confirmé avant le 1^{er} janvier 2019 dans le périmètre géographique de la nouvelle région Occitanie.

Article 2

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé, obtenu avant le 1^{er} janvier 2019, bénéficient du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

Article 3

Le montant de cette indemnité est fixé à 350 €.

Article 4

Pour les contrats conclus à partir du 1^{er} juin 2023, l'indemnité est versée au Maître d'apprentissage confirmé, détenteur du titre avant le 1^{er} janvier 2019, chaque année.

Article 5

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, détenteur du titre avant le 1^{er} janvier 2019, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1^{er} juin 2023.

Article 8

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 9

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 16 février 2024

[Étendu par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai, applicable à compter du 1^{er} mai 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Occitanie ;
CAPEB Occitanie ;
SCOP BTP Sud-Ouest.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC BATI MAT TP ;
CFE CGC BTP ;
CFDT ;
FO.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui plus d'un million deux cent mille salariés, employés au sein de quatre cent vingt-sept mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Occitanie, adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national*, (*Termes exclus par arr. 21 mai 2024, JO 31 mai*) se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions et à la détention du titre de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Occitanie, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Le présent accord est applicable aux salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé dans les départements suivants : Ariège, Aude, Aveyron, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Lot, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées Orientales, Tarn, Tarn et Garonne.

Article 2

Compte tenu des évolutions législatives et réglementaires résultant de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et de son décret d'application du 13 décembre 2018, seuls les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé délivré avant le 1^{er} janvier 2019 bénéficient à titre obligatoire du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

Article 3

Le montant de cette indemnité est fixé à 380 €.

Article 4

Pour les contrats conclus à partir du 1^{er} mai 2024, l'indemnité est versée au Maître d'apprentissage confirmé chaque année.

Article 5

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, détenteur du titre avant le 1^{er} janvier 2019, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée

de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du 1^{er} mai 2024.

Article 8

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Article 9

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion.

Convergence des salaires et des indemnités

(Voir Convention Collective «Bâtiment Ouvriers (entreprises occupant plus de dix salariés)», Accord-cadre du 2 février 2017)

Pays de Loire

Salaires

Avenant n° 2 du 16 novembre 2018

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la région Pays de la Loire signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celles concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Les deux conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018 pour les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est à dire occupant jusqu'à dix salariés et pour les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Pays de la Loire en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément aux articles I-3 des conventions collectives nationales du 7 mars 2018 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées d'une part, par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés, et d'autre part, non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 525.80 €	10.06 €
Position 2	170	1 544.00 €	10.18 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 613.77 €	10.64 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 809.42 €	11.93 €
Position 2	230	1 965.64 €	12.96 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 123.38 €	14.00 €
Position 2	270	2 279.60 €	15.03 €

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,836

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,955

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} Janvier 2019.

Article 4

Les parties conviennent de se réunir au mois de juin 2019 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

Article 5

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 9 novembre 2020

[Étendu par arr. 1^{er} mars 2021, JO 12 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2021 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1556,13 €	10,26 €
- Position 2	170	1574,33 €	10,38 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1645,62 €	10,85 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1841,27 €	12,14 €
- Position 2	230	2 002,04 €	13,20 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 161,30 €	14,25 €
- Position 2	270	2 322,07 €	15,31 €

Pour le coefficient 150 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 9,282

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,299

Pour le coefficient 185 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,008

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 210 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,990

Article 2

Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Application

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} Janvier 2021.

Article 4

Durée-Dénonciation-Révision-Adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Direccte. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5

Clause de rendez vous

Une fois par an, les organisations représentatives se réunissent pour engager les négociations à leur niveau.

Les parties conviennent de se réunir une fois sur la période Avril/Mai 2021 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

Article 6

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 7

Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

Accord du 25 mars 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 30 juill., applicable à compter du 1^{er} mai 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Pays de la Loire ;

URCB CFDT Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} mai 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 612,25 €	10,63 €
- Position 2	170	1 630,45 €	10,75 €
Niveau II			
Ouvriers professionnel	185	1 698,70 €	11,20 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 904,98 €	12,56 €
- Position 2	230	2 071,81 €	13,66 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 237,13 €	14,75 €
- Position 2	270	2 403,97 €	15,85 €

Pour le coefficient 150 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 9,654

Pour le coefficient 170 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 8,629

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

-
- la partie fixe (P.F.) à 164
 - la valeur du point (V.P.) à 8,294

Article 2

Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Application

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} mai 2022.

Article 4

Durée - dénonciation - révision - adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 6

Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

Accord du 7 octobre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr., applicable à compter du 1^{er} déc. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment région Pays de la Loire ;
CAPEB région Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;
CGT-FO ;
UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises

du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} décembre 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 685,05 €	11,11 €
- Position 2	170	1 703,25 €	11,23 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 748,70 €	11,53 €
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 954,98 €	12,89 €
- Position 2	230	2 121,81 €	13,99 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 287,13 €	15,08 €
- Position 2	270	2 453,97	16,18

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 10,139

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 9,058

Pour le coefficient 185 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,562

Pour le coefficient 210 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,525

Pour le coefficient 230 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,510

Pour le coefficient 250 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,490

Pour le coefficient 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 8,479

Article 2

Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Application

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} décembre 2022.

Article 4

Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 6

Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

Accord du 10 octobre 2023

[Étendu par arr. 15 janv. 2024, JO 24 janv., applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension)]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment des Pays de la Loire ;
Union régionale CAPEB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;
CGT FO ;
CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises

du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau 1			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 769,99 €	11,67 €
- Position 2	170	1 788,19 €	11,79 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 827,62 €	12,05 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 023,28 €	13,34 €
- Position 2	230	2 200,73 €	14,51 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 378,19 €	15,68 €
- Position 2	270	2 554,12 €	16,84 €

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 10,702

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 9,555

Pour le coefficient 185 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,994

Pour les coefficients 210 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,854

Ces valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés.

Article 2

Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en

matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3 **Extension et application**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'insertion.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

Article 4 **Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5 **Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Indemnités de petits déplacements **Avenant n° 2 du 16 novembre 2018**

[Étendu par arr. 13 avr. 2021, JO 19 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la région Pays de la Loire signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales, en particulier celles concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) et d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Les deux conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018 pour les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est à dire occupant jusqu'à dix salariés et pour les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région

Pays de la Loire adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de la région Pays de la Loire en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, conformément aux articles I-3 des conventions collectives nationales du 7 mars 2018 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées d'une part, par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés, et d'autre part, non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés.

Article 1

Les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	Taux horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
Position 1	150	1 525.80 €	10.06 €
Position 2	170	1 544.00 €	10.18 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 613.77 €	10.64 €
Niveau III Compagnons professionnels			
Position 1	210	1 809.42 €	11.93 €
Position 2	230	1 965.64 €	12.96 €
Niveau IV Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe			
Position 1	250	2 123.38 €	14.00 €
Position 2	270	2 279.60 €	15.03 €

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
 - la valeur du point (V.P.) à 7,836
- Pour le coefficient 170 :
- la partie fixe (P.F.) à 164
 - la valeur du point (V.P.) à 7,955

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} Janvier 2019.

Article 4

Les parties conviennent de se réunir au mois de juin 2019 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

Article 5

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 9 novembre 2020

[Étendu par arr. 1^{er} mars 2021, JO 12 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2021 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1556,13 €	10,26 €
- Position 2	170	1574,33 €	10,38 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1645,62 €	10,85 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1841,27 €	12,14 €
- Position 2	230	2 002,04 €	13,20 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
- Position 1	250	2 161,30 €	14,25 €
- Position 2	270	2 322,07 €	15,31 €

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 9,282

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,299

Pour le coefficient 185 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,008

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 210 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 7,990

Article 2 Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3 Application

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} Janvier 2021.

Article 4 Durée-Dénonciation-Révision-Adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Direccte. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5 Clause de rendez vous

Une fois par an, les organisations représentatives se réunissent pour engager les négociations à leur niveau.

Les parties conviennent de se réunir une fois sur la période Avril/Mai 2021 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

Article 6 Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 7 Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

Accord du 25 mars 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 30 juill., applicable à compter du 1^{er} mai 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Pays de la Loire ;

URCB CFDT Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} mai 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 612,25 €	10,63 €
- Position 2	170	1 630,45 €	10,75 €
Niveau II			
Ouvriers professionnel	185	1 698,70 €	11,20 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 904,98 €	12,56 €
- Position 2	230	2 071,81 €	13,66 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
- Position 1	250	2 237,13 €	14,75 €
- Position 2	270	2 403,97 €	15,85 €

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 9,654

Pour le coefficient 170 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,629

Les parties signataires du présent accord ont arrêté pour les coefficients 185 à 270 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 8,294

Article 2

Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Application

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} mai 2022.

Article 4

Durée - dénonciation - révision - adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 6

Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

Accord du 7 octobre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr., applicable à compter du 1^{er} déc. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment région Pays de la Loire ;
CAPEB région Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;
CGT-FO ;
UNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} décembre 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 685,05 €	11,11 €
- Position 2	170	1 703,25 €	11,23 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 748,70 €	11,53 €
Niveau III Compagnons professionnels			
- Position 1	210	1 954,98 €	12,89 €
- Position 2	230	2 121,81 €	13,99 €
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 287,13 €	15,08 €
- Position 2	270	2 453,97	16,18

Pour le coefficient 150 :

- la partie fixe (P.F.) à 164
- la valeur du point (V.P.) à 10,139

Pour le coefficient 170 :

— la partie fixe (P.F.) à 164
— la valeur du point (V.P.) à 9,058
Pour le coefficient 185 :
— la partie fixe (P.F.) à 164
— la valeur du point (V.P.) à 8,562
Pour le coefficient 210 :
— la partie fixe (P.F.) à 164
— la valeur du point (V.P.) à 8,525
Pour le coefficient 230 :
— la partie fixe (P.F.) à 164
— la valeur du point (V.P.) à 8,510
Pour le coefficient 250 :
— la partie fixe (P.F.) à 164
— la valeur du point (V.P.) à 8,490
Pour le coefficient 270 :
— la partie fixe (P.F.) à 164
— la valeur du point (V.P.) à 8,479

Article 2

Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Application

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} décembre 2022.

Article 4

Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 6

Extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

Accord du 10 octobre 2023

[Étendu par arr. 15 janv. 2024, JO 24 janv., applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension)]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment des Pays de la Loire ;

Union régionale CAPEB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO ;

CFTC.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des articles XII.8 et XII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les montants des salaires mensuels bruts minimaux des ouvriers du Bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Article 1

Pour la Région Pays de la Loire, les parties signataires du présent accord, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires soit 151,67 h mensuelles)	Taux horaire minimal pour 35 h hebdomadaires
Niveau I			
Ouvriers d'exécution			
- Position 1	150	1 769,99 €	11,67 €
- Position 2	170	1 788,19 €	11,79 €
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 827,62 €	12,05 €
Niveau III			
Compagnons professionnels			
- Position 1	210	2 023,28 €	13,34 €
- Position 2	230	2 200,73 €	14,51 €
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipes			
- Position 1	250	2 378,19 €	15,68 €
- Position 2	270	2 554,12 €	16,84 €

Pour le coefficient 150 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 10,702

Pour le coefficient 170 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 9,555

Pour le coefficient 185 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 8,994

Pour les coefficients 210 à 270 :

— la partie fixe (P.F.) à 164

— la valeur du point (V.P.) à 8,854

Ces valeurs doivent être adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle sont soumis les salariés concernés.

Article 2

Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière de salaires minimaux au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Extension et application

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du Plein Emploi et de l'insertion.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

Article 4

Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Indemnité du maître d'apprentissage

Accord du 20 avril 2007

[Étendu par arr. 30 oct. 2007, JO 8 nov., applicable à compter de la parution de l'arr. d'extension ou au plus tard le 1^{er} juin 2007]

Article I

Dispositions applicables au bâtiment

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'accord national du 13 juillet 2004, il est institué au niveau régio-

nal, une indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire.

Cette indemnité est due par l'employeur aux salariés titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé, dès lors qu'ils encadrent effectivement un ou plusieurs jeunes apprentis en contrat d'apprentissage.

Article II

Modalités

Le montant de l'indemnité versée au Maître d'Apprentissage Confirmé s'élève à 200 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Lorsque l'exercice de la fonction est interrompu par la rupture du contrat d'apprentissage et ceci quelle qu'en soit la cause, l'indemnité est calculée au prorata du nombre de mois pendant lequel la fonction a été exercée.

(Al. exclu de l'extension par arr. 30 oct. 2007, JO 8 nov.) Lorsque l'exercice de la fonction est interrompu par la rupture du contrat de travail du Maître d'Apprentissage Confirmé, et ceci quelle qu'en soit la cause, l'indemnité n'est pas due.

Le montant de l'indemnité est indépendant du niveau de la formation préparée en contrat d'apprentissage et de la réussite ou de l'échec à l'examen de l'apprenti.

Les modalités de versement de l'indemnité sont déterminées par l'employeur.

Article III

Extension - Date d'application - Révision

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la législation en vigueur.

Il entrera en application dès parution de l'arrêté d'extension, ou, au plus tard, le 1 juin 2007 et s'appliquera à l'ensemble des contrats signés après la première de ces deux dates.

Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au Maître d'Apprentissage Confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.

Article V

Durée - Dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

La dénonciation du présent accord par l'une des parties devra être portée à la connaissance de toutes les parties signataires par lettre recommandée avec un préavis de 3 mois.

Avenant n° 2 du 16 novembre 2018

[Étendu par arr. 29 juill. 2020, JO 5 sept., applicable dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1^{er} juill. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC BTP Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire ;

CFDT Construction Bois Pays de la Loire ;

FO Pays de la Loire.

Préambule

Les partenaires sociaux de la région Pays de la Loire signataires du présent avenant rappellent que dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018 pour les entreprises visées par

le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés, et pour les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, c'est-à-dire occupant plus de dix salariés, intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants et les modalités de versement de l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de Maître d'apprentissage confirmé, applicables aux salariés de la région Pays de la Loire à la date du 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de maître d'apprentissage confirmé pour les salariés titulaires du titre de maître d'apprentissage confirmé, dans le cadre des dispositions de l'accord du 13 juillet 2004.

Article 1

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire à 250 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités spécifiques liées à l'exercice des fonctions de maître d'apprentissage confirmé, au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives nationales susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 4

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au Maître d'Apprentissage

Confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.

Article 5

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Accord du 5 novembre 2019

[Étendu par arr. 29 mai 2020, JO 19 juin, applicable à compter du 1^{er} juill. 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;

CFE CGC BTP Pays de la Loire ;

UNSA Pays de la Loire.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

En application des dispositions de l'accord national du 13 juillet 2004, de l'article I-3 de la Convention collective nationale des ouvriers du 8 octobre 1990 et des dispositions de l'accord régional du 20 avril 2007, le montant de l'indemnité à verser aux salariés maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé est négocié au niveau régional.

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour déterminer le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage titulaires du Titre de Maître d'Apprentissage Confirmé.

Article 1

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire à 255 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Les autres dispositions de l'accord du 20 avril 2007 demeurent inchangées.

Article 2

Entreprises de moins de 50 Salariés

Compte tenu des entreprises visées par le présent accord, et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnité MAC, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Extension - date d'application - révision

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Il entrera en application pour tous les contrats conclus à compter du 1^{er} juillet 2020.

Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au Maître d'Apprentissage Confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.

Article 4

Durée - dénonciation - dépôt

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Directe. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-7 du Code du Travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Accord du 9 novembre 2020

[Étendu par arr. 1^{er} mars 2021, JO 12 mai, applicable dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1^{er} juillet 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Pays de la Loire ;
CGT FO Pays de la Loire ;
UNSA Pays de la Loire ;
CFE CGC BTP Pays de la Loire.
Il est convenu ce qui suit :

Préambule

En application des dispositions de l'accord national du 13 juillet 2004, le montant de l'indemnité à verser aux salariés Maître d'Apprentissage Confirmé est négocié au niveau régional.

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour déterminer le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage confirmé.

Article 1 Indemnité MAC

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de Maître d'Apprentissage Confirmé dans les entreprises du Bâtiment des Pays de la Loire à 260 euros par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Les autres dispositions de l'accord du 20 avril 2007 demeurent inchangées.

Article 2 Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnité MAC, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3 Extension - Date d'application

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Il entrera en application dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1^{er} juillet 2021.

Article 4 Durée-Dénonciation-Révision-Adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la Direccte. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5 Clause de rendez vous

Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au Maître d'Apprentissage Confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.

Les parties conviennent de se réunir une fois sur la période Avril/ Mai 2021 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

Article 6 Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Accord du 25 mars 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 30 juill., applicable dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1^{er} juillet 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Pays de la Loire ;

FFB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO Pays de la Loire ;

URCB CFDT Pays de la Loire.

Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Pays de la Loire, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Article 2

Les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé bénéficient du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

Article 3 Montant

Le montant de cette indemnité est fixé à 275 euros par année et par contrat d'apprentissage quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Article 4 Modalités de versement

Les modalités de versement de l'indemnité sont déterminées par l'employeur. Le montant de l'indemnité est indépendant du niveau de formation préparée en contrat d'apprentissage et de la réussite ou de l'échec à l'examen de l'apprenti

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

Article 5 Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnité MAC, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6 Extension date d'application

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail.

Il entrera en application dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1^{er} juillet 2022.

Article 7 Durée - dénonciation - révision - adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra

être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 8

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Accord du 10 octobre 2023

[Étendu par arr. 15 janv. 2024, JO 24 janv., applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération régionale du bâtiment des Pays de la Loire ;

Union régionale CAPEB Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO ;

CFTC.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de la région Pays de la Loire, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour négocier, en tenant compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les montants de l'indemnité spécifique liée à l'exercice des fonctions de Maître d'apprentissage confirmé applicables dans la région Pays de la Loire, conformément à l'article 3 de l'accord BTP du 13 juillet 2004 relatif aux maîtres d'apprentissage et à l'article 1-3 des Conventions collectives des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 (IDCC 1596 et 1597).

Article 2

Compte tenu des évolutions législatives et réglementaires résultant de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et de son décret d'application du 13 décembre 2018, seuls les salariés titulaires du titre de Maître d'apprentissage confirmé délivré avant le 1^{er} janvier 2019 bénéficient à titre obligatoire du versement d'une indemnité, dans les conditions définies ci-après, pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné.

Article 3

Montant

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 euros par année et par contrat d'apprentissage quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Article 4

Modalités de versement

Les modalités de versement de l'indemnité sont déterminées par l'employeur. Le montant de l'indemnité est indépendant du niveau de formation préparée en contrat d'apprentissage et de la réussite ou de l'échec à l'examen de l'apprenti

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage au-delà de la période d'essai, ou en cas de départ de l'entreprise du maître d'apprentissage confirmé, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction, pour le contrat d'apprentissage considéré.

Article 5

Entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnité MAC, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Extension - Date d'application

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'insertion.

Il entrera en application à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

Article 7

Durée - Dénonciation - Révision - Adhésion

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée. Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 8

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Nantes.

Picardie

Indemnités des maîtres d'apprentissage

Accord du 22 avril 2010

[Étendu par arr. 12 avr. 2011, JO 20 avr., applicable à compter du 1^{er} avr. 2010]

Vu l'article 3 de l'accord du 13 Juillet 2004 et l'avenant n° 1 du 13 Novembre 2008 relatifs à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation des maîtres d'apprentissage dans le B.TP, l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvrant droit :

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné*,
maximum de deux contrats simultanés par maître d'apprentissage
 - soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,
- les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les modalités de versement de l'indemnité au 1^{er} Avril 2010 :

Contrat sur deux ans :

2 mois après le début du contrat	au 30 juin mi-parcours	au 31 Décembre de la 2 ^{ème} année	à la fin du contrat
130,00 €	130,00 €	130,00 €	130,00 €

Contrat sur trois ans :

2 mois après le début du contrat	au 30 Juin N + 1	au 31 Décembre N + 1	au 30 Juin N + 2	au 31 Décembre N + 2	à la fin du contrat
130,00 €	130,00 €	130,00 €	130,00 €	130,00 €	130,00 €

et ont décidé qu'un bilan d'étape serait présenté en CPREF et Commission Paritaire régionale chaque année.

Conformément au Code du Travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail (DGT) Dépôt des accords collectifs à Paris 15^{ème} et un exemplaire sera remis aux Secrétariat-greffe des Conseils de Prud'hommes de Picardie.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité.

Provence-Alpes-côte d'Azur

Salaires

Accord du 22 février 2018

[Étendu par arr. 27 févr. 2019, JO 6 mars, applicable à compter du 1^{er} avr. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPACA ;

CAPEB PACA Corse ;

Fédération PACA Corse des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Régionale FO «Provence-Côte d'Azur-Corse» du Bâtiment et des Travaux Publics, Bois, Papier carton
Céramique carrière, Matériaux de construction ;

Union Régionale Construction et Bois PACA CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

En application des articles XII.8 et XII.9 de la Convention. Collective Nationale du Bâtiment du 8 Octobre 1990, concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

les parties ci-dessus désignées se sont réunies et ont déterminé le salaire mensuel minimal des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (des entreprises visées et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962) applicable dans les conditions fixées à l'article 5.

Article 2

Pour la Région Provence Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé :

Pour l'ensemble des coefficients :

— la partie fixe (PF) à : 229,46 €

— la valeur du point (VF) à : 7,73 €.

Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1 501,00 € pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
		€
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 501,00
- position 2	170	1 543,56
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	1 659,51
Niveau III - Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 852,76
- position 2	230	2 007,36
Niveau IV - Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 161,96
- position 2	270	2 316,56

Il est rappelé qu'aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC, correspondant à l'horaire appliqué.

Le taux horaire du SMIC à compter du 1^{er} janvier 2018 est de 9,88 €.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe eu Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Article 5

Cet accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} avril 2018.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Accord du 13 novembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 11 août, applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRB PACA ;

Fédération PACA Corse SCOP BTP ;

UR CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR Construction et bois PACA CFDT ;

UR UNSA PACA.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postés qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs

ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, applicable dans les conditions fixées à l'article 5.

Article 2

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé :

Pour l'ensemble des coefficients :

— la partie fixe (PF) à : 236,80 €

— la valeur du point (VP) à : 7,98 €

Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1 549,00 € pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
		€
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 549,00
- position 2	170	1 593,40
Niveau II - Ouvriers Professionnels	185	1 713,10
Niveau III - Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 912,60
- position 2	230	2 072,20
Niveau IV - Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 231,80
- position 2	270	2 391,40

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant son extension.

Accord du 1^{er} avril 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 30 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

CAPEB PACA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT URCB PACA ;

UR UNSA PACA ;

FO BTP PACAC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord, prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du 1^{er} juin 2021 :

Pour l'ensemble des coefficients :

— la partie fixe (PF) à : 239,17 €

— la valeur du point (VP) à : 8,06 €

Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire correspondant au coefficient 150 est fixé à 1.559,00 € et pour le coefficient 170 à 1.609,00 € pour un horaire de 151,67 heures mensuel.

En conséquence, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 559,00
- position 2	170	1 609,00
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1 730,27
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 931,77
- position 2	230	2 092,97
Niveau IV		
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 254,17
- position 2	270	2 415,37

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 21 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 24 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR UNSA PACA ;

FR FO PACAC ;

URCB PACA CFDT.

Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant

les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visés par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du :

1^{er} mai 2022

pour l'ensemble des coefficients :

- La partie fixe à : 246,75 €
- La valeur du point à : 8,315 €

Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire minimal correspondant au Niveau I, position 1 - Coefficient 150, pour un horaire de 151,67 heures mensuel, est fixé à 1 608,20 €.

Article 4

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 608,20 €
- position 2	170	1 660,30 €
Niveau II Ouvriers Professionnels	185	1 785,03 €
Niveau III Compagnons Professionnels		
- position 1	210	1 992,90 €
- position 2	230	2 159,20 €
Niveau IV Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 325,50 €
- position 2	270	2 491,80 €

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffé du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Accord du 20 juillet 2022

[Étendu par arr. 13 oct. 2022, JO 11 nov.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;
SCOP BTP PACA Corse ;
CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR UNSA PACA ;
FR FO PACAC ;
URCB PACA CFDT.

Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visés par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé, à compter du :

1^{er} novembre 2022

pour l'ensemble des coefficients :

- La partie fixe à : 320 €
- La valeur du point à : 8,315 €

Article 3

Par dérogation aux valeurs définies ci-dessus, le salaire minimal correspondant au Niveau I, position 1 - Coefficient 150, pour un horaire de 151,67 heures mensuel, est fixé à 1713,00 € et, au Niveau I, position 2 - Coefficient 170, pour un horaire de 151,67 heures mensuel, à 1741,00 €.

Article 4

Pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 713,00 €
- position 2	170	1 741,00 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1 858,28 €
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	2 066,15 €
- position 2	230	2 232,45 €
Niveau IV		

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 398,75 €
- position 2	270	2 565,05 €

Article 5

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 6

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Accord du 19 juillet 2023

[Étendu par arr. 30 oct. 2023, JO 25 nov., applicable à compter du 1^{er} nov. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

UNSA ;

URCB PACA CFDT.

Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visés par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

à compter du 1^{er} Novembre 2023

comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie professionnelle)	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 800,00 €
- position 2	170	1 830,00 €
Niveau II		
Ouvriers Professionnels	185	1 934,50 €
Niveau III		
Compagnons Professionnels		
- position 1	210	2 126,15 €
- position 2	230	2 292,45 €
Niveau IV		
Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 458,75 €
- position 2	270	2 625,05 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulon.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Accord du 30 septembre 2024

[Étendu par arr. 27 déc. 2024, JO 3 déc. 2025]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRB PACA ;

CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

UNSA.

Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visés par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596), les orga-

nisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (Termes exclus de l'extension par arr. 27 déc. 2024, JO 3 janv. 2025)*, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

à compter du 1^{er} Novembre 2024

comme indiqué dans le tableau ci-après :

Catégorie Professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 837,80 €
- position 2	170	1 868,43 €
Niveau II Ouvriers Professionnels	185	1 975,12 €
Niveau III Compagnons Professionnels		
- position 1	210	2 170,80 €
- position 2	230	2 340,59 €
Niveau IV Maîtres ouvriers Ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 510,38 €
- position 2	270	2 680,18 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Indemnités de petits déplacements Accord du 22 février 2018

[Étendu par arr. 27 févr. 2019, JO 6 mars, applicable à compter du 1^{er} avr. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRBPACA ;

CAPEB PACA Corse ;

Fédération PACA Corse des SCOP BTP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Régionale FO «Provence-Côte d'Azur-Corse» du Bâtiment et des Travaux Publics, Bois, Papier carton
Céramique carrière, Matériaux de construction ;

Union Régionale Construction et Bois PACA CFDT.

il a été convenu ce qui suit :

Les indemnités de Petits Déplacements concernant les Ouvriers du Bâtiment de la Région “Provence-Alpes-Côte d'Azur”, employés par les entreprises du Bâtiment visées et non visées par le Décret du 1^{er} Mars 1962, seront fixées dans les conditions fixées ci-après :

I. Indemnité de repas

10,20 €

II. Indemnité de frais de transport

Zone 1 (0 à 10 Km)	3,14 €
Zone 2 (10 à 20 Km)	5,52 €
Zone 3 (20 à 30 Km)	7,42 €
Zone 4 (30 à 40 Km)	9,69 €
Zone 5 (40 à 50 Km)	12,72 €

III. Indemnité de trajet

Zone 1 (0 à 10 Km)	2,03 €
Zone 2 (10 à 20 Km)	3,23 €
Zone 3 (20 à 30 Km)	4,35 €
Zone 4 (30 à 40 Km)	5,77 €
Zone 5 (40 à 50 Km)	6,85 €

Conformément à l'accord régional du 13 Avril 1995, la zone 1 A est supprimée dans toute la Région.

L'indemnité de frais de transport et l'indemnité de frais de trajet sont appliquées de 0 à 10 km.

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Cet accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} avril 2018.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Accord du 13 novembre 2019

[Étendu par arr. 24 juill. 2020, JO 5 août, applicable à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRB PACA ;

Fédération PACA Corse SCOP BTP ;

CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale Construction et Bois PACA CFDT ;

Union Régionale BATI-MAT-TP PACA-CFTC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objec-

tif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans les conditions fixées ci-après :

I

Indemnité de repas

10,50 €

II

Indemnité de frais de transport

Zone 1 (0 à 10 Km)	3,14 €
Zone 2 (10 à 20 Km)	5,52 €
Zone 3 (20 à 30 Km)	7,42 €
Zone 4 (30 à 40 Km)	9,69 €
Zone 5 (40 à 50 Km)	12,72 €

III

Indemnité de trajet

Zone 1 (0 à 10 Km)	2,03 €
Zone 2 (10 à 20 Km)	3,23 €
Zone 3 (20 à 30 Km)	4,35 €
Zone 4 (30 à 40 Km)	5,77 €
Zone 5 (40 à 50 Km)	6,85 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Cet accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel

portant son extension.

Accord du 1^{er} avril 2021

[Étendu par arr. 7 sept. 2021, JO 25 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

CAPEB PACA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT URCB PACA ;

CFTC BTP PACA ;

FO BTP PACAC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

C'est pourquoi les partenaires sociaux soulignent que, par exception aux accords négociés précédemment et pour tenir compte de la récente décision judiciaire relative à la mesure de représentativité des organisations syndicales au sein du secteur, la présente négociation aboutit à la conclusion de deux accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans les conditions fixées ci-après, à compter du 1^{er} juin 2021 :

I — Indemnité de repas : 10,60 €

II — Indemnité de frais de transport :

Zone 1 (0 à 10 Km) 3,19 €

Zone 2 (10 à 20 Km) 5,60 €

Zone 3 (20 à 30 Km) 7,53 €

Zone 4 (30 à 40 Km) 9,84 €

Zone 5 (40 à 50 Km) 12,91 €

III — Indemnité de trajet :

Zone 1 (0 à 10 Km) 2,03 €

Zone 2 (10 à 20 Km) 3,23 €

Zone 3 (20 à 30 Km) 4,35 €

Zone 4 (30 à 40 Km) 5,77 €

Zone 5 (40 à 50 Km) 6,85 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique

pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 21 janvier 2022

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 15 juin, applicable le 1^{er} mai 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT URCB PACA ;

FR FO PACAC ;

BATIMAT TP PACA CFTC.

Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les conditions fixées ci-après.

Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au :
1^{er} mai 2022.

Article 3

Le montant de l'indemnité de repas est fixée à 11,00 €.

Article 4

Le montant de l'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

Zone 1 (0 à 10 km) 3,35 €

Zone 2 (10 à 20 km) 5,88 €

Zone 3 (20 à 30 km) 7,91 €

Zone 4 (30 à 40 km) 10,33 €

Zone 5 (40 à 50 km) 13,56 €

Article 5

Le montant de l'indemnité de trajet est fixée comme suit :

Zone 1 (0 à 10 km) 2,03 €

Zone 2 (10 à 20 km) 3,23 €

Zone 3 (20 à 30 km) 4,35 €

Zone 4 (30 à 40 km) 5,77 €

Zone 5 (40 à 50 km) 6,85 €

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Accord du 20 juillet 2022

[Étendu par arr. 13 oct. 2022, JO 8 nov.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

UR UNSA PACA ;

FR FO PACAC ;

URCB PACA CFDT.

Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les conditions fixées ci-après.

Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au :

1^{er} novembre 2022

Article 3

Le montant de L'Indemnité de repas est fixé à 11,00 €

Article 4

Le montant de L'Indemnité de frais de transport est fixé comme suit :

Zone 1	(0 à 10 km)	3,48 €
Zone 2	(10 à 20 km)	6,12 €
Zone 3	(20 à 30 km)	8,23 €
Zone 4	(30 à 40 km)	10,74 €
Zone 5	(40 à 50 km)	14,10 €

Article 5

Le montant de L'Indemnité de trajet est fixé comme suit :

Zone 1	(0 à 10 km)	2,03 €
Zone 2	(10 à 20 km)	3,23 €
Zone 3	(20 à 30 km)	4,35 €
Zone 4	(30 à 40 km)	5,77 €
Zone 5	(40 à 50 km)	6,85 €

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Accord du 19 juillet 2023

[Étendu par arr. 30 oct. 2023, JO 25 nov., applicable à compter du 1^{er} nov. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB PACA ;

SCOP BTP PACA Corse ;

CAPEB PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFTC ;

URCB PACA CFDT.

Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les conditions fixées ci-après.

Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au :

1^{er} novembre 2023

Article 3

Le montant de l'indemnité de repas est fixé à 11,80 €

Article 4

Le montant de l'indemnité de frais de transport est fixé comme suit :

Zone 1	(0 à 10 km)	3,61 €
Zone 2	(10 à 20 km)	6,34 €
Zone 3	(20 à 30 km)	8,53 €
Zone 4	(30 à 40 km)	11,13 €
Zone 5	(40 à 50 km)	14,61 €

Article 5

Le montant de l'indemnité de trajet est fixé comme suit :

Zone 1	(0 à 10 km)	2,03 €
Zone 2	(10 à 20 km)	3,23 €
Zone 3	(20 à 30 km)	4,35 €
Zone 4	(30 à 40 km)	5,77 €
Zone 5	(40 à 50 km)	6,85 €

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulon.

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Accord du 30 septembre 2024

[Étendu par arr. 27 déc. 2024, JO 3 déc. 2025]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FRB PACA ;

CAPEB PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Les partenaires sociaux soulignent que la présente négociation aboutit à la conclusion de 2 accords distincts mais identiques applicables aux ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

Article 1

En application de l'article I-3 de la Convention Collective Nationale du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au niveau national (Termes exclus*

de l'extension par arr. 27 déc. 2024, JO 3 janv. 2025), se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petit déplacement des Ouvriers du Bâtiment de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans les conditions fixées ci-après.

Article 2

La date d'application du présent accord est fixée au :

1^{er} novembre 2024

Article 3

Le montant de l'indemnité de repas est fixé à 12,20 €

Article 4

Le montant de l'indemnité de frais de transport est fixé comme suit :

Zone 1	(0 à 10 km)	3,65 €
Zone 2	(10 à 20 km)	6,42 €
Zone 3	(20 à 30 km)	8,63 €
Zone 4	(30 à 40 km)	11,26 €
Zone 5	(40 à 50 km)	14,80 €

Article 5

Le montant de l'indemnité de trajet est fixé comme suit :

Zone 1	(0 à 10 km)	2,05 €
Zone 2	(10 à 20 km)	3,25 €
Zone 3	(20 à 30 km)	4,38 €
Zone 4	(30 à 40 km)	5,81 €
Zone 5	(40 à 50 km)	6,90 €

Article 6

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 7

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Marseille.

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère du Travail.

Indemnité de maître d'apprentissage Accord du 17 janvier 2008

[Étendu par arr. 5 mai 2008, JO 15 mai]

Vu l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation des maîtres d'apprentissage dans le BTP, l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné,
- soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise

Ainsi, en contrepartie de l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés ayant obtenu le titre de maître d'apprentissage confirmé, les parties signataires conviennent :

Article 1

Les salariés concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée du contrat d'apprentissage du ou des apprentis dont ils ont la charge.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 200 euros par an et par apprenti.

Article 3

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées de la manière suivante :

- versement de 200 euros au mois de juin de la première année,
- versement de 200 euros au mois de juin de la seconde année.

En cas de durée supérieure ou inférieure du contrat d'apprentissage ou en cas de rupture anticipée, le montant versé au maître d'apprentissage sera déterminé au prorata temporis.

Article 4

Les parties conviennent de se revoir dans un délai de 12 mois au plus, pour effectuer un bilan des conditions et modalités d'application de cet accord.

Article 5

Le présent accord sera soumis à extension conformément à la réglementation en vigueur.

Rhône-Alpes

Astreintes

Accord du 28 avril 2004

[Non étendu]

Mod. par Avenant n° 1, 1^{er} oct. 2008, non étendu

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Rhône-Alpes ;

SCOP BTP Rhône-Alpes ;

FFB Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

BTP FO ;

CFTC ;

CGT.

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment région Rhône-Alpes ;

Fédération Rhône-Alpes Auvergne SCOP BTP ;

Union régionale CAPEB Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

CFDT ;

CGT.

Exposé des motifs

Les partenaires sociaux du bâtiment de la région Rhône-Alpes, conscients des évolutions dans la demande des clients de nombreuses entreprises, de leurs exigences de continuité du service et de maintien de la sécurité, constatent que l'entreprise est de plus en plus souvent amenée à mettre en œuvre une organisation destinée à assurer au client la disponibilité d'un représentant de l'entreprise pour intervenir si un incident, un accident, une panne

ou une urgence se produisent en dehors des heures normales d'ouverture de l'entreprise.

Pour cela, elle recourt à l'astreinte définie par le code du travail dans son article L. 212-4 bis comme suit :

«L'astreinte est une période pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'entreprise, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif.»

Les partenaires sociaux rhônalpins du bâtiment constatent que les pratiques actuelles des entreprises sont extrêmement variées. De ce fait, ils souhaitent fixer un cadre général permettant aux entreprises et à leurs salariés de connaître les règles générales que les entreprises, leurs salariés et les représentants du personnel complèteront en fonction de leurs pratiques. Ce texte sera remis à tous les intéressés.

Article 1er **Objet de l'accord**

Le présent accord est destiné à organiser le régime des astreintes et à indemniser la contrainte que représente pour le salarié le fait de ne pas être totalement libre de son temps et de ses déplacements dans l'attente de l'appel téléphonique ou de tout autre signal demandant l'intervention.

Le présent accord ne règle les relations entre l'employeur et le salarié que pendant l'astreinte qui est suspendue dès le départ du salarié en intervention après appel téléphonique éventuellement confirmé. Elle reprend au retour du salarié à sa résidence.

Pour l'intervention éventuelle, l'employeur respectera les durées du travail et les temps de repos prévus par le code du travail et les conventions collectives.

Article 2 **Mise en œuvre de l'astreinte**

Mod. par Avenant n° 1, 1^{er} oct. 2008, non étendu

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Rhône-Alpes ;

SCOP BTP Rhône-Alpes ;

FFB Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

BTP FO ;

CFTC ;

CGT.

Préalablement à la mise en place d'un service d'astreintes, l'employeur devra solliciter les salariés pour rechercher des volontaires. À défaut d'un nombre suffisant de volontaires, l'employeur désignera les salariés qui effectueront les astreintes.

(Avenant n° 1, 1^{er} oct. 2008, non étendu) Le salarié en astreinte (ou, en cas d'équipe d'astreinte, l'un au moins des salariés) aura une qualification au moins égale au niveau II, coefficient 185, s'il est ouvrier ou « au niveau E », s'il est ETAM.

Les astreintes seront mises en place dans l'entreprise après consultation des représentants du personnel conformément à la législation en vigueur.

Article 3 **Fréquence**

Il ne pourra pas y avoir d'astreinte 2 semaines consécutives. Il ne pourra pas y avoir plus de 18 semaines (ou fins de semaine) d'astreintes sur 12 mois consécutifs pour les salariés volontaires, ni plus de 9 semaines (ou fins de semaine) d'astreinte pour les salariés désignés sans leur accord.

Article 4 **Délai de prévenance**

Les signataires rappellent les termes actuels de l'article L. 212-4 bis du code du travail, qui prescrit : «La programmation individuelle des périodes d'astreinte doit être portée à la connaissance de chaque salarié concerné 15 jours à l'avance, sauf circonstances exceptionnelles et sous réserve que le salarié en soit averti au moins 1 jour franc à l'avance. En fin de mois, l'employeur doit remettre à chaque salarié concerné un document récapitulant le nombre

d'heures d'astreinte effectuées par celui-ci au cours du mois écoulé ainsi que la compensation correspondante. Ce document, qui est tenu à la disposition des agents de contrôle de l'inspection du travail, est conservé pendant une durée d'un an.»

Dans ces conditions, les signataires considèrent que les entreprises ayant recours aux astreintes et les salariés qui les prennent, doivent fixer le calendrier des astreintes aussi tôt que possible et de préférence annuellement après concertation entre l'employeur et les salariés assurant les astreintes, en présence des représentants du personnel s'ils existent.

Si la programmation est annuelle, elle est communiquée aux intéressés dès sa fixation et l'astreinte est rappelée aux salariés 15 jours à l'avance.

Si la programmation n'est pas annuelle, elle est prévue au moins 15 jours à l'avance.

Dans le cas d'événements imprévisibles et contraignants empêchant un salarié de prendre son astreinte, le délai de prévenance de 15 jours peut être ramené à 1 jour franc.

Article 5

Matériel

L'entreprise fournit au salarié en astreinte les moyens de communication, de transport et d'intervention adaptés.

Article 6

Bases de l'indemnisation

Les partenaires sociaux fixeront périodiquement un montant forfaitaire pour chacune des bases temporelles suivantes :

- semaine calendaire ;*
- semaine de 5 jours : de la fin du travail du premier jour ouvré de la semaine à la reprise du travail du dernier jour ouvré de la semaine ;*
- fin de semaine : de la fin du travail du dernier jour ouvré de la semaine à la reprise du travail du premier jour ouvré de la semaine suivante ;*
- jour férié.*

Article 7

Montant minimum des indemnisations 2004

Semaine calendaire : 95 €.

Semaine de 5 jours : 40 €.

Fin de semaine : 55 €.

Jour férié : supplément de 14 €.

Le montant de ces indemnités est indexé sur la valeur du salaire minimum mensuel de l'ouvrier NIII P1 coefficient 210 en vigueur au 1^{er} janvier 2004.

Article 8

Date d'application

Le présent accord prendra effet le 1^{er} septembre 2004.

Article 9

Observation

Les parties signataires conviennent de se rencontrer après 2 années d'application pour faire le bilan du présent accord.

Article 10

Champ d'application

Le présent accord s'applique à l'ensemble des salariés des entreprises de bâtiment de la région Rhône-Alpes, telles que définies à l'article I-1 des conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990.

Article 11

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi du Rhône, 8-10, rue du Nord, 69625 Villeurbanne Cedex, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et L. 132-1 du code du travail.

Indemnités de maître d'apprentissage Accord du 1^{er} octobre 2008

[Étendu par arr. 25 mai 2009, JO 29 mai]

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à «la formation, la certification, la charte et l'indemnisation» des maîtres d'apprentissage dans le BTP, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés du Bâtiment de la région Rhône-Alpes se sont réunies le 1^{er} octobre 2008 et ont convenu des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage titulaires du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé :

Article 1er

Les salariés du Bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

Article 2

Le montant de cette indemnité est fixé à 225 € par an et par apprenti dans la limite de deux apprentis par maître d'apprentissage. Cette indemnité est augmentée d'une somme de 80 € si l'apprenti s'est présenté à l'ensemble des épreuves concourant au diplôme.

Article 3

Le versement de cette indemnité se fera selon les modalités suivantes :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans		
225 € au plus tard à la date du 1 ^{er} anniversaire de la signature du contrat.	225 € au plus tard à l'issue du contrat.	80 € supplémentaires au plus tard à l'issue du contrat si l'apprenti s'est présenté à l'ensemble des épreuves concourant au diplôme.

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre, ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, ou en cas de départ du Maître d'Apprentissage Confirmé de l'entreprise, le montant versé au Maître d'Apprentissage Confirmé sera effectué au prorata temporis de la durée de la fonction.

Article 4

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter de la délivrance du titre de Maître d'Apprentissage Confirmé par la CPREF Rhône-Alpes.

Article 5

Les parties signataires conviennent de se réunir tous les 2 ans pour établir un bilan du dispositif et réviser le montant de l'indemnité.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Cohésion Sociale et du Logement.

Seine-et-Marne

Salaires

Avenant n° 2 du 29 novembre 2018

[Étendu par arr. 29 juill. 2020, JO 5 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

CAPEB Région Île-de-France ;

SCOP ;

FFIE IDF Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO ;

CFTC ;

UNSA.

Les partenaires sociaux de Seine-et-Marne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment, représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se sont substituées.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des salaires mensuels minimaux des ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant des salaires minimaux applicables dans la région, et conformément à l'article I-3 de la présente Convention collective nationale mentionnée ci-dessus.

Article 1

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent avenant, prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2019 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I - Ouvriers d'exécution		
Position 1	150	1 535,00 €
Position 2	170	1 545,00 €
Niveau II - Ouvriers professionnels	185	1 610,00 €
Niveau III - Compagnons professionnels		
Position 1	210	1 750,00 €
Position 2	230	1 895,00 €
Niveau IV - Maîtres-ouvriers ou chefs d'équipe		
Position 1	250	2 020,00 €
Position 2	270	2 210,00 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Accord du 9 décembre 2019

[Étendu par arr. 26 mai 2020, JO 24 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

FFIE IDF Est ;

SCOP IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

CFTC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine et Marne.

Article 2

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2020 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1565 €
- Position 2	170	1575 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1635 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1780 €
- Position 2	230	1920 €
Niveau IV		
Maître ouvriers ou chefs d'équipe		

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
- Position 1	250	2040 €
- Position 2	270	2235 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 14 décembre 2020

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

CAPEB IDF ;

SCOP IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC.

Préambule

Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du Bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République Française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minimas salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine et Marne.

Article 2

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2021 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
- Position 1	150	1585 €
- Position 2	170	1595 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1655 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1794 €
- Position 2	230	1935 €
Niveau IV		
Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2056 €
- Position 2	270	2253 €

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 6 décembre 2021

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 18 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

CAPEB IDF ;

FFIE IDF Est ;

SCOP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;

CFTC.

En application des articles XII-8 et XII-9 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des Ouvriers du Bâtiment de Seine et Marne.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1630 €
- Position 2	170	1640 €
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1696 €
Niveau III Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1838 €
- Position 2	230	1982 €
Niveau IV Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2102 €
- Position 2	270	2303 €

Article 2

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 3

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 29 novembre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr., applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de son extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment Île-de-France Est ;

Fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics ;

Fédération française des entreprises de génie électrique et énergétique Île-de-France Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés du Bâtiment, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 29 novembre 2022 pour négocier pour 2023, le montant des salaires minimaux applicables aux Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne, conformément à l'article 1-4 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 pour les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1992 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et ont convenu ce qui suit :

Article 1

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des Ouvriers du Bâtiment comme indi-

qué dans les tableaux ci-après :

Catégorie professionnelle	Coefficient	Salaire mensuel minimal (pour 35 h hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- Position 1	150	1 782 €
- Position 2	170	1 794 €
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 813 €
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- Position 1	210	1 948 €
- Position 2	230	2 067 €
Niveau IV		
Maître ouvriers ou chefs d'équipe		
- Position 1	250	2 190 €
- Position 2	270	2 396 €

Article 2

Les partenaires sociaux considérant qu'ils sont engagés par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés, estiment ainsi répondre à l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

Indemnités de petits déplacements Avenant n° 2 du 29 novembre 2018

[Étendu par arr. 29 juill. 2020, JO 5 sept.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;
CAPEB Région Île-de-France ;
SCOP ;
FFIE IDF Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;
CGT FO ;
CFTC ;

UNSA.

Les partenaires sociaux de Seine-et-Marne signataires du présent avenant rappellent que, dans le cadre de la démarche de restructuration des branches, les organisations d'employeurs et de salariés du Bâtiment représentatives au niveau national, ont entrepris un travail portant sur la structure des conventions collectives nationales concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Les deux conventions collectives nationales intègrent désormais et généralisent les clauses communes à la plupart des conventions collectives territoriales auxquelles elles se substituent.

Dans le cadre de cette restructuration, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, adhérentes aux organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national, ont mandaté celles-ci pour transcrire les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne en vigueur le 7 mars 2018 et conclure à cet effet le premier avenant correspondant, en application de l'article L. 2261-10 du Code du travail.

Suite à l'achèvement de la démarche de restructuration menée au niveau national, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés de Seine-et-Marne, se sont de nouveau réunies pour négocier le montant indemnités de petits déplacements applicables dans la région, et conformément à l'article I-4 de la présente Convention collective nationale mentionnée ci-dessus.

Article 1

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine et-Marne, il est institué un système de 7 zones concentriques (soit les zones 1 A, 1 B, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1 A) est déterminée par une distance de 5 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions collectives nationales.

La deuxième zone (zone 1 B) est déterminée par une distance de 10 kilomètres de rayon et limitée intérieurement par la circonférence de la première zone (zone 1 A).

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et déplacement ne sont pas réunies.

Article 2

Les parties signataires du présent avenant, ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2019 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1A	0,85 €	1,60 €	10,20 €
Zone 1B	2,05 €	2,05 €	
Zone 2	2,95 €	2,75 €	
Zone 3	4,55 €	4,40 €	
Zone 4	5,25 €	5,60 €	
Zone 5	6,70 €	7,29 €	
Zone 6	7,60 €	8,72 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la Profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent avenant sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre du Travail, de l'Emploi et ou Dialogue Social.

Accord du 9 décembre 2019

[Étendu par arr. 26 mai 2020, JO 24 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

FFIE IDF Est ;

SCOP IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO ;

CFTC.

Préambule

Le secteur du Bâtiment occupe aujourd'hui un million deux cent mille salariés, employés au sein de trois cent mille entreprises de toute taille, qui déploient leur activité sur l'ensemble du territoire national à travers une grande variété de chantiers, d'ateliers et de bureaux, activité dont la réalisation commune de l'ouvrage sur chantier constitue l'objectif et la résultante.

Fortement exposée à une pénurie de main d'œuvre, notamment sur les postes qualifiés, la profession s'est toujours attachée à renforcer l'attractivité des métiers qui la composent et à favoriser la mobilité professionnelle des salariés tout en assurant une régulation économique et sociale équilibrée entre tous les acteurs du secteur.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

Article 2

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales des ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine-et-Marne, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions collectives nationales.

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions collectives nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

Article 3

Pour la Seine et Marne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} Janvier 2020 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,15 €	2,15 €	10,30 €
Zone 2	3,05 €	2,85 €	
Zone 3	4,65 €	4,50 €	
Zone 4	5,35 €	5,70 €	
Zone 5	6,80 €	7,40 €	
Zone 6	7,70 €	8,85 €	

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 14 décembre 2020

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 6 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;
CAPEB IDF ;
FFIE IDF Est ;
SCOP IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;
CFTC.

Préambule

Attachés comme toujours à soutenir l'attractivité des métiers du Bâtiment, en particulier pour encourager l'apprentissage, et soucieux de tenir compte des efforts réalisés par les salariés pendant la crise sanitaire pour participer au maintien de l'activité exigé par le Président de la République Française, les partenaires sociaux consentent un effort particulier pour la revalorisation des minimas salariaux, et ce malgré les incertitudes sur l'activité des entreprises pour 2021.

Conscients de l'importance d'assurer une concurrence sociale loyale entre les entreprises et des droits adaptés à leurs ouvriers, les partenaires sociaux du Bâtiment ont construit un socle de garanties sociales homogènes et ajusté à la réalité économique locale des entreprises, quelle que soit leur taille.

Article 1

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne.

Article 2

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment et pour tenir

compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine-et-Marne, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions Collectives Nationales.

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

Article 3

Pour la Seine-et-Marne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} Janvier 2021 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,22 €	2,22 €	10,40 €
Zone 2	3,10 €	2,90 €	
Zone 3	4,70 €	4,55 €	
Zone 4	5,40 €	5,75 €	
Zone 5	6,85 €	7,45 €	
Zone 6	7,75 €	8,90 €	

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 6 décembre 2021

[Étendu par arr. 23 mai 2022, JO 18 juin]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB IDF Est ;

CAPEB IDF ;

FFIE IDF Est ;

SCOP.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT FO ;

CFTC.

En application de l'article 1-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne. Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine-et-Marne, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions Collectives Nationales.

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

Article 2

Pour la Seine et Marne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après, à compter du 1^{er} Janvier 2022 :

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,34 €	2,34 €	10,60 €
Zone 2	3,22 €	3,02 €	
Zone 3	4,82 €	4,67 €	
Zone 4	5,52 €	5,91 €	
Zone 5	7,00 €	7,61 €	
Zone 6	7,90 €	9,06 €	

Article 3

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 4

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail.

Accord du 29 novembre 2022

[Étendu par arr. 31 janv. 2023, JO 8 févr., applicable à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de son extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération française du bâtiment Île-de-France Est ;

CAPEB grande couronne Île-de-France ;

Fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics ;

Fédération française des entreprises de génie électrique et énergétique Île-de-France Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

UNSA.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés, adhérentes aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national, se sont réunies le 29 novembre 2022 pour négocier pour 2023 le montant des indemnités de petits déplacements appli-

cables aux Ouvriers du Bâtiment de Seine-et-Marne, conformément à l'article 1-3 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à dix salariés) et ont convenu ce qui suit :

Article 1

Par dérogation à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment et pour tenir compte de la forte concentration urbaine du département de la Seine-et-Marne, il est institué un système de 6 zones concentriques (soit les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6).

La première zone (zone 1) est déterminée par une distance de 10 kilomètres à compter du point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII-14 des Conventions Collectives Nationales.

Les zones 2 à 5 sont concentriques et leurs limites sont distantes entre elles de 10 kilomètres conformément à l'article VIII-13 des Conventions Collectives Nationales.

La zone 6 se situe au-delà de 50 kilomètres et s'applique tant que les conditions du grand déplacement ne sont pas réunies.

Article 2

Pour la Seine et Marne, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des Ouvriers du Bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après,

Zones	Indemnité de trajet	Indemnité de transport	Indemnité de repas
Zone 1	2,49 €	2,64 €	11 €
Zone 2	3,37 €	3,32 €	
Zone 3	4,97 €	4,97 €	
Zone 4	5,67 €	6,21 €	
Zone 5	7,15 €	7,91 €	
Zone 6	8,07 €	9,36 €	

Article 3

Les partenaires sociaux considérant qu'ils sont engagés par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à 10 salariés, estiment ainsi répondre à l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 4

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté relatif à son extension.

Article 5

Conformément au Code du travail, le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail et remis au Secrétariat-Greffe du Conseil de Prud'hommes de Melun.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministre du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion.

TEXTES COMPLÉMENTAIRES

Protocole d'accord de poursuite de négociation du 8 octobre 1990

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment ;

Fédération nationale du bâtiment ;

Fédération nationale de l'équipement électrique ;

Fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics (pour la section bâtiment).

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération générale Force ouvrière du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes C.G.T.-F.O. ;

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois C.F.D.T. ;

Syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics C.F.E.-C.G.C.

Délibération de la commission nationale paritaire du bâtiment

Au cours de la réunion paritaire du 4 septembre 1990, les parties signataires ont procédé au bilan des négociations nationales qu'elles mènent depuis l'automne 1987 et en ont tiré les conclusions suivantes :

1. Les négociations relatives à la révision des conventions collectives nationales et à la refonte des classifications des ouvriers du bâtiment sont parvenues à leur point d'aboutissement.

2. Les négociations relatives à la durée et à l'aménagement du temps de travail ont permis de comparer les points de vue, mais leur état d'avancement n'est pas tel qu'elles puissent aboutir à un accord global dans un délai rapproché.

Dans ces conditions, les parties signataires conviennent qu'il n'est pas opportun de retarder plus longtemps le processus d'extension des dispositions conventionnelles applicables aux ouvriers du bâtiment. En conséquence, les parties signent, ce jour, les conventions collectives nationales concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par celles visées par ce décret, d'autre part, dans lesquelles sont intégrées :

— au titre XII, la nouvelle classification nationale des ouvriers du bâtiment ;

— aux titres III et V (chapitre V.2), les actuelles annexes VIII à l'accord national des ouvriers du bâtiment du 21 octobre 1954 et V à l'accord national des ouvriers du bâtiment du 22 décembre 1954.

3. Elles décident néanmoins de poursuivre leurs discussions sur l'organisation du temps de travail, en fonction des données économiques, technologiques, commerciales et sociales de la profession, dans le cadre de la négociation sur les conditions de travail dans le bâtiment qu'elles s'engagent à ouvrir dès le premier semestre 1991.

Les parties signataires conviennent par ailleurs d'engager ensuite dans l'année 1991 des négociations sur :

— le régime applicable aux apprentis et notamment leur rémunération ;

— les dispositions conventionnelles de branche conformément à l'article L. 322-7 du code du travail ;

— l'examen de la convention collective nationale des E.T.A.M. du bâtiment en vue de son extension.

4. Elles rappellent que les entreprises peuvent appliquer les dispositions législatives et conventionnelles en vigueur et mettre en place, par consultation ou accord, les aménagements du temps de travail correspondant à leur activité.

5. Les aménagements mis en oeuvre donneront lieu au bénéfice des salariés à des contreparties appropriées portant sur les conditions de travail, la durée du travail, notamment sous forme de congés supplémentaires rémunérés, pris à une période de moindre activité de l'entreprise, la consolidation de l'emploi, un complément de formation, ou la rémunération.

Projet d'avenant à la convention collective pour les salariés des entreprises artisanales relevant des professions agricoles

Extrait du procès-verbal de la réunion paritaire du 9 décembre 1991

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

C.A.P.E.B. ;
F.N.B. ;
F.N.E.E. ;
F.N.S.C.O.P.

Syndicat(s) de salarié(s) :

C.F.D.T. ;
C.F.T.C. ;
C.G.T. ;
C.G.T.-F.O.

Les partenaires sociaux signataires du présent procès-verbal dans la perspective de la mise en place d'un avenant à la convention collective des entreprises du bâtiment jusqu'à dix salariés relatif aux salariés des entreprises artisanales relevant des professions agricoles réaffirment leur attachement au régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment.

En regard de cette volonté, ils demandent au conseil d'administration de la C.N.P.O. d'engager une procédure auprès du ministre de l'agriculture et de la forêt et du ministère des affaires sociales et de l'intégration afin d'obtenir un agrément pour les salariés des entreprises artisanales relevant des professions agricoles.

Durée du travail

Réduction et aménagement du temps de travail Accord national du 9 septembre 1998

[Étendu par arrêté du 30 octobre 1998, JO 31 octobre 1998 modifié par avenant n°2 du 17 décembre 2003, étendu par arrêté du 19 mai 2004, JO 29 mai 2004, applicable à compter du 1^{er} janvier 2004]
(Voir aussi avenant n° 1 du 10 mai 2000)

Avenant n° 3, 7 mars 2018, non étendu⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;
FFB ;
FFIE ;

Fédération SCOP BTP, section Bâtiment.

Syndicat(s) de salariés :

*Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois CFDT ;
FNSCBA CGT ;
FG FO ;
CFE CGC BTP ;
UFIC UNSA ;
Fédération BATI-MAT-TP-CFTC.*

Préambule

En regard de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail, les partenaires sociaux reconnaissent la nécessité d'organiser la réduction et l'aménagement du temps de travail par la voie d'un accord collectif national de branche pour les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés).

En corollaire à la réduction du temps de travail, les partenaires admettent l'utilité d'un aménagement du temps de travail, seul mode d'organisation de la petite entreprise lui permettant de mieux concilier les impératifs de l'activité avec les contraintes qui lui sont inhérentes, tout en contribuant à améliorer les conditions de travail des salariés.

Les partenaires sociaux conviennent que la mise en oeuvre de cet accord dans l'entreprise s'accompagne du maintien du salaire brut mensuel de base.

En raison de la grande diversité, en terme d'activité notamment, des petites entreprises du bâtiment, le présent accord prévoit plusieurs formes d'aménagement du temps de travail susceptibles de répondre aux conditions d'activité propres à chaque entreprise.

Ces diverses formes d'aménagement du temps de travail, présentées selon quatre modalités numérotées de 1 à 4, se suffisent à elles-mêmes mais peuvent faire l'objet de développements spécifiques conformes à l'accord national dans le cadre de négociations régionales, à défaut départementales, conduites en application de l'accord du 4 mai 1995 portant organisation de la négociation collective dans le bâtiment, pour les salariés employés dans les entreprises

occupant jusqu'à 10 salariés.

Dans l'intérêt général du secteur artisanal du bâtiment, les parties signataires conviennent de la nécessité de combattre le travail illégal.

Elles réaffirment enfin leur volonté que soit assurée, dans toute la mesure du possible, la stabilité de l'emploi, et considèrent donc que les entreprises doivent limiter le recours au travail temporaire à des circonstances exceptionnelles.

Article 1 **Clause de caducité**

Cet accord est directement lié à l'obligation légale, faite aux petites entreprises, d'adopter au plus tard le 1^{er} janvier 2002, un horaire collectif hebdomadaire au plus égal à 35 heures.

La remise en cause de cette obligation légale rendrait cet accord caduque et obligerait les partenaires sociaux à ouvrir de nouvelles négociations sur ce thème.

De même, les partenaires sociaux conviennent qu'une négociation paritaire sera engagée dans le mois qui suivra la parution des textes législatifs et réglementaires attendus à l'automne 1999 relatifs notamment au régime des heures supplémentaires, afin qu'il en soit tenu compte dans le présent accord par voie d'avenant.

Article 2 **Champ d'application**

(Résultant de l'avenant n° 1 du 10 mai 2000 étendu par arrêté du 23 novembre 2000, JO 5 décembre 2000, applicable à compter du 1^{er} janvier 2001)

Est concerné par le présent accord, l'ensemble des salariés (ouvriers, ETAM et cadres) quelle que soit la forme de leur contrat de travail, sous réserve des dispositions applicables aux jeunes travailleurs, et les salariés intérimaires occupés dans les entreprises du bâtiment qui appliquent à leurs ouvriers la convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) et dont l'activité est visée à l'annexe 1 du présent accord.

Article 3 **Mise en oeuvre de la réduction du temps de travail**

(Voir aussi avenant n° 1 du 10 mai 2000)

A compter du premier jour du mois civil suivant la parution de son arrêté d'extension, le présent accord permet à toute entreprise relevant de son champ d'application d'adopter un horaire collectif qui traduise une réduction du temps de travail d'au moins 10% de la durée initiale, sans porter le nouvel horaire de référence au-delà de 35 heures hebdomadaires en moyenne annuelle.

La réduction du temps de travail et ses modalités de mise en oeuvre, choisies parmi celles figurant ci-après, sont décidées par l'employeur, en concertation avec les représentants du personnel s'il en existe, et font l'objet d'une information écrite adressée à chaque salarié par l'employeur 30 jours au moins avant la prise d'effet.

La mise en oeuvre de la réduction du temps de travail s'effectue prioritairement par l'instauration de jours de repos rémunérés.

Chaque salarié établit un pointage de son temps de travail journalier et de ses jours de repos à partir d'un formulaire remis par l'employeur et validé par celui-ci en fin de mois.

Article 4 **Abrogation**

Les articles III-26 et III-27 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 (jusqu'à dix salariés) sont abrogés.

Article 5 **Modalité 1**

(Voir aussi avenant n° 1 du 10 mai 2000)

L'entreprise adopte un horaire hebdomadaire de 35 heures, sur 4 ou 5 jours. Sur deux semaines consécutives, elle peut appliquer un horaire de 39 heures la première semaine et 31 heures la seconde, sur 4 jours.

Dans ces conditions, les heures travaillées de la 36^e à la 39^e heure ne donnent pas lieu à majoration pour heures supplémentaires et ne s'imputent pas sur le contingent annuel d'heures supplémentaires.

Article 6 **Modalité 2**

(Voir aussi avenant n° 1 du 10 mai 2000)

L'horaire hebdomadaire est fixé à 36 heures sur 4 jours et les salariés bénéficient de 6 jours ouvrés de repos rémunérés par an.

La période de référence afférente à la prise des repos correspond à une période de 12 mois à compter du passage effectif au temps réduit dans l'entreprise.

3 jours sont fixés à la discrétion de l'employeur dans le cadre d'une programmation indicative fixée en début de période annuelle et avec un délai de prévenance minimum de 7 jours calendaires.

3 jours sont laissés au choix du salarié qui doit en informer l'employeur au minimum 7 jours calendaires à l'avance et s'engager à ne pas les utiliser, sauf circonstances exceptionnelles, pendant les périodes de suractivité fixées à 13 semaines maximum.

Article 7 **Modalité 3**

(Voir aussi avenant n° 1 du 10 mai 2000)

L'horaire hebdomadaire est fixé à 39 heures sur 5 jours et la réduction du temps de travail est organisée sous forme de repos rémunérés à raison de 4 semaines et 4 jours ouvrés par an.

La période de référence afférente à la prise des repos correspond à une période de 12 mois à compter du passage effectif au temps réduit dans l'entreprise.

4 jours ouvrés sont utilisés à l'occasion de ponts ou de jours de repos adossés à des jours fériés.

5 jours sont bloqués pour constituer une 6^e semaine de congés, fixée en concertation avec les salariés.

Deux semaines ou 10 jours ouvrés de repos sont fixés à la discrétion de l'employeur dans le cadre d'une programmation indicative établie en début de période annuelle et avec un délai de prévenance minimum de 7 jours calendaires.

Une semaine ou 5 jours ouvrés de repos sont laissés au choix des salariés bénéficiaires qui doivent en informer l'employeur au minimum 7 jours calendaires à l'avance et s'engager à ne pas les utiliser, sauf circonstances exceptionnelles, pendant les périodes d'éventuelle suractivité fixées à 13 semaines maximum et communiquées par l'employeur en début de période de référence. Cela ne doit pas amener l'entreprise à reporter des repos au-delà de la période de référence.

Article 8 **Modalité 4**

(Voir aussi avenant n° 1 du 10 mai 2000)

L'entreprise adopte un horaire hebdomadaire de 35 heures avec, sur une période maximale de 6 mois consécutifs, une modulation pouvant aller jusqu'à 42 heures.

Pendant la période de modulation, les heures effectuées au-delà de 35 heures et dans la limite de 42 heures hebdomadaires ne donnent pas lieu à majoration pour heures supplémentaires et ne s'imputent pas sur le contingent annuel, dès lors qu'elles sont compensées par des heures non travaillées.

Des accords régionaux, à défaut départementaux, peuvent déterminer une autre période de modulation et fixer des conditions spécifiques de modulation dans les limites fixées par le présent accord.

Les heures ainsi travaillées en plus ou en moins par rapport à l'horaire hebdomadaire de 35 heures sont comptabilisées au mois et figurent sur le bulletin de paye.

Sur la période de modulation, deux catégories d'heures supplémentaires à imputer sur le contingent annuel d'heures supplémentaires peuvent être appliquées :

1) Pendant la période de modulation, les heures travaillées au-delà de la 42^e heure hebdomadaire sont des heures supplémentaires majorées dans les conditions de la législation en vigueur ;

2) En fin de période de modulation, s'il existe un solde d'heures travaillées excédentaire, ces heures ouvrent droit aux majorations pour heures supplémentaires dans les conditions de la législation en vigueur. Elles sont payées au salarié à l'occasion du versement de la paye du mois suivant la fin de période de modulation.

Le chef d'entreprise établit le programme indicatif de la modulation qui indique le nombre de jours travaillés par semaine et avise les salariés, par écrit, des variations d'horaires décidées au moins 7 jours calendaires à l'avance sauf pour des raisons de sécurité ou des raisons impératives, telles que pour des raisons climatiques ou en cas de contraintes commerciales et techniques imprévisibles.

Dans le cadre de la modulation, les salariés quittant l'entreprise et n'ayant pas récupéré des heures effectuées en deçà de 35 heures en période basse, en conservent le bénéfice, sauf en cas de démission ou de licenciement pour faute grave ou lourde.

Les salariés ayant accumulé un crédit d'heures effectuées au-delà de 35 heures, au moment de la rupture du contrat

de travail, reçoivent une indemnité correspondant à leurs droits acquis.

S'il apparaît dans le mois précédant la fin de la période modulée que les baisses d'activité ne pourront pas être suffisamment compensées par les hausses d'activité, l'entreprise sortant du cadre de la modulation peut solliciter l'indemnisation au titre du chômage partiel des heures ainsi perdues, sans que cela conduise à faire récupérer des jours indemnisés par le chômage intempéries.

Article 9

Repos non pris sur la période de référence

Si des travaux supplémentaires ou urgents, ou une absence justifiée du salarié, font obstacle à la prise des repos prévus aux articles 6 et 7 du présent accord au cours de la période de référence, le repos équivalent est reporté au premier trimestre de la période suivante.

Article 10

Départ au cours de la période de référence

Lorsqu'un salarié quitte l'entreprise au cours de la période de référence sans avoir pris tout ou partie des repos prévus aux articles 6 et 7 du présent accord, il recouvre une indemnité correspondant à ses droits acquis conformément aux dispositions prévues au dernier alinéa de l'article 3 du présent accord.

Si le repos, pris par anticipation, excède les droits acquis, le salarié en conserve le bénéfice sauf en cas de démission ou de licenciement pour faute grave ou lourde.

Article 11

Rémunération

Tout aménagement du temps de travail dans les conditions des articles 5, 6, 7 et 8 du présent accord fait l'objet d'un lissage de la rémunération mensuelle correspondant à 152 heures par mois.

La rémunération des nouveaux embauchés ne peut être inférieure aux salaires minimaux conventionnels mensuels.

Article 12 (d'origine)

Contingent d'heures supplémentaires

(Résultant de l'avenant n°2 du 17 décembre 2003, étendu par arrêté du 19 mai 2004, JO 29 mai 2004, applicable à compter du 1er janvier 2004)

Les entreprises peuvent utiliser pendant l'année civile un contingent d'heures supplémentaires, sans avoir besoin de demander l'autorisation de l'inspection du travail, dans la limite de 145 heures par salarié.

Ce contingent est augmenté de 35 heures par an et par salarié pour les salariés dont l'horaire n'est pas annualisé.

Article 12 (nouveau)

Application de l'avenant suspendue par la cour d'appel de Paris (v. ci-avant)

Contingent d'heures supplémentaires

Mod. par Avenant n° 3, 7 mars 2018, non étendu⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;

FFB ;

FFIE ;

Fédération SCOP BTP, section Bâtiment.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois CFDT ;

FNSCBA CGT ;

FG FO ;

CFE CGC BTP ;

UFIC UNSA ;

Fédération BATI-MAT-TP-CFTC.

[application suspendue par la cour d'appel de Paris⁽¹⁾

(1) Dans un arrêté du 10 janvier 2019, la Cour d'Appel de Paris a suspendu l'application de l'avenant n° 3 du 7 mars 2018 non étendu relatif aux heures supplémentaires, cette suspension ayant pris effet le 26 février 2019 (CA Paris, 10 janv. 2019, n° 18/06465). À la suite de cette suspension, les partenaires sociaux ont repris les négociations paritaires qui ont abouti à la signature d'un nouvel avenant le 20 mars 2019 (identique à celui du 7 mars 2018) qui devait entrer en application le 1^{er} mai 2019. Toutefois, la CFDT et la CGT, organisations syndicales majoritaires, ont formé opposition à l'entrée en vigueur de ce nouvel avenant. Il en résulte que, depuis le 26 février 2019, les dispositions antérieures ont retrouvé application dans les entreprises adhérentes (v. ci-avant article 12 (d'origine)). Compte-tenu de l'insécurité juridique créée par cette situation, nous avons fait le choix éditorial, pour une période transitoire et dans l'attente de la position des partenaires sociaux, de maintenir dans le texte intégral les dispositions de l'avenant n° 3 du 7 mars 2018, bien qu'elles ne soient plus applicables à ce jour. Les partenaires sociaux devraient en effet, selon nous, rouvrir les négociations afin de reprendre l'essentiel de ces textes.

CA Paris, 10 janv. 2019, n° 18/06465 :

Copies exécutoires
délivrées aux parties le : 23 janvier 2019
République Française
Au nom du peuple français
Cour d'appel de Paris
Pôle 6 - Chambre 2
Arrêt du 10 janvier 2019
(n° , 8 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : N° RG 18/06465 - N° Portalis 35L7-V-B7C-B5L3O
Décision déferée à la Cour : Ordonnance du 6 Mars 2018 - Tribunal de Grande Instance de Paris - RG n° 18/51946

Appelante

Fédération Nationale des Salariés de la Construction-Bois-Ameublement (FNSCBA) prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

263 rue de Paris (Case 413)
93514 Montreuil

Représentée par M^e Cathy Farran, avocat au barreau de Paris, toque : D1553
Intimés

Fédération française du bâtiment
33 avenue Kleber
75016 Paris

Représentée par M^e Claude Vaillant, avocat au barreau de Paris, toque : P0257

Fédération Générale Force Ouvrière Construction prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
170-172 avenue Parmentier
CS 20006

75479 Paris Cedex 10

Représentée par M^e Christophe Noize, avocat au barreau de Paris, toque : J115, avocat postulant, et M^e Claudia Forgione, avocat au barreau de Nice, avocat plaidant

Syndicat CFE-CGC-BTP pris en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
15 rue de Londres
75009 Paris

Représentée par M^e Patricia Hardouin, avocat au barreau de Paris, toque : L0056, avocat postulant, et M^e Bérengère Long, avocat au barreau de Paris, toque : E1814, avocat plaidant

Fédération des Sociétés Coopératives du Bâtiment et des Travaux Publics (SCOP BTP) prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
64 bis rue de Monceau
75008 Paris

Non représentée

Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois - CFDT prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

47/49 avenue Simon Bolivar
75019 Paris/France

Non représenté

Fédération BATI-MAT-TP-CFTC prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
251 rue du Faubourg Saint Martin
75010 Paris

Non représentée

Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

2 rue Béranger
75003 Paris

Non représentée

Fédération UHSA-BTF Fédération Industrie et Construction prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
21 rue Jules Ferry
93170 Bagnolet/France

Non représentée

Partie Intervenante
Monsieur Philippe Christmann
7 rue Honoré de Balzac
93100 Montreuil

Représenté par M^e Cathy Farran, avocat au barreau de Paris, toque : D1553
Composition de la Cour :

En application des dispositions des articles 786 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 23 Novembre 2018, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Mariella Luxardo, Présidente, en son rapport et M^{me} Monique Chaulet, Conseillère.

Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

M^{me} Mariella Luxardo, Présidente de chambre
M^{me} Monique Chaulet, Conseillère
M. Christophe Estève, Conseiller

Arrêt :

- rendu par défaut,
- par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile,
- signé par Mariella Luxardo, Présidente de chambre et par Martine Joantauzy, Greffier, présente lors de la mise à disposition.

Vu l'ordonnance rendue le 6 mars 2018 par le président du tribunal de grande instance de Paris statuant en référé qui a :

- rejeté la demande de nullité de l'assignation,
- rejeté l'ensemble des demandes de la Fédération CGT FNSCBA,
- dit que l'ensemble des réunions paritaires relatives aux négociations collectives susmentionnées sur les effets d'une restructuration de branche sur les conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 et de leurs avenants locaux devront se poursuivre, après la prochaine réunion prévue pour le 7 mars 2018 à 9 h 00, dans les locaux des services territorialement compétents de la direction générale du travail,
- condamné la Fédération CGT FNSCBA aux dépens et à payer à la Fédération Française du Bâtiment une indemnité de 4.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile et aux dépens,
- dit que la présente décision est opposable à la CAPEB, à la SCOP-BTP, à la Fédération Générale FO Construction, à la Fédération FNSCB CFDT, à la Fédération Bati Mat TP CFTC, au syndicat CFE-CGC-BTP et au syndicat UNSA-BTP ;

Vu l'appel interjeté contre cette décision le 20 mars 2018 par la Fédération CGT FNSCBA ;

Vu ses conclusions du 15 novembre 2018 ;

Vu les conclusions de la Fédération Française du Bâtiment du 9 novembre 2018 ;

Vu les conclusions de la Fédération Générale FO Construction du 29 août 2018 ;

Vu les conclusions du syndicat CFE-CGC-BTP du 31 mai 2018 ;

Vu la signification de la déclaration d'appel en date du 16 avril 2018 à la CAPEB qui n'a pas constitué avocat ;

Vu la signification des conclusions de la Fédération CGT FNSCBA en date du 29 mai 2018 à la CAPEB ;

Vu les conclusions en intervention volontaire de M. Christmann du 15 novembre 2018 à 16 h 46 ;

Vu l'ordonnance de clôture rendue le 16 novembre 2018 à 9 h 30 ;

Vu l'article 455 du code de procédure civile ;

Motifs de l'arrêt

Sur la caducité de l'appel de la Fédération CGT FNSCBA à l'égard de la SCOP-BTP, de la Fédération Bati Mat TP CFTC, du syndicat UNSA-BTP et de la Fédération FNSCB CFDT

La Fédération CGT FNSCBA ne justifie pas de la signification de la déclaration d'appel et de l'avis de fixation, à la SCOP-BTP, à la Fédération Bati Mat TP CFTC, au syndicat UNSA-BTP et à la Fédération FNSCB CFDT.

La signification de ses conclusions les 28 et 29 mai 2018 ne permet pas de régulariser le défaut de signification de la déclaration d'appel dans les dix jours de l'avis de fixation du 6 avril 2018, sanctionné par la caducité de l'acte en application de l'article 905-1 du code de procédure civile.

Il convient par suite de prononcer la caducité de l'appel à l'égard de ces intimés non constitués.

Sur la régularité de l'intervention volontaire en appel de M. Christmann

M. Christmann est intervenu volontairement à l'instance par conclusions signifiées par RPVA le 15 novembre 2018 à 16 h 46.

La FFB conteste la régularité de l'intervention volontaire réalisée la veille de la clôture de l'instruction de l'affaire.

Il convient en effet de relever que l'ordonnance de clôture a été rendue le 16 novembre 2018 à 9 h 30 et que M. Christmann représenté par le même avocat que la Fédération CGT FNSCBA avait connaissance de cette date depuis le début de la procédure d'appel.

Cette intervention volontaire sera déclarée irrecevable comme étant tardive, les autres parties à l'instance se trouvant dans l'impossibilité de répondre aux demandes de M. Christmann.

Sur la recevabilité de l'appel incident de la Fédération Générale FO Construction

La Fédération CGT FNSCBA conteste la recevabilité de l'appel incident de la Fédération Générale FO Construction au premier motif que son avocat n'a pas déposé d'acte de constitution. Elle considère en outre que la Fédération FO Construction ne dispose pas de la capacité juridique ni son secrétaire général du pouvoir d'ester en justice dès lors qu'elle n'a pas tenu son congrès depuis quatre ans, contrairement aux exigences fixées par ses statuts, et que seul le congrès a le pouvoir de déterminer l'orientation de la Fédération.

La Fédération Générale FO Construction s'oppose aux moyens au motif que la constitution d'avocat par RPVA n'est pas obligatoire et qu'en tous cas l'acte de constitution a bien été signifié à l'appelant. Elle ajoute que la tenue du congrès est sans effet sur l'objet social du syndicat qui reste toujours le même, la présente procédure qui porte sur sa participation à la négociation collective, s'inscrivant dans l'objet du syndicat ; que l'existence de la personnalité morale n'est pas subordonnée à la tenue du congrès tous les quatre ans et que les mandats en cours restent en vigueur tant que le congrès ne s'est pas réuni.

Il convient en effet de relever que la Fédération CGT FNSCBA communique l'acte de constitution de Maître Noize représentant la Fédération Générale FO Construction, signifié par RPVA le 24 avril 2018.

Par ailleurs la Fédération Générale FO Construction verse aux débats ses statuts dont il ressort à l'article 11.9.4 que le secrétaire général de la Fédération, dispose du pouvoir d'ester en justice.

Ce pouvoir n'est pas conditionné par l'approbation d'une autre instance fédérale et la tenue du congrès tous les quatre ans n'est pas nécessaire à la survie de sa personnalité juridique ou à l'action du syndicat.

Les moyens ne sont donc pas fondés et seront rejetés.

Sur le rejet des conclusions tardives de la Fédération Générale FO Construction

Les parties ont été informées de la date prévue de la clôture au 16 novembre 2018.

Les conclusions signifiées le 21 novembre 2018 par la Fédération Générale FO Construction sont postérieures à la clôture et doivent être écartées, la cour devant se prononcer uniquement au regard des conclusions signifiées le 29 août 2018 par la Fédération Générale FO Construction.

Sur la régularité de la procédure engagée par la Fédération CGT FNSCBA

À titre liminaire, la Fédération Générale FO Construction fait valoir que la procédure engagée par la Fédération CGT FNSCBA est irrégulière dès lors que l'assignation du 1^{er} mars 2018 ne mentionne pas l'organe qui représente légalement cette fédération, et que ses statuts ne permettent pas de déterminer si la décision d'agir en justice est détenue par la commission exécutive fédérale ou le bureau fédéral, cette irrégularité lui causant un grief qui résulte de la confusion des rôles des instances fédérales ; que le document communiqué par la Fédération CGT FNSCBA ne permet pas de vérifier que la décision a été prise à l'issue d'une délibération collégiale de l'instance compétente.

La Fédération CGT FNSCBA soutient que le mandat d'agir en justice a été donné les 26 et 27 février 2018 par la commission exécutive fédé-

rale, les statuts reconnaissant aussi cette compétence au bureau fédéral en cas d'urgence ; que la Fédération Générale FO Construction ne justifie d'aucun grief alors que l'assignation ne présentait pas de demande contre elle.

La Fédération CGT FNSCBA verse aux débats le mandat d'agir en justice donné les 26 et 27 février 2018 par la commission exécutive fédérale à son secrétaire général, en vue d'exercer l'action suite au refus de la FFB de laisser M. Christmann assister à la réunion du 14 février 2018. Ce mandat est conforme à l'article 27 de ses statuts qui donne à la commission exécutive fédérale le pouvoir de décider des actions en justice devant être engagée par la Fédération.

La communication de la délibération de la commission exécutive fédérale n'est pas nécessaire dès lors que la tenue de cette commission est établie par le relevé des décisions de février 2018 versé aux débats, la Fédération Générale FO Construction n'invoquant au surplus aucun grief qui lui serait causé par l'éventuelle irrégularité à ce titre.

Les moyens de nullité sont par suite dépourvus de fondement.

L'ordonnance du 6 mars 2018 mérite sa confirmation à ce titre.

Sur le bien-fondé de la demande de la Fédération CGT FNSCBA

La Fédération CGT FNSCBA a engagé l'action au motif que la FFB a refusé l'accès à la réunion du 14 février 2018 au président de sa délégation, M. Christmann, alors que cette réunion portait sur la négociation de la restructuration de plusieurs conventions collectives du bâtiment ; que ce refus est constitutif d'une entrave à la liberté syndicale garantie par l'article 11 de la convention européenne des droits de l'Homme, d'une violation du principe du paritarisme, et d'une ingérence dans le choix des membres de la délégation de la Fédération ; qu'elle est l'organisation syndicale la plus représentative dans cette branche puisqu'elle a recueilli 44 % de la confiance auprès des ouvriers du bâtiment ; que la FFB dont la volonté était de l'écarter des négociations de branche, a pris prétexte d'un contentieux ancien avec M. Christmann qui n'a jamais été condamné pour des faits de violences mais pour des faits de dégradation, sa condamnation contraventionnelle ayant été infirmée par l'arrêt du 28 mai 2018 qui l'a relaxé des faits.

La FFB fait valoir qu'elle a refusé l'accès à titre personnel à l'un des membres de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA, les autres membres ayant refusé d'assister à la réunion par solidarité ; que M. Christmann est un habitué de comportements violents, tels qu'établis le 24 avril 2014 dans les locaux de la FFB, puis lors d'une manifestation du 27 mai 2016, et enfin avant la réunion du 14 février 2018 en diffusant sur son compte Facebook une vidéo dans laquelle il menaçait de "faire péter la réunion" ; que la FFB a été contrainte de refuser l'entrée à M. Christmann qui s'est présenté avec 12 ou 15 personnes

La Fédération Générale FO Construction s'associe aux prétentions de la FFB au motif que M. Christmann faisait peser des menaces de violences sur les réunions de négociation ; elle ajoute que celui-ci ne conteste pas être l'auteur des faits reprochés le 24 avril 2014 puisqu'il n'a pas interjeté appel de la décision, la relaxe n'ayant été prononcée sur l'exercice des voies de recours par le ministère public.

Le syndicat CFE-CGC-BTP fait valoir que le trouble manifestement illicite est inexistant, toutes les délégations ayant été soumises au même contrôle de filtrage à l'entrée des locaux de la FFB. Elle s'en remet à l'appréciation de la cour sur les comportements imputés à M. Christmann mais s'oppose à la suspension des accords signés en mars 2018 au motif que la Fédération CGT FNSCBA a fait le choix de ne plus participer aux réunions paritaires de branche.

Il n'est pas contesté que M. Christmann détient des mandats très divers au sein de la Fédération CGT FNSCBA, dont celui d'être administrateur de la Fédération depuis 2011, ce qui donne un fondement effectif au choix fait par cette dernière de le désigner comme responsable de la délégation en vue de la négociation de plusieurs accords de branche du bâtiment.

La FFB ne conteste pas que la Fédération CGT FNSCBA représente 44 % du vote des salariés pour les ouvriers du bâtiment dans le champs des entreprises employant moins de dix salariés et dans la totalité du champ du bâtiment elle représente 29,18 % de la représentation des salariés.

La FFB s'appuie en premier lieu pour justifier son refus de laisser l'accès à M. Christmann à la réunion du 14 février 2018, sur un jugement du 16 décembre 2016 du tribunal correctionnel de Paris.

Or il ressort des termes de l'arrêt du 28 mai 2018 de la cour d'appel de Paris que M. Christmann a été relaxé de l'intégralité des faits reprochés le 24 avril 2014, poursuivis par le ministère public au titre de dégradations en réunion et de complicité de dégradations, la cour rejetant la matérialité des faits imputés à M. Christmann qui les a toujours contestés.

Il ne peut donc être tiré aucun fait de violences ou de dégradations, du jugement du 16 décembre 2016 dès lors que cette décision se trouve anéantie par l'arrêt du 28 mai 2018, peu important que la cour d'appel ait été saisie par un appel exercé non par M. Christmann mais par le ministère public du fait de la disqualification des faits opérés par le tribunal.

S'agissant ensuite des enregistrements communiqués par la FFB sur un support Cdrom, il convient de relever que l'essentiel de ces enregistrements concernent les faits du 24 avril 2014, de sorte que les faits sont couverts par l'appréciation du juge pénal.

Par ailleurs la vidéo montre l'organisation de manifestations notamment devant les locaux de la FFB en 2016 et 2017, en soutien à M. Christmann, en raison de la condamnation dont il avait été personnellement l'objet.

Compte tenu de la relaxe de M. Christmann, il ne peut être tiré aucun argument de ces manifestations auxquelles ont participé des responsables syndicaux et politiques.

La vidéo comporte ensuite des images des agents de sécurité refusant l'entrée de M. Christmann dans les locaux de la FFB, le 14 février 2018.

Il convient de constater que M. Christmann était accompagné d'une dizaine de personnes et a prononcé les termes "on va la faire péter votre réunion".

Or ces termes, révélateurs d'une certaine animosité en dehors de son contexte, ont été prononcés sans agressivité après le refus des agents de sécurité de laisser entrer M. Christmann nommément désigné, et alors que celui-ci pouvait légitimement avoir le sentiment d'une mise à l'écart personnelle puisqu'il était également l'objet de la condamnation pénale prononcée par le tribunal correctionnel qui sera infirmée en appel, cette mise à l'écart étant en outre non légitime en raison de sa qualité de président de la délégation venant aux réunions de négociation des accords de branche, désigné selon le respect de la procédure interne de la Fédération.

La FFB ne communique pas d'images provenant du compte Facebook de M. Christmann sur lequel il aurait diffusé des propos identiques, en dehors de ceux élevés lors de l'opposition par les agents de sécurité de la FFB à sa participation à la réunion du 14 février 2018.

Par ailleurs, la FFB ne s'explique pas sur le refus d'organiser la réunion au sein des locaux de la direction générale du travail, demande présentée à titre subsidiaire par la Fédération CGT FNSCBA devant le premier juge, légitime puisque les négociations portaient sur des accords collectifs importants couvrant le secteur du bâtiment, demande à laquelle l'ordonnance a fait droit en fixant la réunion des partenaires sociaux au 7 mars 2018.

Il ressort de l'ensemble de ces éléments que FFB ne justifie pas d'un motif légitime pour s'opposer à la participation de M. Christmann à la réunion du 14 février 2018.

Le refus des autres membres de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA de participer à la réunion sans M. Christmann nommé chef de la délégation par les organes internes, était légitime et les intimés ne peuvent pas sérieusement soutenir que cette Fédération a fait le choix de ne pas participer aux réunions de négociation.

Il s'ensuit que les accords signés à la suite des réunions qui se sont tenues les 14 février 2018 et 7 mars 2018 en l'absence de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA, sont entachés d'une irrégularité manifeste.

Il convient de faire droit à la demande de suspension des effets de ces accords, la FFB devant reprendre la procédure de négociation en laissant l'accès à la délégation choisie par la Fédération CGT FNSCBA.

L'astreinte n'est pas nécessaire dès lors que la tenue des réunions ne peut pas se faire en l'absence des organisations syndicales représentatives régulièrement convoquées.

Sur l'article 700 du code de procédure civile

Au vu de la solution du litige, la FFB devra verser à la Fédération CGT FNSCBA la somme de 3.500 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile.

Les autres demandes présentées sur le même fondement, seront rejetées.

Par ces motifs :

La Cour,

Statuant par rendu par défaut, mis à disposition au greffe,

Prononce la caducité de l'appel à l'égard de la SCOP-BTP, de la Fédération Bati Mat TP CFTC, du syndicat UNSA-BTP et de la Fédération FNSCB CFDT,

Déclare irrecevable l'intervention volontaire en appel de M. Christmann,

Déclare recevable l'appel incident de la Fédération Générale FO Construction,

Rejette comme tardives les conclusions signifiées le 21 novembre 2018 par la Fédération Générale FO Construction,

Confirme l'ordonnance du 6 mars 2018 en ce qu'elle a rejeté la demande de nullité de l'assignation,

L'infirmes pour le surplus,

Statuant à nouveau sur les autres chefs de demandes,

Déclare recevable la demande de suspension des accords signés à la suite des réunions qui se sont tenues les 14 février 2018 et 7 mars 2018 sans la présence de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA,

Dit que la signature de ces accords est entachée d'une irrégularité manifeste,

Ordonne la suspension des effets de ces accords,

Rejette les autres demandes des parties,

Condamne la FFB aux dépens de l'instance en référé et à payer à la Fédération CGT FNSCBA la somme de 3.500 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile.

La Greffière

La Présidente

]

Les entreprises peuvent utiliser pendant l'année civile un contingent d'heures supplémentaires, dans la limite de 265 heures par salarié.

Ce contingent est augmenté de 35 heures par an et par salarié pour les salariés dont l'horaire n'est pas annualisé.

Article 13 **Compte épargne temps**

Conformément à la législation en vigueur, le salarié qui le désire peut cumuler des droits à congés rémunérés par le biais du compte épargne temps.

Cette possibilité sera opérationnelle lorsque le compte épargne temps sera géré au niveau de la branche par un fonds paritaire que les partenaires sociaux envisagent de mettre en place.

Sur une période maximale de 4 années, la moitié des jours de repos prévus aux articles 6 et 7 du présent accord pourront alors alimenter un compte épargne temps pour tout salarié ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, qui en ferait la demande par écrit.

Il est fait mention des droits ainsi acquis calculés en heures sur le bulletin de paye.

Si le contrat de travail est rompu sans que les droits à congé aient été pris, le salarié perçoit une indemnité compensatrice d'un montant correspondant aux droits acquis à la date de la rupture.

L'utilisation du compte épargne temps par le salarié peut se faire sous la forme de congés rémunérés accumulés, par exemple, pour un congé de formation, un congé dit "sans solde", ou pour une cessation d'activité anticipée.

Article 14 **Temps partiel**

Les salariés à temps partiel, solidaires de la création d'emplois, bénéficient du régime de la réduction du temps de travail de 10,26% avec maintien de la rémunération, aux mêmes conditions que les salariés à temps plein.

Ils bénéficient des jours de repos au prorata des jours travaillés.

Dans le cas où l'horaire à temps partiel aurait été décidé pour une durée indéterminée, le salarié bénéficie d'une priorité pour l'attribution d'heures complémentaires ou de tout emploi à temps plein qui viendrait à être créé ou à devenir vacant et que sa qualification professionnelle initiale ou acquise lui permettrait d'occuper.

Article 15 **Prime de vacances**

Le minimum de 1.675 heures travaillées au cours de l'année de référence pour le versement de la prime de vacances, conformément à l'article V-25 de la Convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, est abaissé à 1.503 heures.

Article 16 **Chômage partiel**

En cas de sous activité, le recours au chômage partiel ne sera possible qu'après épuisement des jours de repos effec-

tivement dus. Ceux-ci seront utilisés au prorata des jours à disposition de l'entreprise et du salarié.

Article 17 **Embauches ou préservation d'emplois**

(Modifié par avenant n° 1 du 10 mai 2000 étendu par arrêté du 23 novembre 2000, JO 5 décembre 2000, applicable à compter du 1^{er} janvier 2001)

Volet offensif

Les entreprises souhaitant bénéficier des aides de l'État prévues à l'article 3 de la loi du 13 juin 1998 s'engagent à créer des emplois correspondant à 6% au moins de leurs effectifs, dans les 6 mois qui suivent la réduction du temps de travail dans l'entreprise. Cet engagement en terme d'accroissement des effectifs ne concerne pas les entreprises occupant moins de 9 salariés en équivalent temps plein.

L'aide est attribuée à l'entreprise sur la base d'une déclaration de l'employeur à la DDTEFP, selon laquelle l'entreprise décide d'appliquer l'accord du 9 septembre 1998 ainsi que son avenant n° 1 et précisant la date d'application dans l'entreprise, la modalité de réduction du temps de travail retenue, ainsi que le cas échéant, le nombre d'emplois créés, la date de chaque étape dans le respect des dispositions définies à l'article 6 de l'avenant n° 1.

L'effectif ainsi augmenté doit être maintenu pendant 2 ans à compter de l'embauche effectuée.

Les embauches, notamment d'apprentis et de jeunes en contrat d'insertion en alternance, réalisées à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998, c'est-à-dire depuis le 16 juin 1998, seront considérées comme des embauches nouvelles au sens de ladite loi pour toutes les entreprises relevant de l'accord et le mettant en oeuvre à compter de la date de publication de son arrêté d'extension.

Les salariés concernés ne seront donc pas comptés dans l'effectif pour le calcul des 6%.

Volet défensif

Les entreprises connaissant des difficultés économiques susceptibles de les conduire à une ou plusieurs suppressions d'emplois peuvent également bénéficier des aides de l'État si elles s'engagent à maintenir les effectifs actuels pendant une période minimale de 2 années à compter de la réduction du temps de travail dans l'entreprise.

Article 18 **Groupements d'employeurs**

Les embauches peuvent être réalisées dans le cadre d'un groupement d'employeurs, constitué en application des lois du 25 juillet 1985 et du 20 décembre 1993, cette procédure pouvant concerner tout particulièrement le personnel d'encadrement.

Si ces embauches correspondent à au moins 6% du total des effectifs des membres composant le groupement, les aides de l'État seront calculées en fonction des effectifs cumulés et profiteront ainsi aux entreprises membres du groupement qui réduisent le temps de travail dans le cadre d'un accord négocié au niveau de ce groupement.

Article 19 **Personnel d'encadrement**

Les modalités de la réduction et de l'aménagement du temps de travail s'appliquent au personnel d'encadrement des entreprises concernées par le présent accord.

Dans le contexte de cet accord, le chef d'entreprise fixera en concertation avec les cadres, en particulier l'encadrement de chantier, les possibilités d'assouplir leur temps de travail de manière à ce qu'il soit en harmonie avec l'horaire général de l'entreprise.

Article 20 **Réexamen de l'accord**

Dans la mesure où des dispositions de caractère législatif ou réglementaire, spécifiques aux entreprises définies à l'article 2, compléteraient la loi du 13 juin 1998 et les décrets du 22 juin 1998, les partenaires sociaux s'engagent à réexaminer les conséquences que pourraient avoir ces dispositions nouvelles sur celles prévues au présent accord (voir avenant du 10 mai 2000).

Article 21 **Suivi de l'accord**

(Modifié par avenant n° 1 du 10 mai 2000 étendu par arrêté du 23 novembre 2000, JO 5 décembre 2000, applicable à compter du 1^{er} janvier 2001)

Un suivi et un bilan de l'application de cet accord seront réalisés annuellement par les partenaires sociaux signataires dans le cadre de l'accord du 4 mai 1995 portant organisation de la négociation collective dans le bâtiment pour les salariés employés dans les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés.

Il est en outre mis en place une commission paritaire régionale d'avis et des litiges, celle-ci à pour mission de suivre l'application de l'accord dans les entreprises concernées et d'émettre un avis motivé pour l'ensemble des entreprises en cas de litiges liés au présent accord. Elle reçoit copie des conventions signées par les entreprises ou copie de leurs déclarations telles que visées à l'article 6 de l'avenant n° 1, pour les entreprises sollicitant les aides prévues à l'article 3 de la loi du 13 juin 1998, ainsi qu'une copie de la déclaration faite auprès des URSSAF pour les entreprises sollicitant le bénéfice de l'allégement des cotisations sociales, visée au point XI de l'article 19 de la loi du 19 janvier 2000.

La déclaration adressée à l'URSSAF est également transmise aux organisations syndicales de salariés signataires de cet accord.

En cas de désaccord entre les deux collèges, la commission paritaire régionale peut saisir les organisations signataires.

Article 22

Entrée en vigueur

Cet accord entrera en application le premier jour du mois civil suivant la parution au Journal officiel de son arrêté d'extension.

Article 23

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Annexe 1

Champ d'application

Le critère d'application du présent accord est l'activité réelle exercée par l'entreprise, le code APE attribué par l'INSEE ne constituant à cet égard qu'une simple présomption.

Activités visées :

2106 Construction métallique

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le Bâtiment (x).

2403 Fabrication et installation de matériel, aéraulique, thermique et frigorifique

Sont visées :

— les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (x).

5510 Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voiries ; parcs et jardins

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de VRD, de voiries et dans les parcs et jardins.

5512 Travaux d'infrastructure générale

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

5520 Entreprises de forages, de sondages ; fondations spéciales

Sont visées dans cette rubrique :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales ainsi que :

— les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;

— les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;

— les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.

5530 Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

5531 Installations industrielles ; montage-levage

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage ainsi que :
 - les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;
 - les entreprises de construction de cheminées d'usine.

5540 Installation électrique

À l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, appliquaient une autre convention collective que celles du bâtiment) ;
- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;
- les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;
- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

5550 Construction industrialisée

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (x).

5560 Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

5570 Génie climatique

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
- les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
- les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

5571 Menuiserie-serrurerie

À l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagement de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure y compris les murs-rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;
- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du bâtiment (fabrication, pose et réparation) (x) ;
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le bâtiment (fabrication et pose associées) (x) (balcons, rampes d'escalier, grilles, ...) ;
- les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé (x).

5572 Couverture-plomberie-installations sanitaires

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie-installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

5573 Aménagement-finitions

Sont notamment visées :

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
- les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du bâtiment ;
- les entreprises de peinture de bâtiment, décoration ;
- les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques, ...) ;

pour les entreprises de pose de vitres, de glace, de vitrine (x) :

- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines, ...) ; cependant, pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique (x) ;
- les entreprises de pose de paratonnerre (à l'exclusion de la fabrication) ;
- les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.

8708 Services de nettoyage

Sont visées pour partie, les entreprises de ramonage.

(x) Clauses d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) - représente au moins 80% de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20% et 80%, les entreprises peuvent opter pour l'application du présent texte, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent texte ou, à défaut, des représentants du personnel, s'ils existent.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20%, le présent accord n'est pas applicable.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, et d'autre part une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics, lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60% de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel, effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, se situe entre 40% et 60% de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, s'ils existent, pour l'application du présent accord.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication

de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40% de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application, l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107 Menuiserie métallique de bâtiment

Toutefois, l'extension du présent accord ne sera pas demandée pour cette activité. Il en sera de même pour la fabrication et la pose associée de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

Avenant n° 1 du 10 mai 2000

[Étendu par arrêté du 23 novembre 2000, JO 5 décembre 2000, modifié par avenant n2 du 17 décembre 2003, non étendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2004 ⁽¹⁾

(1) Signataires de l'avenant n2 du 17 décembre 2003 :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB.

Syndicat(s) de salariés :

FNCB-CFDT;

BAT-MAT-TP-CFTC;

CGT-FO.

]

(Applicable le 1^{er} jour du mois suivant la parution de son arrêté d'extension, soit le 1^{er} janvier 2001)

Avenant n° 3, 7 mars 2018, non étendu⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;

FFB ;

FFIE ;

Fédération SCOP BTP, section Bâtiment.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois CFDT ;

FNSCBA CGT ;

FG FO ;

CFE CGC BTP ;

UFIC UNSA ;

Fédération BATI-MAT-TP-CFTC.

Préambule

La loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail, met en place un certain nombre de mesures nouvelles, dont l'entrée en application est subordonnée à la conclusion d'accords collectifs étendus. Cette loi introduit notamment des mesures spécifiques aux entreprises, dont l'effectif est inférieur ou égal à vingt salariés, dont la mise en oeuvre effective nécessite qu'elles puissent se référer à un accord national de branche, conformément à la philosophie développée par les partenaires sociaux lors de la négociation de l'accord du 9 septembre 1998.

Le présent avenant s'inscrit par ailleurs dans l'application de l'article 20 de l'accord du 9 septembre 1998, prévoyant que les partenaires sociaux procéderont à un réexamen dudit accord, si des dispositions de caractère législatif ou réglementaire nouvelles entraînaient des conséquences sur les entreprises artisanales du bâtiment en matière de réduction du temps de travail.

C'est pourquoi, afin de tenir compte des incidences de la loi du 19 janvier 2000, les partenaires sociaux conviennent des dispositions suivantes :

Article 1 Champ d'application

L'article 2 "champ d'application" de l'accord du 9 septembre 1998 est rédigé de la manière suivante :

"Est concerné par le présent accord, l'ensemble des salariés (ouvriers, ETAM et cadres) quelle que soit la forme de leur contrat de travail, sous réserve des dispositions applicables aux jeunes travailleurs, et les salariés intérimaires

occupés dans les entreprises du bâtiment qui appliquent à leurs ouvriers la convention collective nationale du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés) et dont l'activité est visée à l'annexe 1 du présent accord.

Article 2

Organisation des périodes d'astreinte

L'astreinte est une période pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'entreprise, la durée de cette intervention étant considérée comme du temps de travail effectif.

L'organisation des périodes d'astreinte sera définie dans le cadre d'accords paritaires étendus régionaux ou, à défaut, départementaux. Ces accords fixeront :

- 1) les modalités de décompte du temps d'intervention du salarié ;
- 2) les moyens permettant aux salariés d'être joints hors de leur domicile ;
- 3) les modes d'organisation des astreintes dans l'entreprise ;
- 4) les compensations financières ou sous forme de repos auxquelles elles donnent lieu, leur périodicité et leur mode de revalorisation ;
- 5) les modalités d'information des salariés.

Article 3

Régime des heures supplémentaires avec anticipation

Pour les entreprises relevant du champ d'application du présent avenant et qui anticipent le passage aux 35 heures, le régime des heures supplémentaires applicable est le suivant :

— À compter du premier jour du mois civil suivant la parution au Journal Officiel de l'arrêté d'extension du présent avenant jusqu'au 31 décembre 2000 (période transitoire)

- de la 36^{ème} à la 39^{ème} heure incluse : majoration de salaire de 10 %
- de la 40^{ème} à la 43^{ème} heure incluse : majoration de salaire de 25 %
- à partir de la 44^{ème} heure : majoration de salaire de 50 %

— À partir du 1^{er} janvier 2001 (période définitive)

- de la 36^{ème} à la 39^{ème} heure incluse : majoration de salaire de 25 %
- de la 40^{ème} à la 43^{ème} heure incluse : majoration de salaire de 25 %
- à partir de la 44^{ème} heure : majoration de salaire de 50 %

Pour l'application de l'article 6 du présent avenant, les heures supplémentaires sont les heures effectuées au-delà de la référence définie dans les étapes et majorées dans les conditions du présent article.

Article 4

Travail intermittent

Le travail intermittent, tel que défini à l'article 14 de la loi du 19 janvier 2000 pourra faire l'objet d'une mise en oeuvre dans le cadre d'accords paritaires étendus départementaux ou régionaux. Ces accords préciseront notamment :

1. la nature des emplois permanents comportant l'alternance de périodes travaillées et non travaillées ;
2. les mentions obligatoires du contrat de travail intermittent, à savoir :
 - la qualification du salarié ;
 - les éléments de la rémunération ;
 - la durée annuelle minimale de travail du salarié ;
 - les périodes pendant lesquelles le salarié travaille ;
 - la répartition des heures de travail à l'intérieur de cette période.
3. les adaptations nécessaires aux entreprises situées dans des secteurs géographiques fortement marqués par l'existence de périodes d'inactivité comme les zones de montagne.

La mise en place de ces contrats ne doit pas avoir pour effet d'entraîner un dépassement de la durée maximale de travail fixée par la loi.

Les parties signataires s'engagent à demander une étude sur l'incidence de ce dispositif en matière de frais de santé, de prévoyance et de prime de vacances et ouvrir des négociations si nécessaire.

Article 5

Formation et réduction du temps de travail

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 janvier 2000, le présent article précise les conditions dans lesquelles le développement des compétences des salariés peut être organisé pour partie hors du temps de travail effectif, sous réserve que les formations correspondantes soient utilisables à l'initiative du salarié ou reçoivent son accord écrit.

Les actions de formation visées sont celles ayant pour objet exclusif le développement des compétences du salarié, distinctes des simples actions d'adaptation à l'emploi. Sont concernées plus particulièrement, les actions de promotion utilisables par le salarié en dehors de l'entreprise dans laquelle il se trouve employé, ainsi que les actions de formation qualifiantes sanctionnées par un titre ou un diplôme de l'enseignement technologique.

Les actions de formation ayant pour objet le développement des compétences des salariés peuvent être organisées hors du temps de travail effectif dans la limite de 21 heures de formation par an et par salarié.

Les dispositions ci-dessus définies sont applicables aux salariés bénéficiant d'une formation relevant du plan de formation ou du capital de temps de formation.

Les coûts pédagogiques afférents à ces actions de formation peuvent recevoir une participation financière de l'OPCA concerné, sur décision de son conseil de gestion.

Article 6

Organisation de la réduction du temps de travail en trois étapes

Pris en application des articles 23 et 24 de la loi du 19 janvier 2000, le présent article permet à toute entreprise relevant du champ d'application de l'accord du 9 septembre 1998 d'adopter, en trois étapes successives, un horaire collectif dégressif visant à porter l'horaire de référence à 35 heures hebdomadaires en moyenne annuelle, au plus tard le 1^{er} janvier 2002.

La réduction du temps de travail peut alors s'établir dans les conditions précisées par l'accord du 9 septembre 1998 et notamment celles inscrites dans son article 3, de la manière qui suit :

— Étape 1 :

37 heures hebdomadaires en moyenne annuelle entre la date de mise en oeuvre du présent avenant dans l'entreprise et le 31 mars 2001 ;

— Étape 2 :

36 heures hebdomadaires en moyenne annuelle du 1^{er} avril 2001 au 31 décembre 2001 ;

— Étape 3 :

35 heures hebdomadaires en moyenne annuelle à compter du 1^{er} janvier 2002.

Les conséquences de cette dégressivité sur les quatre modalités de réduction du temps de travail prévues aux articles 5, 6, 7 et 8 de l'accord du 9 septembre 1998 sont les suivantes :

- Modalité 1 :

— Étape 1 :

L'entreprise adopte un horaire hebdomadaire de 37 heures sur 5 jours. Sur deux semaines consécutives, elle peut appliquer un horaire de 39 heures la première semaine et 35 heures la seconde, sur 4 ou 5 jours.

— Étape 2 :

L'entreprise adopte un horaire hebdomadaire de 36 heures sur 4 ou 5 jours. Sur deux semaines consécutives, elle peut appliquer un horaire de 39 heures la première semaines et 33 heures la seconde sur 4 jours.

- Modalité 2 :

Cette modalité supporte la dégressivité de la manière suivante :

— par application de la dégressivité de la modalité 1 précédemment décrite, pour les étapes 1 et 2 ;

— par application de l'article 6 de l'accord du 9 septembre 1998 à savoir 36 heures sur 4 jours et 6 jours ouvrés de repos, pour l'étape 3.

- Modalité 3 (*Cette modalité 3 a fait l'objet d'une exclusion dans le cadre de l'extension de la convention collective nationale «Bâtiment : ETAM» du 12 juillet 2006 : (Arr. 5 juin 2007, JO 28 juin).*) :

— Étape 1 :

L'horaire hebdomadaire est fixé à 39 heures sur 5 jours et la réduction du temps de travail est organisée sous forme de repos rémunérés à raison de 12 jours ouvrés sur une base annuelle, au prorata de la durée effective de cette première étape.

— Étape 2 :

L'horaire hebdomadaire est fixé à 39 heures sur 5 jours et la réduction du temps de travail est organisée sous

forme de repos rémunérés à raison de 18 jours ouvrés sur une base annuelle, au prorata de la durée effective de cette seconde étape.

Ces jours de repos sont fixés pour 2/3 à la discrétion de l'employeur et pour 1/3 à la discrétion du salarié.

- Modalité 4 :

À l'article 8 de l'accord du 9 septembre 1998, il convient de substituer :

— Étape 1 :

La référence à 37 heures au lieu de 35 heures.

— Étape 2 :

La référence à 36 heures au lieu de 35 heures.

Article 7 d'origine
Régime des heures supplémentaires sans anticipation

L'article 5 de la loi du 19 janvier 2000 définit un nouveau régime des heures supplémentaires, en créant une période de transition d'un an avant la mise en place du mécanisme définitif. Pour les entreprises relevant du champ d'application du présent avenant et n'anticipant pas le passage aux 35 heures, la période de transition est fixée du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002, le mécanisme définitif entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2003.

Pour ces entreprises, le présent article règle le mode de compensation des heures supplémentaires effectuées de la 36^{ème} à la 39^{ème} heure incluse, par le versement d'un salaire majoré de 10 %, pendant la période transitoire et le versement d'un salaire majoré de 25 %, pendant la période définitive.

Cette mesure est applicable à compter des échéances prévues par la loi du 19 janvier 2000.

Article 7 (nouveau)
Application de l'avenant suspendue par la cour d'appel de Paris (v. ci-avant)

Contingent d'heures supplémentaires

Mod. par Avenant n° 3, 7 mars 2018, non étendu⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB ;

FFB ;

FFIE ;

Fédération SCOP BTP, section Bâtiment.

Syndicat(s) de salariés :

Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois CFDT ;

FNSCBA CGT ;

FG FO ;

CFE CGC BTP ;

UFIC UNSA ;

Fédération BATI-MAT-TP-CFTC.

[application suspendue par la cour d'appel de Paris⁽¹⁾

(1) Dans un arrêté du 10 janvier 2019, la Cour d'Appel de Paris a suspendu l'application de l'avenant n° 3 du 7 mars 2018 non étendu relatif aux heures supplémentaires, cette suspension ayant pris effet le 26 février 2019 (CA Paris, 10 janv. 2019, n° 18/06465). À la suite de cette suspension, les partenaires sociaux ont repris les négociations paritaires qui ont abouti à la signature d'un nouvel avenant le 20 mars 2019 (identique à celui du 7 mars 2018) qui devait entrer en application le 1^{er} mai 2019. Toutefois, la CFDT et la CGT, organisations syndicales majoritaires, ont formé opposition à l'entrée en vigueur de ce nouvel avenant. Il en résulte que, depuis le 26 février 2019, les dispositions antérieures ont retrouvé application dans les entreprises adhérentes (v. ci-avant article 7 (d'origine)). Compte-tenu de l'insécurité juridique créée par cette situation, nous avons fait le choix éditorial, pour une période transitoire et dans l'attente de la position des partenaires sociaux, de maintenir dans le texte intégral les dispositions de l'avenant n° 3 du 7 mars 2018, bien qu'elles ne soient plus applicables à ce jour. Les partenaires sociaux devraient en effet, selon nous, rouvrir les négociations afin de reprendre l'essentiel de ces textes.

CA Paris, 10 janv. 2019, n° 18/06465 :

Copies exécutoires

délivrées aux parties le : 23 janvier 2019

République Française

Au nom du peuple français

Cour d'appel de Paris

Pôle 6 - Chambre 2

Arrêt du 10 janvier 2019

(n° , 8 pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : N° RG 18/06465 - N° Portalis 35L7-V-B7C-B5L3O

Décision déférée à la Cour : Ordonnance du 6 Mars 2018 - Tribunal de Grande Instance de Paris - RG n° 18/51946

Appelante

Fédération Nationale des Salariés de la Construction-Bois-Ameublement (FNSCBA) prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

263 rue de Paris (Case 413)
93514 Montreuil

Représentée par M^e Cathy Farran, avocat au barreau de Paris, toque : D1553

Intimés

Fédération française du bâtiment
33 avenue Kleber
75016 Paris

Représentée par M^e Claude Vaillant, avocat au barreau de Paris, toque : P0257

Fédération Générale Force Ouvrière Construction prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
170-172 avenue Parmentier
CS 20006
75479 Paris Cedex 10

Représentée par M^e Christophe Noize, avocat au barreau de Paris, toque : J115, avocat postulant, et M^e Claudia Forgione, avocat au barreau de Nice, avocat plaidant

Syndicat CFE-CGC-BTP pris en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
15 rue de Londres
75009 Paris

Représentée par M^e Patricia Hardouin, avocat au barreau de Paris, toque : L0056, avocat postulant, et M^e Bérengère Long, avocat au barreau de Paris, toque : E1814, avocat plaidant

Fédération des Sociétés Coopératives du Bâtiment et des Travaux Publics (SCOP BTP) prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
64 bis rue de Monceau
75008 Paris

Non représentée

Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois - CFDT prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
47/49 avenue Simon Bolivar
75019 Paris/France

Non représenté

Fédération BATI-MAT-TP-CFTC prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
251 rue du Faubourg Saint Martin
75010 Paris

Non représentée

Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
2 rue Béranger
75003 Paris

Non représentée

Fédération UHSA-BTF Fédération Industrie et Construction prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège
21 rue Jules Ferry
93170 Bagnolet/France

Non représentée

Partie Intervenante

Monsieur Philippe Christmann
7 rue Honoré de Balzac
93100 Montreuil

Représenté par M^e Cathy Farran, avocat au barreau de Paris, toque : D1553

Composition de la Cour :

En application des dispositions des articles 786 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 23 Novembre 2018, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Mariella Luxardo, Présidente, en son rapport et M^{me} Monique Chaulet, Conseillère.

Ce magistrat a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

M^{me} Mariella Luxardo, Présidente de chambre
M^{me} Monique Chaulet, Conseillère
M. Christophe Estève, Conseiller
Greffier, lors des débats : M^{me} Martine Joantauzy

Arrêt :

- rendu par défaut,
- par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile,
- signé par Mariella Luxardo, Présidente de chambre et par Martine Joantauzy, Greffier, présente lors de la mise à disposition.

Vu l'ordonnance rendue le 6 mars 2018 par le président du tribunal de grande instance de Paris statuant en référé qui a :

- rejeté la demande de nullité de l'assignation,
- rejeté l'ensemble des demandes de la Fédération CGT FNSCBA,
- dit que l'ensemble des réunions paritaires relatives aux négociations collectives susmentionnées sur les effets d'une restructuration de branche sur les conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 et de leurs avenants locaux devront se poursuivre, après la prochaine réunion prévue pour le 7 mars 2018 à 9 h 00, dans les locaux des services territorialement compétents de la direction générale du travail,

- condamné la Fédération CGT FNSCBA aux dépens et à payer à la Fédération Française du Bâtiment une indemnité de 4.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile et aux dépens,
- dit que la présente décision est opposable à la CAPEB, à la SCOP-BTP, à la Fédération Générale FO Construction, à la Fédération FNSCB CFDT, à la Fédération Bati Mat TP CFTC, au syndicat CFE-CGC-BTP et au syndicat UNSA-BTP ;

Vu l'appel interjeté contre cette décision le 20 mars 2018 par la Fédération CGT FNSCBA ;

Vu ses conclusions du 15 novembre 2018 ;

Vu les conclusions de la Fédération Française du Bâtiment du 9 novembre 2018 ;

Vu les conclusions de la Fédération Générale FO Construction du 29 août 2018 ;

Vu les conclusions du syndicat CFE-CGC-BTP du 31 mai 2018 ;

Vu la signification de la déclaration d'appel en date du 16 avril 2018 à la CAPEB qui n'a pas constitué avocat ;

Vu la signification des conclusions de la Fédération CGT FNSCBA en date du 29 mai 2018 à la CAPEB ;

Vu les conclusions en intervention volontaire de M. Christmann du 15 novembre 2018 à 16 h 46 ;

Vu l'ordonnance de clôture rendue le 16 novembre 2018 à 9 h 30 ;

Vu l'article 455 du code de procédure civile ;

Motifs de l'arrêt

Sur la caducité de l'appel de la Fédération CGT FNSCBA à l'égard de la SCOP-BTP, de la Fédération Bati Mat TP CFTC, du syndicat UNSA-BTP et de la Fédération FNSCB CFDT

La Fédération CGT FNSCBA ne justifie pas de la signification de la déclaration d'appel et de l'avis de fixation, à la SCOP-BTP, à la Fédération Bati Mat TP CFTC, au syndicat UNSA-BTP et à la Fédération FNSCB CFDT.

La signification de ses conclusions les 28 et 29 mai 2018 ne permet pas de régulariser le défaut de signification de la déclaration d'appel dans les dix jours de l'avis de fixation du 6 avril 2018, sanctionné par la caducité de l'acte en application de l'article 905-1 du code de procédure civile.

Il convient par suite de prononcer la caducité de l'appel à l'égard de ces intimés non constitués.

Sur la régularité de l'intervention volontaire en appel de M. Christmann

M. Christmann est intervenu volontairement à l'instance par conclusions signifiées par RPVA le 15 novembre 2018 à 16 h 46.

La FFB conteste la régularité de l'intervention volontaire réalisée la veille de la clôture de l'instruction de l'affaire.

Il convient en effet de relever que l'ordonnance de clôture a été rendue le 16 novembre 2018 à 9 h 30 et que M. Christmann représenté par le même avocat que la Fédération CGT FNSCBA avait connaissance de cette date depuis le début de la procédure d'appel.

Cette intervention volontaire sera déclarée irrecevable comme étant tardive, les autres parties à l'instance se trouvant dans l'impossibilité de répondre aux demandes de M. Christmann.

Sur la recevabilité de l'appel incident de la Fédération Générale FO Construction

La Fédération CGT FNSCBA conteste la recevabilité de l'appel incident de la Fédération Générale FO Construction au premier motif que son avocat n'a pas déposé d'acte de constitution. Elle considère en outre que la Fédération FO Construction ne dispose pas de la capacité juridique ni son secrétaire général du pouvoir d'ester en justice dès lors qu'elle n'a pas tenu son congrès depuis quatre ans, contrairement aux exigences fixées par ses statuts, et que seul le congrès a le pouvoir de déterminer l'orientation de la Fédération.

La Fédération Générale FO Construction s'oppose aux moyens au motif que la constitution d'avocat par RPVA n'est pas obligatoire et qu'en tous cas l'acte de constitution a bien été signifié à l'appelant. Elle ajoute que la tenue du congrès est sans effet sur l'objet social du syndicat qui reste toujours le même, la présente procédure qui porte sur sa participation à la négociation collective, s'inscrivant dans l'objet du syndicat ; que l'existence de la personnalité morale n'est pas subordonnée à la tenue du congrès tous les quatre ans et que les mandats en cours restent en vigueur tant que le congrès ne s'est pas réuni.

Il convient en effet de relever que la Fédération CGT FNSCBA communique l'acte de constitution de Maître Noize représentant la Fédération Générale FO Construction, signifié par RPVA le 24 avril 2018.

Par ailleurs la Fédération Générale FO Construction verse aux débats ses statuts dont il ressort à l'article 11.9.4 que le secrétaire général de la Fédération, dispose du pouvoir d'ester en justice.

Ce pouvoir n'est pas conditionné par l'approbation d'une autre instance fédérale et la tenue du congrès tous les quatre ans n'est pas nécessaire à la survie de sa personnalité juridique ou à l'action du syndicat.

Les moyens ne sont donc pas fondés et seront rejetés.

Sur le rejet des conclusions tardives de la Fédération Générale FO Construction

Les parties ont été informées de la date prévue de la clôture au 16 novembre 2018.

Les conclusions signifiées le 21 novembre 2018 par la Fédération Générale FO Construction sont postérieures à la clôture et doivent être écartées, la cour devant se prononcer uniquement au regard des conclusions signifiées le 29 août 2018 par la Fédération Générale FO Construction.

Sur la régularité de la procédure engagée par la Fédération CGT FNSCBA

À titre liminaire, la Fédération Générale FO Construction fait valoir que la procédure engagée par la Fédération CGT FNSCBA est irrégulière dès lors que l'assignation du 1^{er} mars 2018 ne mentionne pas l'organe qui représente légalement cette fédération, et que ses statuts ne permettent pas de déterminer si la décision d'agir en justice est détenue par la commission exécutive fédérale ou le bureau fédéral, cette irrégularité lui causant un grief qui résulte de la confusion des rôles des instances fédérales ; que le document communiqué par la Fédération CGT FNSCBA ne permet pas de vérifier que la décision a été prise à l'issue d'une délibération collégiale de l'instance compétente.

La Fédération CGT FNSCBA soutient que le mandat d'agir en justice a été donné les 26 et 27 février 2018 par la commission exécutive fédérale, les statuts reconnaissant aussi cette compétence au bureau fédéral en cas d'urgence ; que la Fédération Générale FO Construction ne justifie d'aucun grief alors que l'assignation ne présentait pas de demande contre elle.

La Fédération CGT FNSCBA verse aux débats le mandat d'agir en justice donné les 26 et 27 février 2018 par la commission exécutive fédérale à son secrétaire général, en vue d'exercer l'action suite au refus de la FFB de laisser M. Christmann assister à la réunion du 14 février 2018.

Ce mandat est conforme à l'article 27 de ses statuts qui donne à la commission exécutive fédérale le pouvoir de décider des actions en justice devant être engagée par la Fédération.

La communication de la délibération de la commission exécutive fédérale n'est pas nécessaire dès lors que la tenue de cette commission est établie par le relevé des décisions de février 2018 versé aux débats, la Fédération Générale FO Construction n'invoquant au surplus aucun grief qui lui serait causé par l'éventuelle irrégularité à ce titre.

Les moyens de nullité sont par suite dépourvus de fondement.

L'ordonnance du 6 mars 2018 mérite sa confirmation à ce titre.

Sur le bien-fondé de la demande de la Fédération CGT FNSCBA

La Fédération CGT FNSCBA a engagé l'action au motif que la FFB a refusé l'accès à la réunion du 14 février 2018 au président de sa délégation, M. Christmann, alors que cette réunion portait sur la négociation de la restructuration de plusieurs conventions collectives du bâtiment ; que ce refus est constitutif d'une entrave à la liberté syndicale garantie par l'article 11 de la convention européenne des droits de l'Homme,

d'une violation du principe du paritarisme, et d'une ingérence dans le choix des membres de la délégation de la Fédération ; qu'elle est l'organisation syndicale la plus représentative dans cette branche puisqu'elle a recueilli 44 % de la confiance auprès des ouvriers du bâtiment ; que la FFB dont la volonté était de l'écarter des négociations de branche, a pris prétexte d'un contentieux ancien avec M. Christmann qui n'a jamais été condamné pour des faits de violences mais pour des faits de dégradation, sa condamnation contraventionnelle ayant été infirmée par l'arrêt du 28 mai 2018 qui l'a relaxé des faits.

La FFB fait valoir qu'elle a refusé l'accès à titre personnel à l'un des membres de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA, les autres membres ayant refusé d'assister à la réunion par solidarité ; que M. Christmann est un habitué de comportements violents, tels qu'établis le 24 avril 2014 dans les locaux de la FFB, puis lors d'une manifestation du 27 mai 2016, et enfin avant la réunion du 14 février 2018 en diffusant sur son compte Facebook une vidéo dans laquelle il menaçait de "faire péter la réunion" ; que la FFB a été contrainte de refuser l'entrée à M. Christmann qui s'est présenté avec 12 ou 15 personnes

La Fédération Générale FO Construction s'associe aux prétentions de la FFB au motif que M. Christmann faisait peser des menaces de violences sur les réunions de négociation ; elle ajoute que celui-ci ne conteste pas être l'auteur des faits reprochés le 24 avril 2014 puisqu'il n'a pas interjeté appel de la décision, la relaxe n'ayant été prononcée sur l'exercice des voies de recours par le ministère public.

Le syndicat CFE-CGC-BTP fait valoir que le trouble manifestement illicite est inexistant, toutes les délégations ayant été soumises au même contrôle de filtrage à l'entrée des locaux de la FFB. Elle s'en remet à l'appréciation de la cour sur les comportements imputés à M. Christmann mais s'oppose à la suspension des accords signés en mars 2018 au motif que la Fédération CGT FNSCBA a fait le choix de ne plus participer aux réunions paritaires de branche.

Il n'est pas contesté que M. Christmann détient des mandats très divers au sein de la Fédération CGT FNSCBA, dont celui d'être administrateur de la Fédération depuis 2011, ce qui donne un fondement effectif au choix fait par cette dernière de le désigner comme responsable de la délégation en vue de la négociation de plusieurs accords de branche du bâtiment.

La FFB ne conteste pas que la Fédération CGT FNSCBA représente 44 % du vote des salariés pour les ouvriers du bâtiment dans le champs des entreprises employant moins de dix salariés et dans la totalité du champ du bâtiment elle représente 29,18 % de la représentation des salariés.

La FFB s'appuie en premier lieu pour justifier son refus de laisser l'accès à M. Christmann à la réunion du 14 février 2018, sur un jugement du 16 décembre 2016 du tribunal correctionnel de Paris.

Or il ressort des termes de l'arrêt du 28 mai 2018 de la cour d'appel de Paris que M. Christmann a été relaxé de l'intégralité des faits reprochés le 24 avril 2014, poursuivis par le ministère public au titre de dégradations en réunion et de complicité de dégradations, la cour rejetant la matérialité des faits imputés à M. Christmann qui les a toujours contestés.

Il ne peut donc être tiré aucun fait de violences ou de dégradations, du jugement du 16 décembre 2016 dès lors que cette décision se trouve anéantie par l'arrêt du 28 mai 2018, peu important que la cour d'appel ait été saisie par un appel exercé non par M. Christmann mais par le ministère public du fait de la disqualification des faits opérés par le tribunal.

S'agissant ensuite des enregistrements communiqués par la FFB sur un support Cdom, il convient de relever que l'essentiel de ces enregistrements concernent les faits du 24 avril 2014, de sorte que les faits sont couverts par l'appréciation du juge pénal.

Par ailleurs la vidéo montre l'organisation de manifestations notamment devant les locaux de la FFB en 2016 et 2017, en soutien à M. Christmann, en raison de la condamnation dont il avait été personnellement l'objet.

Compte tenu de la relaxe de M. Christmann, il ne peut être tiré aucun argument de ces manifestations auxquelles ont participé des responsables syndicaux et politiques.

La vidéo comporte ensuite des images des agents de sécurité refusant l'entrée de M. Christmann dans les locaux de la FFB, le 14 février 2018. Il convient de constater que M. Christmann était accompagné d'une dizaine de personnes et a prononcé les termes "on va la faire péter votre réunion".

Or ces termes, révélateurs d'une certaine animosité en dehors de son contexte, ont été prononcés sans agressivité après le refus des agents de sécurité de laisser entrer M. Christmann nommément désigné, et alors que celui-ci pouvait légitimement avoir le sentiment d'une mise à l'écart personnelle puisqu'il était également l'objet de la condamnation pénale prononcée par le tribunal correctionnel qui sera infirmée en appel, cette mise à l'écart étant en outre non légitime en raison de sa qualité de président de la délégation venant aux réunions de négociation des accords de branche, désigné selon le respect de la procédure interne de la Fédération.

La FFB ne communique pas d'images provenant du compte Facebook de M. Christmann sur lequel il aurait diffusé des propos identiques, en dehors de ceux élevés lors de l'opposition par les agents de sécurité de la FFB à sa participation à la réunion du 14 février 2018.

Par ailleurs, la FFB ne s'explique pas sur le refus d'organiser la réunion au sein des locaux de la direction générale du travail, demande présentée à titre subsidiaire par la Fédération CGT FNSCBA devant le premier juge, légitime puisque les négociations portaient sur des accords collectifs importants couvrant le secteur du bâtiment, demande à laquelle l'ordonnance a fait droit en fixant la réunion des partenaires sociaux au 7 mars 2018.

Il ressort de l'ensemble de ces éléments que FFB ne justifie pas d'un motif légitime pour s'opposer à la participation de M. Christmann à la réunion du 14 février 2018.

Le refus des autres membres de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA de participer à la réunion sans M. Christmann nommé chef de la délégation par les organes internes, était légitime et les intimés ne peuvent pas sérieusement soutenir que cette Fédération a fait le choix de ne pas participer aux réunions de négociation.

Il s'ensuit que les accords signés à la suite des réunions qui se sont tenues les 14 février 2018 et 7 mars 2018 en l'absence de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA, sont entachés d'une irrégularité manifeste.

Il convient de faire droit à la demande de suspension des effets de ces accords, la FFB devant reprendre la procédure de négociation en laissant l'accès à la délégation choisie par la Fédération CGT FNSCBA.

L'astreinte n'est pas nécessaire dès lors que la tenue des réunions ne peut pas se faire en l'absence des organisations syndicales représentatives régulièrement convoquées.

Sur l'article 700 du code de procédure civile

Au vu de la solution du litige, la FFB devra verser à la Fédération CGT FNSCBA la somme de 3.500 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile.

Les autres demandes présentées sur le même fondement, seront rejetées.

Par ces motifs :

La Cour,

Statuant par rendu par défaut, mis à disposition au greffe,

Prononce la caducité de l'appel à l'égard de la SCOP-BTP, de la Fédération Bati Mat TP CFTC, du syndicat UNSA-BTP et de la Fédération FNSCB CFDT,

Déclare irrecevable l'intervention volontaire en appel de M. Christmann,

Déclare recevable l'appel incident de la Fédération Générale FO Construction,

Rejette comme tardives les conclusions signifiées le 21 novembre 2018 par la Fédération Générale FO Construction,

Confirme l'ordonnance du 6 mars 2018 en ce qu'elle a rejeté la demande de nullité de l'assignation,

L'infirmé pour le surplus,

Statuant à nouveau sur les autres chefs de demandes,

Déclare recevable la demande de suspension des accords signés à la suite des réunions qui se sont tenues les 14 février 2018 et 7 mars 2018 sans la présence de la délégation de la Fédération CGT FNSCBA,

Dit que la signature de ces accords est entachée d'une irrégularité manifeste,

Ordonne la suspension des effets de ces accords,

Rejette les autres demandes des parties,

Condamne la FFB aux dépens de l'instance en référé et à payer à la Fédération CGT FNSCBA la somme de 3.500 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile.

La Greffière

La Présidente

]

Les heures supplémentaires effectuées au-delà d'une durée hebdomadaire de travail de 35 heures sont majorées comme suit :

- 25 % du salaire horaire effectif pour les huit premières heures supplémentaires ;

- 50 % du salaire horaire effectif pour les heures supplémentaires au-delà de la huitième.

Article 8

Dispositions diverses

— Le second alinéa de l'article 3 de l'accord du 9 septembre 1998 est supprimé.

— Le premier alinéa de l'article 17 de l'accord du 9 septembre 1998 relatif au volet offensif est remplacé par la rédaction suivante :

"Les entreprises souhaitant bénéficier des aides de l'État prévues à l'article 3 de la loi du 13 juin 1998 s'engagent à créer des emplois correspondant à 6 % au moins de leurs effectifs, dans les 6 mois qui suivent la réduction du temps de travail dans l'entreprise. Cet engagement en terme d'accroissement des effectifs ne concerne pas les entreprises occupant moins de 9 salariés en équivalent temps plein.

L'aide est attribuée à l'entreprise sur la base d'une déclaration de l'employeur à la DDTEFP, selon laquelle l'entreprise décide d'appliquer l'accord du 9 septembre 1998 ainsi que son avenant n° 1 et précisant la date d'application dans l'entreprise, la modalité de réduction du temps de travail retenue, ainsi que le cas échéant, le nombre d'emplois créés, la date de chaque étape dans le respect des dispositions définies à l'article 6 de l'avenant n° 1".

— Il est ajouté à la fin de l'alinéa 8 de l'article 8 de l'accord du 9 septembre 1998 les termes "sauf pour des raisons de sécurité ou des raisons impératives, telles que pour des raisons climatiques ou en cas de contraintes commerciales et techniques imprévisibles".

— L'article de l'accord du 9 septembre 1998 est remplacé par la rédaction suivante : "le contingent annuel d'heures supplémentaires reste fixé dans les conditions de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (jusqu'à dix salariés).

Article 9

Suivi de l'accord

La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 21 de l'accord du 9 septembre 1998 est supprimée et remplacée par la rédaction suivante :

"Elle reçoit copie des conventions signées par les entreprises ou copie de leurs déclarations telles que visées à l'article 6 de l'avenant n° 1, pour les entreprises sollicitant les aides prévues à l'article 3 de la loi du 13 juin 1998, ainsi qu'une copie de la déclaration faite auprès des URSSAF pour les entreprises sollicitant le bénéfice de l'allègement des cotisations sociales, visée au point XI de l'article 19 de la loi du 19 janvier 2000.

La déclaration adressée à l'URSSAF est également transmise aux organisations syndicales de salariés signataires de cet accord".

Article 10

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en application à compter du premier jour du mois civil suivant la parution au Journal Officiel de son arrêté d'extension.

Article 11

Extension

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant auprès du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Annexe 1 : Champ d'application

Le critère d'application du présent accord est l'activité réelle exercée par l'entreprise, le code APE attribué par l'INSEE ne constituant à cet égard qu'une simple présomption.

Activités visées :

2106 : Construction métallique

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le bâtiment (x).

2403 : Fabrication et installation de matériel, aéraulique, thermique et frigorifique

Sont visées :

— les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (x).

5510 : Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voiries ; parcs et jardins

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de VRD, de voiries et dans les parcs et jardins.

5512 : Travaux d'infrastructure générale

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

5520 : Entreprises de forages, de sondages ; fondations spéciales

Sont visées dans cette rubrique :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment, les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales ainsi que :

— les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;

— les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;

— les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.

5530 : Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

5531 : Installations industrielles ; montage-levage

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage ainsi que :

— les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;

— les entreprises de construction de cheminées d'usine.

5540 : Installation électrique

À l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

— les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, appliquaient une autre convention collective que celles du bâtiment) ;

— pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;

— les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;

— les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;

— les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

5550 : Construction industrialisée

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (x).

5560 : Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

— pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

5570 : Génie climatique

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
- les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
- les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

5571 : Menuiserie-serrurerie

À l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagement de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure y compris les murs-rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;
- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du bâtiment (fabrication, pose et réparation) (x) ;
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le bâtiment (fabrication et pose associées) (x) (balcons, rampes d'escalier, grilles, ...) ;
- les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé (x).

5572 : Couverture-plomberie-installations sanitaires

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie-installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

5573 : Aménagement-finitions

Sont notamment visées :

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
 - les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
 - les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
 - les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du bâtiment ;
 - les entreprises de peinture de bâtiment, décoration ;
 - les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques, ...) ;
- pour les entreprises de pose de vitres, de glace, de vitrines (x) :
- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
 - les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines, ...) ; cependant, pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique (x) ;
 - les entreprises de pose de paratonnerre (à l'exclusion de la fabrication) ;

— les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoire, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.

8708 : Services de nettoyage

Sont visées pour partie, les entreprises de ramonage.

(x) Clauses d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) - représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 % et 80 %, les entreprises peuvent opter pour l'application du présent texte, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent texte ou, à défaut, des représentants du personnel, s'ils existent.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics, celle dont les activités sont partagées entre d'une part une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, et d'autre part une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature d'activités issues du décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973.

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics, lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans le présent champ d'application, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

2. Lorsque le personnel, effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, se situe entre 40 % et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, s'ils existent, pour l'application du présent accord.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.

Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application, l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107 : Menuiserie métallique de bâtiment

Toutefois, l'extension du présent accord ne sera pas demandée pour cette activité. Il en sera de même pour la fabrication et la pose associée de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

Chèques vacances

(Se reporter à l'Accord national du 29 mars 2002)

Astreintes
Accords régionaux
Centre
Accord du 15 février 2002

[Étendu par arrêté du 10 avril 2003, JO 20 avril 2003, applicable à compter du 1^{er} avril 2002]

I. Contenu de l'accord

Préambule

Le présent accord est conclu dans le cadre de l'article 2 de l'avenant N° 1 du 10 mai 2000 ; à l'accord national du 9 septembre 1998, sur la réduction du temps de travail dans les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est à dire occupant jusqu'à 10 salariés), ainsi que dans le cadre de l'article L. 212-4 Bis du Code du Travail.

Pour satisfaire les besoins de leur clientèle, et notamment effectuer des opérations de dépannage et de maintenance des matériels et installations, les entreprises peuvent avoir recours aux astreintes.

L'astreinte aux termes de l'article 2 susvisé, est la période pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'entreprise, la durée de l'intervention étant considérée comme du temps de travail effectif.

Le présent accord relatif à l'astreinte ne modifie et ne se substitue en rien aux règles relatives aux travaux d'urgence qui doivent toujours continuer à s'appliquer. De ce fait, l'exécution d'un travail d'urgence pendant une période d'astreinte entraîne de suite l'arrêt de l'astreinte.

Article 1 **Généralités**

Pendant l'astreinte, le salarié n'est pas à la disposition de l'employeur, il peut donc se déplacer pour ses besoins personnels et familiaux dans un environnement proche du domicile déclaré à son employeur, afin de permettre à ce dernier d'exercer l'astreinte dans les conditions énoncées ci-dessous. Il doit pouvoir être joint à tout moment.

Une copie du présent accord devra être remise par l'employeur à chaque salarié concerné par l'astreinte.

Article 2 **Rayon d'intervention**

La rayon d'intervention maximum est la distance qui sépare le lieu d'embauche du salarié du lieu d'intervention. Il est de 50 kilomètres maximum à partir du lieu d'embauche du salarié, centre de la zone concentrique.

Article 3 **Délais d'intervention**

Le délai d'intervention est le temps nécessaire pour le salarié pour se rendre sur le lieu d'intervention à partir de l'appel téléphonique.

Le salarié doit être en mesure d'intervenir dans un délai raisonnable, compatible avec la nature de l'intervention.

Article 4 **Délai de prévenance**

L'entreprise prévoit les périodes d'astreintes sur l'année ou par trimestre. Le salarié peut demander par écrit, de déplacer sa période pour des circonstances particulières, dans un délai de 7 jours calendaires, à partir du moment où le planning a été porté par écrit à la connaissance du salarié.

La programmation individuelle des périodes d'astreintes sera portée, par écrit, à la connaissance de chaque salarié 15 jours à l'avance, sauf en cas de circonstances exceptionnelles où le délai est alors d'un jour franc.

Par ailleurs, si le salarié, en cas de circonstances exceptionnelles ou familiales, ne peut assurer l'astreinte, il doit prévenir son employeur dès que possible et au plus tard un jour franc avant le début de sa période d'astreinte.

Est considéré comme une circonstance exceptionnelle un événement qui est imprévisible.

Article 5 **Personnel concerné**

Le salarié n'intervient que dans son champ de compétence.

La qualification minimum requise pour les ouvriers est : Maître ouvrier - Chef d'équipe Niveau IV.

Les personnels techniques sous statut ETAM et CADRE, sont également concernés.

Article 6 **Moyens mis à disposition**

Le salarié d'astreinte dispose obligatoirement et en permanence, pendant son temps d'astreinte, d'un véhicule de l'entreprise aménagé pour le service demandé ainsi que d'un téléphone portable mis à sa disposition par l'entreprise. Ce dernier devra être en état de fonctionnement et de réception.

Ces mises à disposition obligatoires ne s'appliquent pas en dehors des périodes d'astreinte.

Le salarié disposera de l'outillage et des pièces de rechange nécessaires.

Si pour un motif particulier, et en accord entre les deux parties, le salarié est amené à utiliser un véhicule et ou un téléphone personnel, les frais lui seront intégralement remboursés sur présentation d'un état des frais engagés par ce dernier pour le compte de son employeur.

Le barème de remboursement des frais kilométriques pour l'utilisation d'un véhicule personnel est le dernier barème fiscal connu, limité à 8 CV, ou le barème existant dans l'entreprise, s'il est plus favorable.

Article 7 **Types d'astreintes**

Les périodes d'astreinte sont déterminées en dehors des horaires de travail de l'entreprise, y compris les heures supplémentaires éventuelles.

Elles ne peuvent pas être prévues pendant les périodes de congés payés annuels des salariés.

Elles peuvent par contre être programmées pendant les périodes de repos compensateur, y compris les périodes liées à la réduction du temps de travail (Lois AUBRY). Dans ce cas les repos seront prorogés d'autant (alinéa exclu de l'extension par arrêté du 10 avril 2003, JO 20 avril 2003).

Les périodes d'astreintes peuvent être organisées selon les 2 modalités suivantes, en fonction des contraintes spécifiques aux entreprises artisanales et aux différends corps d'état du bâtiment :

a) Astreinte de jour

b) Astreinte de nuit (de 21 h à 6 h conformément à la loi du 9 mai 2001)

Article 8 **Durée du travail en cas d'intervention**

Le délai d'intervention étant considéré comme du temps de travail effectif, l'employeur doit organiser les conditions dans lesquelles, le dépassement des durées de travail maximales légales et conventionnelles, tant journalières qu'hebdomadaires, doit être évité.

Article 9 **Repos - Périodicité des astreintes**

Une durée minimum de 12 heures est nécessaire entre la dernière heure de travail et la première heure d'astreinte. Cette durée est portée à 24 heures si le salarié revient d'un grand déplacement au sens de la convention collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés).

En tout cas, les périodes d'astreinte ne doivent pas conduire à occuper un même salarié plus de 6 jours par semaine, conformément à l'article L. 221-2 du code du travail et sous respect de la Convention Collective, ainsi qu'à réduire à moins de 2 jours consécutifs son repos hebdomadaire, conformément à l'article 21 de la convention collective susvisée.

Un salarié ne pourra pas être d'astreinte plus d'une semaine sur trois, sauf en cas de circonstances exceptionnelles et avec l'accord écrit du salarié.

Article 10 **Contrôle des interventions en période d'astreinte**

Le salarié renseignera sur une fiche donnée par son employeur, notamment :

- la date et l'heure de l'appel du client
- l'heure de départ de son domicile ou du lieu de réception de l'appel
- l'heure d'arrivée chez le client
- La nature et la durée de l'intervention
- L'heure de retours à son domicile ou au lieu de réception de l'appel

— Le kilométrage entre son domicile ou le lieu de réception de l'appel et le lieu d'intervention.

La fiche d'intervention sera obligatoirement visée par le client ou par son mandataire

Article 11

Rémunération du temps de travail en cas d'intervention

Le temps de travail effectif est décompte depuis l'heure de l'appel du client jusqu'à l'heure de retour, temps de déplacement inclus.

Ce temps de travail effectif sera rémunéré sur la base du Taux Horaire de base du salarié, éventuellement majoré des heures supplémentaires suivant dispositions conventionnelles.

Toutefois pour les dimanches et jours fériés, ainsi que pour le travail de nuit, la majoration sera de 100 %.

Les modalités de repos compensateur restent celles prévues également par la convention collective. Le paiement des heures d'intervention se cumule avec l'intermédiaire d'astreinte

Elles seront différenciées sur le bulletin de paie.

Article 12

Contrepartie financière de la sujétion d'astreinte

Une prime forfaitaire est accordée au salarié d'astreinte, qu'il y ait eu ou non interventions effectives pendant l'astreinte.

Cette prime est calculée par rapport au taux horaire, de base du salarié sous astreinte selon les modalités suivantes :

— Astreinte de jour, hors dimanches et jours fériés : taux horaire de base * 2 par jour d'astreinte

— Astreinte de jour, dimanches et jours fériés : taux horaire de base * 4 par jour d'astreinte

— Astreinte de nuit, hors dimanches et jours fériés : taux horaire de base * 4 par nuit d'astreinte

— Astreinte de nuit, dimanches et jours fériés : taux horaire de base * 4,5 par nuit d'astreinte

Prime spéciale pour délai de prévenance ramené de 7 à 1 jour franc = 1 taux horaire de base

Si la période d'astreinte est inférieure à 7 heures, l'indemnité ci-dessus est proratisée sur la base de la durée réellement effectuée divisée par 7.

Toutefois pour toute période d'astreinte inférieure à 2 heures, l'indemnité ne pourra pas être inférieure à 2/7^{ème}.

Sous réserve d'un accord écrit entre l'employeur et le salarié, tout ou partie des primes peuvent être remplacée par un droit à un repos équivalent.

II. Champs d'application de l'accord

Le champs d'application du présent accord est le même que celui qui est défini dans l'accord de branche national du 9 septembre 1998 et son avenant du 10 mai 2000, sur la réduction et l'aménagement du temps de travail dans les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962.

III. Dépôt

Le présent accord sera déposé à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Loiret, ainsi qu'au Secrétariat Greffe du Conseil de Prud'hommes d'Orléans.

IV. Date d'application

Le présent accord rentrera en application à compter du 1^{er} avril 2002.

V. Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Poitou-Charentes Accord du 3 juin 2002

[Étendu par arrêté du 10 avril 2003, JO 20 avril 2003, applicable à compter du 1^{er} septembre 2002]

Pour la région Poitou-Charentes, les parties signataires du présent accord ont fixé, dans le cadre de l'article 2 de l'avenant n° 1 du 10 mai 2000 à l'accord national du 9 septembre 1998, les modalités d'application du régime des astreintes dans les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) ainsi que dans le cadre de l'article L. 212-4 bis du code du travail.

I. Contenu de l'accord

Préambule

Pour satisfaire les besoins de leur clientèle, et notamment effectuer des opérations de dépannage et de maintenance des matériels et installations, les entreprises peuvent avoir recours aux astreintes.

L'astreinte, aux termes de l'article 2 susvisé, est la période pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'entreprise, la durée de l'intervention étant considérée comme du temps de travail effectif.

Le présent accord relatif à l'astreinte ne modifie et ne se substitue en rien aux règles relatives aux travaux d'urgence qui doivent toujours continuer à s'appliquer. De ce fait, l'exécution d'un travail d'urgence pendant une période d'astreinte entraîne de suite l'arrêt de l'astreinte.

Article 1er Généralités

Pendant l'astreinte, le salarié n'est pas à la disposition de l'employeur, il peut donc se déplacer pour ses besoins personnels et familiaux dans un environnement proche du domicile déclaré à son employeur, afin de permettre à ce dernier d'exercer l'astreinte dans les conditions énoncées ci-dessous.

Il doit pouvoir être joint à tout moment.

Une copie du présent accord devra être remise par l'employeur à chaque salarié concerné par l'astreinte.

Article 2 Rayon d'intervention

Le rayon d'intervention maximal est la distance qui sépare le lieu d'embauche du salarié du lieu d'intervention.

Il est de 50 kilomètres maximum à partir du lieu d'embauche du salarié, centre de la zone concentrique.

Article 3 Délais d'intervention

Le délai d'intervention est le temps nécessaire au salarié pour se rendre sur le lieu d'intervention à partir de l'appel téléphonique.

Le salarié doit être en mesure d'intervenir dans un délai raisonnable, compatible avec la nature de l'intervention.

Article 4 Délai de prévenance

L'entreprise prévoit les périodes d'astreintes sur l'année ou par trimestre. Le salarié peut demander par écrit de déplacer sa période pour des circonstances particulières dans un délai de 7 jours calendaires, à partir du moment où le planning a été porté par écrit à la connaissance du salarié.

La programmation individuelle des périodes d'astreintes sera portée, par écrit, à la connaissance de chaque salarié 15 jours à l'avance, sauf en cas de circonstances exceptionnelles où le délai est alors de 1 jour franc.

Par ailleurs, si le salarié, en cas de circonstances exceptionnelles ou familiales, ne peut assurer l'astreinte, il doit prévenir son employeur dès que possible et au plus tard 1 jour franc avant le début de sa période d'astreinte.

Est considéré comme une circonstance exceptionnelle un événement qui est imprévisible.

Article 5 Personnel concerné

Le salarié n'intervient que dans son champ de compétence.

La qualification minimale requise pour les ouvriers est : maître ouvrier, chef d'équipe niveau IV, position 1, coefficient 250.

Les personnels techniques sous statut ETAM et cadre sont également concernés.

Article 6 Moyens mis à disposition

Le salarié d'astreinte dispose obligatoirement et en permanence, pendant son temps d'astreinte, d'un véhicule de l'entreprise aménagé pour le service demandé ainsi que d'un téléphone portable mis à sa disposition par l'entreprise. Ce dernier devra être en état de fonctionnement et de réception.

Ces mises à disposition obligatoires ne s'appliquent pas en dehors des périodes d'astreinte.

Le salarié disposera de l'outillage et des pièces de rechange nécessaires.

Si, pour un motif particulier et en accord entre les deux parties, le salarié est amené à utiliser un véhicule et/ou un téléphone personnels, les frais lui seront intégralement remboursés sur présentation d'un état des frais engagés par ce dernier pour le compte de son employeur.

Le barème de remboursement des frais kilométriques pour l'utilisation d'un véhicule personnel est le dernier barème fiscal connu, limité à 8 CV, ou le barème existant dans l'entreprise, s'il est plus favorable.

Article 7 **Types d'astreintes**

Les périodes d'astreintes sont déterminées en dehors des horaires de travail de l'entreprise, y compris les heures supplémentaires éventuelles.

Elles ne peuvent pas être prévues pendant les périodes de congés payés annuels des salariés.

Elles peuvent par contre être programmées pendant les périodes de repos compensateur, y compris les périodes liées à la réduction du temps de travail (lois Aubry). Dans ce cas les repos seront prorogés d'autant (alinéa exclu de l'extension par arrêté du 10 avril 2003, JO 20 avril 2003).

Les périodes d'astreintes peuvent être organisées selon les 2 modalités suivantes, en fonction des contraintes spécifiques aux entreprises artisanales et aux différents corps d'état du bâtiment :

a) Astreinte de jour ;

b) Astreinte de nuit (de 21 heures à 6 heures, conformément à la loi du 9 mai 2001).

Article 8 **Durée du travail en cas d'intervention**

Le délai d'intervention étant considéré comme du temps de travail effectif, l'employeur doit organiser les conditions dans lesquelles le dépassement des durées de travail maximales légales et conventionnelles, tant journalières qu'hebdomadaires, doit être évité.

Article 9 **Repos - Périodicité des astreintes**

Une durée minimale de 12 heures est nécessaire entre la dernière heure de travail et la première heure d'astreinte. Cette durée est portée à 24 heures si le salarié revient d'un grand déplacement au sens de la convention collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés).

En tout cas, les périodes d'astreinte ne doivent pas conduire à occuper un même salarié plus de 6 jours par semaine, conformément à l'article L. 221-2 du code du travail et sous respect de la convention collective, ainsi qu'à réduire à moins de 2 jours consécutifs son repos hebdomadaire, conformément à l'article 21 de la convention collective susvisée.

Un salarié ne pourra pas être d'astreinte plus de 1 semaine sur 3, sauf en cas de circonstances exceptionnelles et avec l'accord écrit du salarié.

Article 10 **Contrôle des interventions en période d'astreinte**

Le salarié renseignera sur une fiche donnée par son employeur, notamment :

- la date et l'heure de l'appel du client ;
- l'heure de départ de son domicile ou du lieu de réception de l'appel ;
- l'heure d'arrivée chez le client ;
- la nature et la durée de l'intervention ;
- l'heure de retour à son domicile ou au lieu de réception de l'appel ;
- le kilométrage entre son domicile ou le lieu de réception de l'appel et le lieu d'intervention.

La fiche d'intervention sera obligatoirement visée par le client ou par son mandataire.

Article 11 **Rémunération du temps de travail en cas d'intervention**

Le temps de travail effectif est décompté depuis l'heure de l'appel du client jusqu'à l'heure de retour, temps de déplacement inclus.

Ce temps de travail effectif sera rémunéré sur la base du taux horaire de base du salarié, éventuellement majoré des heures supplémentaires suivant dispositions conventionnelles.

Toutefois pour les dimanches et jours fériés, ainsi que pour le travail de nuit, la majoration sera de 100 %.

Les modalités de repos compensateur restent celles prévues également par la convention collective.

Le paiement des heures d'intervention se cumule avec l'indemnité d'astreinte. Elles seront différenciées sur le bulletin de .

Article 12

Contrepartie financière de la sujétion d'astreinte

Une prime forfaitaire est accordée au salarié d'astreinte, qu'il y ait eu ou non interventions effectives pendant l'astreinte.

Cette prime est calculée par rapport au taux horaire de base du salarié sous astreinte selon les modalités suivantes :

— astreinte de jour, hors dimanches et jours fériés : taux horaire de base x 2 par jour d'astreinte ;

— astreinte de jour, dimanches et jours fériés : taux horaire de base x 4 par jour d'astreinte ;

— astreinte de nuit, hors dimanches et jours fériés : taux horaire de base x 4 par nuit d'astreinte ;

— astreinte de nuit, dimanches et jours fériés : taux horaire de base x 4,5 par nuit d'astreinte.

Prime spéciale pour délai de prévenance ramené de 7 à 1 jour franc = 1 taux horaire de base.

Si la période d'astreinte est inférieure à 7 heures, l'indemnité ci-dessus est proratisée sur la base de la durée réellement effectuée divisée par 7.

Toutefois pour toute période d'astreinte inférieure à 2 heures, l'indemnité ne pourra pas être inférieure à 2/7.

Sous réserve d'un accord écrit entre l'employeur et le salarié, tout ou partie des primes peut être remplacé par un droit à un repos équivalent.

II. Champ d'application de l'accord

Le champ d'application du présent accord est le même que celui qui est défini dans l'accord de branche national du 9 septembre 1998 et son avenant du 10 mai 2000, sur la réduction et l'aménagement du temps de travail dans les entreprises du bâtiment visés par le décret du 1^{er} mars 1962.

III. Dépôt

Le présent accord sera déposé à la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Poitiers, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Poitiers.

IV. Date d'application

Le présent accord rentrera en application à compter du 1^{er} septembre 2002.

V. Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Île-de-France (hors Seine et Marne)

Œuvres sociales

Accord du 5 novembre 2019

[Étendu par arr. 20 mai 2020, JO 24 juin, applicable à compter de sa date de signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FSCOP BTP IDF ;

FFB Paris ;

FFB IDF ;

CAPEB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

UFIC-UNSA ;

URCBA CGT IDF ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois.

Préambule

À l'occasion de la négociation relative à la restructuration des conventions collectives applicables aux ouvriers du Bâtiment, la convention collective de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) du 28 juin 1993 a été dénoncée. Le processus de restructuration n'ayant pu aboutir, les organisations d'employeurs et de salariés adhérentes aux organisations représentatives *au plan national* (*Termes exclus par arr. 20 mai 2020, JO 24 juin*) ont souhaité permettre aux ouvriers employés dans les entreprises de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) occupant jusqu'à dix salariés de continuer d'accéder et de bénéficier du dispositif d'œuvres sociales existant dans la région, et ce afin de favoriser la jonction avec les accords applicables jusque-là.

Ce dispositif est assuré au travers de l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics de la région Île-de-France, fondée en 1946 dans le but «de créer, organiser, développer et gérer ou faire gérer les Œuvres Sociales Collectives de la Profession du Bâtiment et des Travaux Publics présentant un caractère général et destinées à améliorer les conditions de vie du personnel des entreprises et de leur famille».

Dans ce cadre, l'ensemble des partenaires sociaux, attachés aux Œuvres Sociales du Bâtiment et des Travaux Publics dans la région Île-de-France (hors Seine et Marne) a convenu de négocier un accord à durée déterminée permettant d'assurer la continuité du service des Œuvres Sociales auprès des salariés de la Profession.

Article 1 Champ d'application

I-1

Le présent accord pris en application de l'article I-3 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 pour les entreprises occupant jusqu'à dix salariés, s'applique :

- d'une part, aux employeurs de la région Île-de-France (hors Seine et Marne) dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article I-12 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990, visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962, modifié par le décret n° 76-879 du 21 septembre 1976 (code IDCC 1596) ;
- d'autre part, aux ouvriers qu'ils emploient à une activité Bâtiment en région Île-de-France (hors Seine et Marne).

I-2

Le critère d'application du présent accord est l'activité réelle exercée par l'entreprise, le code NAF/APE attribué par l'INSEE ne constituant à cet égard qu'une simple présomption.

Article 2 Objet de l'accord

Les ouvriers des entreprises définies à l'article 1 du présent accord bénéficient des œuvres sociales instituées par les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche des entreprises du Bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés.

Les entreprises doivent obligatoirement s'affilier à l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les entreprises relevant du présent accord versent à l'Association précitée une cotisation fixée à 0,40 % de la masse salariale brute.

La gestion des œuvres sociales mentionnées ci-dessus est assurée par une association paritaire de gestion, l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.

Article 3 Durée - Révision

3-1 Durée

Le présent accord est conclu à durée déterminée pour une durée de dix-huit mois.

3-2 Révision

Toute modification, révision totale ou partielle ou adaptation des dispositions du présent accord ne peut être effectuée que par les organisations professionnelles d'employeurs ou les organisations syndicales de salariés affiliées aux organisations professionnelles d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives *au plan national* (*Termes exclus par arr. 20 mai 2020, JO 24 juin*) dans la branche des entreprises du Bâtiment occupant jusqu'à

10 salariés.

Les demandes de révision du présent accord doivent être effectuées auprès des organisations signataires du présent accord par lettre recommandée avec accusé de réception et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Article 4 **Entrée en vigueur**

Le présent accord entrera en vigueur à sa date de signature.

Article 5 **Dépôt et demande d'extension**

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires en demanderont l'extension au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social.

Article 6 **Dispositions relatives aux entreprises occupant moins de 50 salariés**

Par ailleurs, les parties signataires étant engagées par une convention collective nationale spécifique aux entreprises employant jusqu'à dix salariés, estiment remplir ainsi l'exigence de dispositions propres aux entreprises employant moins de 50 salariés, issues de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Accord du 13 avril 2021

[Étendu par arr. 10 nov. 2021, JO 8 déc., applicable à compter de sa signature et conclu pour une durée déterminée jusqu'au 1^{er} déc. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFB Paris ;

FFB IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

URCB CFDT IDF ;

FO BTP Bois ;

CFE-CGC BTP.

Préambule

Soucieuses d'apporter aux salariés du Bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine et Marne) un service efficient et de qualité en matière d'œuvres sociales, outil fort de fidélisation des salariés et contribuant à la marque employeur de la profession, les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national décident de l'adosser à une cotisation financée par les employeurs.

Article 1 **Champ d'application**

I-1 - Le présent accord s'applique en région Ile-de-France (hors Seine et Marne) aux employeurs relevant respectivement :

— de la convention collective nationale des ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises non visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 décembre 1976 (c'est-à-dire occupant plus de dix salariés code IDCC 1597)

— de la convention collective nationale des ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifié par le décret n° 76-879 du 21 décembre 1976 (c'est-à-dire occupant jusqu'à dix salariés code IDCC 1596)

— de la convention collective nationale des ETAM du Bâtiment du 12 juillet 2006 (code IDCC 2609)

— de la convention collective nationale des cadres du bâtiment du 1^{er} juin 2004 (code IDCC 2420)

et à l'ensemble de leurs salariés (ouvriers, ETAM et cadres) dont l'activité relève de l'une des activités énumérées dans le champ d'application de ces conventions collectives.

Article 2

Objet de l'accord

Les ouvriers, les ETAM et les cadres des entreprises définies à l'article 1 du présent accord bénéficient des œuvres sociales instituées par les organisations professionnelles d'employeurs et par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national.

Dans ce cadre, les entreprises du Bâtiment doivent obligatoirement s'affilier à l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les entreprises relevant du présent accord versent à l'Association précitée une cotisation fixée à 0,40 % de la masse salariale brute.

La gestion des œuvres sociales mentionnées ci-dessus est assurée par une association paritaire de gestion, l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.

Article 3

Durée - Révision

3-1

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée jusqu'au 1^{er} décembre 2022.

3-2

Révision

Le présent accord pourra être révisé dans les conditions prévues aux articles L 2261-7 et suivants du code du travail.

Article 4

Dispositions relatives aux entreprises occupant moins de 50 salariés

Les partenaires sociaux considèrent qu'il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur à sa date de signature.

Article 6

Dépôt et demande d'extension

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès de la Direction Générale du Travail et remis au secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris.

Les parties signataires en demanderont l'extension au Ministre du Travail.

Avenant n° 7 du 27 avril 2023

[Étendu par arr. 22 déc. 2023, JO 23 déc., applicable à compter de sa date de signature, soit le 27 avr. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

CAPEB Région IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UNSA ;

URCBA CGT IDF ;

URCB CFDT IDF.

Préambule

À l'occasion de la restructuration des branches du secteur du Bâtiment intervenue en considération de la loi du 5 mars 2014 et de la négociation ainsi que de la signature de la Convention Collective Nationale des Ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire employant jusqu'à 10 salariés) du 7 mars 2018, la Convention Collective Régionale Île-de-France/Région Parisienne des Ouvriers des

entreprises du Bâtiment du 28 septembre 1993 telle que modifiée par ses avenants ultérieurs, a été dénoncée par tous les signataires le 13 février 2018.

La Convention Collective Nationale Ouvrier des entreprises du Bâtiment jusqu'à 10 salariés du 7 mars 2018 reprenait dans son annexe XII des dispositions conventionnelles applicables dans la région Île-de-France, sous l'intitulé «Avenant régional de spécificité n° 1» qui dans son article 2 «œuvres sociales» reprend les stipulations de la Convention Collective Régionale dénoncée (article 3 «œuvres sociales») instaurant l'obligation pour les entreprises du champ de s'affilier à l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics de la Région Parisienne (APAS-BTP-RP) et de verser une cotisation fixée à 0,40 % des salaires.

Les Conventions Collectives Régionales du Bâtiment d'une part des Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise (ETAM) du 19 novembre 2007 et d'autre part des Ingénieurs, Assimilés et Cadres du 12 avril 1960, non dénoncées, contiennent des dispositions identiques relatives aux «œuvres sociales» et sont toujours applicables.

À la suite de la suspension des Conventions Collectives Nationales «Ouvrier» du 7 mars 2018 et de la non-entrée en vigueur de nouvelles Conventions Collectives Nationales «Ouvrier» signées postérieurement ainsi que de la non-reconduction des Accords collectifs régionaux à durée déterminée relatif aux «œuvres sociales» pour les Ouvriers de la région Île-de-France/Région parisienne, seule la catégorie «Ouvrier» ne se trouve plus, depuis le 1^{er} décembre 2022, couverte par des dispositions conventionnelles relatives notamment au financement des œuvres sociales à leur destination.

Face à cette situation défavorable aux ouvriers et aux entreprises du Bâtiment, les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés reconnues représentatives dans le périmètre de la Convention Collective Nationale «Ouvrier» des entreprises du Bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés, ont engagé des négociations pour que les ouvriers et les entreprises du Bâtiment, bénéficient à nouveau des œuvres sociales dont les autres catégories de salariés des entreprises du Bâtiment continuent à bénéficier.

Dans le cadre de cette négociation, soucieuses que soit apporté à la totalité des salariés, un service efficient et de qualité en matière d'œuvres sociales constituant un outil fort de fidélisation des salariés et contribuant à favoriser l'image de la marque «employeur» de la profession, les organisations professionnelles et syndicales ont exprimé leur volonté de travailler ensemble, suivant un calendrier à définir, à :

- une réforme statutaire de l'APAS-BTP garante d'une gouvernance paritaire saine et efficace,
- l'affiliation obligatoire des entreprises du Bâtiment à l'APAS-BTP notamment pour la catégorie ouvrier garantissant sa pérennité et la poursuite des réformes engagées pour une proximité renforcée et un service rendu de qualité au meilleur coût.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national dans le champ de la convention collective ouvrier des entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (jusqu'à 10 salariés) ont en conséquence convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises du Bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne) relevant de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990 applicable dans les entreprises visées par le décret n° 62-235 du 1^{er} mars 1962 modifiée par le décret n° 76-870 du 21 décembre 1976, c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés (code IDCC 1596).

Article 2

Objet «œuvres sociales»

Les ouvriers des entreprises définies à l'article 1 du présent accord bénéficient des œuvres sociales instituées par les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national pour la région Île-de-France.

À cet effet, les entreprises du Bâtiment définies à l'article 1 du présent accord doivent obligatoirement s'affilier à l'Association Paritaire d'Action Sociale du Bâtiment et des Travaux Publics (APAS-BTP).

Les entreprises relevant du présent accord versent à l'association précitée une cotisation fixée à 0,40 % de leur masse salariale brute.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives du Bâtiment qui adhèrent aux œuvres sociales du mouvement coopératif.

Article 3

Gouvernance de l'APAS-BTP

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national s'engagent à conserver à l'APAS-BTP son caractère d'association paritaire et s'engagent à se rapprocher des

autres membres de l'APAS-BTP afin que dans le cadre d'une révision des statuts soient mises en place pour les organes de gouvernance des règles de fonctionnement et de gestion préservant le caractère paritaire et les conflits d'intérêt et assurant aux salariés des entreprises concernées un service de qualité au meilleur rapport qualité/prix et une gestion transparente.

Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour que la révision des statuts intervienne au plus tard 12 mois après la date de signature.

La faillite de cet engagement entraînera la cessation du présent accord.

Article 4 **Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée débutant à sa date de signature et finissant à la date d'entrée en vigueur d'un nouvel accord ayant même objet ou reprenant des dispositions similaires.

Article 5 **Révision**

Le présent accord pourra être révisé dans les conditions prévues aux articles L 2261-7 et suivants du Code du Travail.

Article 6 **Application**

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du Code du Travail, le présent accord sera adressé à la Direction Générale du Travail (DGT) Bureau des relations du travail et remis au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris à l'initiative de la partie signataire la plus diligente.

Article 7 **Entrée en vigueur et extension**

Le présent accord entrera en vigueur à sa date de signature.

Les parties signataires demanderont l'extension de l'accord au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.